



Promouvoir une production agricole soucieuse de santé environnementale

Nouveaux enjeux et innovations locales

SECOND ETAT DES LIEUX¹

BILAN FINAL

Valentine Erné-Heintz

Maitre de conférences en sciences économiques,

valentine.erne@gmail.com

CERDACC, laboratoire n° EA 3992

2, rue des frères Lumière, F-68093 MULHOUSE Cedex

Université de Haute-Alsace

¹ Le premier bilan a été présenté le 4 juillet 2019.

Préambule

« L'agriculteur doit être fier de son métier pour qu'il puisse le transmettre »²

Je tiens à remercier - chaleureusement - l'ensemble des enquêtés qui nous ont fait confiance et ouvert leurs portes. Chacun a accepté de partager ses inquiétudes sur le devenir de l'agriculture, mais aussi ses espoirs. Car, s'il y a une chose singulière à noter, c'est la passion avec laquelle tous les sondés exercent leur métier ... même s'ils sont nombreux à nous confier des regrets ou difficultés à surmonter. C'est, à la fois humbles et fiers de ce qu'ils font et de ce qu'ils sont, qu'ils ont raconté *leur* histoire. Histoire professionnelle qui se construit aussi, dans la très grande majorité, dans et au travers d'une histoire familiale.

Le métier d'agriculteur a cette spécificité, toute propre à lui, de tenter d'appivoiser la Nature tout en restant soumis à ses aléas. C'est sans doute là que réside l'une des difficultés de la transition agricole : savoir (re)composer avec la Nature et (re)trouver les équilibres naturels, savoir se (re)mettre au rythme de la Nature dans un climat apaisé avec la société civile.

Sans eux, ce travail n'aurait pas pu aboutir. C'est pourquoi, il leur est aussi dédié.

Nous remercions également la DREAL pour la confiance et le soutien dans ce travail qui a rendu cette recherche possible en en assurant les meilleures conditions.

² Président de la chambre d'agriculture d'Alsace.

Table des matières

Résumé du rapport	6
Résumé du Pass'Transition	7
Liste des acronymes	9
Glossaire	10
Liste des figures	12
Liste des annexes	14
Introduction	15
Partie 1 : Présentation des résultats de l'enquête	24
1.1 Description du contexte et travaux préparatoires à l'enquête	
1.1.1 Typologie et provenance des répondants	27
1.1.1.1 Méthodologie : mise en place de l'enquête	28
1.1.1.1.1 Profil des enquêtés	29
1.1.1.1.2 Phase 1 : Des interviews des acteurs selon une méthodologie participative	32
1.1.1.1.3 Phase 2 : Valorisation scientifique des résultats et de la démarche entreprise	35
1.1.1.2 Qu'est-ce qu'être agriculteur aujourd'hui ?	
1.1.1.2.1 Paysan, chef d'exploitation ou agriculteur ?	37
1.1.1.2.2 Que se passe-t-il lorsque les enfants reprennent le flambeau ?	42
1.1.2 La perception de leur métier	49
1.1.2.1 Un métier passionnant ... mais avec une difficulté de « vivre de son métier »	
1.1.2.1.1 Un métier passionnant	49
1.1.2.1.2 Qu'en est-il des conditions de travail ?	51
1.1.2.1.3 De réelles difficultés pour « faire vivre ma famille », « à avoir des revenus suffisants »	55
1.1.2.2 Une souffrance palpable du fait d'une image dégradée : un besoin de reconnaissance et de (re)créer du lien	
1.1.2.2.1 Un sentiment d'abandon sur un marché mondial	57
1.1.2.2.2 Un dénigrement subi	60

1.1.2.2.3	Cohabiter avec les nouveaux riverains	68
1.2	Vers de nouvelles pratiques : enjeux et innovations pour gagner en résilience	
1.2.1	Une prise de conscience de la nécessité de changer leurs pratiques	72
1.2.1.1	Une première réponse pour recréer du lien : innover dans ses pratiques	73
1.2.1.1.1	Les circuits courts et les fermes ouvertes : le consommateur est un arbitre	74
1.2.1.1.2	Diversifier sa production pour davantage satisfaire les besoins des consommateurs	80
1.2.1.2	Une seconde réponse : produire autrement pour devenir plus résilient	85
1.2.1.2.1	Devenir résilient à travers une plus grande autonomie	85
1.2.1.2.2	L'objectif de réintroduire de la diversité dans les pratiques agricoles est clairement revendiqué : elle passe aussi par l'agronomie	87
1.2.1.2.3	Cette recherche d'une amélioration de la résilience se retrouve lorsque l'on évoque le réchauffement climatique	93
1.2.2	Produire autrement	101
1.2.2.1	Une mutation plus radicale des systèmes de production	103
1.2.2.1.1	EcoPhyto et les fermes Dephy	103
1.2.2.1.2	De la réduction des produits phyto au développement de l'agriculture biologique ...	111
1.2.2.1.3	Une autre approche de la nature : quelle place pour l'agroforesterie ?	116
1.2.2.2	Les principaux freins	121
1.2.2.2.1	Point de départ : un consentement à « produire autrement »	123
1.2.2.2.2	Les principaux freins pour le passage à une agriculture biologique	131
1.2.2.2.3	Une crainte principale : le manque d'informations face à une perte de rendement	135
	Conclusion de la partie 1	146

Partie 2 : Elaboration d'un plan d'action, le Pass'Transition	149
2.1 Proposition d'un plan d'action	156
2.1.1 Classement des volets d'action	158
2.1.1.1 Lever les freins ou les résistances	158
2.1.1.1.1 La transition agricole : relever les trois défis liés aux facteurs capital, travail et terre	159
2.1.1.1.2 Faire le deuil de pratiques anciennes et accélérer la phase de doute pour s'intégrer pleinement dans la transition agricole	162
2.1.1.1.3 Former pour rassurer et mieux essaimer	167
2.1.1.2 Un Pass'Transition pour donner de la cohérence	171
2.1.1.2.1 Pourquoi une approche agroécologique ?	171
2.1.1.2.2 Appartenir à une communauté d'intérêts	174
2.1.1.2.3 Le contenu du Pass'Transition	176
2.1.2 Outils de diffusion	176
2.1.2.1 Le Plan Alimentaire Territorial	178
2.1.2.2 Une AOC agroécologique	180
2.2 Production et stratégies d'avenir	183
2.2.1 Les deux déclinaisons du plan	184
2.2.1.1 Partager des savoirs entre agriculteurs pour favoriser la résilience : essaimer pour produire autrement	184
2.2.1.2 Renforcer l'accessibilité des produits du terroir et refaire lien avec le consommateur	190
2.2.2 A la recherche d'un compromis entre autonomie, soutenabilité et viabilité économique	196
2.2.2.1 Une matrice de la durabilité	196
2.2.2.2 Des fiches-actions	202
Conclusion de la partie 1	205
Conclusions	208
Annexes	210

Résumé du rapport

Ce rapport s'appuie sur la réalisation de 139 enquêtes. Il présente notre plan d'action - intitulé **Pass'Transition** - dont l'objectif est d'aider les agriculteurs à s'engager dans la transition agricole. Il propose différents outils pour lever les freins et les accompagner dans cette voie. Notre volonté n'a pas été de mettre en conflit les modèles d'agriculture (conventionnel versus biologique). Au contraire, elle vise à **réconcilier plutôt qu'à stigmatiser** en s'intéressant aux leviers à activer pour promouvoir des pratiques agroécologiques dans le Grand Est. **Ce plan d'action en adopte une démarche ascendante et horizontale**, en partant du terrain pour instaurer une dynamique auprès des agriculteurs qui tienne compte de leur perception de la transition agricole mais aussi de leurs difficultés.

Dans le cadre de ce travail, nous relevons la nécessité de diffuser une information cohérente sur les pratiques économes en produits phytopharmaceutiques et éprouvées sur le terrain pouvant aider les agriculteurs (futurs ou déjà installés) ; **ce besoin de mise en cohérence des filières et des canaux de distribution** (donc des savoir-faire) constitue, à nos yeux, un levier essentiel pour favoriser la transition agricole. Dès lors, ce **Pass'Transition** ressemble à une boîte à outils. Il a également un objectif de communication pour **susciter l'appropriation de techniques et de systèmes de production pérennes** sur le plan de la santé environnementale tout en apaisant les relations avec la société civile. Il cherche à recréer du lien entre le producteur et le consommateur et à fédérer les pairs au sein d'une dynamique territoriale.

Il s'organise autour d'actions à développer tant en amont qu'en aval des systèmes de production en mutation et s'inscrit parfaitement en continuité des plans Ecophyto II et Ambition Bio 2017 avec l'agriculteur au cœur du dispositif. Il se place dans une perspective de performance économique, sociale et environnementale. Un des objectifs est que la région devienne pionnière dans la transition agroécologique. Concrètement, ce plan propose de généraliser **le Plan Alimentaire Territorial (PAT)**, de créer **une AOC agroécologique et un système de parrainage**, de diffuser **une matrice de diagnostic d'évaluation de la durabilité d'une exploitation** pour traduire les principes d'une agriculture plus durable en leviers d'action pour les agriculteurs et leurs conseillers. Au niveau de la région Grand Est, nous insistons sur les freins à lever car en l'absence de dynamique technique collective, le développement d'un nouveau modèle agricole en lien avec un cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques restera à l'état initial et sera perçu négativement, comme une contrainte supplémentaire. Les changements techniques en agriculture ne peuvent être viables que s'ils sont réalisés dans le cadre de filières ou de réseaux professionnels.

Projet agroécologique pour la Région Grand Est

Plan de communication

Créer une dynamique locale de conversion

Objectifs : créer une dynamique de conversion

- Maintenir une activité agricole compatible avec une gestion des espaces ruraux : créer du lien social entre plusieurs catégories de population (animations pédagogiques)
- Impulser des réseaux de partage de savoirs agronomiques
- Organiser des synthèses, fiches-actions et journées techniques pour mobiliser les hésitants à la transition
- Accompagner au développement de filières locales

Freins

- **Transversalité du plan impliquant une multiplicité des acteurs ayant des divergences sémantiques : négociations difficiles**
- Difficultés liées au contexte socio-économique du monde agricole
- Grande disparité dans les exploitations
- Manque d'appui aux conversions
- Enjeux démographique, successoral et de capacité à investir
- Perceptions des nouvelles pratiques comme une contrainte par les agriculteurs

Acteurs impliqués

Région Grand Est
 Intercommunalité
 Chambres d'agriculture
 Syndicats, associations, Coopératives
 Agriculteurs
 EPLEFPA

Leviers

- Gestion du foncier agricole
- Disponibilités de compétences dans les Chambres avec des acteurs impliqués et des réseaux à structurer
- Accompagnements individuels dans une dynamique collective au sein d'un territoire

Freins	Objectifs	Leviers d'action
Coexistence de plusieurs vulnérabilités (économique, sociale, sociétale, environnementale)	Orienter les pratiques de façon plus précises par rapport à un fil conducteur Créer une dynamique territoriale	Un Plan Alimentaire Territorial (PAT) décliné au niveau intercommunal Structurer les filières
Enjeu foncier lors de la transmission Formations à l'agronomie et les pratiques agroéconomiques Habitudes, absence de références	Sensibiliser et responsabiliser les agriculteurs aux enjeux de la transition agricole Partager des expériences et essayer des pratiques	Structurer un réseau de solidarité entre les agriculteurs (CUMA, etc.) Créer une communauté d'intérêts via un réseau de pairs fédérateur Introduire un système de parrainage Diffuser une matrice de diagnostic d'évaluation de la durabilité d'une exploitation et des fiches-actions avec des pratiques agroécologiques et leurs rendements
Problème de visibilité dans les pratiques mises en œuvre	Définir la transition agricole dans un sens positif (une opportunité) et non comme une contrainte	Innovations dans les pratiques (circuits courts, agrotourisme, agroécologie) Une AOC agroécologique avec un cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques

Liste des acronymes

CEPP : Certification d'économie de produits phytopharmaceutiques

CIVC : Comité interprofessionnel des vins de Champagne

CUMA : coopérative d'utilisation du matériel agricole

DIALECTE : Diagnostic liant environnement et contrat territoriaux d'exploitation

EPLEFPA : Etablissements Publics Locaux d'Enseignement et de Formation
Professionnelle Agricole

GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

GIEE : Groupements d'Intérêt Economique et Environnemental

HVE : Haute Valeur Environnementale

IFT : Indicateur de Fréquence de Traitements phytosanitaires

MAE : Mesures Agro-environnementales

MAET : Mesures Agroenvironnementales Territorialisées

RAD : Réseau Agriculture Durable

SAU : Surface Agricole Utile

SCV : Semi sous Couvert Végétal

TCS : Techniques de culture simplifiée

Glossaire

Adventice : plante qui se développe spontanément dans les milieux que l'homme modifie. Dans un champ, il s'agit des autres espèces que celle cultivée. Il s'agit d'une flore spontanée.

Agriculture biologique : elle interdit tout usage d'intrants chimiques mais autorise³ des produits bio, le cuivre et le soufre. (Annexe 4)

Agriculture de conservation : elle repose sur trois principes, à savoir la couverture végétale maximale des sols, l'absence de labour et les rotations longues et diversifiées. Elle remet parfois en cause l'agriculture biologique pour sa non-prise en compte de la vie biologique du sol avec les techniques du labour. (Annexe 4)

Agriculture extensive : elle recherche l'optimisation de la productivité entre trois facteurs à savoir le sol (la terre), le travail et le capital.

Agriculture intégrée : elle tente de substituer des procédés naturels de régulation aux intrants extérieurs. Elle repose sur une approche globale de l'exploitation.

Agriculture intensive : elle vise à maximiser le rendement au prix de charges opérationnelles élevées et de traitements importants. Elle est celle qui privilégie l'extensification du facteur capital. En réalité, elle consiste à maximiser la productivité du facteur le plus limitant, le plus rare ou le plus coûteux entraînant ainsi un usage plus accru de l'un ou des deux autres facteurs. Elle est souvent associée à un usage important de capital et de travail face à des terres plus rares : hausse des rendements, recours à des intrants chimiques, investissements en équipements et bâtiments.

Agriculture de régénération : elle reprend les principes de l'agriculture de conservation avec un retour des bêtes sur les pâturages.

Agriculture raisonnée : elle cherche à limiter - volontairement - l'usage de produits phyto. Elle se base sur des techniques d'une culture raisonnée telles que l'utilisation de seuils d'intervention ou des modèles de prévision pour les fongicides, les méthodes de bilan pour l'azote, etc. Elle définit des « bonnes pratiques » à respecter tout en ayant des objectifs de rendement par parcelle. (Annexe 4)

³ Pour une liste complète des produits autorisés : <http://www.grab.fr/wp-content/uploads/2018/04/5-Liste-phyto-bio-maraichage-2018.pdf>.

Agroécologie : elle se construit sur la valorisation des savoirs agronomiques traditionnels pour réintroduire le vivant (la biodiversité) dans les systèmes agricoles pour restaurer des fonctions écologiques (pour valoriser des synergies ou des interactions bénéfiques, stocker de l'énergie, etc.). Elle cherche à imiter les équilibres naturels.

Agroforesterie : il s'agit de réintroduire des arbres, des bosquets ou des haies pour modifier le microclimat, créer des abris pour la faune et/ou bénéficier d'un effet synergie avec les autres activités, mais aussi améliorer la fertilité des sols (fixation de l'azote, matière organique lors de la taille, etc.).

Permaculture : elle s'inspire de l'écologie et développe une approche globale de l'agriculture.

Polyculture : l'effet recherché est la variété des cultures pour générer des complémentarités et une amélioration des rendements.

Rotation de cultures : il s'agit de séquences diversifiées entre des céréales, des légumineuses par exemples.

Techniques de culture simplifiée : il s'agit de toutes les techniques qui limitent voire suppriment le labour pour, entre autres, lutter contre l'érosion des sols.

Liste des figures

Figure 1 : Profil agricole du Grand Est	14
Figure 2 : Localisation des zones enquêtées	28
Figure 3 : Répartition des enquêtes	30
Figure 4 : Répartition des enquêtes en fonction du profil des agriculteurs	31
Figure 5 : Un métier nécessitant de multiples compétences	40
Figure 6 : Le choix des jeunes lors de leur installation	45
Figure 7 : Les liens entre l'agriculture et l'environnement ou la santé	64
Figure 8 : Les stratégies mises en œuvre pour augmenter les revenus	73
Figure 9 : Q12, L'avenir de l'agriculture passe par les circuits courts	74
Figure 10 : Un besoin de recréer du lien à travers une stratégie de reconquête	76
Figure 11 : Résultats de notre enquête concernant le labour	90
Figure 12 : Q22, Le réchauffement climatique	93
Figure 13 : Un métier soumis à de nombreuses incertitudes	102
Figure 14 : Comment se définit l'avenir de l'agriculture ?	109
Figure 15 : Le bio dans le Grand Est	114
Figure 16 : Les deux fonctions de l'agriculture	117
Figure 17 : Q17, L'introduction de haies ou bandes fleuries ...	120
Figure 18 : Q13, L'avenir de l'agriculture passe par de nouvelles pratiques	125
Figure 19 : Evolution des modes de production agricole	126
Figure 20 : Q18, L'agriculture biologique ne suffit pas pour nourrir la planète	133
Figure 21 : L'agriculture biologique en circuits courts	134
Figure 22 : Les principaux freins au développement de l'agriculture biologique	136
Figure 23 : Le métier d'agriculteur, entre valeurs positives et négatives	147
Figure 24 : Créer une dynamique locale de conversion	153
Figure 25 : Créer une dynamique territoriale autour de la transition agricole	154
Figure 26 : Définition du plan d'action, le Pass'Transition	155
Figure 27 : Trois défis pouvant se transformer en une opportunité	160

Figure 28 : La conduite du changement	163
Figure 29 : Accompagner le changement	166
Figure 30 : Trouver une performance agroécologique	173
Figure 31 : Une triple performance pour l'agriculture de demain	173
Figure 32 : Les différents outils de notre plan d'action Pass'Transition	177
Figure 33 : Essaimer pour produire autrement	184
Figure 34 : Les clés de succès d'une dynamique collective	187
Figure 35 : Vers une fertilisation croisée	194
Figure 36 : Recherche d'un compromis entre autonomie - soutenabilité - viabilité chez un éleveur bovin	197
Figure 37 : Proposition d'une matrice d'évaluation de la durabilité	201
Figure 38 : Exemple d'une fiche-action	203
Figure 39 : Sécuriser les débouchés et améliorer la visibilité de la transition	205
Figure 40 : L'agriculture durable	207
Figure 41 : Bilans et propositions	209

Liste des annexes

Annexe 1 : Le support d'enquête (questionnaire)	211
Annexe 2 : La liste des enquêtés et leur répartition	217
Annexe 3 : Planning de travail et respect du cahier des charges	224
Annexe 4 : Les différents modèles d'agriculture	226
Annexe 5 : Un diagnostic de la durabilité environnementale du RAD	227
Annexe 6 : Un diagnostic de la durabilité économique du RAD	228
Annexe 7 : Un diagnostic de la durabilité sociale du RAD	229
Annexe 8 : Une application du diagnostic du RAD	230
Annexe 9 : La place de la viticulture dans le Grand Est	231
Annexe 10 : La place de la biologique dans le Grand Est	233

Introduction

« Mieux comprendre la vie d'un paysan, c'est déjà nous aider. »⁴

Ce rapport s'appuie sur la réalisation de 139 enquêtes sur la base d'un questionnaire (annexe 1) auquel 48 agriculteurs ont répondu (annexe 2). Il présente notre plan d'action (que nous appellerons **Pass'Transition**) dont l'objectif est d'aider les agriculteurs à s'engager dans la transition agricole. Il propose différents outils pour lever les freins et les accompagner dans cette voie. En outre, il détaille l'ensemble du contexte dans lequel s'est construit ce travail de terrain eu égard au cahier des charges initial (annexe 3). De ce fait, de nombreuses citations issues de nos rencontres sur le terrain illustreront nos propos car il nous semblait important, non seulement de retranscrire le plus fidèlement possible les propos de certains agriculteurs en utilisant leurs propres mots, mais aussi parce que certaines formulations nous apparaissaient tout à fait évocatrices du contexte dans lequel elles s'inscrivaient. Elles seront toujours en italique dans le texte.

Notre volonté n'a pas été de mettre en conflit les modèles d'agriculture (conventionnel versus biologique). Au contraire, elle vise à **réconcilier plutôt qu'à stigmatiser** les modèles en s'intéressant aux démarches et pratiques innovantes mises en œuvre par certains agriculteurs dans le Grand Est. Il s'agit aussi de s'interroger sur les leviers à activer pour promouvoir une transition agricole sur notre territoire. La mission principale consiste à **proposer un plan d'action agroécologique - intitulé Pass'Transition - en adoptant une démarche ascendante et horizontale**, en partant du terrain pour instaurer une dynamique auprès des agriculteurs en prenant appui sur leur perception du contexte actuel et autour des questions suivantes :

⁴ Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

Quelle agriculture souhaitons-nous encourager ? Quelles actions les agriculteurs souhaitent-ils voir mises en œuvre ? Quel est le rôle des collectivités locales ou de la Chambre d'agriculture ? Une production sans produits phyto est-elle possible ? De quel type d'accompagnement manifestent-ils un besoin ? Autrement dit, quelles stratégies d'avenir peuvent être mises en place dans le Grand Est pour garantir leurs revenus, mais aussi les inscrire dans la transition agricole ?

Problématique :

Comment le monde agricole peut-il se préparer à la transition agricole ?

En réalité, dès 2012, le ministre de l'agriculture⁵ cherche à engager l'agriculture dans une transition agroécologique sous l'angle d'une triple performance : économique, sociale et environnementale. Un plan d'action national a d'ailleurs été lancé en 2014 par le biais de plusieurs dispositifs dont le plan Ecophyto, le programme Ambition Bio 2017 et le plan agroforesterie.

Dans le cadre de ce travail, nous relevons la nécessité de diffuser une information cohérente sur les pratiques économes en produits phytopharmaceutiques et éprouvées sur le terrain pouvant aider les agriculteurs (futurs ou déjà installés) ; **ce besoin de mise en cohérence des filières et des canaux de distribution** constitue, à nos yeux, un levier essentiel pour favoriser la transition agricole.

« Il faut un système plus local. Plus transparent. Plus développé pour le bio. »⁶ ; « Un des freins au passage au bio, c'est le marché du bio qui n'est pas aussi bien structuré que le conventionnel. Le marché bio doit se mettre en place, surtout pour ceux qui font des céréales. Il faut penser filière, se structurer avec des intermédiaires. Mais pas trop sinon c'est comme dans le conventionnel. »⁷ ; « Pour plus de conversion au bio, il faudrait des démarches facilitées. »⁸

Il y a un réel besoin d'un outil qui accroisse la visibilité des pratiques vis-à-vis de la société civile, mais aussi en faveur des agriculteurs qui disposent alors d'une **feuille de route**. Il s'agit également d'un objectif de communication pour **susciter l'appropriation de techniques et de systèmes de production pérennes** sur le plan de la santé environnementale. Cette demande d'informations est un des éléments prégnants qui résulte de notre enquête de terrain. En outre, ce manque d'informations sur les performances agroécologiques de certaines pratiques qui réduisent l'usage de phyto est

⁵ Il s'agissait de Stéphane Le Foll.

⁶ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁷ B. Nancy.

⁸ P., agriculteur-éleveur conventionnel en polyculture.

finalement un frein sur le terrain. Une demande d'échanges d'informations et de partage d'expériences émane distinctement de notre enquête.

*« Pour faire la transition, il faut du temps. Toute la semaine, je n'arrête pas. »⁹ ;
« Les échanges avec les autres viticulteurs bio sont importants. **On est rassurés. On partage les mêmes problèmes. Il y a de la solidarité.** Au printemps, on a rdv avec un technicien. C'est très agréable de **parler avec les collègues ; ça rassure.** Comme ça on sait quand il faut traiter. »¹⁰*

*« Avec mon fils, on y réfléchit. Il est en terminale. On va sûrement le faire. **Pourquoi on s'interroge ?** Parce que je déteste les produits chimiques. Personnellement, j'utilise l'homéopathie et les techniques des huiles essentielles. **Je ne veux pas faire n'importe quoi. Ça engage l'avenir. Mais, je trouve que je manque d'infos. Je n'ai pas de formation. Et je sais que je vais perdre en rendements.** »¹¹*

La seconde demande intervient plus spécifiquement en aval de la chaîne de production. Elle s'inscrit dans un cadre d'*agribashing* (dénigrement des agriculteurs) qui cache une autre réalité : **un besoin de reconnaissance** à la fois de leur métier et des difficultés inhérentes à celui-ci, mais aussi des efforts déjà déployés. Elle fait état d'un sentiment d'injustice, d'incompréhension et d'une volonté de **rechercher un dialogue plus apaisé avec la société civile**. De nombreux événements sont organisés par le corps agricole, qui rencontrent un certain succès. Ces stratégies de communication créent du lien avec le consommateur et prennent des formes très diverses.

*« La fête de l'agriculture est une formidable vitrine pour nous. .../... C'est une magnifique occasion de **replacer les choses dans leur contexte et de rétablir certaines vérités.** L'idée est de **parler de ce qu'on fait vraiment.** C'est sur cet aspect-là que l'on a le plus de travail à faire. On doit **mieux communiquer sur nos métiers.** »¹² ;*

*« Le concours de labour, c'est toujours une grande fête. C'est aussi l'occasion de **montrer la façon dont nous respectons et entretenons la nature au quotidien.** Il faut échanger pour mieux faire connaître notre métier. Le concours, c'est **une occasion rêvée pour attirer les visiteurs.** »¹³ ;*

⁹ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

¹⁰ Viticulteur, champagne bio.

¹¹ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

¹² E., Jeunes Agriculteurs (JA) éleveuse de vaches laitières.

¹³ C. H., Jeunes Agriculteurs.

*« Les fermes ouvertes, le tour des fermes, les ballades gourmandes. Tout ça c'est vraiment bien pour **parler de notre métier. De le valoriser.** .../... On veut **établir une relation de confiance avec les consommateurs.** »¹⁴*

En somme, **le plan d'action Pass'Transition** s'organise autour d'actions à développer tant en amont qu'en aval des systèmes de production qui sont, aujourd'hui, en mutation. Un peu comme une boîte à outils aisément mobilisables. Une transition viable et pérenne passe indubitablement par **une politique de communication ambitieuse et inclusive** qui prenne en considération plusieurs modèles de systèmes de production. Cette diffusion des solutions et des pratiques actuellement disponibles peut constituer un formidable levier pour **faire adhérer** et appliquer la transition agricole. Ce plan s'adresse d'une part, aux agriculteurs en les fédérant et d'autre part, aux consommateurs puisqu'il cherche à donner une meilleure visibilité à des pratiques plus durables qui ne sont pas codifiées par un label ou un logo mais qui existent sur le terrain¹⁵. En outre, elle s'inscrit parfaitement dans les objectifs des plans Ecophyto II¹⁶ et Ambition Bio 2017¹⁷ avec l'agriculteur au cœur du dispositif de la transition. **Ce Pass'Transition se place dans une perspective de performance économique, sociale et environnementale.** L'objectif explicite de ce plan est d'améliorer la communication car elle peut modifier les représentations que les différents acteurs peuvent avoir de leur rôle dans l'engagement dans la transition agricole : consommateurs, agriculteurs, collectivités territoriales, syndicats, etc. Ces représentations agissent sur les actions mises en place.

*« Le principal défi ? C'est un problème global. Est-ce que notre système de production est encore d'actualité ? Est-ce qu'on fera tous du bio demain ? **Je ne sais pas.** Il faut mieux valoriser notre travail. Le problème est financier. Il faut faire tourner la boutique. C'est compliqué avec les prix aujourd'hui. **Et qu'est-ce que je vais produire demain ? Quel produit ? De quelle façon ? Je ne sais pas.** »¹⁸ ; « **Il faut que le consommateur se rapproche.** La consommation doit se concentrer sur la proximité. Les denrées font des kilomètres et après on parle de bilan carbone. Tous les camions qui transitent. Il faudrait imposer des % dans les cantines. Il y a un problème de débouchés. »¹⁹*

¹⁴ S, éleveur.

¹⁵ Au contraire de l'agriculture biologique, certaines pratiques, telles que la Haute Qualité Environnementale ou l'agriculture de conservation (annexe 4) etc., ne permettent pas aux consommateurs de connaître les efforts réalisés par les agriculteurs.

¹⁶ <https://agriculture.gouv.fr/le-plan-ecophyto-quest-ce-que-cest>.

¹⁷ <https://agriculture.gouv.fr/le-programme-ambition-bio-2017>.

¹⁸ Un jeune agriculteur.

¹⁹ Un agriculteur.

Incontestablement, la prise de conscience de la nécessité de changer de système de production agricole a pris de l'ampleur.

« Les intrants, ça a un coût. Les produits chimiques, ce n'est pas bon pour le sol. Mais, je n'ai pas vraiment d'alternatives. Je sais, on ne peut pas continuer comme ça. On pollue quand même un peu. Dans le temps, je mettais en jachère et du fumier de mes bêtes. Il y avait plus de vie dans la terre. Mais j'ai arrêté le lait. Je note tout. On ne fait pas plus qu'il ne faut. Et puis ça dépend de la météo. »²⁰

Pourtant, si la région a bénéficié d'un statut d'expérimentation (particulièrement dans le secteur viticole) puisque près de 20% des vignes sont déjà en bio (annexe 9), le risque d'essoufflement de la dynamique n'en demeure pas moins et ce, malgré les atouts de notre territoire. L'agriculture représente, avec plus de 46.000 exploitations, le premier excédent commercial du Grand Est. En 2018, l'agriculture biologique se développe sur une surface²¹ de 148.528 hectares en bio et conversion (2534 exploitations) soit 5% de la surface agricole utile avec un marché en plein essor (annexe 10).

« Entre 2007 et 2018, le nombre d'agricultures bio alsaciens a presque triplé pour atteindre 838 fermes, toutes filières confondues. L'arboriculture est celle qui a le plus progressé avec 35% des vergers en bio. Plus de 300 domaines viticoles soit 20% de la surface AOC Alsace est en AB. L'activité légumes représente 16% et les surfaces céréalières 2.4%. »²² ;

« L'Alsace est à la pointe grâce à une agriculture diversifiée et extensive. Le développement actuel du bio s'appuie sur la forte demande des consommateurs ; le label AB a la cote. Il y a des inquiétudes des agriculteurs face aux difficultés conjoncturelles et techniques (perte de fertilité des sols, phénomène de coulées de boue). L'agriculture bio a changé d'échelle et a dépassé le stade du créneau de niche. .../... Le bio ne peut pas se contenter du volet environnemental inscrit dans le cahier des charges européen avec la suppression des pesticides. Il doit intégrer les aspects économiques et sociaux : offrir une rémunération équitable aux producteurs et privilégier les emplois locaux payés au tarif français. .../... Aujourd'hui, les producteurs bio s'en tirent mieux grâce à des circuits de distribution diversifiés et spécifiques. Il faut continuer dans cette voie pour ne pas se retrouver avec les mêmes difficultés que l'agriculture conventionnelle. »²³

²⁰ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

²¹ Source : <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/Agriculture-biologique,346>

²² Source : *Dernières Nouvelles d'Alsace*, page 19.

²³ OBAPA.

Le plan Pass'Transition rassemble ainsi des actions concrètes à mettre en place. Un des objectifs est que la région devienne pionnière dans la transition agroécologique. Ainsi, ce projet vise à promouvoir une agriculture plus durable dans notre région. Les réseaux actuels, bien que très actifs, n'incitent pas suffisamment à modifier rapidement les comportements. Concrètement, l'objectif du Pass'Transition est de **construire une approche agroécologique autour de la qualité pour insérer le territoire dans une dynamique de santé environnementale.** La stratégie cherche explicitement à inscrire la région dans cette approche pour établir (rétablir) concrètement le lien entre le producteur et le consommateur.

Notons toutefois qu'une vraie question de vocabulaire s'est très vite imposée : faut-il parler de transition agricole ? d'agroécologie ? d'agriculture de conservation ? Sans conteste, se référer à une agriculture biologique ou une agriculture conventionnelle est apparue comme une notion clivante et stigmatisante. Aussi, nous pouvons nous interroger, dès ces propos liminaires, s'il ne paraît pas important de sortir de cette opposition pour utiliser un autre terme plus fédérateur, résumant la transition agricole afin de faciliter l'adhésion et surtout la cohésion et le partage d'expériences. **Cette difficulté sémantique n'est pas anodine** dans un secteur qui subit une image sociétale dégradée et qui est en reconquête. Quoiqu'il en soit, nous avons pu rapidement constater que poser le débat sous l'alternative « conventionnelle versus biologique » se révélait en réalité houleux voire stérile. C'est pourquoi, nous avons fait le choix de sous-titrer notre rapport de la manière suivante : **Nouveaux enjeux et innovations locales.** En effet, **la transition appelle à la fois de nouvelles pratiques agricoles, mais aussi d'autres modalités d'échanges.** Dans cet esprit, nous privilégions le terme « agroécologique ».

Dans ce rapport, notre ambition est de revenir dans un premier temps sur les difficultés du monde agricole afin de montrer la fragilité de la transition au sein même du monde agricole. Elle introduit encore davantage d'incertitude dans un secteur déjà vulnérable. Les évolutions démographiques et économiques ont sensiblement transformé l'environnement dans lequel évoluent les agriculteurs. Le sentiment qu'ils vivent « la fin des paysans »²⁴ compose avec leur insertion dans des marchés internationaux de matières premières agricoles qui accroît leur vulnérabilité économique et qu'ils ne maîtrisent pas.

²⁴ Nous reprenons ici une expression mendrassienne : la situation est sans appel car la population des agriculteurs est de moins en moins nombreuse et de plus en plus vieillissante. Cette chute démographique s'accompagne d'une plus difficile cohabitation avec la société civile. Nous reviendrons sur ces aspects qui font l'objet de nombreuses inquiétudes lors de notre enquête.

« Je ne referai plus ce métier. C'est trop dur. C'est plus intéressant. Pour vivre, c'est trop difficile. Les prix fluctuent ; on ne peut rien faire. Si, jouer sur les rendements. Mais, là, après, la société est sur notre dos. J'avais du lait. J'ai vite arrêté. Au début, c'était fantastique. J'aimais l'ambiance ; les gens du village aidaient. C'était comme une famille. On comparait nos récoltes. Maintenant, c'est chacun pour soi. »²⁵

« Le principal défi, il est économique. Ce n'est pas motivant si on n'a pas un minimum de revenus. On a l'impression que l'agriculture, c'est plus la priorité. Mon grand-père vivait encore bien. Le consommateur ne veut plus payer. On te donne des subventions mais 500.000 agriculteurs face à 65 millions de consommateurs. On ne peut rien faire. La pression est en faveur du consommateur. Regardez le panier de la ménagère. Il n'y a rien de chez nous. Et Leclerc tuerait père et mère pour gagner plus. Avant, tout le monde pouvait en vivre. Maintenant, c'est plus possible. »²⁶

Notre document de synthèse s'organise de la manière suivante :

La première partie détaille notre enquête de terrain : la méthodologie déployée, les résultats qui ont permis de construire notre plan d'action. D'ores et déjà quelques éléments de réponse peuvent être annoncés : une demande d'accompagnement découle notamment de notre étude exploratoire. Cette demande manifeste une prise de conscience de la nécessité de changer les pratiques - qui d'ailleurs sont en cours d'évolution - et de s'adapter à de nouvelles contraintes (productives et sociétales). Cette adaptation se définit autour d'innovations locales qui ont pour objectif la recherche d'une résilience par l'agronomie et une plus grande autonomie.

« Permettre à son exploitation d'être résiliente, c'est lui permettre de vivre. »²⁷

La transition agricole est aussi **un changement de paradigme sur le plan économique, environnemental et social** qui exige un changement de comportements de la part du producteur et du consommateur. En réalité, nous allons le voir, des changements de l'ensemble de la chaîne de production avec une réaffirmation du rôle de soutien des collectivités locales pour ancrer davantage la production sur le territoire. Le questionnaire est disponible en annexe 1 de ce présent rapport. Il se compose de

²⁵ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

²⁶ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

²⁷ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

plusieurs questions dont un quizz²⁸. L'objectif de notre travail de terrain est de recueillir la perception des agriculteurs sur la transition agricole et les transformations observables de leur métier. Sur cette base, il est alors possible de définir plusieurs propositions d'actions en réponse à leurs attentes mais aussi eu égard aux démarches entreprises par certains.

« Dans le temps, l'agriculteur vivait de la nature. Après, il exploitait la nature avec les phytos qui n'étaient pas chers. Mais maintenant, il a pris conscience qu'il faut un retour à la nature. Il faut laisser faire la nature. On peut mieux sélectionner les plantes. Le choix du haut rendement et plus rapide a besoin de rajouts. Il faut changer ça. Mais ça prend du temps. »²⁹

La seconde partie tente, sur la base des résultats de notre enquête de terrain, de répondre à la question : **comment inciter les agriculteurs à adopter de nouvelles pratiques plus économes en produits phytopharmaceutiques ?** Cette question tente d'interroger la capacité à susciter une dynamique collective autour de la transition agricole. Incontestablement, l'agriculteur s'inscrit dans un territoire et revendique explicitement cette caractéristique. Il déplore l'absence de soutien, d'accompagnement ou de reconnaissance des efforts déjà déployés. Ces efforts non reconnus suscitent beaucoup d'incompréhension des agriculteurs qui souffrent alors d'une image qu'ils estiment non méritée. Certains ne désirent pas adopter le logo AB, ce qui ne les empêche pas d'être plus économes en produits phyto. Malgré cela, sur le terrain, des cultures plus résilientes sont déjà développées ; des initiatives permettant de recréer du lien avec la société civile valent d'être notées et soutenues. Subséquemment, la promotion de la transition agricole peut s'analyser comme une dynamique du changement à comprendre pour lever les réticences et infléchir certaines hésitations.

C'est la raison pour laquelle, dans ce plan d'action Pass'Transition, nous proposons **une matrice de diagnostic d'évaluation de la durabilité d'une exploitation** pour traduire les principes d'une agriculture plus durable en leviers d'action pour les agriculteurs et leurs conseillers. Au niveau de la région Grand Est, il serait possible d'**insérer la transition agricole dans une démarche d'économie circulaire**³⁰ et de promouvoir **une**

²⁸ Ce quizz ou jeu de questions/réponses a rencontré un énorme succès. Un céréalier m'a même dit : « il n'y a plus de questions ? ».

²⁹ Une maraîchère.

³⁰ Par exemples en favorisant, en amont des filières, les partenariats entre agriculteurs, producteurs de biodéchets (restauration collective, etc.) et les centres de valorisation comme la méthanisation ou le compostage. Puis en aval, les circuits courts via le projet alimentaire territorial. Il en est ainsi avec la plateforme numérique Maelia, projet développé par l'INRA de Colmar afin d'imaginer des scénarios propices à la transition agricole et viticole : « Pour limiter

« **AOC agroécologique** ». Ici, le **Plan Alimentaire Territorial (PAT)** constitue un accélérateur puissant qu'il nous semble pertinent de déployer dans les intercommunalités. Notons, que nous avons pris le parti de privilégier l'empirisme sur le théorique afin que le projet repose sur des éléments fonctionnels et actionnables. Nous insistons sur les freins à lever car en l'absence d'une dynamique technique collective, le développement d'un nouveau modèle agricole en lien avec un cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques restera à l'état initial et sera perçu négativement, comme une contrainte supplémentaire. Les changements techniques en agriculture ne peuvent être viables que s'ils sont réalisés dans le cadre de groupes ou de réseaux professionnels. En fait, la seconde partie tente de répondre à cette injonction posée par une personne lors de l'enquête :

« Ce qui manque, c'est un catalyseur de changements. Il faut élaborer un scénario viable. »³¹

« Il faut sensibiliser les élus. »³² ; « C'est le consommateur qui changera tout. C'est lui qui fait le choix. Il a le dernier mot. Mais les collectivités locales ont aussi un rôle à jouer. Elles peuvent servir des fruits et légumes de saison. Sensibiliser les enfants. Dans les cantines, on ne sert pas un gratin de courgettes en janvier. »³³

l'impact environnemental des transports, il faut que le produit cultivé soit transformé et consommé au plus près. Il faut également penser à la transformation des déchets végétaux en fonction des besoins sur le territoire .../.... Pour l'implantation d'un méthaniseur qui transforme les biodéchets en gaz, il faut un approvisionnement en lisier, donc être proche d'un élevage, des biodéchets en continu (cantines scolaires, population), un acheteur pour le gaz produit, et des champs agricoles pour l'épandage. »³⁰

³¹ Formatrice au lycée agricole.

³² Une animatrice de l'ARDEAR.

³³ Une maraîchère.

Partie 1 :

Présentation des résultats de l'enquête

Dans les propos de nombreux agriculteurs, l'impératif « santé environnementale » ne se dévoile pas en tant que tel ; cette expression n'est d'ailleurs jamais employée. Les préoccupations liées à la santé sont toutefois présentes, mais davantage sous l'angle de la vente de produits sains, en relation avec le consommateur. Néanmoins, la question environnementale joue indubitablement un rôle important dans la recomposition de l'identité professionnelle agricole et dans les nouvelles pratiques déployées. Cependant, il n'est pas certain que cet impératif soit considéré comme prédominant puisque c'est avant tout la nécessité de communiquer pour recréer un lien qui leur apparaît primordial. Autrement dit, d'autres facteurs contextuels viennent modifier leur conception du métier d'agriculteur et de leurs activités. C'est pourquoi, lorsque nous analysons leurs définitions de la transition agricole, il apparaît que cette dernière ne se limite pas à une conversion à l'agriculture biologique - loin de là - même si plusieurs concèdent :

« Il faut réduire l'utilisation de produits phytosanitaires »³⁴ ; « Passer à une agriculture de conservation pour avoir un sol en bonne santé, qui fonctionne bien. Il faut assurer l'équilibre entre les entrées et les sorties car l'agriculture est capteur et émettrice de carbone, de méthane et d'azote »³⁵ ; « La terre, c'est mon outil de travail. »³⁶ ; « Il faut expliquer comment je fais. »³⁷

L'enquête de terrain montre distinctement un réel besoin de reconnaissance, de recréer du lien. Le sentiment de solitude est d'autant plus grand dans les zones périurbaines où de « nouveaux voisins »³⁸ sont arrivés et qui n'ont plus cette culture agricole :

*« On se sent seul. Il y a 30 ans, le village comptait une vingtaine d'agriculteurs. Aujourd'hui, ils ne sont plus que sept. »³⁹ ;
« L'agriculture passe une phase difficile. On est toujours critiqué. Dans notre façon de vivre. On n'a pas de sécurité. Mais il faut vivre de son travail. Ce qui se passe, c'est très grave. Nous ne sommes pas des empoisonneurs »⁴⁰*

³⁴ Un agriculteur en polyculture.

³⁵ Conseiller agronomie, Chambre d'Agriculture.

³⁶ Un agriculteur en polyculture.

³⁷ Une maraîchère.

³⁸ Expression utilisée par un agriculteur.

³⁹ Président de la chambre d'agriculture d'Alsace.

⁴⁰ Un vigneron.

Les questions liées au foncier agricole sont alors déterminantes dans le fonctionnement des espaces et des espèces. L'agriculteur se sent « agressé » pour ses pratiques et son action sur l'environnement. En réalité, cette communication sur leur savoir-faire ne porte pas exclusivement sur des questions économiques, mais avant tout sur la reconnaissance de leur travail, leur attachement à leur environnement, leur passion pour leur métier ou encore le sentiment de protéger un bien commun. Mais aussi sur le déploiement de pratiques moins utilisatrices d'intrants même si elles ne sont pas codifiées par un label ou une appellation ...

1.1 Description du contexte et travaux préparatoires à l'enquête

L'enquête a été menée sur une période située entre mai et septembre 2019 sur différents territoires du Grand Est (annexe 2). Cette étude intervient dans un contexte politique précis (la signature du CETA et la négociation des accords avec le Mercosur) et météorologique particulier puisque nous avons subi des périodes caniculaires. Durant cette période, un débat public au sujet de la légalité d'un arrêté municipal anti-pesticides a également eu lieu. Ceci explique l'importance de ces éléments dans les réponses des enquêtés.

« Il faut arrêter les conneries ; pressurer les agriculteurs et importer. Acheter local, c'est réduire leurs déficits [aux agriculteurs]. »⁴¹ ; « Il faut savoir ce que veut notre société. La nourriture, c'est stratégique. On ne peut pas juste avoir une agro-industrie. Ça ne peut pas être Nestlé qui décide. »⁴²

L'étude aborde la problématique à l'aide d'un questionnaire structuré en plusieurs parties (annexe 1). Elle questionne à la fois le métier et les transformations de celui-ci, la conception de la transition agricole, les pratiques mises en œuvre et leur propension à modifier ces dernières. Notre méthode d'analyse des données passe par un traitement statistique classique de nature à classer quantitativement et qualitativement les données. Cette approche nous permet de construire simultanément des variables synthétiques tout en dégagant plusieurs pistes d'interprétation utiles à la rédaction du plan d'action comme nous le verrons dans la seconde partie. La forme explicite des entretiens (semi-directs) impose de ne pas se limiter à des analyses purement statistiques, mais au contraire, de favoriser l'interprétation qui en découle.

⁴¹ Un enseignant d'un lycée agricole.

⁴² Un enseignant d'un lycée agricole.

La diversité des profils enquêtés (annexe 2) nous a permis de mettre en exergue de nombreux éléments convergents. La nécessité de changer les pratiques est perçue de façon explicite même si les termes de « transition agricole » ou « d'agroécologie » ne sont pas spontanément employés. Les motivations à changer les pratiques sont diverses mais partagées et se trouvent freinées par des raisons assez consensuelles. Cette convergence ne doit cependant pas masquer l'existence de controverses vivaces sur le terrain autour du « verdissement » de l'agriculture. Néanmoins, les agriculteurs ont conscience qu'ils sont confrontés à des enjeux ou des règles qui, parfois, remettent en cause leurs pratiques voire leurs activités, et ce, plus fondamentalement avec la prise en compte d'une question santé environnementale : il s'agit de la pression exercée par les attentes des consommateurs ou de la société et/ou des défis qui découlent du réchauffement climatique. Quoiqu'il en soit, nous avons répertorié **un consensus évident dans la volonté de réfléchir à un changement de modèle, plus respectueux de l'environnement et qui lui assure une rémunération plus juste.**

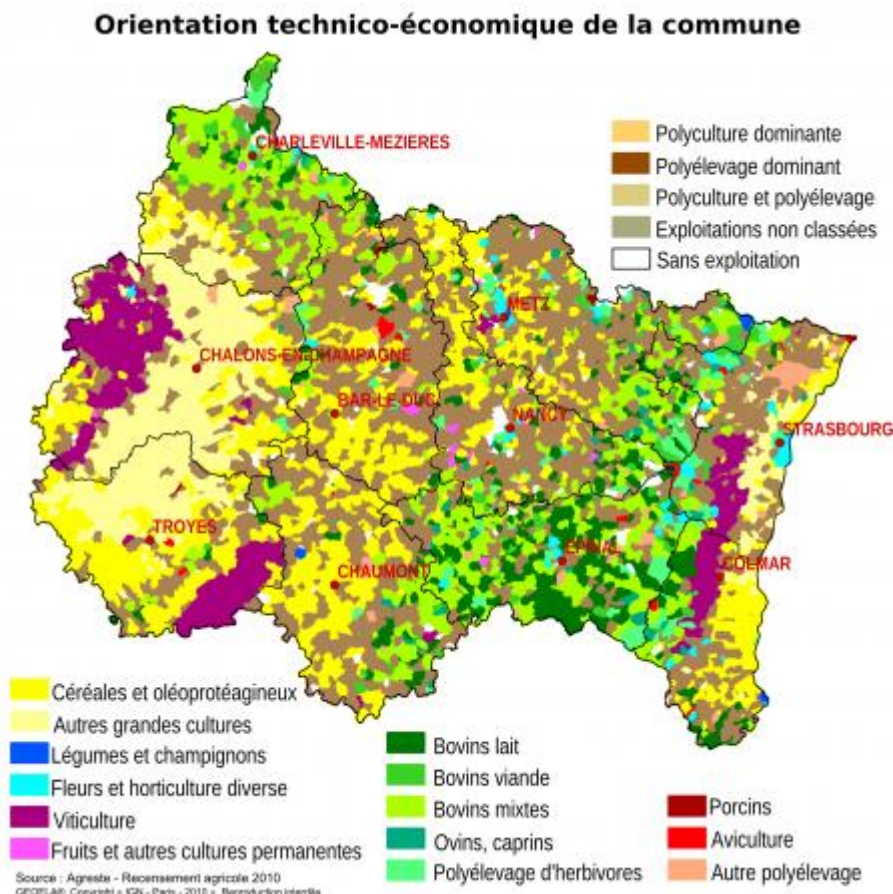
1.1.1 Typologie et provenance des répondants

Il était important de laisser la parole aux acteurs de terrain de manière à récolter différents savoir-faire ou expérimentations. L'objectif de cette étude n'est pas d'inventorier l'ensemble des pratiques économes en produits phyto (cela est impossible) mais d'explorer comment la transition agricole est perçue par les agriculteurs et **quels peuvent être les freins quant à une mutation du système de production ou à la mise en œuvre d'itinéraires cultureux plus durables.** La démarche est inductive : elle part du terrain pour construire un ensemble d'actions mobilisables et réalisables. Il ne s'agit pas d'échafauder un modèle théorique qui ne trouverait pas sa place dans la société agricole. Au contraire, cette recherche-action prend directement appui auprès des agriculteurs en fonction des retours d'expérience qu'ils ont partagés avec nous. L'objectif de ce travail de terrain était de **comprendre les motivations des changements déjà opérés et la propension à en accepter d'autres.** Mais, les agriculteurs subissent également une dégradation de leurs marges du fait d'une forte contrainte sur leurs coûts de production et de leur vulnérabilité aux fluctuations des prix. La problématique « temps de travail » accompagne ces difficultés. C'est pourquoi, ce contexte les rend moins disposés à s'introduire dans une transition agricole qu'ils perçoivent non comme une opportunité mais plutôt comme une nouvelle source d'incertitudes.

1.1.1.1 Méthodologie : mise en place de l'enquête

Les exploitations enquêtées étaient localisées dans le Grand Est. L'annexe 2 présente l'ensemble des acteurs (conseillers, agriculteurs, viticulteurs, etc.) dans leur diversité eu égard à leur appartenance institutionnelle ou leurs pratiques culturelles. Le choix du terrain obéit à des considérations géographiques mais aussi organisationnelles. Ces enquêtes ont été réalisées en face à face ou par téléphone sur le lieu professionnel, sur les marchés, lors de portes ouvertes, à domicile ou dans les écoles de formation. Les zones ont été sélectionnées pour leur intérêt par rapport à la thématique étudiée en particulier, mais aussi en fonction des contraintes du terrain. Ainsi, par exemple, le Kochersberg présente quelques particularités : l'espace est fortement confronté aux problématiques périurbaines et on y trouve des cultures diversifiées.

Figure 1 : Profil agricole du Grand Est

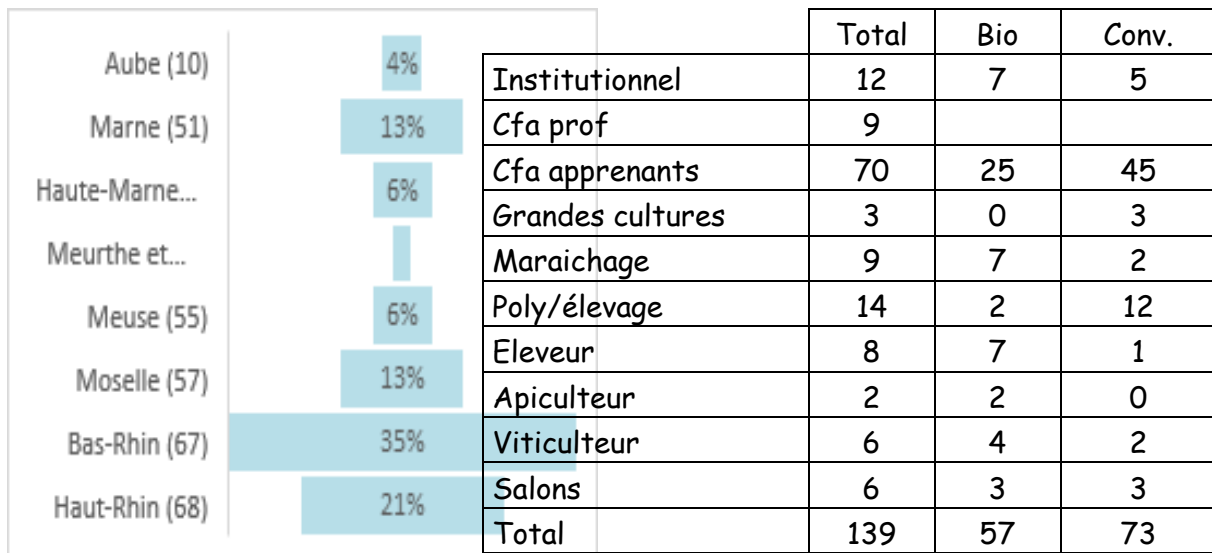


Source : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/en-region/alsace-champagne-ardenne-lorraine/>

1.1.1.1.1 Profil des enquêtés

Pour réaliser ce travail, nous avons conduit une enquête auprès d'agriculteurs du Grand Est, mais aussi de professionnels institutionnels travaillant dans les instances de représentation comme la Chambre d'agriculture ou des associations, syndicats. Nous avons également rencontré des jeunes en formation. *De facto*, ce travail anthropologique de terrain s'est appuyé sur la réalisation de 139 enquêtes (annexe 2) sur la base d'un questionnaire (annexe 1) auquel **48 agriculteurs, 12 institutionnels, 9 enseignants dans les centres de formations agricoles et 70 apprenants de lycées agricoles ont répondu**. Concernant le traitement statistique des apprentis, je considérerai les 70 apprenants comme 2 groupes au lieu de 70 individus.

Figure 2 : Localisation des zones enquêtées

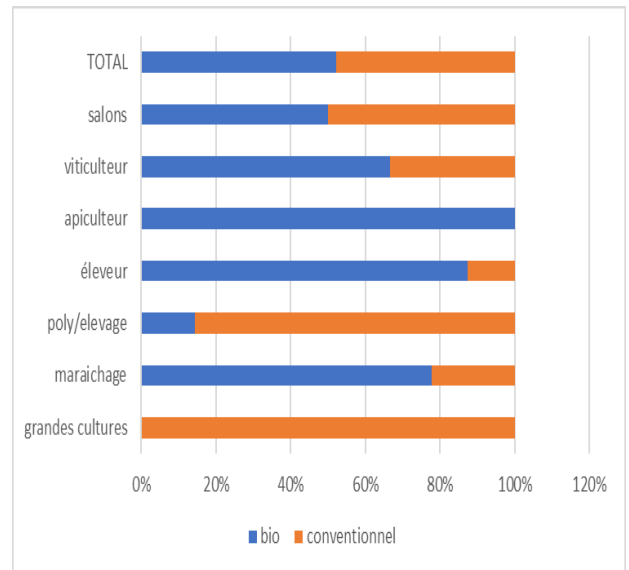


« La région Grand Est s'étend du bassin parisien aux rives du Rhin sur 57 800 km² (soit 11 % du territoire national), pour 3 millions d'hectares de SAU. L'agriculture et la forêt assurent respectivement 54% et 35% de la mise en valeur des territoires. À l'ouest, les plaines céréalières dominent le paysage avec une production dominante de blé. Au centre, une zone d'élevages généralement laitiers souvent associés aux productions céréalières occupe la plupart du secteur. À l'est, la plaine permet une production abondante de maïs compte tenu des conditions climatiques et de la disponibilité en eau. Les terroirs sont notamment représentés par deux vignobles de réputation mondiale sur 48 000 hectares : le Champagne et les vins d'Alsace. Ces deux AOC contribuent dans une large part à en faire la première région pour la valeur ajoutée des industries agro-alimentaires. »⁴³

⁴³ Extrait du rapport général EcoPhyto 2018, disponible sur le site du ministère <https://agriculture.gouv.fr/le-plan-ecophyto-quest-ce-que-cest>.

Figure 3 : Répartition des enquêtes

	Bio	Conventionnel
Grandes cultures	0%	100%
maraichage	78%	22%
Poly/élevage	14%	86%
Éleveur	88%	13%
Apiculteur	100%	0%
Viticulteur	67%	33%
Salons	50%	50%
Total	52%	48%



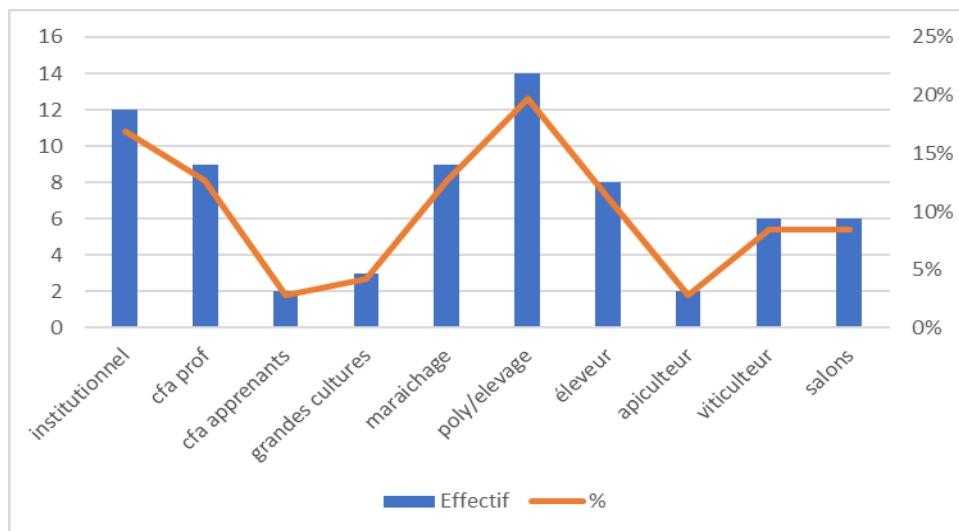
La première difficulté rencontrée fut de réussir à convaincre les agriculteurs de participer à l'étude. En effet, nombre d'entre eux ont souligné le fait que les études ne cessaient d'augmenter, notamment depuis la création de la région Grand Est. Très rapidement, lors du travail de terrain, certains ont refusé de manière catégorique en soulignant qu'ils avaient l'impression d'être constamment surveillés. Nous avons vite compris qu'il était nécessaire de souligner la dimension sociologique de l'étude. Les personnes contactées se sont alors montrées plus disposées⁴⁴ à participer à notre enquête. Cependant, deux nécessités se sont imposées à nous :

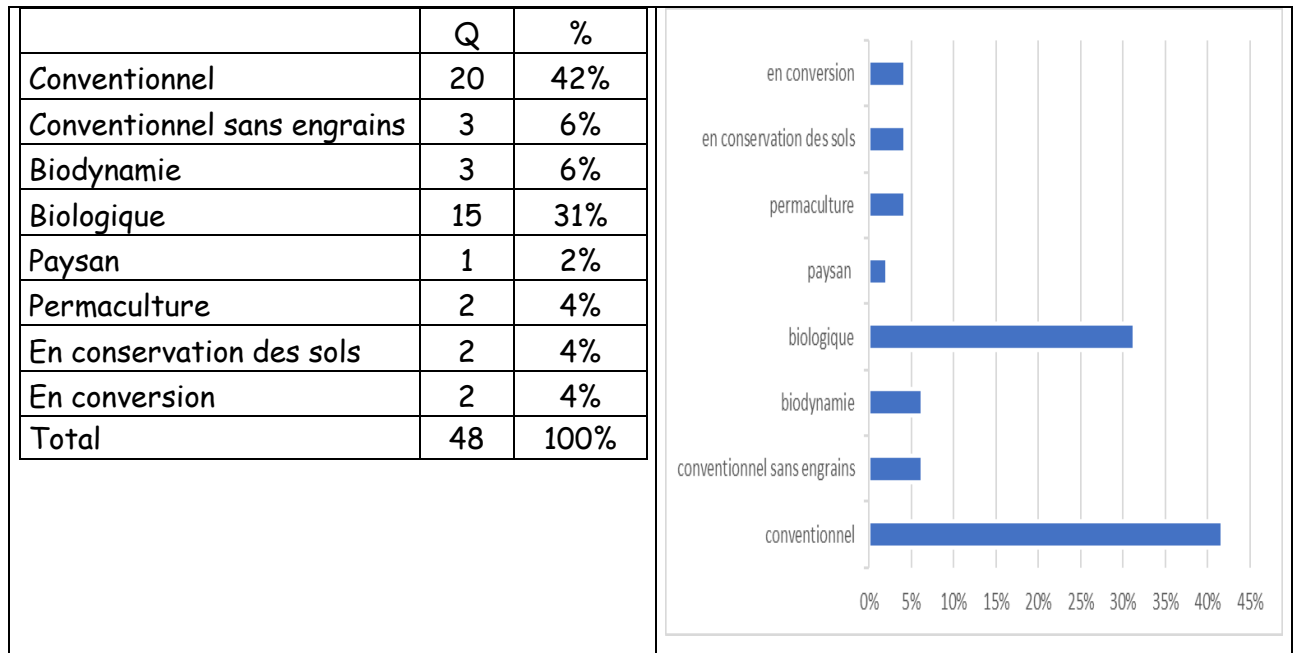
- D'une part, un fait lié à la thématique initiale de notre recherche à savoir la promotion d'une agriculture soucieuse de santé environnementale : suite à plusieurs refus, nous avons décidé de ne pas toujours mentionner cet objectif afin de ne pas se présenter comme d'emblée en désaccord avec certaines pratiques et avons préféré une description plus « neutre » de l'étude réintitulée ainsi : « Nouveaux enjeux et défis de l'agriculture contemporaine dans le Grand Est ». Le choix des agriculteurs s'est effectué en fonction de la diversité des profils et des opportunités car certains agriculteurs n'ont pas souhaité participer à l'enquête. Ceci peut s'expliquer par le fait que des mails n'étaient pas forcément réceptionnés directement par les agriculteurs eux-mêmes et/ou un manque de temps (période de récoltes ou de vendanges).

⁴⁴ Ceci dit, elles n'étaient pas moins occupées par leurs activités, ce qui a rendu les rencontres et/ou les entretiens difficiles à organiser (avec un ratio d'environ 1 sur 2). Le travail présente certes des limites car environ la moitié des personnes ayant accepté de participer à l'enquête fait partie d'un syndicat agricole.

- D'autre part, **ces entretiens n'ont pas été enregistrés** car très rapidement, des craintes quant à la retranscription ou l'apparition de leur nom dans un rapport final ont été émises. Ce choix s'explique par une volonté de créer un climat de confiance réciproque facilitant le retour d'expériences. Ce format revêt une importance car il signifie que **nous les écoutions et que nous accordions de l'importance à ce qu'ils nous disaient**. C'est un élément fort de notre enquête. De ce fait, par respect pour eux, les enquêtes sont anonymes et les diverses citations apparaissent de façon neutre dans ce rapport. En outre, il nous a semblé important d'intégrer dans notre échantillon des agriculteurs proches de la retraite car il s'agit de personnes dégagées des jeux (et enjeux) de pouvoirs locaux ; ce qui est source d'informations enrichissantes car la parole se libère. Il n'est pas anodin que la crainte de voir apparaître son nom dans l'étude était d'autant plus forte que certains enquêtés sont en situation décisionnelle et se voyaient engagés dans la parole. D'autres ont parfois été plus libres en dénonçant telle ou telle situation. Certains entretiens ont été réalisés en famille avec la présence du conjoint(e) ou d'un fils. Les entretiens n'en ont été que plus riches car, parfois, ils suscitaient des débats.

Figure 4 : Répartition des enquêtes en fonction du profil des agriculteurs





En somme, ce diagnostic plus sociologique qu'économique sur le territoire du Grand Est s'est déroulé en deux étapes :

1.1.1.1.2 Phase 1: Des interviews des acteurs selon une méthodologie participative

Nous avons rencontré (une stagiaire en sociologie et moi-même) les personnes en face à face, parfois par téléphone dans le cadre d'entretiens individuels, parfois collectifs (agriculteurs en famille). Ces échanges ont eu pour objectif principal de mettre en exergue la perception des agriculteurs ou futurs agriculteurs, d'acteurs institutionnels⁴⁵ de l'avenir de leur métier afin de dresser un bilan et de comprendre les relations entre les producteurs et les consommateurs (approche en aval) tout comme l'efficacité de certaines pratiques. La documentation s'est également construite par le biais de lectures de quotidiens régionaux, de rencontres lors de participation à des salons ou foires bio, des journées « fermes ouvertes » ou des manifestations agricoles parfois de manière formelle, parfois informelle. L'objectif était d'identifier les freins ou mécanismes en place et les adaptations à venir si l'on se situe dans une dynamique agroécologique. Le questionnaire a été construit sur la base d'un état de la littérature et du terrain.

⁴⁵ Associatifs, conseillers techniques de la Chambre d'Agriculture, syndicalistes.

Cible : 139 enquêtes

- 48 agriculteurs,
- 70 apprenants de lycées agricoles,
- 9 enseignants dans les centres de formations agricoles,
- 12 institutionnels (associatifs, membres de syndicats agricoles, représentants d'une filière, conseillers techniques de la Chambre d'agriculture).

Ce travail de terrain s'est réalisé sans difficultés particulières une fois que le contact avait été établi. Les explications des objectifs du travail d'enquête et de ses modalités pratiques ont généralement rassuré même si **les demandes d'anonymat ont été assez fortes et réitérées**. Toutefois, de nombreux appels ou messages sont restés lettres mortes. Le choix des enquêtés est aussi le résultat d'une plus grande disponibilité de certains.

Au final, plusieurs facteurs peuvent expliquer ce taux de réponse :

- Une crainte quant à l'exploitation et à la destination de notre travail : cependant, celle-ci pouvait être levée dès lors qu'il nous était donné de discuter de nos objectifs et de les rassurer sur l'anonymat des réponses. Cette crainte de non-confidentialité a été soulevée à de nombreuses reprises.
- Une sur-consultation inhérente à notre société puisque les enquêtes se multiplient. Les sondages sont régulièrement diffusés et peuvent grever la motivation à participer à un travail sociologique. La perception d'être également sans cesse contrôlé est révélatrice d'un contexte particulièrement méfiant.

Notons, néanmoins, que la participation - une fois qu'un rdv avait été fixé - pouvait donner naissance à de nouveaux contacts. L'accueil sur le terrain s'est, à chaque fois, déroulé dans de très bonnes conditions. Les réponses étaient généralement extrêmement argumentées sauf chez les apprenants où les questions avaient parfois fait l'objet d'explications complémentaires pour en faciliter la compréhension. Ceci explique aussi que nous avons répertorié 40% de questionnaires intégralement remplis chez les apprenants alors que ce taux atteint 100% par ailleurs. Ces entretiens sont souvent apparus comme des moments de partage, mais aussi de reconnaissance de leur métier. Incontestablement, **l'enquête représentait pour eux une opportunité de « prendre la parole », de « donner de la voix »** aux difficultés éprouvées sur le terrain.

L'enquête a consisté en **des entretiens semi-directifs approfondis** au cours desquels l'agriculteur a pu librement narrer son histoire, ses pratiques, ses craintes, ses espoirs ou encore les défis à venir. Il a pu décrire sa vision, son métier, ses relations avec la société civile. Les stratégies mises en œuvre dans leur exploitation a souvent fait l'objet de nombreuses confidences sur ses relations avec son épouse (époux) ou ses enfants. **La place de cet héritage soulève la question de la propension à changer les pratiques actuelles.** La vie professionnelle est indubitablement liée à la vie familiale et, souvent, se confond en raison de faibles frontières entre les deux sphères. Cette spécificité se conjugue également avec le lien très particulier qu'il entretient avec la nature, qui constitue son « outil de travail » sans pour autant qu'il s'en sente propriétaire.

Ces moments « mis bout à bout » relatent des parcours personnels permettant de comprendre leur quotidien. Lorsque les entretiens s'effectuaient en couple ou en présence de leurs enfants, certains nous ont présenté la famille, montré des photos, fait visiter la ferme, emmené dans leurs champs. Nous avons utilisé le questionnaire comme un outil de recueil de données pour guider les échanges sans pour autant se laisser enfermer par les questions. Très souvent, **les personnes interviewées ont eu du plaisir à raconter « leur » histoire**, à mettre en évidence une trajectoire de vie ou un ressenti. Un agriculteur nous a avoué aller dans son champ « *pour voir ses vignes* »⁴⁶. Un autre, non sans émotion évoque :

*« Le soir, j'aime bien me promener dans les houblonnières pour voir si ça pousse. C'est le bonheur de regarder qu'elles se portent bien. Ça fait plaisir, c'est comme une récompense. On est content, satisfait. »*⁴⁷

Il y a une particularité évidente dans le métier d'agriculteur qui s'inscrit, plus qu'un autre, dans un territoire. Dès lors, il était possible d'écouter leurs échanges, leurs sentiments, leurs doutes, leurs regrets parfois ou leurs fiertés d'avoir transmis quelque chose. De nombreuses anecdotes - comme autant d'instant de vie - étayeront nos propos. C'est là aussi le résultat de cette liberté octroyée à l'interlocuteur de raconter son histoire. C'est donc dans cet esprit systémique du métier de l'agriculteur, dans son cadre de vie que sont identifiés les freins et les leviers à la transition agricole. Il n'était pas rare que les entretiens durassent plus de 2 heures et se terminaient par une visite de la ferme ou des vignes ou un pot de fraises. L'ordre des questions n'a pas toujours été respecté de sorte que le questionnaire n'a servi que de guide d'entretien. Ceci explique que, parfois, certains agriculteurs nous ont introduits chez d'autres agriculteurs. A la fin, ils nous faisaient toutefois part de leur désir que les conclusions

⁴⁶ Un viticulteur.

⁴⁷ Un agriculteur.

de notre travail puissent servir. Nous tâcherons, de ce fait, et ce le plus fidèlement possible, de retranscrire leurs propos.

1.1.1.1.3 Phase 2 : Valorisation scientifique des résultats et de la démarche entreprise

L'objectif est de susciter des échanges directs autour d'actions développées dans ce rapport à la fois par le biais de **tables-rondes** mais aussi de **conférences** :

- Participation à un **colloque interdisciplinaire de l'Université de Strasbourg et du CNRS le 6 juin 2019** « Environnement(s) »

Résumé de la présentation : Les préoccupations liées à la santé environnementale se traduisent par une modification des pratiques agricoles. Elles suscitent quelques inquiétudes même si la perception de la nécessité de modifier ses pratiques est incontestable. La principale difficulté est de trouver les leviers à activer pour accompagner les agriculteurs dans cette transition.

- **Une table-ronde à Strasbourg le dimanche 22 septembre 2019** avec les personnes suivantes (vidéos jointes en fichiers) :

- La famille du Rucher St Blaise (Sainte-Croix-aux-Mines, Bas-Rhin)⁴⁸ ;
- Un apiculteur bio ;
- Lauriane et Charles de la Ferme du Vieux Poirier (Schopperten) :
*« Petit à petit, nous vous dévoilerons les clés d'une agriculture nouvelle, écologique, plus humaine, circulaire et très productive, qui tire le maximum de son territoire sans jamais l'épuiser grâce à la permaculture. »*⁴⁹ ;
- Luc Muller de la Ferme bio de Thury (Narbefontaine, Lorraine) : *« En tant que producteur agricole bio, nous produisons différentes viandes comme du porc, de la volaille, du veau ou encore des œufs extra frais. »*⁵⁰ ;
- André Durrmann, viticulteur à Andlau (Bas-Rhin) :
« J'ai voulu reproduire dans mes vignes ce qui se passe dans les forêts et qui donne naissance à l'humus. Dans cet objectif, j'ai laissé la prairie s'installer, et conservé ou planté des arbres alentours, ainsi que dans les rangs de vignes : des noyers, des pommiers, des cerisiers, des robiniers adaptés à l'activité des abeilles. Le contrôle de la prairie est

⁴⁸ <https://www.illicomesproduitslocaux.fr/producteur/5282-rucher-st-blaise/notre-ferme.htm>.

⁴⁹ <https://www.ferme-vieux-poirier.fr/>.

⁵⁰ <http://www.ferme-de-thury.fr/>.

assuré par le pâturage des moutons dans la vigne en hiver et sous les arbres fruitiers en été. Ce sont autant d'éléments qui favorisent la biodiversité. Avec ce dispositif, la gestion de l'eau est bien meilleure car la forte concurrence que génèrent ces arbres avec la vigne l'oblige à s'enraciner en profondeur. »⁵¹

- Participation à un colloque à la **Société Francophone de Santé et Environnement (SFSE) le 27 novembre 2019 à Paris** « Les inégalités socio-environnementales - Pour une approche interdisciplinaire »
Résumé de la présentation : La transformation des pratiques agricoles fait naître un nouveau paradigme à l'origine d'une révolution épistémologique. Elle se traduit également par l'affirmation d'inégalités environnementales.
- Participation à un **débat aux rencontres de l'Agora des Colibris qui se déroulera les 7-8 février 2020 à Arles**
Résumé de la présentation : Il existe aujourd'hui de nombreuses pratiques agricoles soucieuses de santé environnementale en-dehors de l'agriculture biologique. La question est de savoir comment elles se déploient, comment elles se structurent dans le contexte actuel. A ce titre, il existe un enjeu important puisqu'il s'agit aussi de dépasser les clivages traditionnels qui constituent un véritable frein au développement d'une réelle transition agricole dans nos territoires. En substance, il sera également question des pratiques des jeunes qui s'installent dans l'agriculture.
- Restitution des résultats au **lycée agricole d'Obernai intitulé** : « Les agriculteurs face aux défis de la transition agricole »
- **Une conférence au FEC en octobre 2021** intitulée : « C'est quoi l'agriculture de demain ? »
- Soumission d'articles à des revues scientifiques : en cours de rédaction ou à venir.

⁵¹ <http://agroecologievin.unblog.fr/>.

1.1.1.2 Qu'est-ce qu'être agriculteur aujourd'hui ?

La particularité de cette profession est que le chef d'entreprise est aussi très souvent le père de famille ce qui signifie que l'essentiel de la vie économique s'organise au sein de la famille avec la solidarité informelle et l'entraide que cela suppose sans qu'elle ne soit forcément chiffrée en force de travail. Quoiqu'il en soit, il existe différentes identités professionnelles défendues par les agriculteurs qui ne se pensent pas comme un groupe homogène. Ce constat a priori anodin permet aussi de se concentrer sur la manière dont ils définissent la transition agricole et les difficultés qui en découlent pour sa diffusion.

1.1.1.2.1 Paysan, chef d'exploitation ou agriculteur ?

Se qualifier de « fermier » ou « de chef d'exploitation » n'est pas neutre car les différents qualificatifs - loin d'être une simple question sémantique - accordent des identités différenciées aux agriculteurs. Nous retrouvons le clivage entre les bio et les non-bio. Cette approche conflictuelle est palpable sur le terrain et constitue, à nos yeux, un obstacle à la diffusion d'une dynamique cohérente et apaisée de la transition agricole sur notre territoire. **Ce sera l'un des défis du Pass'Transition que de fédérer et faire converger ces différences vers un but commun** : le soutien d'une agriculture durable mais plurielle et inclusive et ouverte à plusieurs pratiques. C'est pourquoi, dans notre plan d'action Pass'Transition, nous reviendrons sur cet aspect qui nous semble important.

Constat :

Promouvoir la transition agricole sur notre territoire signifie aussi créer une culture commune autour de valeurs consensuelles partagées

De ce fait, le choix du vocabulaire n'est pas neutre. « Chef d'exploitation » est synonyme, dans les esprits, d'agrandissement foncier, d'extensification par le capital et d'agriculture conventionnelle voire intensive. Ainsi, **se qualifier de paysan a fréquemment un sens particulier** : c'est dénier être un « exploitant », c'est adopter des pratiques plus naturelles sur le terroir voire récuser l'agriculture conventionnelle. Le paysan refuse généralement de s'insérer dans une logique industrielle ou agroalimentaire et privilégie les circuits courts. La relation alimentation - agriculture est envisagée sous un angle plus politique. Le paysan est généralement en quête de sens, de valeurs et

adopte souvent un mode de production bio. D'aucuns évoquent les soucis de « paperasserie » et la nécessité de développer des compétences en communication, en gestion et en vente.

« Paysan ou agriculteur ? Il y a une différence entre les deux. On ne galvaude pas notre sol, nos animaux. »⁵² ; « **Je dis que je suis paysan pour faire plaisir aux consommateurs. Je ne veux pas la scission entre modernité et paysan.** »⁵³ ; « Mon métier, ça n'est pas que produire. J'analyse le milieu. Les agronomes ont déjà beaucoup fait mais il y a encore à faire. Je donne la vie à des animaux. Je travaille sur le vivant. Végétal ou animal. **Mais pour faire ce métier, il faut de la passion.** »⁵⁴ ;

« Moi je suis un fermier. Je fais du travail manuel. **On travaille comme il y a 100 ans. Le fermier est lié au passé.** Moi, ça me va. »⁵⁵ ; « Je me sens être un agriculteur, Mais, **paysan : j'aime bien ce mot ...** Un chef d'exploitation ? Je n'aime pas cette expression car on essaie d'être en interrelation avec la terre également. **Un chef d'entreprise, oui je le suis par défaut : je ne m'attendais pas à faire du management.** »⁵⁶ ; « L'agriculteur aujourd'hui, **c'est un gestionnaire. Un chef d'entreprise.** »⁵⁷ ;

« Pour être un bon agriculteur, il faut bien maîtriser l'agronomie. Mais il faut aussi être commercial et avoir le sens de la logistique. Il faut **savoir s'organiser, dans le temps et être opérationnel.** Il y a des saisons où on est très occupé. »⁵⁸ ;

« Moi je suis apiculteur. J'ai 400 ruches. Je me suis installé en 1990. Puis en bio depuis 2005. **Je me définis comme un paysan.** A la conf. [Confédération paysanne], quoi. **Moi, je trouve que j'ai le plus beau métier du monde.** Tu es ton propre patron. Tu travailles avec la nature. Pas de routine. Comme beaucoup de métiers agricoles. C'est très variable selon les saisons. »⁵⁹ ;

⁵² Un agriculteur bio.

⁵³ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

⁵⁴ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

⁵⁵ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁵⁶ Louis, Ferme.

⁵⁷ Formatrice au lycée agricole.

⁵⁸ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁵⁹ Apiculteur en bio.

« Il faut beaucoup d'efforts. Ça coûte en temps. **J'essaye d'être paysan.** Je fais de la polyculture depuis les années 80. »⁶⁰ ; « Il ne suffit pas de faire du bio. Il faut **savoir vendre.** »⁶¹ ; « Il faut **trouver des gens motivés.** Ce n'est pas évident. Il y a un vrai manque de motivation. On fait venir des gens des pays de l'Est. »⁶² ;

« Les paysans ne savent pas se vendre : ils ne sont pas des commerçants, ils se sous-estiment. »⁶³ ; « **Le paysan fait des paysages.** »⁶⁴ ; « Moi je trouve ça désuet pour une femme. Paysanne ? Non, je suis une éleveuse. »⁶⁵ ; « Tant qu'ils [agriculteurs conventionnels] écoutent la fédération [FNSEA], rien ne changera. **Il faut faire de l'agriculture paysanne.** »⁶⁶ ; « Un agriculteur a le sens de la terre. Il a les mains dans le vivant. On est des jardiniers. »⁶⁷ ; « L'agriculture, c'est le respect de toute vie animale, végétale. Si on aime la vie, on respecte le vivant. »⁶⁸ ;

« **Un paysan, c'est être en symbiose avec la nature. Un paysan, il est ancré sur son territoire. Il produit et vend en circuits courts. Il crée du paysage et par ses choix de cultures, il maintient une certaine biodiversité.** »⁶⁹ ; « **Un paysan fait vivre le pays. Il pense local.** »⁷⁰ ;

« Un paysan est par nature capitaliste, conservateur, réticent au changement. »⁷¹ ; « Un paysan, c'est comme un cuisinier. Savoir cuisiner, ça ne veut pas dire appliquer une recette. Être un bon cuisinier, c'est développer une recette. Parfois, c'est risqué parce que ça peut ne pas être bon. »⁷² ; « **Un paysan, c'est fier !** »⁷³ ; « Ce n'est pas pour rien qu'on dit 'avoir le bon sens paysan'. Mais ça reste un chef d'exploitation. »⁷⁴ ;

⁶⁰ Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

⁶¹ G. Apiculteur bio.

⁶² Viticulteur, champagne bio.

⁶³ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

⁶⁴ Un agriculteur bio.

⁶⁵ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

⁶⁶ Agriculteur en reconversion, Multifерme.

⁶⁷ Un jeune agriculteur.

⁶⁸ Une maraîchère.

⁶⁹ Un agriculteur bio.

⁷⁰ Agriculteur en reconversion, Multifерme.

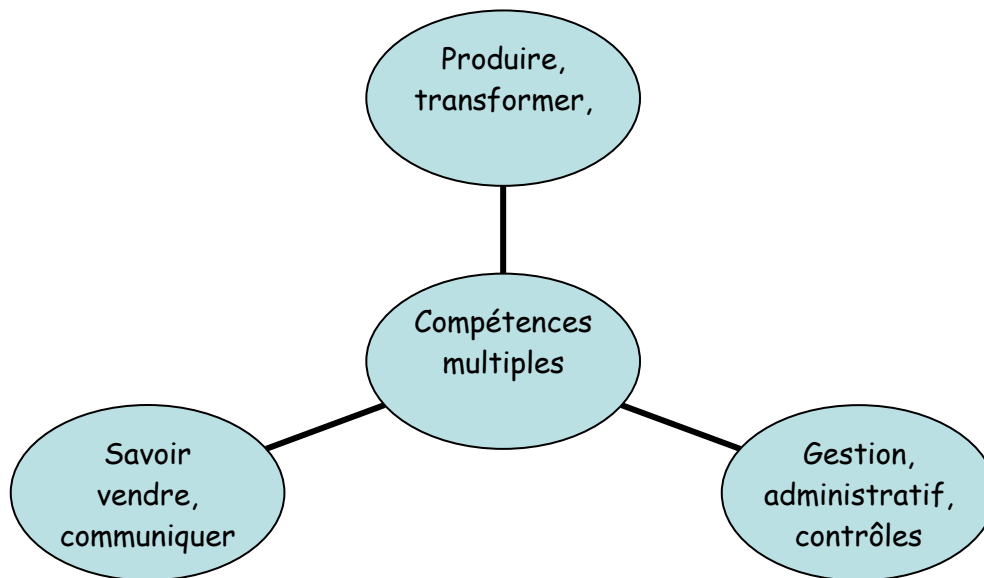
⁷¹ Agriculteur en reconversion, Multifерme.

⁷² Un enseignant dans un lycée agricole.

⁷³ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁷⁴ B. Nancy.

Figure 5 : Un métier nécessitant de multiples compétences



« La communication, c'est notre affaire. J'explique ma vision de produire. Quand on produit du vin, il faut savoir le produire mais aussi le vendre. »⁷⁵ ; « Je suis un chef d'entreprise. Il y a une affaire à gérer. La clé de la réussite, c'est réfléchir. **Ne pas faire trop vite.** Il y a un risque de surinvestissement. Il faut faire un audit pour améliorer la production. »⁷⁶ ; « Je suis chef d'entreprise. Il faut savoir faire la compta, les ventes, de la gestion. Je suis poly-compétente. »⁷⁷ ; « **Je ne me sens pas agriculteur. Je suis plus que ça.** J'ai une ferme : je suis éleveur, je transforme et je commercialise. Je fais de l'administratif aussi. Disons $\frac{1}{4}$ pour chaque. **Mes semaines sont bien chargées.** Je livre à mes clients. Je fais du paillage, du fromage. Je fais du woofing aussi. Je m'occupe de mes bêtes. »⁷⁸ ; « Il y a tellement d'administratif. On devient **gestionnaire.** C'est bureaucratique. Ça prend de plus en plus de place. Il y a de la **paperasse constamment.** On ne fait plus notre métier finalement. »⁷⁹ ; « Le métier est riche car diversifié. Mais bon, c'est lourd administrativement. »⁸⁰

⁷⁵ Un vigneron.

⁷⁶ Un vigneron.

⁷⁷ Une maraîchère.

⁷⁸ Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

⁷⁹ Viticulteur, champagne bio.

⁸⁰ Viticulteur, champagne bio.

« Être agriculteur, ce n'est pas un métier. C'est plus que ça. Il a une fonction sociale ; il faut une gestion financière. .../... C'est un chef d'entreprise. L'exploitation, c'est une mini-société. »⁸¹ ; « Il est devenu un paysan-fonctionnaire. Il doit faire des comptes rendus, des statistiques, répondre à des appels d'offre. Il y a beaucoup d'administratif, de travail de bureau. »⁸² ;

« On est producteur, commerçant, administratif ; on travaille dans la nature. Ça s'est du plaisir. Mais c'est du boulot. Il faut être passionné. Faut aimer bosser. J'ai un magasin en vente directe. C'est le bouche à oreille qui marche. J'ai mis un fléchage, mais ça ne sert à rien. »⁸³ ; « L'administratif avec la PAC, c'est l'enfer. Ça change chaque année. L'agriculteur est tracé. »⁸⁴ ; « C'est un métier difficile. Un métier avec un engagement fort. »⁸⁵ ; « Mon métier ? Il y a tellement de choses à régler : les relations avec les clients, le travail dans les vignes, la gestion administrative, la gestion du personnel. »⁸⁶ ; « Je suis avant tout viticultrice. Je cultive les vignes ; je transforme le raisin en vin ; je le commercialise. »⁸⁷ ;

« C'est un métier difficile. C'est énergivore. Avec beaucoup d'aléas. Il faut concilier en permanence qualité de la production, commercialisation et communication. Pour 70% des maraîchers, c'est du sacerdoce. »⁸⁸

« Les défis ? Le principal, je dirai le manque de personnel. Et l'administration est trop lourde. Trop de contrôles. La France, c'est le pays des contrôles. »⁸⁹ ; « Il y a trop de contrôle. Trop de surveillance. Je ne sais pas s'il y a un autre métier qui est autant contrôlé ? »⁹⁰ ; « Les difficultés du métier ? Il y en a plusieurs : il faut être sur tous les fronts. Il ne faut pas se disperser et se dégager du temps pour sa famille. Il y a trop de contraintes, trop de normes. »⁹¹ ; « Les agriculteurs sont devenus des gestionnaires. »⁹²

⁸¹ CFPPA.

⁸² CFPPA.

⁸³ Maraîchère bio, 28 ans.

⁸⁴ B. Nancy.

⁸⁵ Agriculteur en reconversion, Multiferme.

⁸⁶ Viticulteur, S.W.

⁸⁷ Viticultrice, S.W.

⁸⁸ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁸⁹ Viticulteur, champagne bio.

⁹⁰ Famille de viticulteurs.

⁹¹ Formatrice au lycée agricole.

⁹² Famille de viticulteurs.

1.1.1.2.2 Que se passe-t-il lorsque les enfants reprennent le flambeau ?

L'agriculture, c'est d'abord une histoire *en famille et de famille*. Une histoire qui évoque une transmission, un patrimoine, la famille. Cette dimension est très présente et donne tout son sens à la notion de « sacrifice » eu égard aux conditions de travail soulevées par les enquêtés comme nous le verrons un peu plus loin dans l'analyse des entretiens. Or, pour Philippe Mennesson, le président de la MSA Marne Ardennes Meuse : *« L'installation des jeunes agriculteurs a diminué de 24 % dans le Grand Est entre 2012 et 2016. Le taux de remplacement des cessations d'activité par des installations de jeunes est passé sur la même période de 45 à 38 %. Mais l'installation reste une priorité pour la MSA qui est un membre actif des points accueil installation. Philippe Mennesson rappelle « combien il est utile de préparer les jeunes à la prise de responsabilité, de savoir encourager leurs initiatives et de leur faire confiance. »⁹³*

« Maintenant que mes fils reprennent la ferme, la priorité, c'est vivre notre vie. On profite. Je vois la réussite de mon entreprise. Les yeux vers l'extérieur. »⁹⁴ ;

« On est vraiment en famille. Je me suis installé en 1991. On est en société depuis 2018. Il y a mon épouse, mon fils. Mon autre fils fait des études mais il va s'installer avec nous. On ne fait pas de l'industrie. On veut transmettre un patrimoine. Une façon de faire. On est en cours de conversion. Ici, c'est une exploitation familiale où tout le monde travaille. Tous les jours. Ou presque. On suit les saisons. »⁹⁵ ;

« Mon métier, c'est une histoire de transmission. C'est aussi une histoire de la façon de produire. »⁹⁶

« Moi, je suis un vigneron. Un vigneron, c'est travailler la vigne ; c'est élaborer des vins. C'est aussi transmettre, partager, sensibiliser. La vigne, c'est un patrimoine. »⁹⁷ ; « Je peux compter sur mon fils et ma fille. Nous avons 5 salariés et 20 saisonniers durant 6 à 8 mois. »⁹⁸ ;

⁹³ Source : https://www.la-marne-agricole.com/Article/1943/Aide_au_repit_et_prevention_du_suicide_avec_la_MSA

⁹⁴ Un agriculteur à la retraite.

⁹⁵ Famille de viticulteurs.

⁹⁶ Un vigneron.

⁹⁷ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁹⁸ JTV (Bas-Rhin).

« Il y a aussi un problème de transmission. On a envie que la ferme continue. Une reprise pérennise la ferme. »⁹⁹ ; « Mon défi à moi, c'est de **donner un avenir à mes trois enfants**. Je vais faire de la transformation, organiser des buffets, faire traiteur. **Si ça ne marche pas, je ferai autre chose.** »¹⁰⁰

« Je commence toujours la visite **en racontant l'histoire de la ferme**. Je leur montre la date sur le bâtiment et une autre sur la porte. **C'est une vraie histoire de famille.** »¹⁰¹ ; « On travaille en famille »¹⁰² ; « Je suis fils d'agriculteur et j'ai commencé à travailler avec mon père en polyculture. Aujourd'hui, je travaille avec ma femme et mon beau-frère. »¹⁰³ ; « **C'est une vraie histoire de famille**. Naturellement, il y a eu des changements. »¹⁰⁴ ; « Les investissements sont importants. **Mais il ne faut pas être seul**. S'installer sous forme de société, ça me permet de m'organiser. Je travaille avec mon grand-frère et mon père. Ça nous permet de **mieux répartir le travail et d'avoir une vie de famille**. Surtout pour la traite. »¹⁰⁵ ; « Je ne veux pas vendre pour du béton. **On a des enfants. On veut leur laisser quelque chose.** »¹⁰⁶ ; « On produit du houblon depuis quatre générations. »¹⁰⁷

La reprise est un élément important dans l'observation des pratiques : **les enfants qui reprennent l'exploitation s'inscrivent en continuité, comme des « héritiers »**. **Cet héritage s'entend à la fois en terme patrimonial (des terres, du matériel, un domaine viticole) mais aussi à travers un savoir-faire, des pratiques, des habitudes**. Après leurs études et parfois des voyages, ces enfants s'installent - parfois en société avec le père, la mère, le frère et/ou le beau-frère - ou récupèrent l'exploitation familiale. D'autres reviennent plus tard dans le cadre d'une reconversion professionnelle. Un autre cas de figure apparaît : des personnes qui reprennent une ferme ou un domaine, des personnes qui se revendiquent d'ailleurs davantage paysans qu'agriculteurs. L'installation en société présente de nombreux avantages pour l'agriculteur puisque, outre la protection de son patrimoine personnel, la transmission est facilitée et les moyens matériels, financiers et humains séparés. L'arrivée de personnes qui ne sont pas du milieu agricole ou qui ne sont pas « enfants de » ou des « héritiers » d'une ferme modifie le rapport aux pratiques mises en œuvre ; incontestablement, ils se définissent

⁹⁹ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

¹⁰⁰ Agriculteur en reconversion, Multiferme.

¹⁰¹ JMOH (Bas-Rhin).

¹⁰² Un maraîcher.

¹⁰³ Président de la chambre d'agriculture d'Alsace. Un éleveur de vaches laitières.

¹⁰⁴ JMOH (Bas-Rhin).

¹⁰⁵ Un jeune éleveur.

¹⁰⁶ Une épouse d'un éleveur en polyculture.

¹⁰⁷ Un agriculteur.

d'avantage comme des « nouveaux paysans » avec une volonté de « faire du bio ». Pour autant, l'apparition de ce type de profils ne remet pas en cause la sociologie traditionnelle du monde agricole.

« Je suis en reconversion professionnelle. J'ai repris la ferme. Ma femme ne vient pas de ce milieu. » ; « Moi, je suis fils d'agriculteur ; ma femme a arrêté son métier pour m'aider. » ; « J'ai diminué le rendement des parcelles pour créer des vins de qualité. J'ai converti le domaine familial en agriculture biologique, puis en biodynamie. »¹⁰⁸ ;

*« L'installation en bio pour un jeune, c'est d'abord demander **pourquoi les parents ont fait comme ça**. Si le système [conventionnel] fonctionne, c'est difficile. **Le jeune n'ose pas le perturber**. Les jeunes se posent des questions : comment produire autrement. » ; Et puis, il y a **les conflits de générations**. Si les parents sont trop présents et ne sont pas convaincus par le bio. »¹⁰⁹*

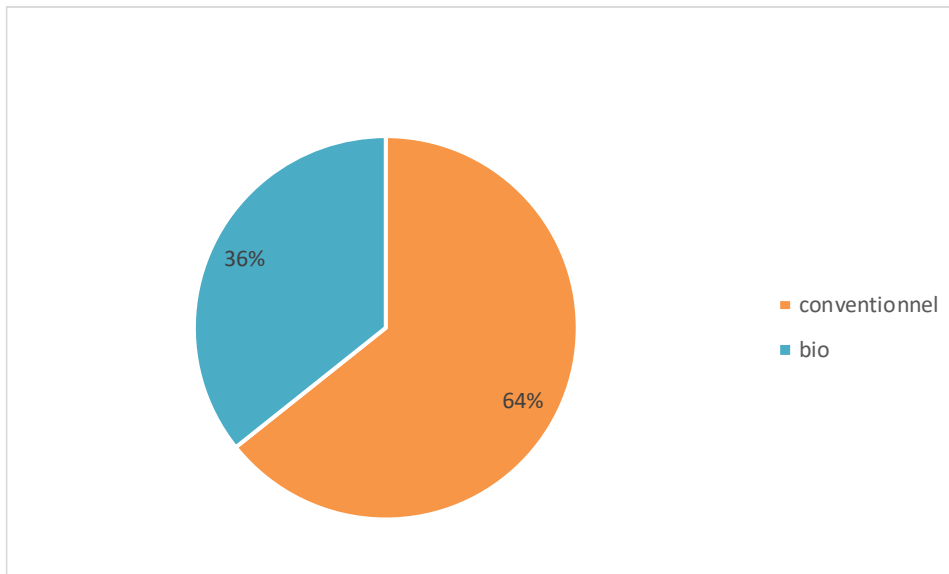
Cet héritage peut constituer un frein dans certains cas du fait de la difficulté à remettre en cause un patrimoine reçu. De ce fait, proposer un accompagnement à des agriculteurs en situation de reprise-transmission et qui envisage une conversion peut être un levier intéressant. La collaboration avec les formateurs des EPLEFPA est alors nécessaire. Dans notre échantillon, la majorité des jeunes désire s'installer en mode conventionnel avec « moins d'intrants » ou « sans produits chimiques ».

« Je mange bio car c'est mieux pour la santé ; des scientifiques ont prouvé qu'on vit plus longtemps en bio. Je vais faire du bio. Les produits chimiques tuent les insectes et les humains. Le problème, c'est l'absence d'appuis techniques ou d'informations. Et puis, les banques ont peur de faire crédit aux jeunes. » ; « Je vais faire un peu des deux. Je préfère le bio mais pâturer avec des moutons, ça va dépendre des parcelles (bio ou pas). » ; « Je préfère me mettre en conventionnel. J'ai peur pour le niveau de production et le coût du matériel. Et pas d'appuis sur les types de pratiques à développer. Les aides ne sont pas suffisantes. J'ai des doutes aussi pour la rentabilité. » ; « Mes parents sont en conventionnel mais avec une conversion en bio sur une partie de la SAU. C'est aussi plus écologique donc meilleur pour l'environnement. Mais on manque d'appuis. Il faudrait plus d'aides. »

¹⁰⁸ Viticulteur (Haut-Rhin).

¹⁰⁹ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

Figure 6 : Le choix des jeunes lors de leur installation



« Pour moi, c'est différent. J'ai toujours consommé bio. Mes parents n'étaient pas portés sur le bio. »¹¹⁰ ; « Mes copains sont en agriculture raisonnée. Mais c'est aussi un héritage. C'est pareil pour les jeunes au lycée. Ils reprennent le discours des parents, des grands-parents. »¹¹¹ ;

« J'ai repris l'exploitation familiale en 2000. Je l'ai converti en bio le jour où on m'a obligé de suivre une formation phyto. »¹¹² ; « Ma conversion, je la vois essentielle et logique. »¹¹³ ; « L'agriculture bio. C'est aussi une question de générations. Elles n'ont pas les mêmes infos. Ça s'inscrit dans une histoire familiale. »¹¹⁴ ; « Quand j'ai repris la ferme de mes parents, j'ai fait du maraîchage en bio. »¹¹⁵ ; « Je ne voulais plus travailler avec la coopérative comme mon père car le prix du vin était trop bas. Moi, je me suis mis en vigneron indépendant pour faire une montée de gamme. »¹¹⁶ ; « L'Alsace est le siège de la biodynamie. Le bio est très développé. »¹¹⁷ ; « Je suis passé au bio il y a 12 ans, personne ne croyait en moi. .../... Mon père et mon frère sont anti bio. »¹¹⁸ ;
 « J'ai converti le domaine familial en agriculture biologique. Avant le changement générationnel, tout le travail était mécanique. Aujourd'hui, tout se

¹¹⁰ Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

¹¹¹ Animateur en agroécologie.

¹¹² Un céréalier bio qui plante des arbres en plein champ de maïs.

¹¹³ Exploitant bio individuel en plantes aromatiques et médicinales.

¹¹⁴ Une animatrice de l'ARDEAR.

¹¹⁵ Deux agriculteurs, une exploitation bio.

¹¹⁶ Viticulteur (Haut-Rhin).

¹¹⁷ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

¹¹⁸ Agriculteur en reconversion, Multifermes.

fait à la main. Je me suis inspiré de mon grand-père. »¹¹⁹ ; « *Lorsque mes parents sont partis à la retraite, j'ai repris la ferme avec ma femme. Ses parents aussi sont agriculteurs. Mes parents cultivaient des céréales et des betteraves sucrières. Moi, j'ai arrêté la betterave pour faire du maraîchage en bio. Il a fallu trois ans pour être certifié.* »¹²⁰ ;

« *J'ai une autre manière de pratiquer la viticulture que mes parents. C'est que les amateurs de vins d'aujourd'hui veulent des vins émouvants, des vins qui ont une identité et sont produits avec des méthodes respectueuses de la nature.* »¹²¹ ;

« *Mes deux enfants qui veulent reprendre l'exploitation m'ont prévenu : nous ferons du bio.* »¹²² ; « *Les conversions en bio. Parfois, c'est une demande des enfants ou de l'épouse.* »¹²³ ;

« *Naturellement, il y a eu des changements. Mes parents avaient du tabac qui séchait sous les toits, en guirlande. Du tabac brun, puis du tabac jaune. Moi, j'ai arrêté. J'ai développé des fruits et des légumes. Je travaille avec des restaurateurs, notamment à Strasbourg. Et aussi la Ruche qui dit oui.* »¹²⁴ ;

« *J'ai une passion pour la nature. J'ai grandi dans le monde agricole. Ma famille avait des vaches laitières. Mais moi, je ne pouvais pas continuer. J'aime trop les animaux, je ne peux pas les exploiter. Je peux faire la traite mais pas les emmener à l'abattoir. J'ai fait des légumes et des fruits du terroir. Spécialité Alsace.* »¹²⁵

La taille du domaine familial influence la reprise ; l'exploitation doit être en capacité de procurer des revenus suffisants. Cet accès au foncier est un point particulièrement soulevé par les personnes qui s'installent. Il l'est aussi davantage dans le département de la Meuse.

« *La taille, c'est souvent un problème. Ça dépend du nombre de personnes. La ferme doit pouvoir faire vivre.* »¹²⁶ ; « *Un vrai problème avec nos zones rurales qui se dépeuplent.* »¹²⁷ ;

¹¹⁹ Viticulteur (Haut-Rhin).

¹²⁰ Deux agriculteurs, une exploitation bio.

¹²¹ Viticulteur (Haut-Rhin).

¹²² Un exploitant converti au bio en 2013.

¹²³ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

¹²⁴ JMOH (Bas-Rhin).

¹²⁵ Une maraîchère.

¹²⁶ Une animatrice de l'ARDEAR.

¹²⁷ CFPPA.

« **Il existe des non-dits en matière de transmission. C'est un vrai sujet tabou.** »¹²⁸ ; « **L'accès est utopique en raison des problèmes d'accès au foncier. En Champagne, les exploitations ont souvent moins de 10 hectares et acheter des terres nécessitent une certaine capacité financière.** »¹²⁹ ; « **Le problème du foncier en Champagne est important. Impossible de s'installer. Il faut de gros moyens pour reprendre une installation.** »¹³⁰ ;

« **Je me suis installé dans la ferme familiale. On faisait du lait. Mais j'ai augmenté la taille sinon ça ne suffit pas. Pour mes parents, ça suffisait. Je suis en GAEC avec un autre agriculteur. On est tous les deux associés.** »¹³¹ ; « **Le groupe, c'est important. L'agriculture est une histoire de groupe. Le problème, c'est quand l'agriculteur se retrouve isolé. Il faut être en groupe.** »¹³² ;

« **C'est difficile de récupérer des terres. Mes terres sont morcelées. Il n'y pas eu de remembrement. Pour le maraîchage, c'est difficile.** »¹³³ ; « **Pour la succession, il faut que les parents anticipent.** »¹³⁴ ; « **Dans moins de 10 ans, on sera comme dans les kolkhozes selon moi. La terre appartiendra à des financiers ou des actionnaires qui ne veulent que du fric. Par exemple, les viticulteurs ne peuvent même plus acheter leur terre. C'est pareil pour le droit au vivant, il faut entrer en résistance et préserver le droit d'avoir accès à l'eau.** »¹³⁵ ;

« **L'accès au foncier, c'est un vrai problème. C'est une réalité. Ça a toujours été. C'est pourquoi la succession est difficile.** »¹³⁶ ; « **Le plus grand défi, c'est le renouvellement. 10.000 paysans sur 10 ans n'ont pas été remplacés.** »¹³⁷ ;

« **Il faut favoriser l'installation. Le foncier, c'est la question de qui va nous nourrir demain ?** »¹³⁸ ;

« **La transition agricole. C'est revenir à des fermes à taille humaine. C'est remettre en question le libre-échange en mettant en avant d'abord l'intérêt du citoyen et de l'environnement et non pas financier. Il faut réorganiser les**

¹²⁸ Une animatrice de l'ARDEAR.

¹²⁹ P., agriculteur-éleveur conventionnel en polyculture.

¹³⁰ Viticulteur, champagne bio.

¹³¹ Un jeune agriculteur.

¹³² Un enseignant dans un lycée agricole.

¹³³ Maraîchère bio, 28 ans.

¹³⁴ Viticulteur, champagne bio.

¹³⁵ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

¹³⁶ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

¹³⁷ Une animatrice de l'ARDEAR.

¹³⁸ Une animatrice de l'ARDEAR.

échanges. Mais il y a des choses qui nous dépassent. Sur lesquelles on n'a pas la main. Il faut revenir à des villages où il y a des paysans. Il faut restructurer le foncier agricole. Oui, c'est une révolution culturelle pour le foncier. La transition, c'est aller vers une agriculture qui respecte l'environnement. »¹³⁹ ; « Pour moi, c'est un concept nébuleux. Ça veut dire quoi ? Je pense que c'est une évolution par rapport aux attentes sociales. C'est devenir plus vertueux. Permettre aux jeunes de s'installer. »¹⁴⁰

De façon générale, La question du foncier est évoquée par les enquêtés. Les agriculteurs sont confrontés à une concurrence pour l'usage des terres : urbanisation résidentielle via la construction de lotissements, de zones d'activités ou encore d'infrastructures de transport¹⁴¹. Il existe généralement des accords entre les propriétaires fonciers et les agriculteurs qui permettent aussi d'avoir une vision à plus ou moins long terme. Toutefois, certains documents administratifs (comme les SCOT ou les PLU) font apparaître les enjeux agricoles mais les choix révèlent souvent une volonté d'urbaniser les territoires pour lutter contre la désertification. La gestion du foncier est un enjeu important. Ainsi, le foncier agricole peut être l'outil d'une politique de protection de l'environnement : citons l'exemple des périmètres de captage menacés de pollution. Il en est ainsi également dans le cadre de la lutte contre les coulées de boue dans les documents d'urbanisme (PAPI, PLUI) et la création de zones enherbées spécifiquement dédiées à cet objectif.

¹³⁹ Eleveur de chèvres et transformateur en bio.

¹⁴⁰ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

¹⁴¹ Dans le Kochersberg, la construction du GCO par exemple.

1.1.2 La perception de leur métier

Le questionnaire est resté assez souple même s'il existait une trame précise (annexe 1). Il aborde les points suivants : le métier au quotidien et les défis à venir, les pratiques actuelles ou les mutations ou adaptations opérées, leur perception de la transition agricole et leur position par rapport à l'agriculture biologique, avec en filigrane un petit quizz « d'accord / pas d'accord ». Nous avons veillé à éviter les stigmatisations dans un contexte sociétal difficile. L'écoute bienveillante a été privilégiée pour favoriser la spontanéité et le naturel. Plus précisément, certaines questions ont été volontairement générales pour permettre aux enquêtés de s'exprimer le plus librement possible sans configurer certaines orientations ou approches plus doctrinales. Ainsi, l'expression des attraits ou des difficultés dans l'exercice de leur métier s'est réalisée dans un esprit de bienveillance et d'écoute. Néanmoins, il a fallu **expliquer les raisons de ce travail d'enquête** sans apriorisme doctrinale ou théorique pour que les portes s'ouvrent. Au fil de l'enquête et des chemins de traverse que nous avons été amenées à emprunter, la dichotomie bio/non bio surgissait avec insistance.

1.1.2.1 Un métier passionnant ... mais avec une difficulté de « vivre de son métier »

L'activité agricole est souvent décrite comme une passion ou comme une activité qui permet d'être en contact avec la nature. Ils insistent sur la liberté et la volonté « *d'être son propre patron* », de pouvoir gérer son temps de travail, d'être indépendant et d'avoir la possibilité d'effectuer des activités diversifiées qui évoluent constamment. **L'une des valeurs centrales qui se dégage est le travail de la terre et le lien qui les unit à la nature.** Pourtant, ces agriculteurs insistent sur les conditions de travail au quotidien, qui ne sont pas connues par la société : la difficulté du métier et le temps de travail mais aussi le prix et la commercialisation des produits. La question de la main d'œuvre apparaît surtout dans l'agriculture biologique. Ils dénoncent la charge de travail (« *je ne compte pas mes heures* ») eu égard au faible niveau de revenus.

1.1.2.1.1 Un métier passionnant

Un point fort de l'enquête est **la passion qui anime les agriculteurs mais aussi le sentiment qu'ils sont les dépositaires de l'environnement** avec parfois un sentiment de responsabilité.

« J'ai choisi ce métier pour les mêmes raisons que mon père et mon grand-père : **la proximité avec la nature et la diversité des activités.** »¹⁴² ; « Ce métier, je l'ai choisi car il offre **une certaine forme de liberté.** »¹⁴³ ; « Mon métier, c'est mettre les mains dans le cambouis. C'est être polyvalent, le matin, la traite et la compta. Il y a toutes les facettes. **On est libre de son emploi du temps. Mais il faut savoir gérer son emploi du temps en fonction de la météo.** »¹⁴⁴ ;

« **Les jeunes ne voient pas les risques. A 18 ans, il y a une espèce d'inconscience.** »¹⁴⁵ ; « J'aime bien me promener dans mes houblons. »¹⁴⁶ ;

« **C'est le plus beau métier du monde. Je ne me verrai pas faire autre chose. Beaucoup de contraintes liées à la météo. Le lien et les soutiens des consommateurs sont très porteurs, très riches. Le travail au quotidien dépend de la saison. J'ai un projet : accueillir des jeunes en formation au lycée agricole qui cherchent un lieu pour faire leurs travaux pratiques.** »¹⁴⁷ ; « **On est tous lié à la terre. On n'oublie pas les racines.** »¹⁴⁸ ; « **C'est le plus beau métier qui existe. L'agriculteur doit toujours se remettre en cause. On fait un audit tous les ans pour faire le point.** »¹⁴⁹ ; « **Il faut revaloriser le métier.** »¹⁵⁰ ;

« **Le métier a beaucoup de contraintes. Le travail est là. Mais, c'est la vie. Il y a beaucoup de polyvalence dans le métier. C'est très intéressant. Il permet d'aborder beaucoup de choses. Tous les jours ça change.** »¹⁵¹ ; « **C'est un dur labeur, mais la gestion est libre, on est son propre patron et le métier est avant tout une passion. La production de la choucroute, ça change tout le temps. Il faut une force psychologique car il y a des facteurs que l'on ne maîtrise pas (pluie, coups de chaud). Mon mari et moi sommes des fonceurs, et on ne supporte pas la hiérarchie. On apprécie l'autonomie et la responsabilité. En tant que paysagiste, j'étais plus sereine dans mon premier métier.** »¹⁵²

Chez les apprentis également, c'est le terme passion qui revient le plus souvent :

¹⁴² Viticulteur (Haut-Rhin).

¹⁴³ Président de la chambre d'agriculture d'Alsace. Un éleveur de vaches laitières.

¹⁴⁴ Un jeune agriculteur.

¹⁴⁵ Un enseignant d'un lycée agricole.

¹⁴⁶ Un agriculteur à la retraite.

¹⁴⁷ Louis, Ferme.

¹⁴⁸ Un vigneron.

¹⁴⁹ Un vigneron.

¹⁵⁰ Eleveur de chèvres et transformateur en bio.

¹⁵¹ Eleveur de chèvres bio.

¹⁵² Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

« **Je le vois comme dans années 70 sans prise de tête entre collègues ; je travaille plutôt tranquille** » ; « **Un métier qu'on fait avec passion même s'il ne faut pas compter ses heures.** » ; « **C'est une passion, un but.** » ; « **C'est travailler avec plaisir.** » ; « **C'est une passion qui grandit de jour en jour.** » ; « **Je veux développer la ferme familiale et être mon propre patron.** » ; « **Ne pas faire trop d'heures et sortir un salaire correct.** » ; « **C'est un beau métier. Important et qui devrait être mieux représenté.** » ;

« **Je serai double actif : agriculteur et un autre métier.** » ; « **Être son propre patron ; pouvoir décider comme il faut ; pouvoir nourrir la planète... en tout cas y contribuer.** » ; « **Être au contact des personnes. Travailler à l'extérieur et au contact des végétaux et des animaux.** »

Constat :

Le métier :

- **Une passion familiale,**
- **Une souffrance liée à l'image sociétale.**

1.1.2.1.2 Qu'en est-il des conditions de travail ?

Cette question intervient généralement en filigrane même si elle n'est pas explicitement posée dans le questionnaire. Il semble qu'elle soit d'autant plus importante chez les personnes déjà installées que chez les plus jeunes. En réalité, les conditions de travail font également référence aux modalités de partage des tâches dans la ferme et la possibilité - ou non - d'avoir une entraide (familiale ou non). Les agriculteurs insistent sur la pénibilité de leur travail, sur le nombre d'heures de travail qui ne sont pas rémunérées à leur juste valeur et la nécessité d'avoir une ressource financière complémentaire pour assurer un revenu au foyer. Citons cet agriculteur du Kochersberg célibataire en âge de partir à la retraite qui dit à un jeune désirant s'installer et abandonner son métier de mécanicien en reprenant une ferme :

« **Tu es sûr ? Parce que tu vas perdre du salaire. Là, tu as une bonne place. Tu en as parlé avec ta copine ?** » ;

« **Il faut se préparer à un autre métier. Mes fils s'en rendent compte. Si on ne gagne plus rien ou si on n'a pas la force, la ferme coule. Heureusement, nous on a le houblon. Pour les enfants, ce sera plus facile car on a déjà investi. C'est plus facile de travailler dans la continuité.** » ; « **Moi, j'ai investi pour mes fils. Peut-**

être que c'était trop. Mais je ne regrette pas. Je me suis sacrifiée avec ma femme.»

Notons, cependant, que ces conditions de travail sont toujours replacées dans un contexte dans lequel il **insiste sur la passion pour leur métier**. Certains aspects liés à la possibilité d'avoir une aide ou l'opportunité de se mettre en société (appartenir à une CUMA, coopérative d'utilisation du matériel agricole) n'ont pas été abordés dans l'enquête. Pour autant, il s'agit d'une réelle **opportunité pour partager les coûts mais aussi fédérer des expériences** qui mériterait une étude plus approfondie car elle relève d'une stratégie de réduction des charges fixes sur une exploitation. Cette option intervient également comme une position d'ouverture et de collaboration avec d'autres agriculteurs. Elle s'inscrit aussi en lien avec la question de la solitude et le besoin d'être en groupe.

Constat :

Ces regroupements doivent être soutenus pour « faire groupe », partager des expériences et fédérer les énergies et répartir les charges.

« Je fais du maraîchage bio. C'est beaucoup de travail. **Je n'ai jamais de dimanche**. En tout cas, c'est rare. Les horaires, c'est fonction du temps, des saisons. Je fais les marchés 2 fois par semaine. Je suis dans une AMAP. Ça ne marche pas toujours. »¹⁵³ ; « Il y a aussi **beaucoup de contraintes**. Il faut **travailler 7 jours sur 7**. »¹⁵⁴ ;

« Ici, il y a beaucoup de petites fermes. Il y a de l'entraide. Beaucoup de rencontres. L'agriculture de montagne, c'est autrement. C'est plus dur. Géographiquement plus difficile. Il y a peu de productivité. On peut tout faire sauf de l'intensif. »¹⁵⁵ ; « La société est individualiste. C'est difficile de mobiliser. Il n'y a plus de bénévole. »¹⁵⁶ ;

¹⁵³ Maraîchère bio, 28 ans.

¹⁵⁴ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

¹⁵⁵ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

¹⁵⁶ Un jeune agriculteur.

« Je suis dans une CUMA. C'est important de se regrouper pour mutualiser les achats. Ça m'aide bien. C'est un vrai réseau d'entraide. Pour investir, on partage. Tout seul, on ne peut pas tout payer. »¹⁵⁷ ;

« Je ne suis pas seul. J'ai un associé. On est complémentaire. Il fait de la transformation. »¹⁵⁸ ; « **Il faut travailler en groupe. Faire de l'écolomie. C'est du social et de l'environnemental avec de l'économie.** »¹⁵⁹ ;

« Le principal mal de l'agriculteur, c'est l'isolement. Encore plus s'il est célibataire. Et plus ça va mal, moins il en parle. Le suicide. »¹⁶⁰ ; « Ceux qui se suicident, c'est ceux qui se sont agrandis sans gagner plus. Être performant, c'est se diversifier. »¹⁶¹ ; « Le métier est difficile. A la commission Réagir de la Chambre d'agriculture, il y a parfois un sentiment d'humiliation. Ils se sentent humiliés. Il faut écouter les agriculteurs. Il y a un sentiment de culpabilité. »¹⁶²

Autrement dit, les diverses réponses se construisent autour de la possibilité de bénéficier d'une qualité de vie. L'une des principales difficultés est la baisse du nombre d'agriculteurs mais ils sont plusieurs à souligner la solidarité qui existe entre eux.

« **Le métier attire moins. Les conditions de travail sont dissuasives. Les jeunes aujourd'hui veulent partir en vacances. Le regroupement des exploitations va se poursuivre** : il permet de mutualiser les coûts, avec un durcissement toujours plus important des normes. Nous sommes à la croisée des chemins. »¹⁶³ ; « Personne ne reprend la ferme. Rarement des vacances et pas de vie de famille. Mes enfants, personne ne veut. »¹⁶⁴ ; « Le métier est compliqué. C'est une vocation. »¹⁶⁵ ; « Il n'y a pas de vie conjugale. Et le travail n'est pas rémunéré. Il y a un surcroît de travail. »¹⁶⁶ ; « Le robot de traite, c'est quand même bien. »¹⁶⁷ ;

¹⁵⁷ Un jeune agriculteur.

¹⁵⁸ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

¹⁵⁹ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

¹⁶⁰ Agriculteur en reconversion.

¹⁶¹ Un enseignant d'un lycée agricole.

¹⁶² G. Apiculteur bio.

¹⁶³ D. éleveur.

¹⁶⁴ Une maraîchère.

¹⁶⁵ Animateur en agroécologie.

¹⁶⁶ G. Apiculteur bio.

¹⁶⁷ Un éleveur.

« On peut désherber électriquement. » ; « C'est une aide, comme le tracteur ou l'irrigation. »¹⁶⁸ ;

« **On travaille beaucoup. Ça ne s'arrête jamais. Même le dimanche. Revenir en arrière ? ... [silence].** »¹⁶⁹ ; « **Les gens ne se rendent pas compte des efforts à fournir. Dans les grandes surfaces, tout est là. Donc c'est normal.** »¹⁷⁰

« Trois jours par semaine, je fais le marché. Mais **c'est beaucoup d'heures. Le lien avec le consommateur a changé. Le consommateur est plus sensible. J'ai des clients fidèles depuis très longtemps. La traçabilité pour eux c'est important. Parler au consommateur, c'est important. Il faut beaucoup communiquer.** »¹⁷¹ ; « **La viticulture. C'est dur. Il faut de la main-d'œuvre. Remettre des plants, retirer le bois. Il y a le travail à la cave. Dans les vignes.** »¹⁷² ; « **C'est difficile. Plus personne ne veut faire de l'agriculture puisque ça ne paye pas.** »¹⁷³ ;

« **On change de modèle. Ok. Mais avec quels consommateurs ? Le consommateur, il veut plus de santé, pas d'agriculture.** »

« **Il faut rechercher un équilibre dans la vie de couple : au niveau temps et financier : si on comptait sur mon salaire, on ne s'en sortirait pas. Actuellement, on fait des avances sur résultat pour chacun des associés : 1200 euros / mois.** »¹⁷⁴ ; « **Je manque de personnel. Plus généralement, il y a un manque de personnel dans le métier pour plusieurs raisons : il y a un **épuisement psychologique** à force de réflexions négatives ; la gestion de la trésorerie est difficile et les contraintes administratives sont trop lourdes.** »¹⁷⁵

¹⁶⁸ Un enseignant dans un lycée agricole.

¹⁶⁹ Un jeune agriculteur.

¹⁷⁰ Une maraîchère.

¹⁷¹ Une maraîchère.

¹⁷² Viticulteur, champagne bio.

¹⁷³ Famille de viticulteurs.

¹⁷⁴ Louis, Ferme.

¹⁷⁵ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

1.1.2.1.3 De réelles difficultés pour « faire vivre ma famille »,
« à avoir des revenus suffisants »

« On est à la merci des variations du prix du blé. »¹⁷⁶ ; « Mon revenu va dépendre du volume »¹⁷⁷ ; « C'est difficile de sortir un salaire. Même les asperges viennent des pays de l'Est. Leur coût est réduit. On ne peut rien faire. »¹⁷⁸ ; « Aujourd'hui, **les agriculteurs souffrent économiquement. Les rendements s'effondrent. Pourtant, avec les sols champenois, il y a un haut potentiel. Il y a une centaine d'agriculteurs qui sont en recherche d'autre chose.** »¹⁷⁹ ;

« L'autre défi, c'est que les paysans vivent de leur métier. C'est aussi un problème d'attractivité des milieux ruraux. »¹⁸⁰ ; « Heureusement que certains d'entre nous ont une épouse qui travaille à l'extérieur et ramène un salaire. »¹⁸¹ ; « **Il n'y a pas d'adéquation entre le temps de travail, la pénibilité et les revenus.** »¹⁸² ;

« Les principales difficultés du métier, c'est travailler en harmonie avec la nature. il faut des rendements. Et faire attention aux contraintes climatiques. Le fait de travailler avec du vivant est difficile ; c'est difficile d'être rentable. »¹⁸³

« Je travaille et je ne gagne rien. » ; « Il y a des paysans qui ont moins de 360 euros par mois. »¹⁸⁴ ; « J'ai fait des légumes et des fruits du terroir. Spécialité Alsace. Mais ça ne suffit pas pour gagner sa vie. »¹⁸⁵ ; « Aujourd'hui, si je fais de la viande, je sais que je travaille pour perdre de l'argent. »¹⁸⁶ ; « **Je n'ai jamais regretté même si pour en vivre, c'est compliqué avec un prix du lait à 30 centimes le litre** »¹⁸⁷. »¹⁸⁸ ;

¹⁷⁶ Un jeune céréalier.

¹⁷⁷ Un vigneron.

¹⁷⁸ Une maraîchère.

¹⁷⁹ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

¹⁸⁰ Une animatrice de l'ARDEAR.

¹⁸¹ Un céréalier, K.

¹⁸² Un jeune agriculteur.

¹⁸³ CFPPA.

¹⁸⁴ Une animatrice de l'ARDEAR.

¹⁸⁵ Une maraîchère.

¹⁸⁶ Un enseignant d'un lycée agricole.

¹⁸⁷ A titre de comparaison : ici évolution du prix du lait + source

¹⁸⁸ Président de la chambre d'agriculture d'Alsace. Un éleveur de vaches laitières.

« La principale difficulté, c'est la **trésorerie**. Il faut jongler avec ce qui arrive. On ne suit pas toujours. Les aides, c'est 10% de nos rentrées. Et puis, **le marché s'est tendu**. Il y a beaucoup de monde qui s'est mis sur le marché des chèvres. Il y a plus de concurrence. En peu de temps. Quelles vont être les ressources demain ? Il ne faut pas s'endormir. Après, il y a le climat. C'est de plus en plus extrême. »¹⁸⁹ ;

« L'autre défi, c'est développer et commercialiser un vin de qualité. **Comment dégager de l'argent de son activité ?** Il y a tellement de contraintes. Ils ne maîtrisent plus du tout le prix de vente. »¹⁹⁰ ; « Il y a quand même un gros problème de trésorerie. Ils sont de plus en plus endettés. Les emprunts à rembourser. Les aléas climatiques impactent sur les rendements. Et les charges n'ont pas diminué. Les fins de saison sont parfois sèches. »¹⁹¹ ;

« **Il faut rémunérer le produit**. Tout le monde ne peut pas produire et vendre. Il faut faire revenir le consommateur. Il faut le faire venir sinon notre village est perdu. Le client doit devenir mon commercial. C'est ça ma stratégie. **Si je vends moins cher, je perds. Le prix, c'est ce qui rémunère mon travail.** »¹⁹² ; « Pour la betterave, on était à près de 40 euros la tonne. Aujourd'hui, on est à 22-23 euros et les rendements ont été catastrophiques avec la sécheresse de cet été. »¹⁹³ ; « **On n'arrive pas à couvrir nos charges d'exploitation.** »¹⁹⁴ ; « Le problème, c'est la valorisation des céréales. On a très peu de revenus. »¹⁹⁵ ;

« **Beaucoup de pressions à cause de la météo. On ne maîtrise pas tout. On ne peut jamais être serein. Encore plus en bio. Jamais l'esprit léger. Je suis restreinte en quantité de cuivre. Comment faire du bio avec 4 kg par an de cuivre ? Il faut tenir compte de la météo. Mais c'est enrichissant et plaisant.** »¹⁹⁶

¹⁸⁹ Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

¹⁹⁰ Formatrice au lycée agricole.

¹⁹¹ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

¹⁹² Un vigneron.

¹⁹³ Céréalière, D.

¹⁹⁴ Un céréalière, K.

¹⁹⁵ Un jeune agriculteur.

¹⁹⁶ Viticulteur, champagne bio.

1.1.2.2 Une souffrance palpable du fait d'une image dégradée : un besoin de reconnaissance et de (re)créer du lien

Aujourd'hui, l'agriculture est confrontée à deux principaux enjeux. D'une part, dégager un revenu suffisant pour vivre, ce qui pose à la fois une question en termes de prix de vente mais aussi celle de la couverture de charges (en amont et en aval de la chaîne de production). D'autre part, faire face aux exigences de la société civile en matière de santé environnementale (qualité nutritionnelle, préservation de l'environnement, sécurité sanitaire). De plus, l'enquête souligne **une difficulté de cohabiter entre nouveaux urbains et agriculteurs**. L'imbrication entre les espaces agricoles et les lieux de vie dans les villages conduit parfois à **des perceptions conflictuelles de l'usage de l'environnement** et des nuisances liées à l'activité agricole. Ce sont spécifiquement les problématiques liées à des considérations de santé publique. Mais, c'est aussi tout l'enjeu des zones de non-traitement proches des habitations. Il s'agit d'un défi en matière de distribution des terres entre agriculteurs et riverains. C'est assurément un sujet hautement conflictuel qui appelle un processus de négociations, sujet qui accentue encore davantage le mal-être des agriculteurs comme nous avons pu le constater lors de notre enquête. C'est également un sentiment de solitude et d'absence de soutien de la population, d'incompréhension et de difficultés à communiquer qui, au final, se traduit par une perte de sens de leur métier.

1.1.2.2.1 Un sentiment d'abandon sur un marché mondial

L'insertion dans une concurrence internationale a fragilisé le secteur en pleine mutation démographique même si de nombreuses mesures soutiennent la modernisation des exploitations et encouragent l'installation (parfois via des formes sociétaires). La difficulté de combiner une performance économique et la soutenabilité environnementale se conjugue avec une forte vulnérabilité. Les agriculteurs manifestent « *un ras le bol* »¹⁹⁷ face aux normes françaises qu'ils subissent. Mais le marché donne les orientations à suivre : « *C'est le consommateur qui décide* »¹⁹⁸ ; « *C'est au consommateur d'arbitrer* »¹⁹⁹. En l'espèce, le système d'élevage en batterie a fait l'objet d'une forte médiatisation et très rapidement, un changement de paradigme s'est opéré dans toute la filière : les producteurs, la grande distribution et la restauration se sont engagés à bannir les œufs issus d'un système d'élevage industriel d'ici 2025²⁰⁰.

¹⁹⁷ Un agriculteur.

¹⁹⁸ Une éleveuse bio.

¹⁹⁹ Une maraîchère.

²⁰⁰ <http://www.natura-sciences.com/agriculture/poules-pondeuses-oeufs-cage-fin-l214.html>.

« Dans la transition, le consommateur doit jouer son rôle. Il doit devenir responsable. Il faut moins gaspiller, moins rechercher le moins cher et se dire que l'alimentation, c'est un investissement pour la santé. » ; « Je ne sais pas ce que ça veut dire. Peut-être produire mieux ? »

« C'est adapter ses techniques pour s'adapter aux nouvelles attentes sociétales. Produire autrement et transition agricole, pour moi, c'est la même chose. »²⁰¹ ;
« Il faut que le consommateur-citoyen joue le rôle d'arbitre »²⁰² ;
« Un autre défi, c'est la qualité de l'alimentation. Il y a une demande du consommateur pour bien manger. »²⁰³ ; « Au supermarché, je regarde dans les caddies. Il faut rééduquer les consommateurs. Parfois, ils achètent du bio. Mais ça vient de l'autre bout du monde. C'est n'importe quoi. L'éducation, ça devrait être une priorité. Chacun devrait avoir un bout de terre. Et puis la travailler avec le voisin. »²⁰⁴

Le marché européen fait l'objet de nombreuses convoitises de pays partenaires car c'est un marché solvable. La nécessité d'être compétitif s'impose comme une contrainte souvent éprouvée injustement par les agriculteurs qui condamnent très largement la **concurrence déloyale qu'ils subissent sans pouvoir réellement combattre.**

« Le système nous a oubliés. La PAC a éliminé les petits. Ils doivent pouvoir continuer à exister. Il y a trop de contraintes sanitaires. Elles sont les mêmes pour les petits et les grands. Avant, j'avais 1000 poules pondeuses et un jour, le service sanitaire a dit que le bâtiment était vétuste, pas aux normes. Mais, mes œufs étaient frais. J'ai dû fermer. **Nous les petits, on a les mêmes contraintes que les grands. Ce n'est pas possible.** » ;
« Avant autour de toi, il y avait de la polyculture. Après, beaucoup se sont spécialisés. De moins en moins de bétail. Et puis que de très gros. **Il n'y a pas de place pour les petits. Ça pousse à l'intensif. Sinon, tu fais faillite.** »²⁰⁵ ;
« Au marché, entre petits, on se met d'accord sur le prix. **C'est la solidarité entre producteurs. On ne se fait pas concurrence. On ajuste ensemble.** »²⁰⁶ ;
« **Il faut des petites fermes. Les gros sont trop aidés. Le machinisme agricole est privilégié.** »²⁰⁷ ;

²⁰¹ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

²⁰² Un agriculteur.

²⁰³ Animateur en agroécologie.

²⁰⁴ Un enseignant d'un lycée agricole.

²⁰⁵ Une maraîchère.

²⁰⁶ Une maraîchère.

« L'Europe, le marché commun, c'est une bonne chose pour faire évoluer l'agriculture. Elle a structuré l'agriculture. Mais ça a ses limites. Au début, c'était pour nourrir les Français. Maintenant, on est devenu un pays exportateur (produits laitiers, céréales). Ce qui les a enfermés dans un système, dans un marché géré par des grandes structures. Les marchés [internationaux] ne font pas vivre les paysans. La PAC a permis de produire plus mais les agriculteurs n'ont jamais été maîtres des prix de vente. »²⁰⁸

Dans le modèle de l'agriculture intensive, cette contrainte pouvait se résoudre via une accentuation de la productivité des cultures et/ou des espèces animales. Mais dans le cadre sociétal actuel et face aux nouvelles exigences du consommateur, ce modèle ne leur paraît plus soutenable. Nombreux, dans notre enquête, sont les agriculteurs qui affirment que l'agriculture participe au développement rural, qu'il faut la protéger de la concurrence internationale. Le principe du marché est accepté avec un certain regard critique : si sur le plan local, la volonté de multiplier les points de vente directe semble être une évidence, sur le plan international, c'est plutôt la dénonciation d'une concurrence déloyale qui est mise en exergue.

« Nous, on est en concurrence avec les producteurs de fraises d'Espagne ou de pommes d'Afrique, d'Argentine ou du Chili ou d'Europe. Il faudrait taxer pour avoir une base égale. » ; « Pour le lait, les céréales, le maïs, c'est le marché mondial. »²⁰⁹ ; « Les subventions de Bruxelles, ça ne compense pas la perte de rentabilité. »²¹⁰ ; « Le contexte est mondial. La mise en concurrence avec la Russie ou l'Ukraine, ce n'est pas loyal. »²¹¹ ;

« On fait des accords avec le Canada. C'est un non-sens. Il faudrait une TVA différente sur les produits nocifs. Et exonérer les autres. »²¹² ; « Le défi, c'est la concurrence internationale. Pour les viticulteurs, c'est le climat. »²¹³ ;

« Pour l'Ecophyto, il faudrait harmoniser au niveau européen. En France, on interdit mais pas partout. On ramène des produits avec des produits dedans avec

²⁰⁷ Apiculteur en bio.

²⁰⁸ B. Nancy.

²⁰⁹ Un jeune agriculteur.

²¹⁰ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

²¹¹ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

²¹² Viticulteur, S.W.

²¹³ G. Apiculteur bio.

les importations. Il faudrait revoir tout ça. »²¹⁴ ; « **S'appuyer sur les équilibres naturels. Il faut plus de paysans. Moins d'exploitants. Il faut des bras.** »²¹⁵ ;

*« Les normes françaises ne sont pas identiques que les autres normes européennes. C'est une **inégalité de traitement** par rapport à d'autres pays (ex : le cas des altises du chou). Ce n'est pas normal que les lois ne soient pas égales au niveau européen. Les insecticides, on ne sait plus comment les traiter. »*²¹⁶ ;

*« **A moi on me dit que je pollue ou que je ne me soucie pas du bien-être animal, mais la viande qui vient du Canada, elle pollue plus. Mais si elle est moins chère, le consommateur va acheter la viande importée. Je suis perdant à chaque fois. Je n'arrive pas à être compétitif.** »*²¹⁷

*« Les normes brésiliennes n'ont rien de comparables aux nôtres : nous, on a des **règles sanitaires très strictes**. Les farines animales sont interdites. Pas au Canada. .../... Les règles sont tronquées. C'est un **jeu de dupes** »*²¹⁸ ; « **Contre le Canada, je ne peux rien faire. Je ne peux pas être compétitif. On n'a pas les mêmes règles. Et puis, on me dit que moi je pollue. Mais eux ? Et puis, le consommateur, il préfère toujours le moins cher.** »²¹⁹ ;

*« Les circuits courts, c'est bien pour les légumes. Mes céréales je les apporte à la coopérative. Mais les prix sont mondiaux. On ne peut rien faire. **On n'a pas assez de poids même au niveau du pays. C'est les Etats-Unis qui fixent les prix.** »*²²⁰

1.1.2.2.2 Un dénigrement subi

Lors de la manifestation du 8 octobre 2019, divers slogans affichaient des messages tels que : « Sauvez les paysans » ou « France, veux-tu encore de tes paysans ? ». Le malaise est profond. En 2017, la Mutuelle Santé des Agriculteurs, en collaboration avec la Chambre d'agriculture d'Alsace²²¹, a créé une cellule²²² de prévention²²³ « Réagir »

²¹⁴ Une maraîchère.

²¹⁵ Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

²¹⁶ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

²¹⁷ Agriculteur en conventionnel du K.

²¹⁸ Une maraîchère.

²¹⁹ Un jeune agriculteur.

²²⁰ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

²²¹ Nous pouvons citer comme exemple : <https://haute-marne.chambre-agriculture.fr/votre-chambre-dagriculture/actualites/detail-de-lactualite/actualites/reagir-un-lieu-decoute-pour-les-exploitations-fragilisees/>

²²² Source : <https://www.msa.fr/lfy/soutien/accompagnement-proximite>

pour soutenir les éleveurs en détresse et a permis de suivre environ 300 agriculteurs. Cette cellule réunit différents acteurs de la filière (MSA, coopératives, banques, experts-comptables ...) pour faciliter le diagnostic et la mise en place d'une écoute et d'actions. Elle se veut « une aide au répit »²²⁴. Pour Philippe Mennesson, le président de la MSA Marne Ardennes Meuse : « La MSA est profondément attachée au dispositif Réagir car il permet de redonner espoir aux agriculteurs en difficulté, de les prendre en charge de façon globale, de se coordonner pour les accompagner, de leur proposer et de mettre en œuvre des solutions adaptées. »²²⁵.

L'activité est perçue négativement par les non-agriculteurs et les relations avec ces voisins non-agriculteurs ou nouveaux résidents apparaissent souvent délicates. Se trouve au cœur de cette cohabitation, la question de la pulvérisation et des zones de non-traitement dont les récents arrêtés municipaux anti-pesticides ne sont que les révélateurs. En réalité, l'article 83 de la loi Egalim prévoit un protocole pour la signature d'une Charte départementale entre agriculteurs et riverains²²⁶ : distances minimales à respecter (zones de non traitement), les matériels d'épandage et l'information préalable des riverains avant les épandages.

« Je dirai que l'isolement des agriculteurs est un vrai problème. Et puis, il y a l'agribashing. Il y a une faible attractivité du métier en termes d'image, de difficultés et de revenus. Il faut faire redécouvrir le métier. Et redonner du sens au métier. Il faut une reconnaissance pour ce que le paysan fait. »²²⁷ ;

« Il faut se cacher pour traiter mon champ. Les gens te klaxonnent »²²⁸ ; « On a une image de méchants dans la société. »²²⁹

« On envoie que des contrôles ; on est critiqué mais on n'a pas le droit de critiquer l'administration. Les agriculteurs, on les a isolés. Les agriculteurs sont en conflit avec la société. »²³⁰ ;

²²³ Pour un détail de la procédure : <https://www.grandest.fr/wp-content/uploads/2017/01/aac-structures-de-diagnostic-crise-vf-13012017.pdf>

²²⁴ Source : https://www.la-marne-agricole.com/Article/1943/Aide_au_repit_et_prevention_du_suicide_avec_la_MSA

²²⁵ Source : https://www.la-marne-agricole.com/Article/1943/Aide_au_repit_et_prevention_du_suicide_avec_la_MSA

²²⁶ <https://agriculture.gouv.fr/mesures-de-protection-lors-de-lapplication-des-produits-phytopharmaceutiques>.

²²⁷ Une animatrice de l'ARDEAR.

²²⁸ K., Un agriculteur..

²²⁹ Un agriculteur à l'âge de la retraite.

²³⁰ Un jeune agriculteur.

« C'est homologué et on me dit combien je dois mettre. Ce n'est pas moi l'empoisonneur. »²³¹

« Les clients demandent si on utilise des produits. C'est les consommateurs qui poussent à produire autrement. Mais, il faut quand même savoir que ça prend plus de travail. »²³² ; « Mon fils a des copains qui n'arrivent pas à vendre leurs vins. Ils doivent communiquer. Ils ont pourtant une bonne formation. Il faut arriver à écouter les gens. Les jeunes ont beaucoup d'enjeux. .../... Il n'y a plus que 2% d'agriculteurs. Si on ne sauve pas cette agriculture, les jeunes vont partir. »²³³ ;

« Il faut changer la situation. Il doit y avoir du respect entre les citoyens et les agriculteurs. Aujourd'hui, il y a presque une rupture. C'est un gros risque. »²³⁴

« On nous parle tout le temps d'écologie. Mais moi, je ne suis pas un pollueur. Je n'aime pas mettre de produits chimiques. »²³⁵ ; « J'aime mes bêtes. Je fais attention. »²³⁶ ; « Les clients demandent comment j'éleve mes poules. »²³⁷ ;

« On me traite de pollueur. Mais je ne suis pas plus coupable que le consommateur qui choisit d'acheter des produits venus d'ailleurs. » ;

« Le consommateur, il croit que la nature ça marche tout seul. C'est n'importe quoi. »²³⁸ ; « On se sent dénigré. »²³⁹ ; « On nous considère comme des criminels »²⁴⁰ ;

« On dit qu'on est des criminels alors qu'on essaye simplement de bien faire notre travail. »²⁴¹ ; « On subit un vrai harcèlement sur nos pratiques. »²⁴²

²³¹ K., Un agriculteur..

²³² Formatrice au lycée agricole.

²³³ Un vigneron.

²³⁴ Un vigneron.

²³⁵ Un vigneron.

²³⁶ Un jeune agriculteur en polyculture.

²³⁷ Une agricultrice proche de la retraite.

²³⁸ Diverses remarques d'agriculteurs.

²³⁹ Un éleveur (68).

²⁴⁰ Jeune poly cultivateur.

²⁴¹ Un éleveur du Sundgau.

²⁴² Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin.

Toutefois, l'approche par la santé apparaît au même titre que l'impact environnemental. Mais, il semble important de soulever que ceci s'inscrit peut-être aussi dans une dynamique sociétale puisque le focus est essentiellement mis sur le risque environnemental (préserver l'environnement) et non pas uniquement sur la protection des consommateurs ou la santé des agriculteurs. Paradoxalement, rares sont les enquêtés qui évoquent la question du glyphosate. Preuve est que la question de la transition agricole ne se limite pas à cette substance, qui pourtant sur le plan médiatique, a focalisé toutes les attentions. **Certains s'insurgent contre la vision réductrice de leur métier d'agriculteur et invitent à venir voir la ferme.**

« C'est une concrétisation des problèmes de santé. Réduire l'utilisation des produits phyto, c'est aussi une sécurité pour eux. »²⁴³ ; « Je le vois comme une production moins intensive (produire moins mais de meilleure qualité) et bonne pour la santé et respectueuse pour l'environnement. »²⁴⁴ ;

« Produire autrement, c'est une question de santé publique. De qualité de l'air. Dans le sens où je ne suis pas tout seul. Il y a des études épidémiologiques qui montrent qu'il y a des cancers spécifiques, des problèmes hormonaux. »²⁴⁵

Pour les enquêtés, la finalité du métier est véritablement de s'adapter au marché et de produire en répondant aux attentes de la société, mais aussi de protéger les ressources naturelles et le paysage. Cette prise de conscience de la non durabilité du modèle conventionnel et « *Le monde a changé. Voilà tout.* »²⁴⁶ est réelle : la difficulté réside dans le fait de trouver un nouvel équilibre entre les rendements, la compétitivité des produits et l'introduction de préoccupations santé environnementale. Cette action de l'agriculture sur la santé et dans l'environnement est un point notable dans la responsabilité qu'ils portent :

« Dans la transition, il faut montrer que la santé des agriculteurs va avec celle des consommateurs. »

« C'est un choix de société. Si vous voulez une société en bonne santé, si vous l'empoisonnez avec une nourriture frelatée. C'est la société. Notre société veut tout et son contraire. C'est comme le Nutella. Pourquoi on ne met pas une taxe sur l'huile de palme ? »²⁴⁷

²⁴³ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

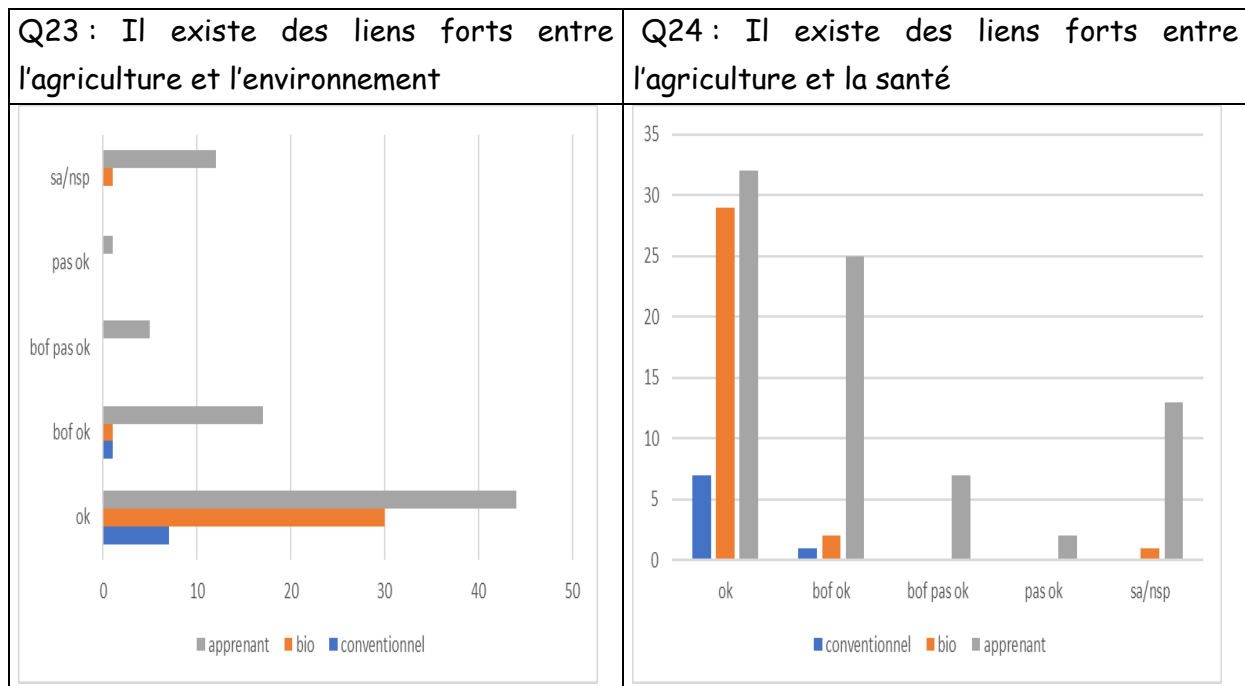
²⁴⁴ CFPPA.

²⁴⁵ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

²⁴⁶ Viticulteur (Haut-Rhin).

²⁴⁷ Un enseignant dans un lycée agricole.

Figure 7 : Les liens entre l'agriculture et l'environnement ou la santé



En réalité, il ne s'agit pas tant de « produire plus » ou d'accroître les rendements que de **produire mieux**. L'enjeu majeur est incontestablement un problème de reconnaissance dans la société.

« Il faut les écouter pour leur redonner confiance. »²⁴⁸ ; « Il faudrait que la société se rende compte que l'agriculture est la seule activité qui vient du passé ; que son présent, elle le transmet au futur. La seule qui est comme ça. Aujourd'hui, l'objectif c'est l'argent. On a oublié le passé. Ce sera quoi notre futur ? On ne peut pas tout libéraliser. L'agriculture tient compte de l'avenir des enfants. »²⁴⁹ ;

« Si on va deux générations en arrière, tout le monde avait un agriculteur dans sa famille. On est passé d'une paysannerie à une agro-industrie. »²⁵⁰ ; « Il y a souvent une confusion chez les citoyens. Où est le mal être animal ? »²⁵¹ ;

« Il y a une grande incompréhension entre citadins, néo-ruraux et ruraux. Pour les paysans en transition, il faut vraiment apprendre à communiquer. Mais

²⁴⁸ Propos échangés par téléphone ; nous avons tenté d'avoir un rendez-vous *in situ* à la MSA mais malgré plusieurs échanges, nous n'avons pas pu en obtenir un.

²⁴⁹ Un enseignant d'un lycée agricole.

²⁵⁰ Un enseignant d'un lycée agricole.

²⁵¹ Une animatrice de l'ARDEAR.

comment parler aux citoyens ? Le salon de l'agriculture, c'est le monde merveilleux de l'élevage. Ce n'est pas ça le quotidien. »²⁵² ;

« Dans le monde agricole, il y a un **sentiment de honte** à révéler qu'on ne se sent pas bien et à faire appel à un travailleur social. .../... Le phénomène est encore plus marqué dans la viticulture avec l'image du joli domaine, car c'est un secteur où il y a beaucoup de rentrées et de sorties d'argent. Mais s'il gagne des sous, ça ne l'empêche pas d'avoir des problèmes psychologiques parce qu'il **travaille trop et n'a plus le temps de se consacrer à sa famille, ou à cause de l'agribashing, le dénigrement du métier.** »²⁵³ ;

« Il y a une certaine **violence dans le dénigrement.** Ils ont du mal à comprendre. Ils se sentent **blessés.** Il y a une violence avec laquelle ça leur est envoyé. **Il y a de l'acharnement médiatique. Il faut renouer avec la société.** »²⁵⁴ ;

« Les médias surfent sur l'information choc. Et les animaux qui sont dehors à côté d'un incinérateur ? Ça, on n'écoute pas. **Ça me fait pleurer** quand on ne donne pas toute l'info. »²⁵⁵ ; « Les élevages ne sont pas malmenés. Les vaches ont un nom. On mélange tout. »²⁵⁶ ; « Les enquêtes disent que les Français semblent aimer leurs agriculteurs. Mais l'image qu'ils ont dans la société ? Le regard des autres. Et les mouvements végans. »²⁵⁷ ; « Les reportages trash sur l'agriculture, **c'est dur pour eux. Le regard des autres, de la société.** Ils ont l'impression de bien faire mais la pression sociétale, les médias. »²⁵⁸

Constat :

L'agriculture est confrontée à deux défis : d'une part, l'agribashing et la mise en cause de ses pratiques, et d'autre part, la difficulté à vivre de son travail.

²⁵² F.

²⁵³ Sylviane Fargeon, directrice-adjointe de la MSA Alsace. Depuis 2017, la MSA propose « l'aide au répit » pour inciter l'agriculteur à prendre quelques jours de vacances ; elle prend en charge le remplaçant dans l'exploitation. Une équipe de 8 travailleurs sociaux répartis sur le territoire viennent en aide aux agriculteurs en souffrance. En 2018, une trentaine d'agriculteurs ont bénéficié de ce dispositif.

²⁵⁴ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

²⁵⁵ Un enseignant dans un lycée agricole.

²⁵⁶ Un enseignant dans un lycée agricole.

²⁵⁷ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

²⁵⁸ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

La prise en compte de l'environnement ne les conduit pas à avoir une vision binaire (agriculteurs conventionnels versus biologiques) mais plutôt progressive. Autrement dit, la façon dont les agriculteurs conçoivent ou intègrent la protection de l'environnement dans leurs activités apparaît plurielle : si la nécessité de protéger l'environnement passe incontestablement par une réduction des produits phytosanitaires, elle ne se résume pas à cela et ne remet pas en cause leur rapport à la nature. Effectivement, ils sont nombreux à avouer « *aimer travailler dans la nature* » ou « *aimer les animaux* ». Très souvent, c'est assurément la question du décalage perçu par le public de leurs activités avec une critique, parfois acerbe, des médias. **C'est ici que naît également un réel sentiment d'injustice surtout chez les agriculteurs non bio.** Là encore, c'est une question de communication, de pédagogie pour expliquer leur savoir-faire, leurs pratiques.

« Les principales difficultés d'un agriculteur c'est de s'adapter à la nature. On bosse avec la nature. On ne compte pas ses heures. On est hors du calendrier commun. Par rapport à d'autres métiers, on n'a pas la même échelle du temps. C'est facile de critiquer. »²⁵⁹ ;

« Les principales difficultés dans ce métier ? On est en décalage complet avec le reste de la société : on ne raisonne pas en 35 heures, smic, horaires, vacances scolaires, etc... »²⁶⁰

« L'agriculture conventionnelle, c'est celle qui respecte la loi. Les agriculteurs font avec les règles du jeu qui existent. Ils sont victimes du modèle. Et en plus, on leur dit qu'ils sont responsables. Moi, je ne suis pas d'accord. Il n'y a pas d'autres métiers qui fonctionnent comme ça. L'agriculteur est une victime. .../... Regardez l'Europe, la PAC. Elle fonctionne que sur l'argent. »²⁶¹ ;

« On ne travaille pas complètement en bio pour le moment mais on utilise beaucoup les technologies du bio comme le paillage amidon maïs. »²⁶² ;

« On ne fait pas n'importe quoi ! » ; « Je ne suis pas en bio. Mais en raisonnée. Je m'intéresse à l'agroécologie. C'est une évidence : avoir une production meilleure pour moi ou les gens. »²⁶³ ; « J'ai un usage raisonné. Chaque produit a des doses maximales. La réglementation encadre l'utilisation des produits. Il y a

²⁵⁹ Animateur en agroécologie.

²⁶⁰ Louis, Ferme.

²⁶¹ Un enseignant d'un lycée agricole.

²⁶² JMOH (Bas-Rhin).

²⁶³ Animateur en agroécologie.

les étiquettes sur les produits. Les doses sont homologuées et on les utilise avant les récoltes pour qu'il n'y ait plus de résidus. **Tout est maîtrisé.** »²⁶⁴

« **Moi je fais du bio mais je n'ai pas le label bio. Je ne mets pas de traitement. Mes poules sont en plein air.** »²⁶⁵

« **Je ne veux pas payer pour avoir le label AB. L'agrément coûte 600-800 euros. C'est indécent. Pourquoi on ne fait pas payer ceux qui souhaitent utiliser des pesticides ?** »²⁶⁶ ; « **Le bio, ce n'est pas sans produit. Il y a du cuivre. C'est dangereux. Pour passer en bio, il faudrait une plus grande pression. Je suis en HVE. Je ne suis pas convaincue que le passage en bio nous permette d'être écolo. En bio, ils utilisent du cuivre. Ça n'a rien d'écolo. Moi, en HVE, je fais attention. Je préserve la biodiversité. Il n'y a pas de solution miracle. Et puis, il y a un problème de rentabilité. En maraîchage, c'est plus facile.** »²⁶⁷ ;

« **Les produits sont homologués. Il n'y a aucune reconnaissance du métier.** »²⁶⁸ ;

« *Il est possible de traiter les champs de façon plus précise : pour le maïs, le traitement se fait par des trichogrammes, des micro guêpes se chargent d'éradiquer les pyrales ; le drone largue une capsule contenant des œufs de trichogrammes sur une zone préalablement sélectionnée. Avant, cette opération était réalisée à la main. Maintenant, grâce aux drones, un hectare se traite en 5 minutes. Ce rendement est plus efficace et pourrait inciter à faire du bio.* »²⁶⁹

En l'espèce, certains agriculteurs dénoncent également une agriculture bio industrielle « qui vient d'ailleurs ». Le positionnement vis-à-vis des modèles agricoles est assez clair mais nous avons parfois rencontré de franches hostilités envers tel ou tel modèle.

« *Attention, il y a de plus en plus de bio industriel. C'est de plus en plus facile. Regardez [nom d'un supermarché allemand], il y a des tensions en Hongrie.* »²⁷⁰ ; « **Mais attention au bio venu d'ailleurs : dans le cahier des charges, on peut rajouter du sucre bio. C'est plus du vrai miel. Même chez nous, le sucre bio peut venir d'ailleurs.** »²⁷¹ ; « *Le cahier des charges du label AB est ridicule. Il y a du*

²⁶⁴ Un éleveur.

²⁶⁵ Viticulteur, S.W.

²⁶⁶ Agriculteur en reconversion, Multifermes.

²⁶⁷ Viticulteur, S.W.

²⁶⁸ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

²⁶⁹ Entreprise de drones agricoles.

²⁷⁰ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

²⁷¹ Apiculteur en bio.

bio industriel ! »²⁷² ; « Attention au bio industriel. Le bio, ça ne signifie pas que circuits courts. »²⁷³ ; « Il y a du bio industriel. Ce n'est pas mieux que le conventionnel. »²⁷⁴ ; « La transition agricole, c'est un slogan qui ne veut rien dire. Il fait beau. Encore le lobby de la FNSEA ; ce sont que des syndicalistes politiques mais qui ne nous défendent pas assez. Tout est à revoir. On interdit des produits, on en retire. C'est un monde d'industriels, pas de terriens. »²⁷⁵ ;

1.1.2.2.3 Cohabiter avec les nouveaux riverains

Plusieurs agriculteurs font part de leur inquiétude quant au développement de certaines zones. Cet autre aspect révélé par notre enquête est **l'impact de la diversification sociale et fonctionnelle des zones rurales au travers la question des relations de voisinage entre agriculteurs et non-agriculteurs**. Les migrations résidentielles provoquent un renouvellement démographique et l'arrivée de ces nouveaux habitants suscitent parfois des interrogations. C'est patent dans le cas du Kochersberg, un des lieux dans lequel nous avons mené une partie de notre enquête. Cette enquête confirme la complexité des rapports entre agriculture et voisinage, entre le monde agricole et la société civile. C'est d'ailleurs à cet endroit, plus qu'ailleurs, que plusieurs agriculteurs s'interrogent sur la cohabitation entre les « gens d'ici » et les nouveaux arrivants :

« Les vaches et les poulets, ils étaient là avant eux. Alors, lorsque je fais l'épandage, ils n'aiment pas l'odeur. Mais c'est la campagne. Ma parcelle est à coté de leur maison. »²⁷⁶ ;

« Pour les gens, les loisirs ont pris le dessus. Ils voient ce qu'on fait. Ils observent ce qu'on fait. On est en train de travailler. Parfois, des gens gesticulent. Ce n'est pas évident. On traite à côté des maisons. Il y a des nuisances ; certains produits, ça sent. Ce n'est pas évident. Les vignes traitent plus que nous. »²⁷⁷ ;

« La population a changé. Elle rentre le soir et ne sort plus de chez eux. »²⁷⁸ ; « C'est sûr, avec mon tracteur, on voit tout ce que je fais. »²⁷⁹ ; « Les gens te regardent bêtement. C'est terrible, ces regards. Avant, il n'y avait jamais ça. Un

²⁷² Une animatrice de l'ARDEAR.

²⁷³ Apiculteur en bio.

²⁷⁴ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

²⁷⁵ Viticulteur, champagne bio.

²⁷⁶ Un agriculteur.

²⁷⁷ Un jeune agriculteur.

²⁷⁸ Un vigneron.

²⁷⁹ Un jeune agriculteur.

vrai mépris. Il y a un lotissement à côté ; 2 ou 3 fois déjà, une dame à réclamer. Chez le maire ! Pas chez moi. Ça fait 20 ans que je fais ça. »²⁸⁰ ;

« Moi, je vois un principal risque : celui des riverains. Lors des traitements, il faut que l'impact soit le moins important possible. Mais il y a aussi la pollution sonore. C'est dur : comment arriver à maintenir une activité avec passion ? Ce côté environnemental de la part des consommateurs, comment faire avec ? »²⁸¹ ; « Le problème qui va nous occuper, c'est la cohabitation avec les tiers. »²⁸² ;

« Beaucoup de mensonges sont colportés. On ne peut plus l'accepter. Les gens ont construit des maisons près des vignes ou des récoltes et après, ils nous demandent d'arrêter de traiter. Mon voisin qui m'a envoyé la police municipale, savait qu'il y avait un élevage quand il a construit. »²⁸³ ; « Je voudrais bien la voir notre campagne, sans les agriculteurs. A quoi elle ressemblerait ? Mais les gens n'aiment plus voir des tracteurs dans les champs ou des vaches dans les prés. Des moutons, ça oui ; mais pas des vaches. »²⁸⁴ ; « On nous dit qu'on prend trop de place sur la route »²⁸⁵ ;

« Ce sont les lotissements qui se sont rapprochés des champs et pas le contraire. »²⁸⁶

« Ce qui est difficile à accepter, c'est le regard des autres. On se sent opprimé. Tout ce qu'on fait est mal. Mais, on a le sens de ce qu'on fait. L'agriculture est à la base de l'alimentation. Ce qu'on fait, c'est pour les autres. Depuis mon installation, les gens râlent sur le fumier. Ça pue. Il y a plus de citadins dans le village. »²⁸⁷ ; « Tout ce qu'on fait est mal. »²⁸⁸.

Cette difficulté à cohabiter fait référence aux motivations et à la recherche d'un cadre de vie, d'aménités environnementales de ces nouveaux habitants. **Ce renouvellement démographique va-t-il modifier les pratiques agricoles ?** Ce travail exploratoire sur le terrain tendrait à accréditer l'idée que cette cohabitation pourrait s'accompagner de nouvelles sources de conflits et/ou d'une accentuation de nouvelles tensions.

²⁸⁰ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

²⁸¹ Formatrice au lycée agricole.

²⁸² S. Conseiller chambre d'Agriculture.

²⁸³ Céréaliériste, viticulteur et éleveur de porcs.

²⁸⁴ Un agriculteur.

²⁸⁵ Un agriculteur.

²⁸⁶ Un responsable syndical.

²⁸⁷ Un jeune agriculteur.

²⁸⁸ Un agriculteur à l'âge de la retraite.

Il existe incontestablement une concurrence dans les usages et les stratégies de remembrement qui découlent de l'élaboration de documents administratifs tels que les SCOT ou les PLU ou PLUi ou encore de projets d'infrastructures de transport ou de complexes commerciaux qui redoublent parfois les conflits d'aménagement qu'il peut y avoir, surtout dans les zones où les terres sont particulièrement fertiles. En outre, la possibilité de vendre ses terres en terrains constructibles fragilise également la relation avec les propriétaires fonciers²⁸⁹. Ces projets d'aménagements (lotissements, routes, activités) créent des zones d'incertitude tout autant que les regroupements en grandes parcelles peuvent parfois faire l'objet de contestation dans des zones où des grandes cultures (maïs en particulier) sont déjà déployées. Ces éléments agissent comme des freins à l'entretien des éléments naturels mais aussi pour envisager des stratégies productives à moyen ou long terme. Ces projets ont une emprise sur le foncier et la disponibilité des terres cultivables. Les agriculteurs se sentent alors un peu en tenaille sans pour autant être en capacité de participer aux délibérations. Ils font état de leur inquiétude sur la mutation du territoire. Certains s'estiment garant de la préservation des paysages.

*« Il faut sortir de la monoculture. Recréer de la diversité. »²⁹⁰ ; « Ces mers de maïs que sont les grandes plaines d'Alsace, c'est très joli mais c'est une catastrophe au niveau de la biodiversité pour tous les insectes, abeilles comprises. Tant qu'on ne changera pas ça, nous continuerons de voir une baisse de notre production de miel. »²⁹¹ ; « Moi en tant qu'apiculteur, mon vrai problème, c'est la **perte de biodiversité**. Il y a moins de plantes avec des durées de vie plus faibles. C'est en lien avec la PAC. Trop de remembrement pro-monoculture. Et avec la sécheresse, ça n'arrange pas. »²⁹² ; « **Ce n'est pas nous qui détruisons la nature**. C'est toutes ces maisons [à toits plats], ces routes qui se développent. »²⁹³ ; « Le problème, c'est que parfois, on vend parce qu'on a besoin d'argent. Si un champ devient constructible, on vend. »²⁹⁴*

²⁸⁹ L'un des agriculteurs avoua : « Je n'ai pas signé de bail écrit. C'est un bail verbal. Ça n'engage pas le propriétaire. »

²⁹⁰ CFPPA.

²⁹¹ Apiculteur (Bas-Rhin).

²⁹² Apiculteur en bio.

²⁹³ Un agriculteur.

²⁹⁴ Un éleveur en polyculture.

1.2 Vers de nouvelles pratiques : enjeux et innovations pour gagner en résilience

Ce terrain d'étude offre la possibilité d'étudier comment les agriculteurs s'emparent de la transition environnementale, comment ils intègrent les questions de santé et/ou d'environnement dans leurs pratiques. L'objectif est alors d'explorer et de capitaliser sur quelques expériences pour comprendre puis construire des pistes dans lesquelles s'engager. La thématique de la transition agricole (ou du « produire autrement ») n'est pas une priorité pour les agriculteurs mais la prise de conscience de la nécessité de changer les pratiques et d'adopter un mode de production moins consommateur d'intrants est patente. L'agroécologie ou la transition agricole est souvent perçue comme une « *théorie venue du ministère* »²⁹⁵ puisque la nature même de leur métier s'inscrit dans une adaptation permanente aux aléas climatiques autant qu'aux exigences de la société. De ce fait, cette résilience « naturelle » et « spontanée » se traduit par une moindre disponibilité d'esprit à réfléchir théoriquement sur le concept.

*« Nous ne sommes pas propriétaires » ; « C'est notre outil de travail » ; « Le sol obéit aux lois de la vie. Je ne suis pas propriétaire de la terre. Je ne dois pas agir comme un exploitant ou un mineur. Sinon je suis perdant. J'ai besoin de la terre car c'est ma matière première. »*²⁹⁶ ;

*« L'environnement appartient à tout le monde. On est les premiers concernés. Si la terre n'est pas fertile, on perd notre outil de travail. Mais si on l'utilise, elle ne nous appartient pas. »*²⁹⁷ ;

« L'environnement appartient à tout le monde. Nous on l'utilise, ça ne nous appartient pas. Certains ont tendance à l'oublier. » ; « Si on aime la vie, on respecte le vivant. » ;

*« La terre, c'est notre outil de travail. Il faut la préserver pour la transmettre. »*²⁹⁸ ;

*« Si on maintient des terres agricoles, on préserve, on maîtrise un peu l'urbanisation. »*²⁹⁹ ;

*« Je ne veux pas vendre pour du béton. On a des enfants. On veut leur laisser quelque chose. »*³⁰⁰

²⁹⁵ Je reprends le propos d'un agriculteur.

²⁹⁶ Un jeune agriculteur en polyculture.

²⁹⁷ Un jeune agriculteur.

²⁹⁸ Un éleveur en polyculture.

²⁹⁹ Un agriculteur en âge de départ à la retraite.

³⁰⁰ Une épouse d'un éleveur en polyculture.

Le monde agricole n'est pas un monde unifié. Il existe une multitude d'acteurs défendant des intérêts parfois différents. Les lignes de fragmentation qui traversent ce monde agricole peuvent être un frein à la promotion d'une transition agricole tant les apriorismes sont importants entre, par exemple, les agricultures bio et les autres. La fracture est aisément palpable tout au long de l'enquête. Pour ce faire, il faut rester attentif aux représentations du métier et des pratiques effectivement mises en œuvre (élevage, cultures). La transition agricole nécessite des changements de pratiques qu'il est important de relier aux valeurs professionnelles défendues par les agriculteurs. Si l'on ne tient pas compte de ces éléments, sa promotion est mise en difficulté. Inexorablement.

1.2.1 Une prise de conscience de la nécessité de changer leurs pratiques

Le monde agricole est **une profession en souffrance** dont les causes sont multiples : problème de la juste rémunération du travail effectué (eu égard au nombre d'heures travaillées), épuisement physique mais aussi psychologique du fait d'une image dégradée auprès d'une partie de la population voire d'une stigmatisation (paragraphe 1.1.2.2). Cette image donne le sentiment aux agriculteurs d'une absence de considération et de prise de conscience des difficultés de leur métier confronté à un marché mondialisé dans lequel ils n'ont aucun poids. Les agriculteurs sont intéressés par le changement, ils aiment leur métier parce qu'il évolue constamment. Il n'en reste pas moins qu'ils s'interrogent sur l'agriculture de demain.

Constat :

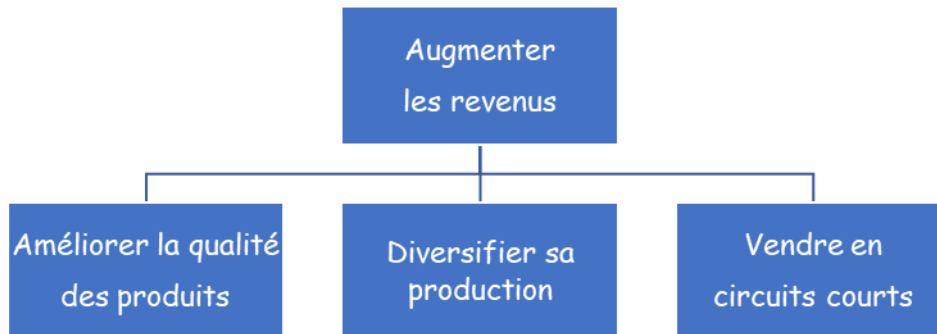
Deux enjeux majeurs apparaissent :
un besoin de reconnaissance et une
rémunération plus juste.

Ils sont nombreux à soulever le décalage avec la société et la méconnaissance de leur métier d'agriculteur, de leurs conditions de travail, de leurs modes de vie (paragraphe 1.1.2.1.2). La question est aussi de savoir par quels moyens les agriculteurs cherchent-ils à maintenir leur revenu ? Quelles sont les stratégies déployées ?

« Le consommateur et le producteur sont trop éloignés. Le nombre d'agriculteurs s'est réduit, on a simplifié le travail. Mais aujourd'hui, on a que de la malbouffe. La consommation moderne, c'est manger du maïs. Dans les années 50, il y avait la famine, la disette. Aujourd'hui, on a le cancer. On est passé de la

paysannerie à l'agro-industrie. Moi, je n'ai foi que dans le consommateur. C'est la base du changement : la demande pourra changer. Le consommateur doit modifier son comportement. »³⁰¹

Figure 8 : Les stratégies mises en œuvre pour augmenter les revenus



1.2.1.1 Une première réponse pour recréer du lien : innover dans ses pratiques

La vente directe est porteuse de valeur ajoutée, démultiplicatrice tant par la communication qu'elle permet que par les revenus. Toutefois, c'est bien le premier effet qui est recherché prioritairement par la mise en relation qu'elle autorise avec le consommateur. Elle permet à l'agriculteur de **monter en compétence** via un lien de confiance qu'elle suscite. La création ou la participation à des magasins de producteurs ou à des AMAP relève de la même stratégie : **un ancrage local avec des consommateurs locaux**. Mais, les agriculteurs enquêtés sont conscients des limites car le consommateur doit devenir un acteur qui s'approprie les valeurs autour du « consommer local » ou « de la fourche à la fourchette ». Le besoin de communiquer répond à ces préoccupations agricoles. Nonobstant, elle ne représente qu'une voie parmi d'autres de reconquête du consommateur.

« L'orientation vers une production de meilleure qualité et les circuits courts est une solution pour certains éleveurs, mais elle ne peut constituer la seule réponse possible. La viande de boucherie vendue par les artisans représente 18% du marché. Il s'agit d'une viande de qualité, locale, et les consommateurs en paient le prix. Mais cela reste un marché de niche. Les supermarchés représentent 50% des ventes. »³⁰² ;

³⁰¹ Un enseignant d'un lycée agricole.

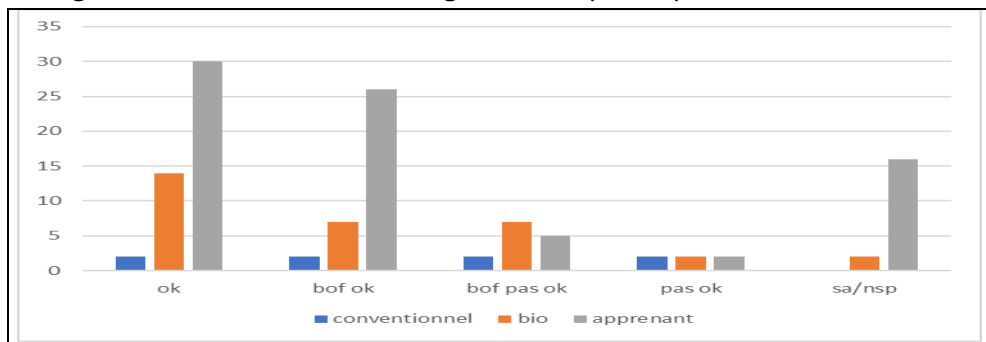
³⁰² Un autre éleveur de cheptel de races à viande.

1.2.1.1.1 Les circuits courts et les fermes ouvertes : le consommateur est un arbitre

En dehors de très rares avis négatifs, les réactions des agriculteurs enquêtés à propos de la vente directe ou des circuits courts sont assez consensuelles : ils valorisent la production en ayant un prix plus rémunérateur pour le producteur ; ils concourent à une diversification des sources de revenus et de ce fait, à une réduction de la vulnérabilité aux variations de prix. L'enquête fait apparaître que l'amélioration de la qualité des produits et la valorisation de ces produits par **la vente directe est une voie possible** mais surtout pour garder du lien avec les clients. Elle constitue une solution qu'ils sont en capacité de maîtriser face à des prix imposés par la concurrence internationale ou les distributeurs et/ou intermédiaires. C'est pourquoi les circuits courts sont largement plébiscités. La grande majorité considère que les circuits courts constituent un canal important **pour communiquer avec les clients**.

« Il faut replacer les choses dans leur contexte et rétablir certaines vérités. L'idée est de parler de ce qu'on fait vraiment. C'est sur cet aspect-là que l'on a le plus de travail à faire. On doit mieux communiquer sur nos métiers. »³⁰³ ;

Figure 9 : Q12, L'avenir de l'agriculture passe par les circuits courts



« La clientèle est totalement déconnectée de la nature. Elle est déphasée. Pour la remettre dans le bon chemin, il faut lui expliquer les saisons. »³⁰⁴ ; « Le circuit court, je suis pour. Mais aussi pour les coopératives locales. Ce n'est pas que dans le privé. »³⁰⁵ ;

³⁰³ E., Jeunes Agriculteurs (JA) éleveuse de vaches laitières.

³⁰⁴ Une maraîchère.

³⁰⁵ Un jeune agriculteur.

« C'est le consommateur qui a le dernier mot. On ne se comprend pas toujours bien. Il faut se faire comprendre. Expliquer ce qu'on fait. C'est un combat quotidien. »³⁰⁶ ;

« Le problème, les prix ne bougent pas ; il n'y a plus de marge. »³⁰⁷ ; « Il y a des soucis d'argent. On a trop peu de marge. Si on ne fait pas de circuits courts, on est au gré des marchés. »³⁰⁸ ;

« Ce qui me donne envie de continuer ? C'est le partage avec les clients. »³⁰⁹ ;

« J'accueille des personnes. Je fais sentir les plantes. Je fais de la vente directe. Mais la biodynamie, on a du mal à la valoriser en France. Les mesures publiques limitent la production. J'ai beaucoup de touristes étrangers. Mais auprès des revendeurs ou cavistes français, c'est en baisse. »³¹⁰ ;

« Le problème, c'est comment vivre décemment de son travail. Si la qualité est là, le consommateur le sait. Mon client, il comprend car je lui explique. Il faut réexpliquer que sur le marché, parfois, tu as de plus grandes quantités, mais c'est moins cher au kilo que dans les grandes surfaces. En petites quantités, c'est plus cher. Je lui explique pour les pommes de terre. »³¹¹ ; « Le marché, c'est créer un lien entre la ville et la campagne. »³¹² ;

« J'ai des gîtes. Je fais de l'hébergement. Je partage ce que je vis avec les autres. Je leur dis comment je vis. De par mon métier, on peut rassembler. Parfois, les yeux brillaient. Les gens remerciaient car ils avaient bien mangé. Qu'il y avait un bon rapport qualité-prix. Vous pouvez le voir sur Facebook. Je fais de la vente directe aussi. Les marchés. Et j'ai un petit magasin. »³¹³ ;

« On fait de l'éco-tourisme pour sensibiliser aux équilibres naturels. Je vends 45% en vente directe. J'ai adhéré aux « fermes découvertes. »³¹⁴ ;

³⁰⁶ Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

³⁰⁷ Formatrice au lycée agricole.

³⁰⁸ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

³⁰⁹ Viticulteur, champagne bio.

³¹⁰ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

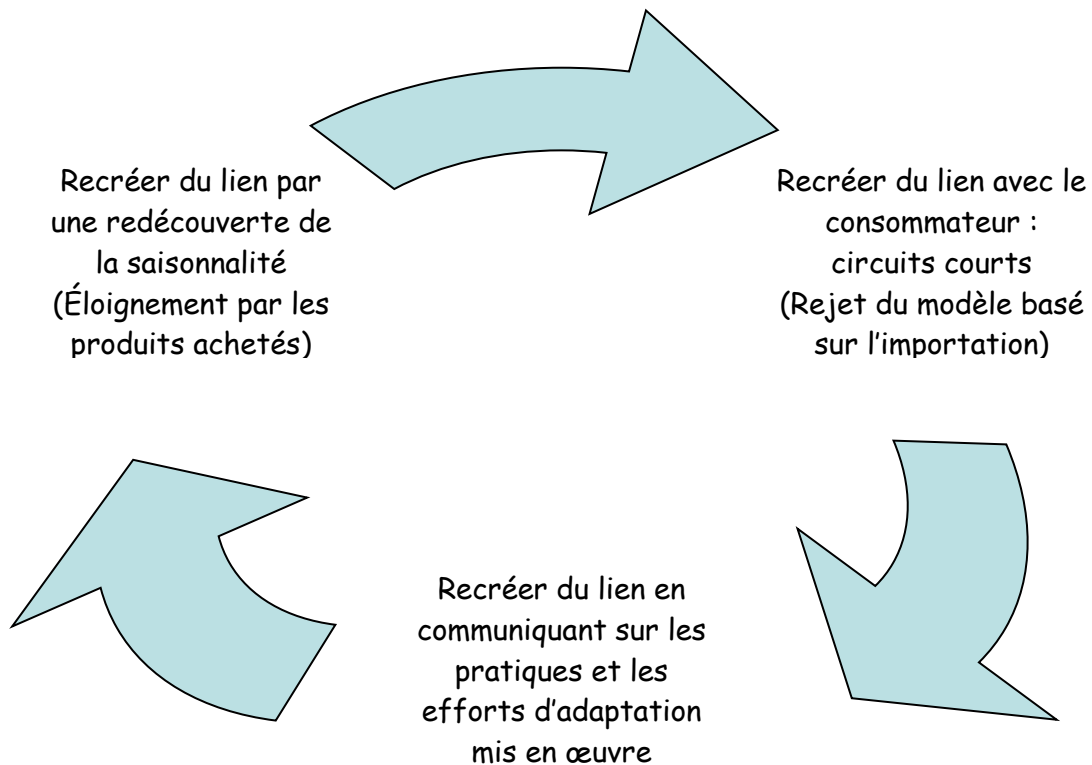
³¹¹ Une maraîchère.

³¹² K., Une maraîchère.

³¹³ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

³¹⁴ Viticulteur, S.W.

Figure 10 : Un besoin de recréer du lien à travers une stratégie de reconquête



« J'accueille des personnes. Je fais sentir les plantes. Je fais de la vente directe. J'ai aussi une toiture végétalisée. Il y a une dimension de convivialité. »³¹⁵ ;
 « Pour moi, c'est faire du lien avec les consommateurs, ne pas rester isolé. Les consommateurs viennent consommer chez nous et nous soutiennent en faisant cela. »³¹⁶ ; « Le circuit court, ça ne suffit pas. Moi je transforme le lait [en yaourts, fromages, crème, beurre]. »³¹⁷ ; « J'étais dans une ruche. Mais ce n'est pas intéressant. Ce n'est pas régulier. Les volumes sont petits. Ça demande du travail. Pas rentable. Je préfère faire les marchés. »³¹⁸ ; « Quand on fait de la transformation, on est en contact avec les clients, les animaux. »³¹⁹ ; « On, a une fromagerie. Mais, oui on fait du gîte. Et du dépôt-vente dans un magasin de producteurs. »³²⁰

³¹⁵ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

³¹⁶ Louis, Ferme.

³¹⁷ Un éleveur de vaches laitières.

³¹⁸ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

³¹⁹ Transformatrice en bio. Conversion en 1983.

³²⁰ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

La tension apparaît lorsqu'on évoque l'image de l'agriculture dans la société et surtout, **un sentiment d'injustice des agriculteurs traditionnels vis-à-vis des « bio » qui bénéficient d'une image positive dans la société.**

« Les vrais bio ont de vraies techniques ; ils sortent les animaux, sentent le sol. Les autres agriculteurs ne mettent pas les mains dans la terre. »³²¹ ;

C'est aussi la raison pour laquelle, ce sont eux qui dans leur très grande majorité insiste sur la nécessité de communiquer avec les clients et/ou de développer des circuits courts pour « expliquer comment on fait ».

« Il faut combattre certaines idées reçues et les rumeurs qui circulent sur certains aspects de notre métier. .../... On entend des critiques par rapport au bien-être animal, aux pesticides, à l'irrigation, et bien souvent, c'est du n'importe quoi. »³²²

*« Il faut éduquer le consommateur. Lui apprendre à boycotter. Sinon où est la volonté de passer à une transition ? Ce sont juste des jeux politiques. Il y a les enjeux économiques. Ils ne prennent pas au sérieux la transition agricole. »³²³ ;
« Il faut que les gens deviennent acteurs. »³²⁴ ;*

« Il faut acheter français. Faire passer le message ; Acheter dans les circuits courts. »³²⁵ ; « Il y a un manque de lien entre producteurs et consommateurs. Il faut les faire se rencontrer. »³²⁶ ;

« Le drive fermier du vendredi soir, ça marche bien. On fait l'accueil à la ferme depuis deux ans. On fait entre 55% et 60% de vente directe. »³²⁷ ; « Moi je vends tout en vente directe. »³²⁸ ; « Les gens ne sont plus connectés à la nature. »³²⁹ ; « Il faut faire le premier pas vers le citoyen. Des fermes ouvertes, des dégustations. »³³⁰ ;

³²¹ Agriculteur en reconversion, Multi ferme.

³²² E., Jeunes Agriculteurs (JA) éleveuse de vaches laitières.

³²³ Viticulteur, S.W.

³²⁴ G. Apiculteur bio.

³²⁵ CFPPA.

³²⁶ Une animatrice de l'ARDEAR.

³²⁷ CFPPA.

³²⁸ Agriculteur en reconversion, Multi ferme.

³²⁹ Une maraîchère.

³³⁰ Un agriculteur.

« Je fais de la vente directe. **Des goûters à la ferme avec accueil de groupes. Tous les mercredis avec le périscolaire. Je suis associé dans un magasin de producteurs. On est 9 avec une trentaine de dépôts vendeurs.** »³³¹ ; « **Nous avons agrandi notre magasin de vente directe de 10 m² situé dans le corps de ferme depuis 1984 pour un plus grand de 1600 m² à l'entrée du village dont 400 uniquement dédié à la vente. On manquait de visibilité. 90% de nos articles sont issus de la région.** »³³² ;

« **Ce lien avec le consommateur est à reconstruire. C'est l'avenir. Sensibiliser le consommateur. La planète est entre ses mains. Mais si le consommateur ne comprend pas, rien ne changera.** »³³³

« C'est le consommateur qui doit changer sinon ça ne changera pas. L'agriculteur fera toujours plus en détruisant le paysage, en exploitant la terre. Notre terre nourricière. L'agriculture passe par le respect de toute vie animale, végétale. » ; « L'agriculteur fera toujours plus en détruisant le paysage, en exploitant notre terre nourricière. »³³⁴ ; « Pour mes légumes, **je ne vends qu'en vente directe par plusieurs circuits : la plus grande partie, c'est à la Nouvelle Douane. Ma femme tient un marché.** »³³⁵ ;

« **Le circuit court, c'est privilégier le local. C'est ne pas chercher la même chose dans le monde. Je prends l'exemple des bananes. Mais est-ce qu'on a besoin de manger des bananes ?** »³³⁶ ; « **Je parle avec les gens. Je leur explique les produits et leur donne des recettes.** »³³⁷ ; « Je vends des produits frais, des fruits et des légumes. La cueillette à la ferme, la livraison de paniers à la Ruche, **c'est très important pour la relation avec le consommateur. Le consommateur devient actif ; il s'engage sur des produits de saison. C'est un retour à la terre.** »³³⁸ ;

« Parfois, les gens ne connaissent plus les saisons. Il faut leur expliquer d'où ça vient. »³³⁹ ; « Le système est mondialisé. Il faut **recréer du contact avec le consommateur.** »³⁴⁰ ; « 20% de ma récolte de fruits va à la vente directe

³³¹ Apiculteur en bio.

³³² La ferme A.

³³³ Une maraîchère.

³³⁴ Une maraîchère.

³³⁵ Deux agriculteurs, une exploitation bio.

³³⁶ Un enseignant dans un lycée agricole.

³³⁷ Deux agriculteurs, une exploitation bio.

³³⁸ La Ruche qui dit oui, une AMAP locale.

³³⁹ Une maraîchère.

³⁴⁰ Un maraîcher.

(magasin et distributeur); le reste va à une coopérative allemande et à Hop'La³⁴¹. »³⁴² ; « J'ai mes clients. Je les connais depuis longtemps. Ils savent d'où viennent les produits. Ils comprennent lorsque parfois, ils sont difformes. Mes légumes gardent leur forme naturelle. Ils ne sont pas parfaits. »³⁴³ ; « **Ce qui est important est d'offrir un produit de qualité dans le circuit le plus court possible.** »³⁴⁴

Constat 2 :

Concernant les pratiques :

- Un vrai besoin de communiquer pour lutter contre l'agribashing,
- Le recours aux circuits courts à la fois pour des raisons économiques mais aussi communicationnelles.

De manière similaire, le succès des fermes ouvertes est patent. Ici, on voit bien que le but recherché n'est pas de vendre mais d'ouvrir la ferme, d'accueillir du public pour expliquer aux visiteurs son métier, sa production et le contexte dans lequel il s'inscrit. L'agriculture est multifonctionnelle : elle façonne le paysage par le choix des cultures et elle fournit une production alimentaire humaine et animale. L'idée de partager son savoir-faire se traduit par un développement plus important de l'agrotourisme avec des formes très variées comme l'accueil de stagiaires, le woofing ou la vente directe. Ce principe « d'ouvrir la ferme » s'inscrit explicitement dans le volet social d'une agriculture durable.

« J'aime bien les portes ouvertes car les visiteurs sont curieux : comment je cultive mon houblon, combien il en faut pour faire de la bière. Mon fils va en Allemagne pour comparer les systèmes de tuteurage. Les Allemands font monter deux lianes, nous, une seule. »³⁴⁵ ; « J'explique aux visiteurs que toutes mes poules viennent d'Alsace. Qu'elles sont élevées au sol en liberté. Certaines poules n'arrivent pas au perchoir, alors on les aide à grimper. La nourriture est à base de céréales produites localement. »³⁴⁶

³⁴¹ Magasin de producteurs à Oberhausbergen (Bas-Rhin).

³⁴² JTV (Bas-Rhin).

³⁴³ Une maraîchère.

³⁴⁴ Exploitation familiale spécialisée dans les fruits.

³⁴⁵ La ferme (Bas-Rhin).

³⁴⁶ Un aviculteur.

1.2.1.1.2 Diversifier sa production pour davantage satisfaire les besoins des consommateurs

Dans les pratiques énoncées lors des enquêtes, la diversification des cultures apparaît nettement. En effet, les agriculteurs sont **largement favorables à une diversification des productions pour éviter une spécialisation** ; celle-ci s'entend comme une réduction de leur vulnérabilité économique. Cela est d'autant plus vrai pour la viticulture ou l'élevage laitier, par exemples, par le biais d'activités de transformation et de valorisation de produits à forte valeur ajoutée. L'un des facteurs explicatifs réside dans l'évolution des prix ou/et des conditions de marché. **Cette diversification dans la production se complète avec une diversification des débouchés.**

« Le produit a marché tout de suite³⁴⁷. La clientèle locavore a suivi. Les consommateurs aiment la pastèque, rafraîchissante et peu calorique, surtout les jeunes qui veulent manger local. »³⁴⁸ ;

« Il faut diversifier. Faire de la polyculture, de l'élevage. »³⁴⁹ ; « On a des melons. On est les seuls à cultiver des melons en Alsace. »³⁵⁰ ; « Il faut diversifier, valoriser notre produit. »³⁵¹ ; « Diversifier, ce n'est pas si simple. Il faut aussi écouler. Je fais de l'élevage parce que j'ai trouvé un boucher dans le coin. »³⁵² ;

« Une spécialisation est toujours dangereuse ; la méthanisation ou le photovoltaïque, il faut que ce soit un plus. »³⁵³ ; « Avoir de la diversité dans ses revenus, c'est être résilient. C'est complémentaire avec la ferme. Un système résilient, c'est un système qui permet d'être stable. »³⁵⁴ ;

« Il faut faire de la diversification. Avec l'énergie solaire. C'est des ressources en plus. »³⁵⁵ ;

³⁴⁷ Cette impulsion est aussi le résultat d'une structuration de la filière via des organismes comme Planète Légumes ou Verexal. Pour davantage d'informations, voir le site : <http://www.planete-legumes.fr/> ou le site : <http://www.irfel.fr/fiche-de-la-station-verexal/>.

³⁴⁸ Guillaume Moschler à Innenheim (Bas-Rhin). La « Mélody d'Alsace », mini-pastèque sans pépins, est commercialisée sur les marchés et dans le magasin de producteurs Hop'La à Oberhausbergen (Bas-Rhin).

³⁴⁹ Animateur en agroécologie.

³⁵⁰ Deux agriculteurs, une exploitation bio.

³⁵¹ Famille de viticulteurs.

³⁵² Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

³⁵³ Conseiller agronomie, Chambre d'Agriculture.

³⁵⁴ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

³⁵⁵ Eleveur de chèvres et transformateur en bio.

« Pour faire face à la baisse du prix du lait, j'ai fait comme beaucoup d'éleveurs. J'ai choisi de passer d'un cheptel laitier à un cheptel de races à viande, qui permet de continuer à valoriser les pâturages. Mais ce phénomène de substitution a entraîné une augmentation du nombre de races à viande de 27% dans la région entre 2007 et 2017, alimentant une surproduction qui fragilise l'équilibre économique des exploitations. .../... Il est devenu difficile d'être éleveur seul aujourd'hui. Il y aura des cessations d'activité. »³⁵⁶ ; « Avant, c'était plus facile. L'inflation nous aidait. Les belles années, c'était 1970-1990. »³⁵⁷ ;

« Il faut produire tout ce qu'on utilise sur la ferme. C'est important pour contrôler ses charges. »³⁵⁸

« On a essayé du maïs sans chimie, avec du désherbage mécanique. Il y avait beaucoup de vert. Ça faisait un champ pas propre. En agriculture bio, il n'y en a pas beaucoup qui font du maïs. Le risque est élevé. L'important, c'est de diversifier pour répartir les risques sur différentes cultures. »³⁵⁹ ;

La recherche d'une amélioration de la qualité l'emporte sur celle de la hausse des volumes ou de la spécialisation. Il reste naturellement la question de savoir ce que l'on entend par « amélioration de la qualité » : une amélioration de la qualité génétique ou une meilleure sélection des variétés, une qualité du produit ou une qualité des aliments destinés aux animaux ? **Cette amélioration de la qualité ne signifie pas conversion à l'agriculture biologique.** Elle apparaît parfois antinomique avec la recherche des rendements (du fait de la question des intrants). Elle se traduit également en parallèle par une valorisation de la production via une transformation de la production sur l'exploitation. Elle est surtout présente en viticulture ou en arboriculture ou les élevages laitiers. *Ita est*, pour de nombreux agriculteurs conventionnels, les stratégies dites productivistes laissent le pas à des stratégies plus qualitatives, plus soucieuses d'environnement. Elle répond, selon eux, à la définition d'une agriculture raisonnée (annexe 4). Les agriculteurs dénoncent d'ailleurs la non reconnaissance de l'amélioration de leurs pratiques. C'est incontestablement un manque de visibilité qui contribue à cette situation.

³⁵⁶ Eleveur.

³⁵⁷ Président de la chambre d'agriculture d'Alsace.

³⁵⁸ Un agriculteur.

³⁵⁹ Un enseignant d'un lycée agricole.

Constat :

Il semble important de donner davantage de visibilité aux pratiques durables mais non codifiées développées par les agriculteurs ; ceci passe assurément par les circuits courts mais aussi par une stratégie de communication et de manifestations comme les « fermes ouvertes » ou par une signalétique précise à soutenir ou à créer.

Toutefois, ces stratégies diffèrent selon le type de cultures : les choix opérés pour un élevage laitier s'écartent de ceux en grandes cultures ou viticulture. Notons que **cette volonté d'améliorer la qualité est nettement plus présente chez les maraîchers ou les viticulteurs** que chez les céréaliers. Ceci s'explique aussi par la plus grande proximité avec le consommateur et par un sentiment de pouvoir influencer le marché et/ou le prix.

Focus : La culture du blé en Alsace

Il existe une particularité alsacienne dans la production de blé car la consommation de produits d'épicerie comme les pâtes ou le pain font partie des produits les plus consommés. Il y a donc un débouché pour les céréaliers alsaciens. « La filière bio se structure et c'est une excellente nouvelle ».³⁶⁰

La culture du blé bio en Alsace révèle un rendement environ 2 fois inférieur mais un tarif de vente environ trois fois supérieur au prix du blé issu de l'agriculture conventionnelle. Le bio séduit de plus en plus³⁶¹ avec une hausse de 15% des surfaces par rapport à 2018

Subséquentement, la stratégie qui vise à agrandir la surface cultivable est également évoquée sous l'angle de l'amélioration des revenus. Elle se rencontre surtout en polycultures ou chez les céréaliers. Cette croissance foncière est souvent liée à la recherche de celle des rendements et est compatible avec celle d'une baisse des intrants. Elle s'inscrit explicitement comme une stratégie recherchant une performance agroéconomique telle qu'elle est explicitement exprimée sur le terrain. Cependant, il faut noter que les conditions de marché diffèrent considérablement entre les cultures,

³⁶⁰ Agriculteur bio, élu à la chambre d'agriculture.

³⁶¹ Agriculteur bio, élu à la chambre d'agriculture. Cette conversion s'observe aussi dans les grandes exploitations.

les céréales étant plus dépendantes des marchés internationaux que les maraîchers. Le besoin s'exprime alors en créations de filières pérennes.

Le besoin d'expérimenter fait partie intégrante du métier ; il est d'ailleurs revendiqué comme facteur de liberté et recherché pour le caractère non routinier du métier d'agriculteur. Certains³⁶² font du wwoofing mais ce type d'activité s'adresse incontestablement à des personnes déjà sensibilisées à l'écologie. Autre exemple encore, cet agriculteur qui, en reprenant la ferme de son père, a décidé de créer une brasserie artisanale dans l'houblonnière familiale avec pour objectif de promouvoir les produits de la ferme :

*« Le secteur de la bière est à nouveau porteur avec la recherche de nouvelles saveurs et la multiplication des micro-brasseries. C'est un marché de niche. Mais le consommateur attend ça : il veut un bouquet de bières. Et ça implique une diversité de variétés de houblon. »*³⁶³ ; *« Les micro-brasseries ont un intérêt pour l'achat de houblon local. Cela ne représente pas de gros volumes, mais un marché de niche. »*³⁶⁴ ;

*« La ferme s'étend sur 70 ha dont 50 ha de céréales, maïs, blé, betteraves et prairies ; le reste est dédié à la culture de fruits dont une pommeraie de 12 ha. On fait de la prune, de la nectarine, de l'abricot, des fraises et des framboises. Je teste des kiwis. Nous proposons la libre cueillette en septembre. »*³⁶⁵ ;

*« **J'aime bien innover.** J'ai essayé des fruits exotiques [des Paw-Paw ou arbres à bananes, des kakis, des poires japonaises ou nashis] ou des légumes d'ailleurs [topinambours du Canada, des betteraves jaunes] qui s'adaptent très bien ou les plantes aromatiques particulières [sauge-ananas, estragon du Mexique, agastache, réglisse, basilic-cannelle...]. Je propose aussi des glaces au géranium qui sont généralement très appréciées. »*³⁶⁶ ;

*« La filière alsacienne est dynamique et innovante avec **l'implantation de nouvelles espèces comme l'abricot, mais aussi le melon et la pastèque** »*³⁶⁷ ;

*« La diversification, c'est un piège à cons. Il ne faut pas s'agrandir pour de mauvaises raisons. »*³⁶⁸ ;

³⁶² A ce jour, 27 fermes alsaciennes proposent ce type d'activités.

³⁶³ En parallèle de son métier.

³⁶⁴ Franck Sander, producteur de houblon à Ohlungen (Bas-Rhin) et président de la FDSEA du Bas-Rhin.

³⁶⁵ JTV (Bas-Rhin).

³⁶⁶ JMOH (Bas-Rhin).

³⁶⁷ Ferme maraîchère.

³⁶⁸ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

« Avec une exploitation de 75 ha, la polyculture ne suffit pas. J'ai décidé d'élever des lapins »³⁶⁹ ; « Avec mon mari, on a une exploitation de 160 ha en polyculture mais aussi des vaches laitières. Le lait sera livré à Alsace Lait³⁷⁰. Mon lait doit avoir le label Haute Qualité ; je dois respecter des normes d'hygiène strictes écrites dans la Charte des Bonnes Pratiques d'Elevage. »³⁷¹ ; « **Il faut se diversifier. Ne pas mettre tous les œufs dans le même panier.** »³⁷² ;
« C'est une remise en cause du modèle dominant. L'intensif et l'exportation. Mais bon, ils sont sous la coupe des lobbys. ... La Confédération paysanne se bat. Il faut maintenir une culture paysanne. Tout le monde aurait à y gagner. Elle est créatrice d'emplois, de produits de qualité. »³⁷³ ; « Nous avons un cheptel de 70 vaches Prim'Holstein avec une moyenne de 2000 litres de lait par jour, des génisses en stabulation et quelques veaux. Nous cultivons aussi 40 ha de blé, 35 ha de maïs, 10 ha de betteraves sucrières, 6 ha de colza et des vignes. Il y a aussi nos 36 ha de prairies. »³⁷⁴ ; « **J'ai deux exploitations. Une pour le vin. Une autre pour le lait.** »³⁷⁵ ;
« La méthanisation, c'est un projet de jeunes. Mais ça draine beaucoup d'argent. Parfois il est surdimensionné. L'Allemagne est à la pointe. Il y aura de la compétition énergétique. »³⁷⁶ ; « Nous avons investi dans le photovoltaïque et une unité de méthanisation, nous avons un magasin à la ferme et vendons nos produits ainsi que ceux d'autres producteurs. »³⁷⁷ ; « On a aussi un système de casiers en libre distribution. Les gens peuvent commander leur panier sur internet, mais la plupart des casiers sont en libre-service. Le prix est dessus et le consommateur n'a plus qu'à insérer l'argent dans la machine pour que la porte du casier s'ouvre. .../... **Les clients peuvent acheter un poulet sur internet. Je leur envoie un texto lorsqu'il est assez grand.** »³⁷⁸

³⁶⁹ J, B (Bas-Rhin).

³⁷⁰ La coopérative, située à Hoerdt, est quotidiennement approvisionnée par plus de 230 producteurs situés à moins de 60 km. C'est la seule en France à avoir obtenu le Label Rouge pour la crème fraîche fluide en 1996. Le label Haute Qualité est une norme nationale définie pour le lait et la viande qui engage les éleveurs acceptant de se soumettre à des contrôleurs qualité de la coopérative. Pour davantage d'informations : www.alsace-lait.com.

³⁷¹ L et D (Bas-Rhin).

³⁷² L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

³⁷³ Apiculteur en bio.

³⁷⁴ Famille d'agriculteurs (Bas-Rhin).

³⁷⁵ Un vigneron.

³⁷⁶ Une animatrice de l'ARDEAR.

³⁷⁷ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

³⁷⁸ Deux agriculteurs, une exploitation bio.

1.2.1.2 Une seconde réponse : produire autrement pour devenir plus résilient

Le métier connaît pourtant de profonds changements et certains sont inquiets pour l'avenir de leur activité ; **la nécessité de se diversifier apparaît comme évidente** et ce, tant pour recréer un lien avec les consommateurs que pour trouver de nouvelles sources de revenus (paragraphe 1.2.1.1). Mais si cette diversification apparaît assez spontanée, elle trouve son articulation à la fois dans les types de production et le niveau des investissements à réaliser. On retrouve ici les difficultés entrepreneuriales classiques lors d'innovations à mettre en œuvre. La transition agricole s'inscrit également dans une volonté de réduire l'utilisation d'intrants pour gagner en autonomie. Cet élément apparaît clairement dans l'enquête et ce à la fois pour des raisons économiques (baisse des charges et/ou bénéficier des aides publiques via des stratégies de cultures) et des raisons plus personnelles liées à la prise de conscience de leur dépendance à ces produits.

1.2.1.2.1 Devenir résilient à travers une plus grande autonomie

Lors de notre enquête, plusieurs agriculteurs soulignent le besoin d'être plus autonome, que « produire autrement », c'est aussi cela. Cette recherche d'autonomie est assez forte ; elle passe par une **autonomie face aux produits phytosanitaires** d'où l'attrait des cultures intermédiaires qui procurent également l'alimentation aux bêtes. Elle se veut également une **autonomie financière face aux coopératives** ou au marché. Elle se définit en conséquence **en évitant la spécialisation** et en diversifiant les cultures ou en optant pour une polyculture / élevage voire par le biais d'activités para-agricoles comme la méthanisation ou l'installation de panneaux photovoltaïques (paragraphe 1.2.1.1.2). Et enfin, elle se définit autour d'une **autonomie décisionnelle** à travers un souhait de « se mettre à son compte » et de retrouver des marges de liberté.

« Comment peut-on arriver à ne pas devenir fou ? Il faut absolument réussir à être autonome au niveau financier ! »³⁷⁹

« Pour moi, c'est produire ce qu'on peut utiliser à la ferme. Pour mes vaches, j'ai mes prés. Le fumier, je le remets dans mes champs. C'est gagner en autonomie. » ; « En élevage, l'important c'est l'autonomie fourragère. »³⁸⁰ ; « La

³⁷⁹ Louis, Ferme.

³⁸⁰ Formatrice au lycée agricole.

production à haute valeur ajoutée, c'est celle qui rapporte de l'argent. Elle permet l'autonomie. »³⁸¹ ;

« **Il faut plus de polycultures, moins se spécialiser.** » ; « **Il faut respecter l'animal, les faire sortir et pas juste raisonner sur le gain et la rentabilité.** » ; « **Il ne faut pas trop se spécialiser. Moi je fais du houblon. Mon fils fait des poulets qu'il emmène à l'abattoir du village. J'ai mis des panneaux photovoltaïques. Les prochains, je les mets en autoconsommation pour réduire nos charges.** » ; « **On fait du compost ensemble, on se prête le matériel. On est en autonomie.** »³⁸² ;

« **Il faut limiter la chimie. Parfois tout enlever, ce n'est pas possible : pour le maïs, c'est trop de travail.** » ; « **Je dois associer plusieurs cultures. Ça ne marche pas toujours.** » ; « **Je prends le fumier de mes bêtes ; c'est mieux que le chimique. Et puis je n'ai pas besoin d'acheter des engrais. Ça réduit mes charges.** » ; « **Je fais moins de labour. Ça réduit mes charges de carburant.** » ; « **Oui, il faut faire moins de grandes cultures. Changer les modes de production. Le mouton est plus adapté aux aléas. Il faut faire de l'herbe pour assurer l'autonomie.** »³⁸³ ; « **La robotisation, je ne suis pas sûre que ce soit toujours une bonne chose. C'est contraire à l'autonomie sur les fermes.** »³⁸⁴ ;

« **La transition agricole, c'est une opportunité pour rechercher l'autonomie. Rechercher l'autosuffisance par région, par département. Pour qu'il y ait plus de diversité agricole. Plus de niches, plus en lien avec le consommateur.** »³⁸⁵

« **En biodynamie, on sent moins les effets. De toute manière, on a des petits rendements. On ne pousse pas la vigne. On attend la maturité. On respecte plus la plante. L'impact est moindre. On le voit depuis 2 ans.** »³⁸⁶ ; « **Le premier défi, c'est se poser des questions. Quelles sont les agricultures de demain ?** »³⁸⁷ ; « **Le défi pour demain, c'est limiter les pollutions générées par l'agriculture.** »³⁸⁸ ; « **Il va y avoir une crise. C'est sûr. On devra produire beaucoup de légumes sous serre. Il faudra produire toute l'année. Le problème, c'est le travail manuel.**

³⁸¹ Une animatrice de l'ARDEAR.

³⁸² Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

³⁸³ B. Nancy.

³⁸⁴ Une animatrice de l'ARDEAR.

³⁸⁵ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

³⁸⁶ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

³⁸⁷ CFPPA.

³⁸⁸ P., agriculteur-éleveur conventionnel en polyculture.

Le désherbage manuel. Les techniques existent mais pas toujours le temps. Les stagiaires pour avoir de l'aide, mais j'évite. Je prends des woofers en juillet. »³⁸⁹

« J'ai déjà beaucoup modifié mes pratiques. Depuis 5 ans surtout. Je fais plus de regain pour les chèvres. J'ai dû acheter du tourteau et de la luzerne. C'est cher et dur à trouver. Quand on perd en autonomie, c'est économiquement difficile. Mais il en faut pour le lactose. J'ai dû acheter du foin. Mais c'est dur d'en trouver en local et du bio. Ça impacte mes charges. Et en plus, je fais moins de lait. Pour une chèvre, il faut 600 kg de foin par an. Pour se rattraper, on fait de la transformation. Pour le lait de chèvre, il y a une plus-value. On se rattrape en augmentant le prix. Le marché bio est porteur. Enfin, il est porteur pour l'instant. »³⁹⁰

1.2.1.2.2 L'objectif de réintroduire de la diversité dans les pratiques agricoles est clairement revendiqué : elle passe aussi par l'agronomie

L'un des viticulteurs explique le rôle du paillage, comment il lui a permis de limiter l'érosion du sol et de donner un abri à des organismes vivants dans le sol. Il raconte comment sa façon de produire contribue à créer du vivant dans le sol : il est ainsi favorable à l'enherbement de ses vignes. Un autre cultivateur fait référence au labour et à son choix de moins y recourir. Le travail a changé : le recours au labour (et de ce fait, le temps passé sur le tracteur) est réduit.

« C'est une question d'agronomie. Il faut revenir à l'agronomie. »³⁹¹

*« Je fais plus d'agronomie. Je passe du temps dans mon champ. » ; « Produire autrement, c'est sélectionner des variétés plus résistantes. Parfois moins rentables mais de meilleure qualité. C'est soutenir les petits agriculteurs et pas les industriels. »³⁹² ; « Il faut arrêter la course à la performance. Il faut respecter l'animal et pas juste penser gains et rentabilité. »³⁹³ ;
« Ils [les agriculteurs] étaient longtemps performants par la simplicité. C'est un problème de diversification. Vous ne pouvez pas être qu'houblonnier. Il faut*

³⁸⁹ Maraîchère bio, 28 ans.

³⁹⁰ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

³⁹¹ Un céréalier.

³⁹² Une maraîchère.

³⁹³ Une maraîchère.

produire de l'énergie. Faire de la méthanisation, installer des panneaux photovoltaïques. »³⁹⁴ ;

« Il faut que chacun trouve ses combinaisons. Passer à l'herbe pour améliorer les conditions de travail ou adopter le semis direct pour gagner du temps et réduire les charges. »³⁹⁵ ;

« Ça fait revenir les vers de terre et les fourmis. .../... La rotation des cultures, c'est mieux pour la terre. J'ai mis des légumineuses dans la rotation. »³⁹⁶ ; « Avec les cultures intermédiaires, l'objectif, c'est de faire du fourrage. **Il y a un intérêt agronomique. On devient autonome.** »³⁹⁷ ; « Pendant longtemps, on a cherché à ne plus travailler avec la nature. Ça permettait des gains de temps. »³⁹⁸ ; « Il faut maintenir les prairies. Et les élevages. »³⁹⁹ ;

« Il ne faut pas juste se concentrer sur la réduction des phytos. **Il faut voir plus global. Intégrer l'agronomie.** »⁴⁰⁰ ;

« C'est mettre des bleuets dans la culture du chou. »⁴⁰¹ ; « L'an dernier, il y avait des inondations. Alors la mairie nous a demandé de mettre des bandes enherbées le long des cours d'eau. C'est bien pour les petites bêtes. » ; « **Avant j'étais sur mon tracteur. Maintenant, je passe du temps dans ma vigne.** » ; « **Il faut redécouvrir les anciennes pratiques. Il faut comprendre qu'on ne peut pas transformer le vivant. Si l'avenir passe par Monsanto, alors on n'en veut pas.** »⁴⁰²

Les cultures intensives ont entraîné une perte de diversité dans les agro-systèmes : perte de diversité végétale mais aussi animale. L'introduction de nouvelles pratiques comme le semis direct ou la rotation des cultures vise à pallier à cette baisse de la diversité fonctionnelle. Concernant la philosophie de ces nouvelles pratiques, il n'y a pas de définition consensuelle immédiate chez les enquêtés si ce n'est la nécessité de « faire autrement », de « revenir à l'agronomie », d'utiliser moins d'intrants.

« Le semis-direct, c'est bien pour les limaces. Pour la terre, ce n'est pas mal. Les cultures intermédiaires, oui, je fais aussi. Après le blé, je mets un mélange de

³⁹⁴ Un enseignant d'un lycée agricole.

³⁹⁵ Un céréalier.

³⁹⁶ Un agriculteur.

³⁹⁷ B. Nancy.

³⁹⁸ P., agriculteur-éleveur conventionnel en polyculture.

³⁹⁹ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

⁴⁰⁰ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

⁴⁰¹ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

⁴⁰² Un enseignant dans un lycée agricole.

moutarde et de vesce avec des légumineuses. C'est Bruxelles qui impose l'alternance. »⁴⁰³ ; « La rotation des cultures, c'est obligé. Il faut alterner les cultures pour éviter les maladies. La jachère verte, c'est bien pour le sol. On laisse sur le sol. »⁴⁰⁴ ; « **Il faut penser en synergie.** Moi, j'ai des abeilles et des agneaux. Je plante des tournesols pour mes abeilles. Je suis content. Il y a 4/5 abeilles par fleur. **Tout le monde pourrait faire ça. On peut changer les choses.** »⁴⁰⁵ ;

« **Il faut passer à une agriculture de conservation pour avoir un sol en santé qui fonctionne bien. Il faut assurer l'équilibre entre les entrées et les sorties ... /... Ce sont des actions sur quelques années (un cycle de 5 à 10 ans) pour passer d'un système plus classique à celui de l'agriculture de conservation. Les trois piliers de l'agriculture de conservation sont l'abandon excessif du travail du sol, la couverture permanente du sol et la rotation et diversification des cultures.** »⁴⁰⁶ ; « **Un des objectifs du bio, c'est de limiter les agresseurs. La solution, c'est la diversification de la rotation. Colza - Blé - Orge.** »⁴⁰⁷ ;

« **Je fais des actions pour régénérer le sol. On favorise le couvert végétal. On permet au sol d'avoir d'autres ressources. Je mets des arbres. Le sol est généreux quand vous lui rendez. Ça réduit mes charges. C'est aussi une forme de valorisation.** »⁴⁰⁸ ; « **Je fais de la rotation sur les moins bonnes terres. Je m'adapte au climat. De toute manière, on n'a pas le choix. Du blé, de l'orge, pour le début d'été. L'orge, c'est pour l'alimentation des bêtes. J'ai du maïs aussi. Pour les bêtes et pour le grain. J'ai aussi de la vigne que je livre à une cave. C'est pour l'autonomie. Si on est autonome, on n'a pas besoin de complément. Avec la sécheresse, il faut laisser un couvert. Pour garder l'humidité. Sinon, on n'a pas d'aliments pour les bêtes l'hiver.** »⁴⁰⁹

⁴⁰³ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

⁴⁰⁴ Une maraîchère.

⁴⁰⁵ Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

⁴⁰⁶ Conseiller agronomie, Chambre d'Agriculture.

⁴⁰⁷ Pascal.

⁴⁰⁸ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

⁴⁰⁹ Un jeune agriculteur.

Figure 11 : Résultats de notre enquête concernant le labour

Résultats	Agriculteurs conventionnels	Agriculteurs bio	Apprentis
Q1 : Le labour est indispensable pour planter des cultures			
Q2 : Le labour est dépassé, l'avenir est dans le semis direct			
Q3 : Le labour enfouit les mauvaises graines mais les ramène lors du labour d'après			

	Agriculteurs conventionnels	Agriculteurs bio	Apprentis																														
<p>Q4 : Le labour modifie l'équilibre naturel du sol</p>	<table border="1"> <tr><td>ok</td><td>5</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>0</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>1</td></tr> <tr><td>sa/nsp</td><td>0</td></tr> </table>	ok	5	bof ok	2	bof pas ok	0	pas ok	1	sa/nsp	0	<table border="1"> <tr><td>ok</td><td>16</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>11</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>0</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>sa/nsp</td><td>3</td></tr> </table>	ok	16	bof ok	11	bof pas ok	0	pas ok	2	sa/nsp	3	<table border="1"> <tr><td>ok</td><td>29</td></tr> <tr><td>plutôt ok</td><td>28</td></tr> <tr><td>plutôt pas ok</td><td>10</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>10</td></tr> <tr><td>sa/nsp</td><td>2</td></tr> </table>	ok	29	plutôt ok	28	plutôt pas ok	10	pas ok	10	sa/nsp	2
ok	5																																
bof ok	2																																
bof pas ok	0																																
pas ok	1																																
sa/nsp	0																																
ok	16																																
bof ok	11																																
bof pas ok	0																																
pas ok	2																																
sa/nsp	3																																
ok	29																																
plutôt ok	28																																
plutôt pas ok	10																																
pas ok	10																																
sa/nsp	2																																
<p>Q5 : Le labour laisse un sol nu qui s'érode avec les orages</p>	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>0</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>0</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>0</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>0</td></tr> <tr><td>ok</td><td>8</td></tr> </table>	sa/nsp	0	pas ok	0	bof pas ok	0	bof ok	0	ok	8	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>6</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>1</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>3</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>6</td></tr> <tr><td>ok</td><td>16</td></tr> </table>	sa/nsp	6	pas ok	1	bof pas ok	3	bof ok	6	ok	16	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>11</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>9</td></tr> <tr><td>plutôt pas ok</td><td>8</td></tr> <tr><td>plutôt ok</td><td>29</td></tr> <tr><td>ok</td><td>22</td></tr> </table>	sa/nsp	11	pas ok	9	plutôt pas ok	8	plutôt ok	29	ok	22
sa/nsp	0																																
pas ok	0																																
bof pas ok	0																																
bof ok	0																																
ok	8																																
sa/nsp	6																																
pas ok	1																																
bof pas ok	3																																
bof ok	6																																
ok	16																																
sa/nsp	11																																
pas ok	9																																
plutôt pas ok	8																																
plutôt ok	29																																
ok	22																																
<p>Q6 : Sans labour, le risque de baisse de rendement est trop important</p>	<table border="1"> <tr><td>ok</td><td>1</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>1</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>4</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>sa/nsp</td><td>0</td></tr> </table>	ok	1	bof ok	1	bof pas ok	4	pas ok	2	sa/nsp	0	<table border="1"> <tr><td>ok</td><td>0</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>5</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>9</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>8</td></tr> <tr><td>sa/nsp</td><td>10</td></tr> </table>	ok	0	bof ok	5	bof pas ok	9	pas ok	8	sa/nsp	10	<table border="1"> <tr><td>ok</td><td>8</td></tr> <tr><td>plutôt ok</td><td>19</td></tr> <tr><td>plutôt pas ok</td><td>21</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>23</td></tr> <tr><td>sa/nsp</td><td>8</td></tr> </table>	ok	8	plutôt ok	19	plutôt pas ok	21	pas ok	23	sa/nsp	8
ok	1																																
bof ok	1																																
bof pas ok	4																																
pas ok	2																																
sa/nsp	0																																
ok	0																																
bof ok	5																																
bof pas ok	9																																
pas ok	8																																
sa/nsp	10																																
ok	8																																
plutôt ok	19																																
plutôt pas ok	21																																
pas ok	23																																
sa/nsp	8																																

Les avis concernant le labour sont très largement consensuels. Le labour modifie l'équilibre naturel du sol et laisse un sol nu qui s'érode avec les orages. Seuls les apprentis sont plus partagés sur ce dernier aspect. Ils pensent également que sans labour, le risque de baisse de rendement est important alors que les agriculteurs bio ne sont majoritairement pas d'accord avec cette affirmation. Il en est de même pour le fait que le labour enfouit les mauvaises herbes et les ramène lors de la culture suivante : si les agriculteurs (bio et conventionnels) acquiescent, les apprenants restent majoritairement favorables au labour (figures précédentes).

*« Il faut du temps pour que le sol se reconstruise » ; « Avec le labour, on a besoin de glyphosate. » ; « Le labour casse le sol » ; « Il ne respecte pas le fonctionnement naturel du sol. » ; « Il est agressif pour les micro-organismes » ; « Un sol nu s'assèche ; les mottes de terre sont dures. » ; « On a moins de racines » ; « Il faut préférer l'implantation de couverts végétaux. » ; « Le labour est coûteux en énergie. » « Il émet des gaz à effet de serre. » ; « Plus on fait du labour, plus on a besoin d'apports externes de matières organiques. » ; « Les couverts diminuent la présence des adventices mais ça ne les détruit pas. » ; « Il facilite la reprise au printemps et ameublisse le sol. Il lui donne une structure grumeleuse. » ; « Je suis passionné par les questions liées à la transition écologique. Le labour, lui-même, est en pleine mutation. Aujourd'hui, c'est plus systématique. C'est ce que je pratique personnellement. **Selon les cultures et leurs rotations, on a recours à un travail des sols plus léger.** En la matière, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise technique mais c'est le caractère systématique qui pose problème. C'est un peu comme si vous preniez du paracétamol en permanence, vous créez alors des résistances. »⁴¹⁰ ; « **Ne pas travailler le sol ? Ce n'est pas possible.** Ici, la terre est trop lourde. La rotation de culture. Nous on peut que faire ça. Et puis c'est complémentaire. L'oignon protège la carotte. Il faut associer les cultures. Les épinards avec les choux rouges. Il y a une interactivité entre les plantes. Pas besoin d'engrais. »⁴¹¹*

⁴¹⁰ C. H., Jeunes Agriculteurs.

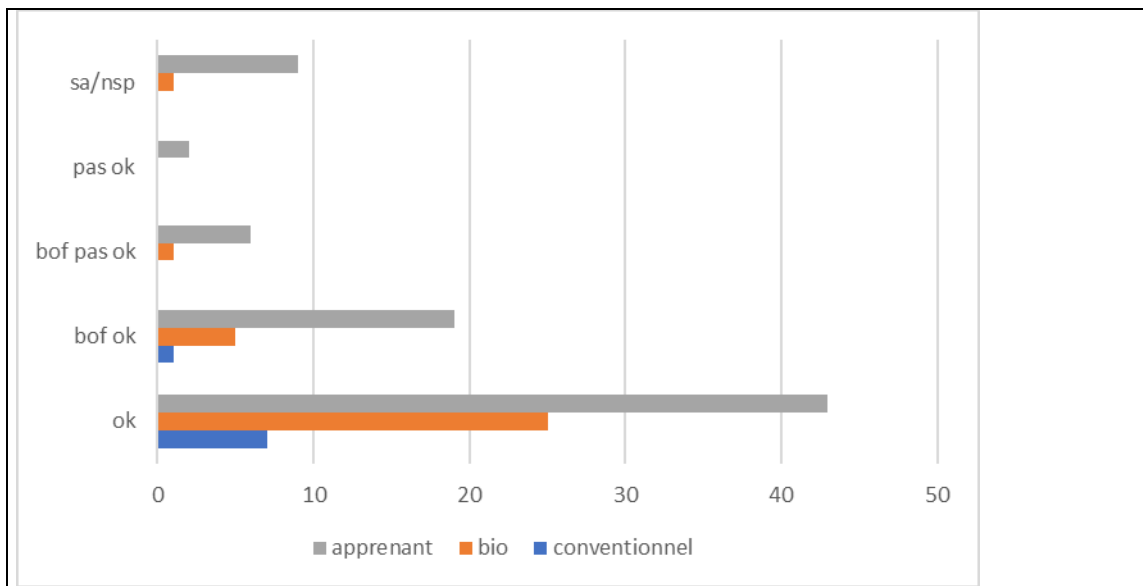
⁴¹¹ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

1.2.1.2.3 Cette recherche d'une amélioration de la résilience se retrouve lorsque l'on évoque le réchauffement climatique

L'environnement est souvent perçu comme une contrainte, un aléa que l'on subit car il met en péril des cultures, des rendements ... un modèle de production. Le besoin de produire autrement s'intègre alors dans la prise en compte des effets du réchauffement climatique. La nécessité de s'adapter au réchauffement climatique et de modifier ses pratiques apparait assez évidente pour l'ensemble des enquêtés. Cependant, concernant le réchauffement climatique, l'approche est incontestablement fataliste mais les agriculteurs développent des pratiques ou de nouvelles cultures qui leur permettent de s'adapter. Ici, il ne s'agit pas d'atténuer le risque, de lutter contre mais de **s'y adapter en ajustant la production** : revoir l'occupation des sols, restaurer des prairies, faciliter l'infiltration des eaux de pluie, développer des activités moins consommatrices d'eau et des activités nécessitant moins d'intrants fertilisants. D'ailleurs, pour eux, cette adaptation fait partie intégrante de leur métier.

« Et puis, il y a les aléas climatiques, notamment la grêle qui peut tout détruire. La météo a le dernier mot. Il y a toujours une part qu'on ne maîtrise pas. » ⁴¹²

Figure 12 : Q22, Le réchauffement climatique oblige à revoir notre façon de produire



⁴¹² Louis, Ferme.

« Chez les viticulteurs, le principal défi, c'est le vent. »⁴¹³ ; « Les défis futurs sont agro-environnementaux. Il est absolument urgent de défendre la planète tout en produisant de la matière. Il faut aussi produire de l'énergie, mais pas au détriment de la production alimentaire. »⁴¹⁴ ; « Les principaux défis ? D'abord l'eau : un élément qui est à surveiller. Et en tant que jeune installé, c'est trouver un équilibre. Il faut faire attention à ne pas basculer dans le trop. »⁴¹⁵ ;

« **Le climat nous met la pression en permanence.** »⁴¹⁶ ;

« Dans les années 50, pendant 8 ans, on n'avait pas de récolte. Est-ce que ce ne serait pas un cycle ? 1990-95. On avait le même climat que dans les années 60. Je ne sais pas. Peut-être que le plus dur, c'est la transition. »⁴¹⁷ ; « Je ne me sens pas autonome. Il faut de l'eau. »⁴¹⁸ ; « Il faut remettre des haies. Pour lutter contre les courants d'air. »⁴¹⁹ ;

« Avec le changement climatique (températures, mais aussi épisodes venteux et pluvieux), on va être exposé à un problème d'érosion. »⁴²⁰ ; « Avant on avait quatre saisons. Maintenant, on sait plus trop. » ; « Pour le réchauffement climatique, ce qui me choque, c'est qu'il n'y a plus d'intervalle entre l'hiver et l'été. Le printemps, il manque. Et l'arrière-saison est très belle. Il fait chaud l'automne. On a eu les fraises très tôt cette année. »⁴²¹ ;

« Il y a deux ans, j'ai installé deux ventilateurs géants dans l'étable qui abrite mes vaches. .../... pour améliorer le confort des bêtes. .../... J'ai installé des petits arroseurs sur le toit, juste au-dessus d'elles pour les rafraîchir. .../... Quand il fait chaud, elles souffrent et produisent jusqu'à 20% de lait en moins. Aujourd'hui, elles ont accès aux pâturages mais préfèrent rester à l'intérieur pour profiter du courant d'air. Lorsqu'il fait chaud, les vaches sortent prendre l'air uniquement la nuit. »⁴²² ;

⁴¹³ G. Apiculteur bio.

⁴¹⁴ CFPPA.

⁴¹⁵ Louis, Ferme.

⁴¹⁶ Viticulteur, champagne bio.

⁴¹⁷ Famille de viticulteurs.

⁴¹⁸ Famille de viticulteurs.

⁴¹⁹ Famille de viticulteurs.

⁴²⁰ Conseiller agronomie, Chambre d'Agriculture.

⁴²¹ Une maraîchère.

⁴²² MR, W (Haut-Rhin).

« **Les aléas climatiques, ça fait partie du job. On peut couvrir le sol avec des végétaux. Choisir ses variétés.** »⁴²³ ; « **Pour faire face au réchauffement climatique, il faut se diversifier. Les impacts on les voit déjà.** »⁴²⁴ ; « **Il faut trouver des solutions d'irrigation. Sélectionner ses variétés. Mettre du paillage. J'ai mis des haies, des bassins. Je défends l'agroforesterie. Si on respecte les sols, on devient plus raisonnable.** » ;

; « **Il y a des difficultés. Avec les variations climatiques : trop sec, trop humide, pas assez de lumière. Tous les processus s'accélèrent. C'est plus rapide.** »⁴²⁵ ;

« **Les impacts avec le réchauffement sont différents selon les cultures : la production céréalière n'est pas impactée de la même manière que les cépages. Il y a un document spécial à la Chambre d'agriculture : 'Climat 2'. Il faudra mieux choisir les variétés, planter des haies en bordure des pâtures.** »⁴²⁶

La perspective ouverte par les effets des changements climatiques est différente dans la mesure où le futur s'impose au présent. Ils ont conscience et subissent les effets du changement climatique : d'un côté, diminution du nombre de jours de gel, hausse des précipitations ou des jours de sécheresse et de l'autre côté, effets sur les cycles végétatifs des cultures (dates de floraison, de débournement, de véraison) ou les habitudes migratoires de certaines espèces. Certains y voient, cependant, aussi des avantages. Quoiqu'il en soit, les agriculteurs sur le terrain nous font partager leur conviction de la nécessité de changer leurs pratiques afin de gagner en résilience : s'adapter à ces nouvelles contraintes est indéniablement une obligation. Le changement climatique rajoute incontestablement de nouvelles sources d'incertitudes et de vulnérabilités à un métier déjà en proie à de nombreuses incertitudes.

« **Le climat impacte. Avant le miel était plus régulier. On a moins de récoltes. Les changements de température, il n'y a pas de nourriture. Quand la miellée est là, il faut être prêt. On doit être technique. Avec le nouveau climat, il faut être plus adaptable.** »⁴²⁷ ; « **Les orages sont plus précoces et plus violents. Ça détruit nos vignes. Si ça se reproduit plusieurs années de suite, ça met en péril l'exploitation.** » ; « **Il y a de nombreux défis. Le climat. Il faut changer les pratiques pour les adapter au réchauffement climatique.** »⁴²⁸ ;

⁴²³ Formatrice au lycée agricole.

⁴²⁴ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁴²⁵ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

⁴²⁶ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

⁴²⁷ Apiculteur en bio.

⁴²⁸ Animateur en agroécologie.

« **Il faudra s'adapter, on n'a pas le choix** » ; « **On a déjà modifié notre façon de faire** » ; « **Ça a déjà commencé** » ;

« *Le réchauffement climatique impactera leur façon de produire ; Oui. Par exemple, en été, les salades, ce n'est pas une bonne idée... Arrosage la nuit ou tôt le matin. Plus de maladies se développent avec beaucoup de chaleur, de soleil et d'humidité. Chez nous, la terre garde bien l'humidité cela dit, donc ce peut être un avantage avec lequel il faut composer.* »⁴²⁹ ;

« **Je lutte contre le réchauffement climatique par un certain système d'arrosage, de paillage et de couverture pour lutter contre le gel** ; »⁴³⁰ ; « **Avant, on n'irriguait pas. En 2017, l'année était catastrophique ; on a subi une perte de 40% de la récolte.** »⁴³¹ ; « **Le réchauffement climatique impacte mes choux ; ils sont plus précoces dans des parcelles irrigables.** »⁴³² ; « **Le réchauffement climatique impacte directement la production fourragère donc la production fromagère. Il faut en acheter à l'extérieur. Je pense qu'il faut réduire le nombre de bêtes. Ne pas trop en avoir. Il faut faire mieux avec moins d'animaux.** »⁴³³ ;

« **Le plus grand défi, c'est le réchauffement climatique. Le climat est trop sec. On a moins de fromage. Le problème, c'est nourrir les bêtes. Si on a moins de foin, on a moins de fromage. Comment on va faire ? On ne peut pas déménager la ferme. La ferme, c'est aussi un lieu de vie. Travailler comme ça jusqu'à 68-70 ans. Je ne sais pas comment on va faire ?** »⁴³⁴ ;

« **Oui, il met en péril l'équilibre économique car les récoltes sont plus aléatoires. Il faut enherber mais ce n'est pas gagné. Il faut moins consommer, devenir moins énergivore.** »⁴³⁵ ; « **On ne peut rien changer. Même si on est impacté par le réchauffement climatique. Sinon on est déclassé. Il y a des orages plus violents. Les vendanges sont plus tôt. Il y a aussi un problème de gelées au printemps. La végétation démarre plus vite. Il y a un problème avec le vent. Je ne sais pas si ce sont les éoliennes.** »⁴³⁶

⁴²⁹ Louis, Ferme.

⁴³⁰ Exploitant bio individuel en plantes aromatiques et médicinales.

⁴³¹ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

⁴³² Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

⁴³³ Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

⁴³⁴ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

⁴³⁵ Viticulteur, S.W.

⁴³⁶ Viticulteur, champagne bio.

Focus : Apiculture

« L'année sera catastrophique : en avril-mai, à cause du temps humide et du froid, les abeilles sont restées cloîtrées dans les ruches. Résultat : des colonies qui ne grandissent pas et aucune récolte de miel de printemps. .../... La France devra augmenter ses importations pour répondre à la demande. »⁴³⁷

Des vergers et des potagers à l'heure méridionale ?

Certains voient dans le réchauffement climatique une aubaine pour tester de nouvelles variétés et l'entrevoient **comme une opportunité** pour satisfaire une demande déjà existante. Dans le maraîchage, la filière alsacienne est dynamique et innovante avec l'implantation de nouvelles espèces comme l'abricot, mais aussi le melon et la pastèque⁴³⁸.

« Je teste des fruits du soleil depuis 10 ans. Avec les abricotiers, **on a gagné en calibre, en sucre et en coloration**. Les plus précoces murissent en juin et les plus tardives en septembre. Aujourd'hui, en Alsace, **l'abricot, comme la pêche, deviennent des cultures de production et plus seulement de consommation**. De nombreux arboriculteurs en font. Ils sont vendus en direct à la ferme et sur les marchés. .../... **Pourvu que les conditions climatiques favorables persistent**. En Alsace, on n'est jamais à l'abri de gelées printanières. **L'abricot reste une culture délicate : en les gorgeant d'eau, l'orage a provoqué l'éclatement de certains fruits qui étaient pratiquement mûrs**. .../... Il y a aussi le risque d'un hiver rigoureux. »⁴³⁹ ; « Avec le réchauffement climatique, les fruits et les légumes vont arriver plus tôt sur le marché. Il va y avoir un changement de saisonnalité avec un allongement du calendrier de production. »⁴⁴⁰ ;

« Avec le réchauffement climatique, les fraises sont plus précoces. Maintenant, la saison démarre aux alentours du 15-20 mai. Avec la hausse des températures, d'ici 2050, la fraise arrivera début mai et la tomate début juin. On aura des possibilités élargies de légumes-ratatouille, courgettes, tomates, aubergines, avec l'avancement des dates de plantation et de récolte. On pourra consommer des légumes plus longtemps car ils pousseront plus tôt. La saison des produits d'hiver aura tendance à se raccourcir. .../... Avec le réchauffement, on peut imaginer que des cultures fruitières vont remonter dans les latitudes. »⁴⁴¹

⁴³⁷ Apiculteur (Bas-Rhin).

⁴³⁸ Ferme maraîchère.

⁴³⁹ Chef d'exploitation au verger.

⁴⁴⁰ F.

⁴⁴¹ Conseiller maraîchage à Planète Légumes (<http://www.planete-legumes.fr/>).

Dans le secteur viticole, le Comité interprofessionnel des vins de Champagne (CIVC) a, dans son rapport d'activité de 2018⁴⁴², construit un bilan carbone pour toute la filière professionnelle afin de mobiliser les territoires et la filière dans son ensemble sur les questions liées au réchauffement climatique. En réalité, ce secteur verra vraisemblablement la qualité de son produit s'améliorer. Ainsi, les vigneron soulèvent la difficulté future à gérer l'évolution des températures.

« Les vignes ont soif. » ; « La canicule bloque leur croissance. Les vignes ont du mal à se développer à cause d'un déficit de réserves en eau. Il suffit de regarder les très petites baies des grappes de Chardonnay dans la Harth au sol sablonneux. Sans eau, elles ne gonfleront pas. Avec le réchauffement climatique, la sécheresse devient récurrente dans le vignoble au point que la profession commence à se poser la question de l'irrigation⁴⁴³. Le phénomène de stress hydrique commence à se faire sentir notamment à certains endroits⁴⁴⁴. »⁴⁴⁵ ; « La floraison risque de s'effectuer dans des conditions défavorables avec le millerandage, ce défaut de maturation, avec des grappes et des baies de petite taille. Cela veut dire moins de rendements, mais d'un point de vue qualitatif, c'est plutôt positif. Les grappes plus modestes et plus lâches sont moins sensibles à la pourriture grise. »⁴⁴⁶ ;

« Pour s'adapter au réchauffement climatique, on peut aussi planter des cépages plus tardifs, résistants à la sécheresse. En l'état actuel de la législation sur l'AOP, il n'est pas interdit d'introduire de nouveaux cépages, mais c'est un choix qui appartient à la profession. »⁴⁴⁷ ;

« Ce qui pose problème, ce sont les fluctuations de la production et des disponibilités. Les marchés n'aiment pas cela. »⁴⁴⁸ « C'est un problème qui se rajoute à une production qui est déjà en dents de scie. Et puis, c'est parce qu'il y a des modifications dans le comportement des acheteurs et des consommateurs qu'il est de plus en plus difficile de vendre son vin. Le touriste qui passe ne fait plus le plein dans sa cave, l'achat se fait plus volontiers au supermarché. C'est une vente silencieuse. La vente directe a plongé. De ce fait, la relation entre le client et le producteur est distendue. »⁴⁴⁹ ;

⁴⁴²

https://www.champagne.fr/assets/files/comite/comite_champagne_rapport_activite_2018.pdf

⁴⁴³ En page 9 du cahier des charges disponible à l'adresse suivante : https://www.vinsalsace.com/assets/files/aoc/92/aoc-alsace_cahier-des-charges.pdf.

⁴⁴⁴ Entre Wintzenheim, Turckheim, Colmar jusqu'à Bennwihr (Haut-Rhin).

⁴⁴⁵ Conseiller viticulture à la chambre d'agriculture d'Alsace.

⁴⁴⁶ Conseiller viticulture à la chambre d'agriculture d'Alsace.

⁴⁴⁷ Propos d'un spécialiste du centre INRA de Colmar.

⁴⁴⁸ Conseiller viticulture à la chambre d'agriculture d'Alsace.

⁴⁴⁹ Ex-président de la cave.

Pour un certain nombre de viticulteurs, vendre davantage ne signifie pas vendre mieux ; au contraire, une réduction des rendements se justifie par une amélioration des prix.

*« La canicule en juin fait gagner une semaine de la croissance à la vigne. .../... **Et puis, c'est sans compter les imprévisibles orages de grêle.** »⁴⁵⁰ ; « Les vigneronns les plus en difficulté, ce sont ceux qui vendent tout en vrac. L'Alsace a perdu en entrée de gamme. Le marché du vrac est toujours le premier toucher. » ; « **Mais derrière le rendement, c'est la question du prix des raisins et des vins en vrac, des grands crus à 8 euros. Les petites récoltes engendrent des vins chers. Les grosses récoltes, c'est le contraire : si tu mets plus de produits que le marché peut en absorber, et qu'en même temps, tu cherches à vendre davantage, que se passe-t-il ? L'acheteur te presse les prix. Le marché ne consomme pas 50% de vins en plus parce que la récolte a été généreuse.** »⁴⁵¹*

D'ailleurs, **au sein de la profession**, le Synvira (syndicat des vigneronns indépendants d'Alsace), a ouvert un **débat sur la question de l'irrigation**⁴⁵² : faut-il irriguer les vignes à certains endroits ? Faut-il arrêter les vignes à certains endroits ? Comment modifier le matériel végétal ? Un arrosage qualitatif via un système d'irrigation par goutte-à-goutte doit-il être promu ? Autrement dit, comment faire évoluer le cahier des charges lié à l'AOC qui, pour l'heure, exclut la possibilité d'irriguer les vignes en production en cas de sécheresse ?

*« Une vigne irriguée ne doit pas avoir l'AOC d'Alsace. Elle doit refléter un lien avec le terroir. On sait que la pluviométrie en Alsace est très faible. Il existe d'autres méthodes comme les couverts végétaux permanents qui maintiennent l'humidité et la vie dans les sols et permettent de réduire les passages des tracteurs à forte empreinte carbone. Il faut adapter la taille à la nature du terroir sans apports d'engrais minéraux et choisir un porte-greffe approprié. .../... **L'irrigation va créer des inégalités entre vigneronns, entre les exploitations qui pourront irriguer et les autres.** Ça nécessite de gros investissements et puis l'eau fait déjà débat. L'irrigation, c'est une fuite en avant qui reflète notre incapacité à gérer l'appellation Alsace sur le long terme. » ; « L'irrigation, c'est une question politique. »⁴⁵³ ; « La fertilité du sol peut aussi être obtenue grâce à un enherbement temporaire (de type mélange de graminées) pour avoir un matelas évitant l'évaporation de l'eau. »⁴⁵⁴*

⁴⁵⁰ Conseiller viticulture à la chambre d'agriculture d'Alsace.

⁴⁵¹ Ex-président de la cave.

⁴⁵² En page 9 du cahier des charges disponible à l'adresse suivante : https://www.vinsalsace.com/assets/files/aoc/92/aoc-alsace_cahier-des-charges.pdf.

⁴⁵³ Conseiller viticulture à la chambre d'agriculture d'Alsace.

⁴⁵⁴ Conseiller viticulture à la chambre d'agriculture d'Alsace.

Les producteurs alsaciens⁴⁵⁵ de tabac constatent une baisse de la qualité des feuilles de tabac du fait du rayonnement du soleil. Le maïs⁴⁵⁶ est la principale céréale cultivée en Alsace ; l'irrigation concerne 30% des surfaces. Le blé est la seconde céréale cultivée en Alsace⁴⁵⁷. Pour certains, l'avenir de cette céréale n'est pas compatible avec les caractéristiques du réchauffement climatique : périodes hivernales plus douces et températures plus élevées que la moyenne avec un épisode caniculaire en juin. Or, des périodes de sécheresse au printemps impliquent un **recours à l'irrigation** : les conséquences sur la qualité du grain sont importantes car « *les fortes températures ne permettent pas un bon remplissage du grain. On perd en taille.* ». De ce fait, les fortes chaleurs pèsent sur la fin de cycle de production. Pour faire face à ces défis, ils sont nombreux à considérer qu'il faudra **mieux sélectionner les variétés**. Notons que concernant le problème de la sécheresse, les agriculteurs sont soumis à une autorisation de l'Etat pour récolter les jachères⁴⁵⁸ avant le 1^{er} septembre :

*« Il faudrait pouvoir réapprovisionner les stocks de foin des éleveurs. J'ai déjà pioché dans mes stocks d'hiver pour nourrir mes 400 brebis. Généralement, je le fais en novembre. Les agriculteurs voisins sont prêts à me donner leurs jachères mais il manque l'autorisation. Je ne comprends pas. Ce qui est désolant, c'est que ça ne coûte à personne. »*⁴⁵⁹ ; *« Avec la canicule, mon champ de maïs a brûlé. »*

Constat :

Différentes formes de résilience ont pu être observées :

- **Une appétence pour l'innovation qui mériterait d'être exploitée pour susciter un engouement en faveur d'un système de production plus durable.**
- **D'où la nécessité de créer des points de repères adaptables à l'échelle d'une parcelle et d'une exploitation.**

⁴⁵⁵ Essentiellement concentrés dans le Bas-Rhin (premier de France), ils représentent 1800 tonnes cultivées sur 600 ha par 53 producteurs.

⁴⁵⁶ La production alsacienne est essentiellement destinée à l'alimentation humaine (près de 80%). Mais 60% est destinée à l'exportation. On l'estime à 134.000 ha soit environ 40% de la surface agricole utile.

⁴⁵⁷ 50 000 ha de blé en Alsace soit un quart de la surface dédiée aux céréales et 14% de la surface agricole. De bonne qualité, il a comme particularité d'être essentiellement destiné à l'alimentation humaine. Le Grand Est est la première région céréalière de France.

⁴⁵⁸ Dans le Bas-Rhin, environ 1200 ha de parcelles sont en jachère.

⁴⁵⁹ Eleveur ovin.

1.2.2 Produire autrement

Initialement, le système agricole intensif vise la maximisation du rendement mais au prix de traitements systématiques et de charges opérationnelles élevées. Une approche raisonnée respecte certaines règles de bonnes pratiques comme pour l'azote ou pour la pulvérisation d'insecticides ou de fongicides. Il existe une guerre fratricide entre agriculteurs (bio versus conventionnel, bio versus HQE, ...) qui trouve son origine dans la dénonciation d'une intensification (voire une industrialisation et l'importation) des productions bio. C'est pourquoi, la seconde - au même titre que la HVE ou l'agriculture de conservation - prend aujourd'hui sa place comme alternative agricole (annexe 4) même si elles ne bénéficient pas de label ou d'une codification reconnue et valorisée par le consommateur. **L'agroécologie repose sur un savoir agronomique et sur l'idée que le sol ne se résume pas à un support de culture et qu'il ressemble davantage à « un monde microbien ».** Ces nouvelles pratiques déjà mises en œuvre répondent à cette définition. Il suffirait de leur donner une cohérence et une visibilité au niveau régional.

« Faut redevenir logique. On ne fait pas entrer en France des denrées qu'on produit déjà. On ne sait plus ce qu'il faut produire. Comment se diversifier. Pourquoi on a besoin d'importer ? On peut produire. Laissez-nous produire. Il faut se coordonner. Réorienter les primes là où il faut. Certaines subventions agricoles sont mal octroyées. Regardez : l'Allemagne a vendu du lait en France ?! Ce sont des coups bas entre pays européens. »⁴⁶⁰

En effet, il est important de différencier les différents modèles d'agriculture (annexe 4). Ainsi, **l'agriculture raisonnée** cherche à limiter - volontairement - l'usage de produits phyto afin de réduire les risques de pollution ; il s'agit de trouver un équilibre entre usage de fertilisants et préservation de l'environnement. **L'agriculture biologique** interdit tout usage d'intrants chimiques (elle autorise⁴⁶¹ certains produits). **L'agriculture intégrée** tente de substituer des procédés naturels de régulation aux intrants extérieurs. La différence porte essentiellement sur le degré d'intégration des fonctionnalités des écosystèmes et des pratiques naturelles. **L'agriculture de conservation** repose sur trois principes : couverture maximale des sols, absence de labour, rotations longues et diversifiées.

⁴⁶⁰ Famille de viticulteurs.

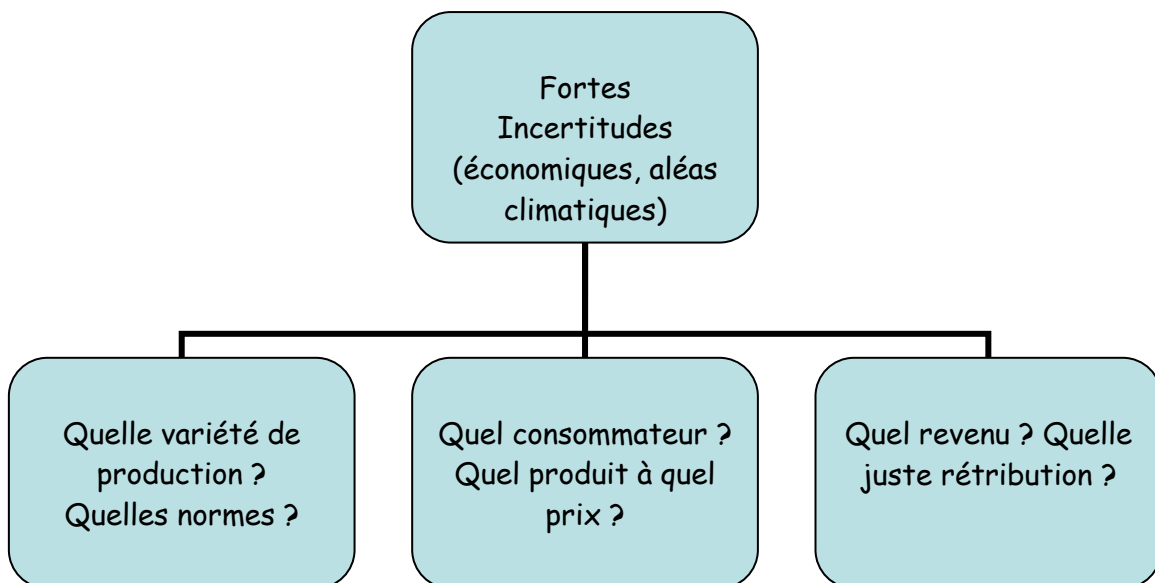
⁴⁶¹ Pour une liste globale : <http://www.grab.fr/wp-content/uploads/2018/04/5-Liste-phyto-bio-maraichage-2018.pdf>.

Constat :

Construire un plan pour la transition agricole signifie également tenir compte de ce contexte pluriel et conflictuel. A quoi se réfère-t-on ? Quel sens cherche-t-on à donner à l'agriculture de demain ? Comment éviter qu'une nouvelle règle soit perçue comme une contrainte supplémentaire ? Comment fédérer autour d'une dynamique territoriale ?

Entre 1960 et 1990, la priorité était de produire et de développer cette production. Depuis, celle-ci a été infléchie par la prise en compte de préoccupations environnementales. Mais pour modifier les pratiques encore faut-il modifier les savoirs et c'est dans ce cadre que l'enseignement agricole a développé le projet « Enseigner à produire autrement » car il joue un rôle majeur dans l'anticipation et l'adaptation des futurs agriculteurs. C'est pourquoi, il nous est apparu incontournable de réaliser une enquête dans des lycées agricoles. Mais ce programme ne s'adresse pas qu'aux jeunes en formation ; il concerne également les conseillers, les actifs et l'ensemble de la filière.

Figure 13 : Un métier soumis à de nombreuses incertitudes



1.2.2.1 Une mutation plus radicale des systèmes de production

S'il existe **une prise de conscience que l'agriculture doit répondre à une nouvelle demande sociétale**, un réel clivage entre agriculteurs apparaît même si ces derniers manifestent incontestablement un consentement à la réduction des intrants. Cependant, la définition de la transition agricole demeure plurielle. Lors de notre enquête, nous les avons questionnés sur le slogan du Ministère de l'Agriculture : « **Agricultures, produisons autrement** » et sur leur interprétation de la transition agricole. Il se dégage néanmoins un certain consensus sur le besoin de passer à un autre modèle, d'améliorer la qualité de la production, de **changer d'échelle** en privilégiant des filières plus locales :

« Il faut produire mieux : réduire les quantités, aller vers l'agroécologie. Regarde le lait : augmenter les quotas, c'est baisser les prix. Il faut que les agriculteurs s'y retrouvent mieux. Changer les cultures aussi. Les vaches doivent manger de l'herbe. Moins de maïs. »⁴⁶² ;

« Produire autrement. Oui, mais il faut aussi enseigner à produire autrement. Apprendre la diversité, l'agroécologie, viser le zéro phyto, remettre du compost. Il faut apprendre à se réapproprier les besoins du sol. Il faut apprendre à faire des associations positives de cultures. En fait, on doit redécouvrir les pratiques d'avant. C'est un retour aux techniques des grands-parents. »⁴⁶³ ;

*« Il faut moins de phyto, moins d'intrants et plus de complémentarité. »⁴⁶⁴ ;
« Le slogan, il est bien mais il faudrait l'appliquer. .../... C'est un doux rêve. »⁴⁶⁵*

« Je m'inspire beaucoup de mon grand-père. Lui n'a jamais compris pourquoi il fallait acheter des produits de synthèse. Il pouvait s'en passer. »⁴⁶⁶

1.2.2.1.1 EcoPhyto et les fermes Dephy

L'idée de réduire l'utilisation de ces produits est assez partagée et ce pour des raisons essentiellement de coûts et environnementales. **Le plan EcoPhyto I** a été initié en 2008 avec pour objectif de réduire de 50% l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans un délai de 10 ans. L'arrêté du 19 septembre 2014 a supprimé certaines dérogations pour les épandages aériens de produits phytopharmaceutiques. La nouvelle version du

⁴⁶² G. Apiculteur bio.

⁴⁶³ CFPPA.

⁴⁶⁴ CFPPA.

⁴⁶⁵ Agriculteur en reconversion, Multifерme.

⁴⁶⁶ Un vigneron. Viticulteur (Haut-Rhin).

plan Ecophyto II⁴⁶⁷ réaffirme l'objectif de réduire de 50% l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans un délai de 10 ans en deux temps : d'une part, à l'horizon 2020, une réduction de 25% via une généralisation des pratiques existantes et une diffusion des solutions économiquement et environnementalement viables. D'autre part, à l'horizon 2025, une réduction de 50% via une mutation profonde des systèmes de production et des filières agricoles. La réduction de l'usage de produits phyto apparaît comme une évidence. Cependant, le manque de connaissance reste un frein : très peu d'agriculteurs connaissent le dispositif Ecophyto ou **les fermes Dephy**. Cet aspect constitue un frein évident sur lequel nous reviendrons (paragraphe 1.2.2.2).

Dans le Grand Est, 360 exploitations (réunies au sein de 30 groupes) forment maintenant le réseau DEPHY et représentent de façon équilibrée les grandes cultures et polycultures élevage, la viticulture, l'horticulture et pépinière, l'arboriculture et les cultures légumières.⁴⁶⁸

« Le plan Ecophyto 2018 ? Tous nos voisins sont en conventionnel. Moins il y aura d'utilisation, mieux la planète se portera. Par ailleurs, il existe un décalage entre les paysans et les décideurs. »⁴⁶⁹ ; « Je suis engagé dans le réseau Dephy depuis 9 ans. Le zéro phyto n'est pas loin mais il faut nous laisser un peu de temps. Ça exige en temps d'expérimentation. J'ai repris la ferme familiale il y a 28 ans. Au début, c'est une motivation purement économique qui m'a conduit à réduire les produits phyto. Le côté environnemental, c'était un plus. »⁴⁷⁰ ;

Aucun agriculteur ne cite spontanément les fermes Dephy ou les certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques⁴⁷¹. Autrement dit, ce type de système de production économe en utilisation de produits phyto reste encore au stade de l'expérimentation. Le rapport du ministère soulève néanmoins la nécessité de communiquer et de diffuser cette expérience pour promouvoir la démarche, et d'accompagner les nouveaux membres pour faciliter le transfert des résultats vers d'autres agriculteurs : « Pour les nouveaux, tous motivés par le challenge, l'accompagnement des ingénieurs réseaux par le niveau national et régional sera essentiel pour atteindre des objectifs du plan. »⁴⁷²

⁴⁶⁷ Ce second plan est aussi le résultat du rapport du député Dominique Potier et de l'application de la directive européenne sur l'utilisation des pesticides (2009/128).

⁴⁶⁸ Extrait du rapport général EcoPhyto 2018, disponible sur le site du ministère <https://agriculture.gouv.fr/le-plan-ecophyto-quest-ce-que-cest>.

⁴⁶⁹ Louis, Ferme.

⁴⁷⁰ Appartient au réseau Dephy.

⁴⁷¹ Ils ont été mis en place depuis le 1^{er} juillet 2016.

⁴⁷² Extrait du rapport général EcoPhyto 2018, disponible sur le site du ministère <https://agriculture.gouv.fr/le-plan-ecophyto-quest-ce-que-cest>.

Constat :

Aucun apprenant n'illustre la transition agricole avec un exemple concret ou une référence au réseau Dephy

Ce manque de réflexe démontre que nous sommes encore loin d'une généralisation de pratiques économes et moins impactantes pour l'environnement et la santé. C'est aussi le reflet d'un manque de synergie qu'un véritable plan de communication via la création d'un réseau de partage permettrait de lever. Une plus large diffusion faciliterait les interactions entre les différentes solutions agroenvironnementales en permettant d'atteindre le plus grand nombre d'agriculteurs. Il apparaît dommage que **trop peu d'agriculteurs et encore plus d'apprenants ne connaissent pas ce dispositif** qui constitue pourtant un premier socle de savoir-faire et d'expérimentations économes en intrants. Il apparaît indispensable de favoriser la diffusion de ce type d'expérimentations pour susciter des modifications de pratiques mais aussi d'informer sur des méthodes d'élevage et/ou de cultures alternatives, de la qualité des semences ou des techniques de désherbage alternatif.

Une agriculture sans produits phyto ? Les agriculteurs conventionnels et les apprenants sont majoritairement en désaccord. Seuls les agriculteurs bio y croient. Par ailleurs, protection de l'environnement et volume de production ne sont pas des objectifs antinomiques ; pour la majorité, les deux sont conciliables. C'est en ce sens que - sauf pour les agriculteurs bio - le plan Ecophyto apparaît suffisamment contraignant aux enquêtés. De ce fait, pour la majorité, l'agriculture de terroir peut se définir en-dehors de l'agriculture biologique.

Constat :

Cette absence de diffusion de l'information est assurément un facteur de blocage de l'engagement dans la transition agricole. Or, c'était bien l'un des objectifs que de renforcer le soutien aux collectifs d'agriculteurs. Cette dimension nous apparaît insuffisamment exploitée : l'un des facteurs clés de succès reste incontestablement cette idée de fédérer autour de collectifs de pairs pour assurer une meilleure diffusion des expériences.

Le parrainage peut constituer un levier important pour valoriser et diffuser ces alternatives.

« *Si on traite moins, on préserve les auxiliaires qui feront le travail. Comme les herbes hautes, c'est un lieu de vie pour les auxiliaires. L'avenir, c'est l'agroécologie. J'y suis très favorable. Chaque arbre abattu doit être replanté.* »⁴⁷³ ; « *La vache, il faut se demander pourquoi elle est malade. Parfois, elle l'est parce qu'elle est bombardée d'antibiotiques. C'est pareil pour le sol.* »⁴⁷⁴ ;

« *J'utilise 30 à 90% de produits phyto en moins que la moyenne régionale. Pour y parvenir, il n'y a aucune recette miracle à reproduire dans toutes les exploitations. Le savoir-faire acquis ces dernières années permettent à n'importe qui de réduire de 15 à 20% l'utilisation de produits phyto. Pour aller plus loin, il faut des changements de système de production : exit la monoculture ; j'ai de 3 à 6 cultures sur mes champs, chacune est choisie avec soin pour préparer la suivante, nourrir le sol, éliminer par elle-même les mauvaises herbes. Il faut être à l'écoute des cycles naturels et chercher des solutions alternatives .../... Il est certain que cela implique des charges de travail plus importantes et des investissements en matériel spécifique* »⁴⁷⁵. »⁴⁷⁶

Les plus critiques sur le dispositif sont les agriculteurs bio :

« *D'après ce que j'ai pu lire, c'est un échec. La consommation n'a pas baissé. C'est un échec. Quoiqu'on en dise.* »⁴⁷⁷ ; « *Si on veut réduire les pesticides, on n'a qu'à augmenter le bio. Mais les lobbys sont trop forts.* »⁴⁷⁸ ; « *Je n'ai pas l'impression que ça marche. Les phyto ne cessent d'augmenter. C'est comme le Grenelle de l'environnement. On n'en a rien fait. C'est du blabla. Les politiques, ils vont dans le sens inverse de ce qu'ils disent. C'est pour ça qu'Hulot est parti. C'est la preuve. Et la Greta vient en même temps que le CETA. C'est que de la communication. C'est quoi les avancées depuis 10 ans.* »⁴⁷⁹ ; « *Mais j'ai tendance à dire que c'est du pipeau. Encore un truc de la FNSEA.* »⁴⁸⁰ ;

« *Il faut interdire les pesticides ; Tous les agriculteurs ne peuvent pas faire tout ce qu'ils veulent. Ça n'a pas changé par rapport aux années 80.* »⁴⁸¹ ;

⁴⁷³ Une maraîchère.

⁴⁷⁴ Un jeune agriculteur.

⁴⁷⁵ Il les chiffre à 60.000 euros : un outil de guidage GPS pour s'assurer que chaque parcelle n'a été pulvérisée qu'une seule fois.

⁴⁷⁶ Appartient au réseau Dephy.

⁴⁷⁷ Apiculteur en bio.

⁴⁷⁸ Maraîchère bio, 28 ans.

⁴⁷⁹ Eleveur de chèvres et transformateur en bio.

⁴⁸⁰ Apiculteur en bio.

⁴⁸¹ Maraîchère bio, 28 ans.

« Pour moi, le plan Ecophyto est ambitieux mais pas contraignant. C'est simple, il devrait aller plus loin et supprimer les pesticides. L'avenir, c'est sans intrants. »⁴⁸²

« La principale fonction de l'agriculture, c'est de nourrir le monde. Les gens ont oublié. Il faut travailler avec la nature. Travailler avec la nature, c'est important. Sinon, on aboutit à de gros problèmes. La nature, c'est notre environnement. Pour produire avec des risques, avec des produits ? On pense tout le temps que nos chercheurs vont trouver des solutions. C'est comme le glyphosate. Mais ce n'est pas le pire. La majorité des fongicides qu'on utilise, c'est pareil. On joue aux apprentis sorciers. »⁴⁸³ ;

« Moi je ne sais pas ce que c'est l'agriculture raisonnée. » ; « L'agriculture raisonnée, c'est de la fumisterie. On n'y croit pas du tout. C'est quoi raisonnée ? Ce n'est pas un label. Ça n'a pas de valeur juridique. »⁴⁸⁴ ; « L'agriculture raisonnée, c'est de la foutaise. »⁴⁸⁵ ; « Qu'est-ce qu'une agriculture conventionnelle ? Et puis dans le bio, on utilise du cuivre. C'est dangereux le cuivre. »⁴⁸⁶

Nous l'avons vu dans le paragraphe précédent. Pour les agriculteurs rencontrés sur le terrain, produire autrement ne se résume pas à une conversion à l'agriculture biologique. Certains d'ailleurs n'y trouvent pas d'intérêt d'autant plus qu'ils adoptent déjà des pratiques utilisatrices de moins d'intrants.

« Je suis en haute valeur environnementale depuis 2017. Je prends en considération tous les critères pour préserver l'environnement et la biodiversité. »⁴⁸⁷ ; « Il y a aussi des bio non labellisés. Ça existe. »⁴⁸⁸ ; « On n'est pas des ultra-bios. On fait de l'agriculture de conservation. Le problème, c'est que ce ne s'est pas valorisé. Pour le moment. »⁴⁸⁹ ; « Nous ça fait 10 ans qu'on travaille les sols, qu'on n'a plus d'insecticides. On a changé nos méthodes culturales. C'était une suite logique. »⁴⁹⁰ ; « Je suis en bio depuis 1999. Je fais

⁴⁸² Un enseignant dans un lycée agricole.

⁴⁸³ Un enseignant dans un lycée agricole.

⁴⁸⁴ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁴⁸⁵ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁴⁸⁶ Un éleveur.

⁴⁸⁷ Viticulteur, S.W.

⁴⁸⁸ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁴⁸⁹ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

⁴⁹⁰ Famille de viticulteurs.

des vins naturels avec une macération naturelle. Un critère important, c'est le respect des vignes. En fait, j'ai fait ce choix parce que je ne voulais plus dépendre d'impératifs commerciaux. Les autres veulent être plus grands. Moi, plus petit. Je suis dans une décroissance joyeuse. Je suis certifié Ecocert. Je fais des vins libres. »⁴⁹¹ ;

« Pourquoi certains ne passent pas au bio ? C'est une question de topographie : les vignes en coteaux, ce n'est pas comme les vignes en plaines. »⁴⁹² ; « La biodynamie, ce ne sont que des difficultés. »⁴⁹³

Si la référence au plan Ecophyto n'est pas immédiate, les réponses s'articulent néanmoins autour des politiques publiques qui sont mises en œuvre et qui concernent la réduction des produits phytopharmaceutiques : politique agricole commune, mesures agroenvironnementales et renforcement de la surveillance des expositions. Les agriculteurs sont conscients de la nécessité de réduire les risques à travers ces mesures des impacts environnementaux desdits produits mais dénoncent également les nombreux contrôles qu'ils subissent et dont la société n'a pas conscience. Pour les agriculteurs, **la baisse des intrants est intimement liée à une hausse des contrôles.**

« Il y a trop de contrôle. »⁴⁹⁴ ; « Moi, je fais déjà du bio, seulement je n'ai pas le logo. Trop de contrôles pour l'avoir. Pour mes fraises, je fais tout à la main. » ; « Tout est noté. C'est contrôlé. Je note tout. »⁴⁹⁵ ; « La France développe un contrôle permanent. »⁴⁹⁶ ; « Grâce à l'informatique, tout est dosé au plus juste. Les tunnels de fraises et de framboises sont désherbés à la binette. »⁴⁹⁷ ;

« En France, on a aujourd'hui une réglementation et des normes très strictes, qui encadrent toutes nos activités et qui sont plus poussées que dans d'autres pays européens. On a une agriculture dynamique et bien surveillée. On ne peut pas faire n'importe quoi, et si c'est le cas, on se fait très vite attraper. »⁴⁹⁸

⁴⁹¹ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁴⁹² Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁴⁹³ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁴⁹⁴ Un vigneron.

⁴⁹⁵ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

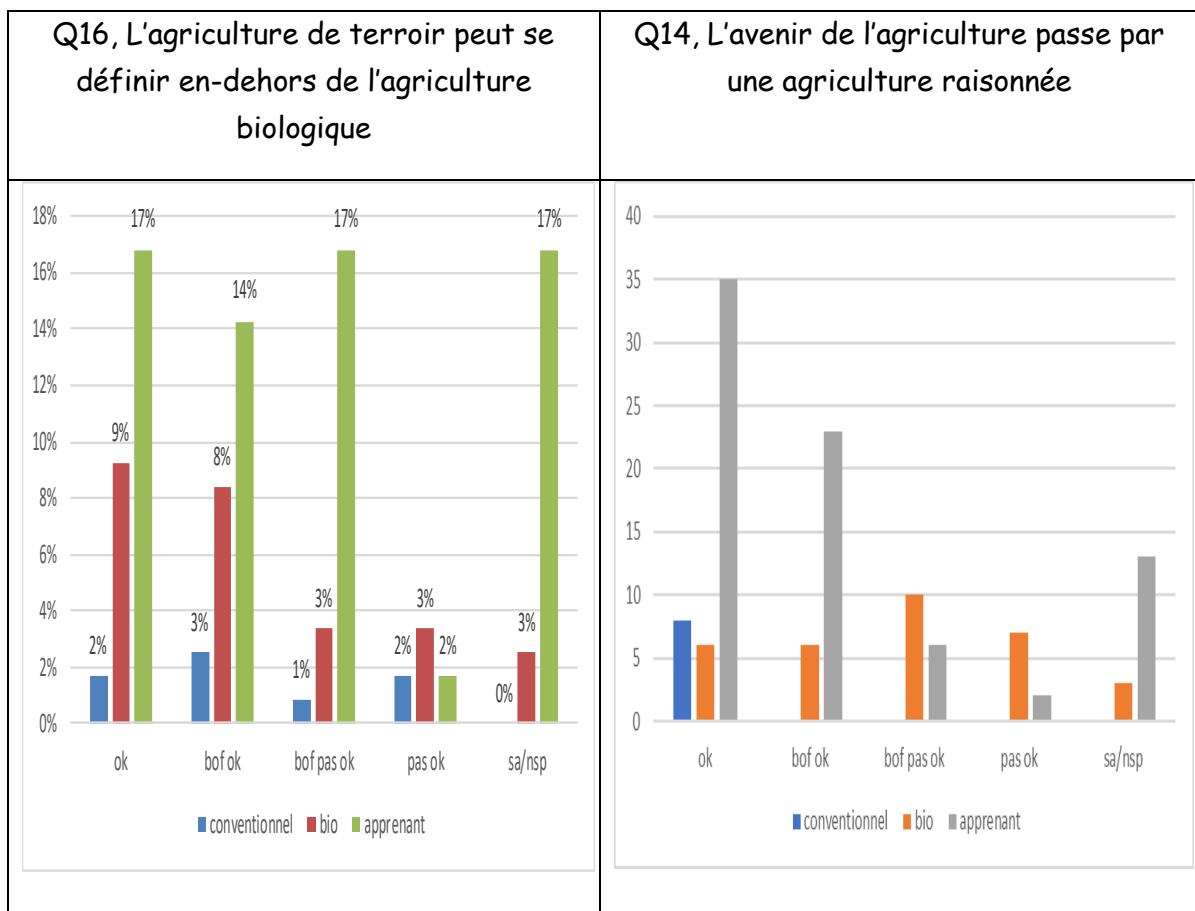
⁴⁹⁶ Viticulteur, champagne bio.

⁴⁹⁷ JTV (Bas-Rhin).

⁴⁹⁸ E., Jeunes Agriculteurs (JA) éleveuse de vaches laitières.

Cette question de la transformation des modes de production apparaît également dans notre enquête. Les apprenants sont ceux qui pensent majoritairement que l'agriculture raisonnée est le modèle de demain. Le plus surprenant est aussi que ce sentiment soit partagé par certains agriculteurs bio. En réalité, ce paradoxe n'est qu'apparent car ces derniers sont parfois dubitatifs sur ce qu'ils appellent « la mode bio ». Le besoin d'accompagnement et d'informations est ici patent. La réticence à développer des systèmes qu'ils ne maîtrisent pas constitue un frein implicite et contribue fortement au renouvellement des pratiques plus traditionnelles. Cet élément est conforté par les mêmes questionnements sur le non-labour ou les effets bénéfiques de la rotation des cultures (paragraphe 1.2.1.2).

Figure 14 : Comment se définit l'avenir de l'agriculture ?



	Agriculteurs conventionnels	Agriculteurs bio	Apprentis																														
Q8 : Le plan Ecophyto 2018	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>0</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>1</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>0</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>ok</td><td>5</td></tr> </table>	sa/nsp	0	pas ok	1	bof pas ok	0	bof ok	2	ok	5	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>7</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>17</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>4</td></tr> <tr><td>ok</td><td>2</td></tr> </table>	sa/nsp	7	pas ok	17	bof pas ok	2	bof ok	4	ok	2	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>28</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>7</td></tr> <tr><td>plutôt pas ok</td><td>9</td></tr> <tr><td>plutôt ok</td><td>20</td></tr> <tr><td>ok</td><td>15</td></tr> </table>	sa/nsp	28	pas ok	7	plutôt pas ok	9	plutôt ok	20	ok	15
sa/nsp	0																																
pas ok	1																																
bof pas ok	0																																
bof ok	2																																
ok	5																																
sa/nsp	7																																
pas ok	17																																
bof pas ok	2																																
bof ok	4																																
ok	2																																
sa/nsp	28																																
pas ok	7																																
plutôt pas ok	9																																
plutôt ok	20																																
ok	15																																
Q9 : L'avenir de l'agriculture sans intrants chimiques	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>1</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>ok</td><td>1</td></tr> </table>	sa/nsp	1	pas ok	2	bof pas ok	2	bof ok	2	ok	1	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>2</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>16</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>6</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>7</td></tr> <tr><td>ok</td><td>1</td></tr> </table>	sa/nsp	2	pas ok	16	bof pas ok	6	bof ok	7	ok	1	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>13</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>19</td></tr> <tr><td>plutôt pas ok</td><td>23</td></tr> <tr><td>plutôt ok</td><td>13</td></tr> <tr><td>ok</td><td>11</td></tr> </table>	sa/nsp	13	pas ok	19	plutôt pas ok	23	plutôt ok	13	ok	11
sa/nsp	1																																
pas ok	2																																
bof pas ok	2																																
bof ok	2																																
ok	1																																
sa/nsp	2																																
pas ok	16																																
bof pas ok	6																																
bof ok	7																																
ok	1																																
sa/nsp	13																																
pas ok	19																																
plutôt pas ok	23																																
plutôt ok	13																																
ok	11																																
Q10 : Concilier production et l'environnement	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>1</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>4</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>1</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>2</td></tr> <tr><td>ok</td><td>0</td></tr> </table>	sa/nsp	1	pas ok	4	bof pas ok	1	bof ok	2	ok	0	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>5</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>11</td></tr> <tr><td>bof pas ok</td><td>5</td></tr> <tr><td>bof ok</td><td>6</td></tr> <tr><td>ok</td><td>5</td></tr> </table>	sa/nsp	5	pas ok	11	bof pas ok	5	bof ok	6	ok	5	<table border="1"> <tr><td>sa/nsp</td><td>17</td></tr> <tr><td>pas ok</td><td>8</td></tr> <tr><td>plutôt pas ok</td><td>12</td></tr> <tr><td>plutôt ok</td><td>26</td></tr> <tr><td>ok</td><td>16</td></tr> </table>	sa/nsp	17	pas ok	8	plutôt pas ok	12	plutôt ok	26	ok	16
sa/nsp	1																																
pas ok	4																																
bof pas ok	1																																
bof ok	2																																
ok	0																																
sa/nsp	5																																
pas ok	11																																
bof pas ok	5																																
bof ok	6																																
ok	5																																
sa/nsp	17																																
pas ok	8																																
plutôt pas ok	12																																
plutôt ok	26																																
ok	16																																

1.2.2.1.2 De la réduction des produits phyto au développement de l'agriculture biologique ...

Les témoignages recueillis lors de notre enquête de terrain révèlent que les motivations pour passer au bio sont de natures diverses comme nous allons le détailler ci-dessous. Les motivations économiques sont assez similaires à celles expliquées par des agriculteurs s'inscrivant dans une démarche HVE ou Dephy sans passer au bio (paragraphe 1.1.2.2.2). Ceci témoigne, comme nous l'avons précisé en filigrane précédemment, d'une réelle prise de conscience des limites du modèle hérité de la révolution verte. D'ailleurs, certains agriculteurs invoquent explicitement les problèmes de santé liés aux produits phyto tant pour eux que pour les consommateurs. Dans le cadre du premier bilan du plan Ambition Bio, le ministère constate que « L'agriculture biologique (AB) est marquée, en 2015 et 2016, par l'émergence d'une consommation grand public, qui fait sortir le marché bio de la marginalité (consommation nationale totale de sept milliards d'euros en 2016), et un mouvement de fond des conversions (7,3 % des fermes françaises et 5,7 % de la SAU en 2016). »⁴⁹⁹

En réalité, suite à notre travail d'enquête, il existe plusieurs raisons à une conversion à l'agriculture biologique :

- **Il existe des raisons économiques :**

- **Réduire ses coûts** en réduisant la dépendance aux pesticides ou en recourant à de nouvelles pratiques culturales. Ainsi, la réintroduction de prairies accompagne souvent l'idée de faire pâturer ses bêtes dans les champs. Il en est de même pour les techniques culturales simplifiées ou le recours au faux-semis. De ce fait, elle permet de **retrouver une certaine autonomie** grâce à la baisse aux recours aux produits phyto et/ou d'aliments pour le bétail ce qui réduit les charges (paragraphe 1.2.1.2.1).

« Quand on passe en bio, on a moins de charges. Les raisins ont plus de corps. Plus d'âme. Elles ont plus de vie. On apporte des vignes qui ne sont pas bodybuildés. »⁵⁰⁰ ; « J'utilise le fumier de mes bêtes pour fertiliser les sols. J'ai moins de charges. »⁵⁰¹

⁴⁹⁹ Source : <https://agriculture.gouv.fr/premier-bilan-du-programme-ambition-bio-2017>

⁵⁰⁰ Viticulteur, champagne bio.

⁵⁰¹ Un jeune agriculteur.

- **Améliorer ses marges** via une valorisation auprès du client et garantir un revenu.

« Moi, ça m'a ouvert des marchés. Il y avait la confiance. Le démarchage dans les magasins, ce n'était pas facile. Je suis passé de 50.000 litres à 90.000 litres mais assez peu de plus-value. Je dirai qu'il y a plus de freins dans les céréales ou les maraîchers. Pour les maraîchers, le changement est plus radical. Les cultures de céréales en bio, on passe de 250 euros la tonne en conventionnel à 600 euros la tonne en bio. »⁵⁰² ;

« J'arrive à valoriser mon vin en biodynamie. Les gens comprennent 'les vignes libres'. Le vin, ce sont les gouttes de Dieu. »⁵⁰³ ; « En viticulture, oui. Il y a des conversions. On ne peut que souscrire. Mais quand même, il y en a un certain nombre par opportunisme commerciale. Pour les vignerons indépendants, c'est un facteur de différenciation. Je pense que ça va se généraliser. C'est porteur. »⁵⁰⁴ ; « Certains le font aussi par opportunisme. »⁵⁰⁵ ; « C'est suite à une enquête auprès des clients qu'il y a eu plusieurs conversions en bio. »⁵⁰⁶ ; « Les conversions en bio. Ah oui. Mais les $\frac{3}{4}$ vont au bio pour les aides financières. »⁵⁰⁷

- **Il existe des raisons éthiques** ou liées à une prise de conscience de l'essoufflement ou des limites du modèle conventionnel :

- L'adoption d'un mode de production biologique peut correspondre à certaines valeurs portées par l'agriculteur (respect de l'environnement, du bien-être animal).

« Ce qui change par rapport à un poulailler en agriculture conventionnelle, c'est la surface accordée aux animaux. Ici, on est à un are pour quatre poules. En conventionnelle, on serait moitié moins et sans obligation de les laisser sortir. »⁵⁰⁸ ; « On veut aider les gens à manger sainement. »⁵⁰⁹ ; « Moi, j'avais une conscience écologique. Ce sont les valeurs que j'avais en m'installant. »⁵¹⁰ ; « Il faut nourrir les hommes sans détruire la planète. »⁵¹¹ ; « Il faut protéger

⁵⁰² Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

⁵⁰³ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁵⁰⁴ Formatrice au lycée agricole.

⁵⁰⁵ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁵⁰⁶ Formatrice au lycée agricole.

⁵⁰⁷ Animatrice en agroécologie.

⁵⁰⁸ Un aviculteur qui a installé un poulailler accueillant 11 000 poules bio escomptant 10 000 œufs par jour.

⁵⁰⁹ L'épouse d'une exploitation bio.

⁵¹⁰ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

⁵¹¹ Apiculteur en bio.

l'environnement. Ne pas le dégrader. »⁵¹² ; « Il faut maintenir la qualité de l'eau, préserver l'environnement. »⁵¹³

« Ça prend du temps. Certains pensent que les méthodes conventionnelles sont vouées à l'échec. Ce sont des conversions éthiques. Est-ce qu'économiquement c'est plus intéressant ? Non. Au détail, c'est le même prix. »⁵¹⁴ ; « Pour ma part, c'est une histoire de cohérence. C'est une question éthique. »⁵¹⁵ ;

« Passer au bio, c'est toute une pensée. C'est comme la biodynamie, elle tient compte des énergies. »⁵¹⁶ ; « Il faut plus de reconnaissance du rôle environnemental. On a un rôle environnemental, sociétal. Les agriculteurs ont ce rôle à jouer. »⁵¹⁷ ; « On est fier de faire du bio. C'est bien pour la planète. »⁵¹⁸

- Elle intervient parfois **dans le cadre d'une reconversion professionnelle** avec reprise d'une ferme familiale avec **une forte sensibilité aux problèmes environnements** liés à l'usage de produits phyto comme nous l'avons déjà énoncé lors de la transmission d'une exploitation (paragraphe 1.1.1.2.2).

« Les conversions au bio ? C'est parfois pour des raisons de santé. Il y a un déclic. »⁵¹⁹ ; « Il y a beaucoup de convertis en bio ici. Beaucoup qui ont été motivé par Lactalis. Il y a une prime au bio. Bon, il y a quelques irréductibles non bio. Mais c'est surtout une question d'honneur. Ce que je pense de cette conversion ? C'est mieux que rien. Il y aura moins de glyphosate. En tout cas, tant qu'il n'y aura pas de triche. .../... En 2005, on n'était pas nombreux. Le bio était encore marginal. »⁵²⁰

- **Par la prise de conscience de la dégradation de son sol :**

« J'ai bien vu qu'il y avait moins de vers de terre. Ça ne pouvait pas continuer comme ça. » ; « C'est une question de volonté. Des habitudes à déconstruire. Les sols sont si pollués. Pourtant, ce sont les supports de nos cultures. »⁵²¹ ; « Ce qui

⁵¹² Un jeune agriculteur.

⁵¹³ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁵¹⁴ Apiculteur en bio.

⁵¹⁵ Apiculteur en bio.

⁵¹⁶ CFPPA.

⁵¹⁷ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁵¹⁸ Viticulteur, champagne bio.

⁵¹⁹ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

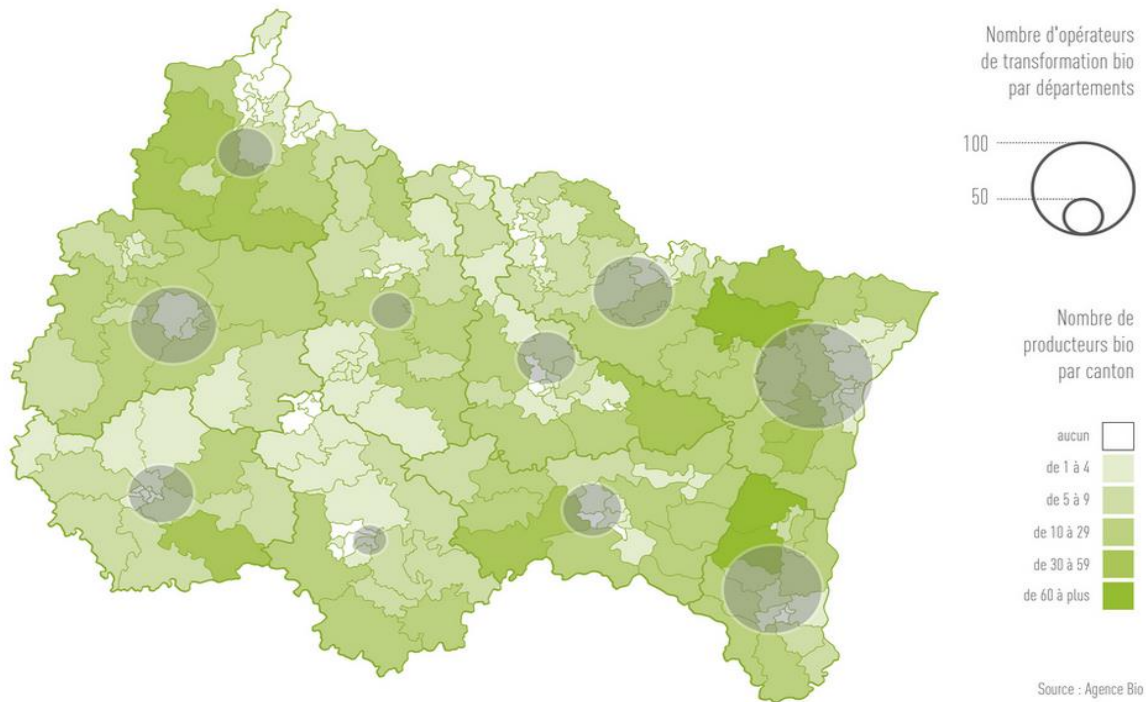
⁵²⁰ Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

⁵²¹ Maraîchère bio, 28 ans.

m'inciterait à passer en bio, c'est la philosophie, le respect de l'environnement et de l'homme. »⁵²² ;

« **Il y a un esprit bio. Je ne traite pas pour moi, mais pour l'environnement. Je n'empoisonne pas mes clients. Si on veut bien manger nous-mêmes, les clients c'est pareil. Regardez les poulets industriels.** »⁵²³

Figure 15 : Le bio dans le Grand Est



Source : Chambre d'agriculture du Grand Est⁵²⁴

Le plan Ambition Bio 2017⁵²⁵ se conjugue avec le plan Ecophyto II. Toutefois, le plan Ambition Bio 2017 a pour objectif explicite de « permettre à l'ensemble de la filière bio de se développer et donner un nouvel élan à ce mode de production qui répond aux grands enjeux de l'agriculture d'aujourd'hui et de demain comme aux attentes des citoyens. .../... Il s'agit de donner un nouvel élan au développement équilibré de toutes les filières de l'agriculture biologique : « du champ à l'assiette », de la production à la consommation, en passant par la transformation et la commercialisation. »⁵²⁶

⁵²² P., agriculteur-éleveur conventionnel en polyculture.

⁵²³ Maraîchère bio, 28 ans.

⁵²⁴ [https://grandest.chambre-agriculture.fr/economie-filieres/developpement-de-filieres-qualite/vin-et-spiritueux/#lightbox\[2853481\]-12](https://grandest.chambre-agriculture.fr/economie-filieres/developpement-de-filieres-qualite/vin-et-spiritueux/#lightbox[2853481]-12).

⁵²⁵ <https://agriculture.gouv.fr/le-programme-ambition-bio-2017>.

⁵²⁶ <https://agriculture.gouv.fr/le-programme-ambition-bio-2017>.

Constat :

Il est cependant important de noter que **les objectifs des plans Ambition Bio 2017 et Ecophyto II sont très fortement complémentaires** puisqu'il s'agit à la fois de structurer un réseau et de diffuser l'information sur les pratiques existantes et les modèles qui fonctionnent.

Sur le terrain, le développement de l'agriculture biologique s'inscrit en opposition à l'agriculture conventionnelle. Ce récit spécifique raconte l'histoire de la non-durabilité d'un système alimentaire issu de la révolution verte et développe une approche alternative, critique de la première. Ce discours est très présent chez les agriculteurs bios. L'approche est même dommageable pour une approche plus globale sur un territoire. Pour certains, le passage à une agriculture biologique semble incontournable en raison de l'essoufflement du modèle conventionnel. Pour d'autres, il existe d'autres voies en-dehors de l'agriculture bio (en haute valeur environnementale, agriculture de conservation, etc.). Dès lors, comment fédérer ? Comment trouver une culture commune pour une trajectoire apaisée sur le territoire ?

« Le plus difficile sera de faire comprendre qu'il faut passer en bio. Sinon on va tous crever. »⁵²⁷ ; « Mais, je trouve ça bien. A un moment, il faudra bien tous y passer. » ; « Il faut être fier de faire du bio. »⁵²⁸ ; « A l'époque, on s'intéressait pas du tout à l'environnement. On ne s'en inquiétait pas. Rien sur la biodiversité. C'était la période du tout chimique. On prenait les bio pour des illuminés. »⁵²⁹ ; « En 1990, il n'y en avait qu'un qui faisait du bio. »⁵³⁰ ; « Ils [agriculteurs conventionnels] passent en bio lorsqu'il y a un problème. Un problème économique ou un problème de santé. Quand ça [le conventionnel] ne marche plus. »⁵³¹ ; « Le passage au bio est difficile. Un paysan est passé au bio. Il a été la risée du département. »⁵³² ;

⁵²⁷ Famille de viticulteurs.

⁵²⁸ Eleveur de chèvres et transformateur en bio.

⁵²⁹ Viticulteur, S.W.

⁵³⁰ Famille de viticulteurs.

⁵³¹ G. Apiculteur bio.

⁵³² Une animatrice de l'ARDEAR.

« Quand on est maraîcher, on peut qu'être bio. C'est incohérent de ne pas être en bio. Personnellement, j'en ai eu conscience quand je suis allé en Suisse. Le bio est plus important. Il est sur des petites surfaces. Les parcelles sont chères alors il y a des cultures qu'on ne fait pas. Pas beaucoup de blé. »⁵³³ ; « La PAC a été un frein au développement du bio. Elle a financé le conventionnel. Alors ils sont investis en conventionnel. Et maintenant, ils n'ont plus la maîtrise de leurs prix. Pour le lait, la viande, les céréales. Tout pareil. »⁵³⁴

Constat :

Les facteurs qui jouent sur l'adoption d'une agriculture biologique ?

- Les motivations :

- Des raisons économiques : réduire ses coûts, retrouver une certaine autonomie, améliorer ses marges,
- Des raisons psychologiques : la prise de conscience de la dégradation de son sol, dans le cadre d'une reconversion professionnelle, une forte sensibilité aux problèmes environnementaux.

- Les freins :

- Le manque de connaissances,
- Les éventuelles pertes de rendement.

1.2.2.1.3 Une autre approche de la nature : quelle place pour l'agroforesterie

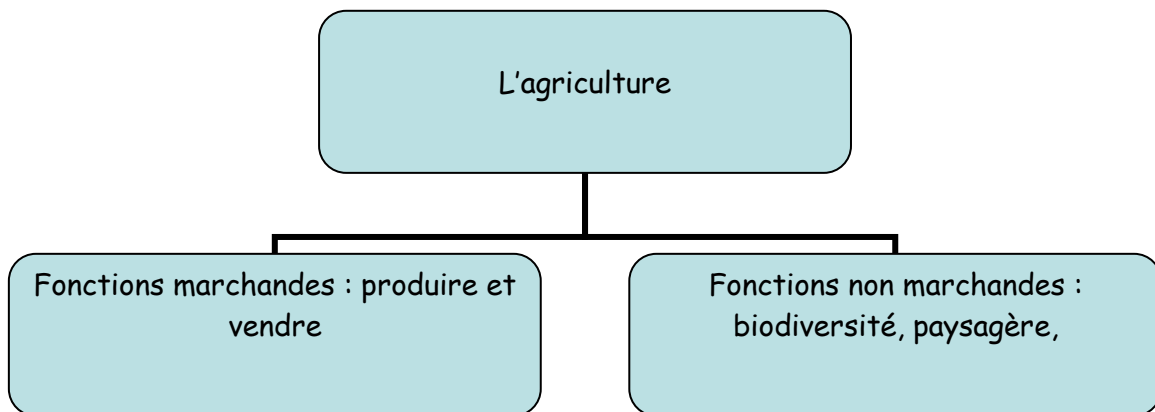
Notre recherche fait apparaître que la question environnementale n'est pas perçue comme un danger (adventices) à combattre ou une crainte à surmonter mais davantage comme un patrimoine à protéger, une ressource à valoriser. Elle est perçue comme une partie intégrante du territoire qui met en avant l'impact paysager de l'agriculture. Or, ces choix en matière de cultures configurent l'espace ; l'agriculture est donc aussi un projet de paysage sur un territoire. Ainsi, dans notre enquête, l'intégration des bandes

⁵³³ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁵³⁴ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

enherbées, de bosquets ou de haies au sein de prairies ou dans les vignobles ne fait pas l'objet d'un rejet ou d'une hostilité. Les craintes portent davantage sur les résultats, parfois difficilement mesurables. La nature est une composante avec laquelle on s'accommode et qui devient un terrain d'expérimentations. Cette résilience, cette propension à s'adapter - contrainte ou choisie - est largement assimilée. En l'espèce, l'objectif de diversité intervient explicitement à travers **l'agroforesterie** et cette idée de réintroduire des haies et/ou des arbres dans les champs pour **recréer des infrastructures écologiques** revient souvent dans nos entretiens : refuge pour la faune, effet positif recherché sur la pollinisation, etc. En ce sens, les enquêtés réaffirment le **caractère multifonctionnel de l'agriculture** puisque non seulement, il s'agit de produire mais aussi de reconnaître les services écosystémiques de l'environnement (définis comme les aménités environnementales). Il faut reconnaître les services non marchands que les agriculteurs fournissent à la société⁵³⁵. Dans un contexte de réchauffement climatique, l'agroforesterie trouve toute sa place (paragraphe 1.2.1.2.3).

Figure 16 : Les deux fonctions de l'agriculture



« **Il faut réensauvager la ferme. Planter des arbres, des haies.** »⁵³⁶ ; « **Il faut mettre des haies. C'est une philosophie. Avec les haies, on a les oiseaux, les abeilles, les insectes.** »⁵³⁷ ; « **C'est aussi mettre la plante à l'abri du vent. Les haies autour des parcelles, c'est plutôt bien. Le maïs ne se couche pas.** »⁵³⁸ ;

⁵³⁵ Agriculteur bio (Bas-Rhin).

⁵³⁶ Un apiculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

⁵³⁷ Maraîchère bio, 28 ans.

⁵³⁸ Un jeune agriculteur.

« *Il faut planter des arbres. Avec les arbres, on peut gérer le climat. C'est de l'ombre pour les bêtes. Avec l'arbre, on a moins besoin d'irriguer. Et avec la taille des arbres, je nourris mes moutons.* »⁵³⁹

« *Mes prés sont plein sud. Cet été, mes vaches n'avaient rien à manger.* »⁵⁴⁰ ;
« *L'avenir, ce n'est pas le maïs. Il faut plus de biodiversité. Réintroduire les arbres. Les arbres attirent l'eau. L'agroforesterie, c'est une solution indiscutable.* »⁵⁴¹ ;

« *Maintenant, je vais plus loin. J'ai décidé de faire pousser des arbres au milieu de mon champ de maïs. L'usage du tracteur se réduit au passage d'une herse pour aérer le sol sans le retourner. .../... Les haies attirent les auxiliaires. Les feuillus enrichissent le sol en mulch, ombragent les cultures en été et remontent les nutriments du sol. .../... J'effectue des rotations avec de la luzerne en particulier, un engrais vert dont les racines profondes aèrent le sol. Je ne les fauche qu'en partie pour qu'elle monte en graine.* »⁵⁴² ;

Cet éleveur de poulet bio réintroduit des haies⁵⁴³ dans son exploitation pour le bien-être de ses bêtes :

« *Il s'agit de créer un parcours pour les poulets. La haie forme une protection contre les prédateurs, le vent ou la chaleur et rassure les volatiles. De plus, ils se nourrissent de baies, de vers de terre. Cette alimentation variée améliore la qualité de la viande. .../... Les haies vont attirer des insectes, des oiseaux, favoriser la biodiversité en somme.* »⁵⁴⁴

Constat :

Toutes ces nouvelles techniques définissent l'agriculture du futur et méritent d'être soutenues dans le cadre d'un plan plus global pour sortir de la simple expérimentation.

⁵³⁹ Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

⁵⁴⁰ Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

⁵⁴¹ Un enseignant d'un lycée agricole.

⁵⁴² Un céréalier bio qui plante des arbres en plein champ de maïs.

⁵⁴³ Au total 2.800 arbres avec l'aide de l'association *Les haies vives d'Alsace*.

⁵⁴⁴ Il élève des poulets.

En l'espèce, c'est aussi diversifier les activités pour réduire sa sensibilité économique et accroître son autonomie : la culture du maïs assure un double débouché (à travers le grain maïs aussi le fourrage) et les couverts d'inter-culture sont valorisés via le bétail. Cette approche multi-performance⁵⁴⁵ est un des aspects de l'agroécologie. Les prairies permanentes, les jachères, les bandes enherbées sont autant d'exemples qui montrent l'action écologique des agriculteurs : ces services non marchands rendus ne sont pas productifs au sens traditionnel du terme. En l'espèce, la fertilité du sol dépend des pratiques culturales : une rotation annuelle avec des légumineuses et des plantes avec des enracinements variés et de l'engrais verts améliore la qualité du sol ; il en est de même avec un épandage de matières organiques ou d'effluents d'élevage. Il en est de même pour les pratiques du bio contrôle en utilisant les services écosystémiques et les synergies entre plantes pour chasser et protéger des nuisibles ou des agresseurs extérieurs. **Ces processus naturels doivent être appuyés.** Pour Franck Sander, président de la FDSEA :

« La mutation de l'agriculture est en cours. Il y a néanmoins un cap à passer jusqu'à ce que de nouvelles méthodes de lutte sans impact sur l'environnement arrivent sur le marché. .../... Changer de modèle nécessite des moyens. Il faut accompagner les agriculteurs qui vont prendre des risques. »⁵⁴⁶

Introduire des haies ou enherber ses vignes et/ou réduire le labour participant à la préservation des prédateurs naturels. Le non-labour facilite le retour du vivant dans le sol (ver de terre, fourmi, etc.). Aussi, nombreux sont les enquêtés qui avouent limiter le travail du sol ou tester les couverts d'inter-culture en semis direct pour favoriser la régulation naturelle de la flore adventice. En effet, la très grande majorité des adventices sont des plantes annuelles qui, pour se reproduire, produisent des graines chaque année ; en tombant à la surface du sol, le semis direct leur permet de germer en surface, ce qui réduit notablement leur germination. C'est dans ce sens que le non travail du sol et le semis direct sous couvert a un effet négatif sur leur reproduction et leur prolifération. **Ce principe de concurrence ou compétition entre les plantes est un des aspects de l'agroécologie : la difficulté est de trouver dans sa parcelle le bon équilibre entre choix variétal, rotation, couvert d'inter-culture et permanent et semis couvert en relais.** Cependant, certains agriculteurs restent sceptiques sur l'efficacité de cette compétition comme mode de régulation de substitution au désherbage chimique. Effectivement, parfois ils restent dans l'expectative quant à ses résultats.

⁵⁴⁵ Citons ainsi le cas du trichogramme, ce micro-insecte, qui permet de lutter contre la pyrale du maïs ; il constitue une alternative fiable et efficace aux traitements chimiques.

⁵⁴⁶ Source : DNA, 30 novembre 2018.

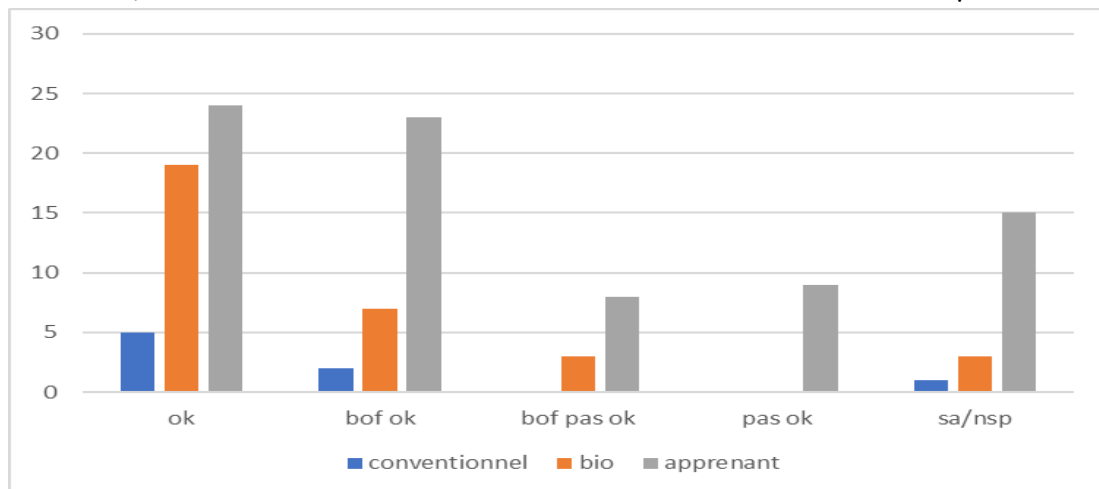
« On ne fait pas tout le temps du semis direct ; on met directement dans la terre des plants. **La rotation de cultures : c'est la clef du bio. Les cultures intermédiaires ? Oui, mais on appelle ça plutôt « cultures en dérobée » ; pas d'associations, car trop difficile à récolter.** »⁵⁴⁷ ; « Oui, je fais des cultures intermédiaires ; les sols sont vivants en période morte. »⁵⁴⁸ ;

« Avec le semis direct et la rotation de cultures, on essaye de faire baisser les charges. De protéger les sols. De réduire son empreinte écologique. »⁵⁴⁹ ;

« **J'ai essayé les couverts. Mais j'ai quand même dû traiter après. Je fais la rotation aussi. Il faut que je réessaie. Ça ne marche pas à tous les coups. Supprimer tous les herbicides d'un coup. On ne peut pas. Il faut garantir des rendements. Moi, je ne sais pas comment les arrêter.** »⁵⁵⁰

« **Je ne peux pas me permettre de loucher une culture. Je peux toujours la donner à mes bêtes. Elle n'est pas tout à fait perdue. Ça m'est arrivé avec une parcelle de blé. J'ai fait du stock pour les vaches. Le semis direct tout seul, ça ne fonctionne pas. Il faut tout repenser en global.** »⁵⁵¹

Figure 17 : Q17, L'introduction de haies ou bandes fleuries ... améliore la qualité des sols



⁵⁴⁷ Louis, Ferme.

⁵⁴⁸ Exploitant bio individuel en plantes aromatiques et médicinales.

⁵⁴⁹ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

⁵⁵⁰ Un éleveur-cultivateur (67).

⁵⁵¹ Un agriculteur bio.

L'adventice est souvent appréhendée comme une source de perte de rendement et/ou de dégradation de la qualité de la récolte. Aujourd'hui, il est envisagé comme une source de biodiversité ou comme un « habitat potentiel pour des habitants » et de nombreuses mesures agro-environnementales promeuvent sa réintégration : les bandes enherbées qui en principe ne reçoivent ni engrais ni traitement chimique. C'est ainsi qu'est née la notion de services écosystémiques. Cette approche suppose d'abandonner la définition de l'adventice comme un compétiteur aux semences. L'agriculteur retrouve ici une fonction paysagère à l'échelle de ses parcelles. **L'agriculture est ici appréhendée dans ses fonctions les plus larges** : certes, l'agriculture a pour objectif de nourrir les hommes, mais elle a également de nouvelles finalités comme la préservation des paysages ou la protection de l'environnement. Certains souligneront d'ailleurs le rôle de l'agriculture dans la vitalité des territoires ruraux avec les difficultés de cohabitation que cela peut poser (paragraphe 1.1.2.2.2).

Constat :

Différentes formes de résilience :

- Une prise de conscience effective sur la nécessité de changer de modèle,
- Une appétence pour l'innovation qui mériterait d'être exploitée pour susciter un engouement en faveur d'un système de production plus durable.
- D'où la nécessité de créer des points de repères adaptables à l'échelle d'une parcelle et d'une exploitation.

1.2.2.2 Les principaux freins

L'idée de rupture par rapport à un mode de production et à des pratiques conventionnelles s'impose clairement. C'est bien d'un changement de paradigme dont il est question pour la majorité des enquêtés. Le changement n'est pourtant pas toujours aussi radical car le « produire autrement » signifie également s'adapter à de nouvelles contraintes, et en particulier aux nouvelles exigences des clients. Dès lors, il s'agit bien de réduire l'usage de produits phyto. De ce fait, il existe des niveaux de graduations dans le degré de changement.

Effectivement, la transition agricole implique de « changer de référentiel » ; cette opinion est assez largement partagée dans notre travail anthropologique qui souligne cependant l'insuffisante formation et diffusion d'expérimentations conformes aux nouveaux enjeux de la transition agricole. C'est aussi en cela que les enquêtés expriment une réelle difficulté à définir la notion de « produire autrement ».

Le « produire autrement » réintroduit de l'incertitude dans le processus de production agricole. Les intrants ont été utilisés pour faire face aux aléas climatiques et assurer à la fois un certain rendement et améliorer les conditions de travail des agriculteurs. Mais cette dépendance des rendements aux produits phyto a transformé le rapport de l'agriculture au sol qui ne devient alors qu'un support pour une production décontextualisée. D'où la grande difficulté à retrouver un « équilibre naturel » tel qu'il est souvent soulevé par les agriculteurs bio. Cette standardisation des solutions ou processus conduit à une dé-contextualisation des savoirs. Cette perte des savoirs traditionnels et/ou agronomiques est souvent évoquée dans l'enquête par des jeunes qui viennent de s'installer au sens où la modernisation agricole - la révolution verte - a en quelque sorte retiré aux agriculteurs le contrôle du savoir : « *il suffit de doser* » ; « *je dois réapprendre l'agronomie* ». C'est ainsi tout l'enjeu des lycées agricoles que d'enseigner à produire autrement en laissant une large place à la définition à donner à ce « produire autrement ».

« Un autre défi, c'est se réapproprier le métier, les savoirs, les techniques, les champs. Ils n'ont plus d'autonomie. Il faut qu'ils arrêtent d'être des exploitants agricoles. Devenir des paysans. Apprendre à observer la biodiversité. »⁵⁵² ; « Les paysans sont dépossédés. ... ils sont devenus des exécutants avant tout. »⁵⁵³

C'est dans ce sens que **la transition vers une agriculture plus soucieuse d'environnement peut faire peur** car elle suppose une situation transitoire - « *Je ne peux pas me lancer comme ça, dans l'inconnu. J'ai besoin d'un salaire.* » - avec des débouchés incertains (« *Si tout le monde fait du bio, les prix vont baisser. Alors avec toutes les contraintes, je ne sais pas si ça vaut le coup.* »). Ils sont à la recherche d'une nouvelle efficacité agronomique qui tienne compte d'une réduction des intrants. Il y a alors un vrai besoin d'informations et d'accompagnement sur sa parcelle et/ou son exploitation.

⁵⁵² Animateur en agroécologie.

⁵⁵³ Une animatrice de l'ARDEAR.

Constat :

Un retour en force de l'agronomie (rotation de cultures, sélection variétale, baisse du labour, agroforesterie, faux-semis et couvert végétal, ...) : un besoin de savoir-faire, d'informations, de démonstrations de pratiques, de partage de connaissances et d'expériences.

Ceci s'explique également par une recherche d'une plus grande autonomie face aux produits phyto afin de réduire sa vulnérabilité économique.

1.2.2.2.1 Point de départ : un consentement à « produire autrement »

Dans notre échantillon, la très grande majorité des agriculteurs semble convaincue que l'avenir de l'agriculture passera par de nouvelles pratiques. Définir le « produire autrement ». Cet ancien slogan du Ministère chargé de l'Agriculture qui appelait, en 2014, à « Enseigner à produire autrement » ne trouve pas toujours un certain écho auprès des agriculteurs ; certains sont même très critiques à l'égard du concept. Les agriculteurs sont plus loquaces lorsqu'il s'agit de définir les pratiques déjà mises en place ou sur les freins ou les facteurs pour les changer.

« Produire autrement, c'est avec moins d'intrants. C'est aller vers le bio. C'est plus d'agronomie. Plus de nature. Dans les vignes, ça marche bien. Pour les grandes cultures, c'est difficile. La MSA a fait un communiqué pour se protéger, réduire l'utilisation des produits. »⁵⁵⁴ ; « Il faut produire moins pour avoir plus de temps pour s'en occuper. Mais il faut que le consommateur accepte d'avoir moins et de payer plus cher. »⁵⁵⁵ ;

« La transition agricole, c'est un projet de société. Il faut une analyse globale du système. L'approche est citoyenne avec un développement local. Produire autrement relève d'une dynamique personnelle. »⁵⁵⁶ ;

⁵⁵⁴ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

⁵⁵⁵ Une maraîchère.

⁵⁵⁶ Une animatrice de l'ARDEAR.

« Comment on peut faire changer les choses ? » ; « Il faut se demander quels sont les facteurs déterminants. Soit j'intensifie pour avoir plus de production, plus de rentabilité et le travail est plus facile. Le nombre d'exploitants diminue. Soit je fais un choix plus respectueux de l'environnement et d'une qualité de vie, et 'laisser le temps au temps'. »⁵⁵⁷ ; « Produire autrement, c'est préserver les ressources naturelles, **avoir une activité moins polluante** qui ne s'en prene plus à la nature. L'enseignement agricole n'est pas vraiment adapté. Il n'y a pas assez de résilience ; les jeunes sont dépourvus de savoir-faire et du mal à se transformer./... Il faudrait une réelle politique agricole commune et alimentaire. **Il faut aussi accepter de produire moins.** »⁵⁵⁸ ;

« **C'est passer du tout chimique au zéro chimique. Avec plus de qualité et moins de rendement.** »⁵⁵⁹ ;

« La nouvelle agriculture, c'est produire avec le moins de produits possibles. Chez moi, toutes mes vignes sont enherbées. Je mets du fumier fermenté pendant 6 mois d'une autre exploitation. Les vins sont plus fruités ; ils prennent le caractère du cépage. »⁵⁶⁰ ; « Je ne sais pas ce que ça veut dire » ; « Je fais des efforts » ; « Pour moi, produire autrement, c'est privilégier la qualité et pas la quantité » ;

« Ça me fait peur tout ça. On change de dénomination mais rien ne change. Produire autrement ? On met agroécologie, comme on a mis agriculture raisonnée. On garde les mêmes principes. C'est juste un effet d'annonce médiatique. Les agriculteurs disent agriculture raisonnée, ils mettent moins de phyto. Je ne pas convaincu qu'il y ait un vrai changement. »⁵⁶¹ ;

« **Je ne crois pas que la transition agricole puisse concerner tout le monde. Plutôt limitée aux petites et moyennes structures. Pour le marché local et national. Les céréales s'échangent sur des marchés mondiaux. Mais les gros pourraient essayer. Exporter du bio ? Pourquoi pas. Mais pas trop loin.** »⁵⁶² ;

« C'est aller vers une agriculture à taille humaine respectant l'environnement, le social. »⁵⁶³ ; « La transition agricole ? Je ne sais pas ce que c'est. Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'il n'y a plus d'agriculteurs après ? Encore une politique qui parle dans le vent. Pas la peine de répondre. »⁵⁶⁴ ;

⁵⁵⁷ CFPPA.

⁵⁵⁸ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁵⁵⁹ CFPPA.

⁵⁶⁰ Un vigneron.

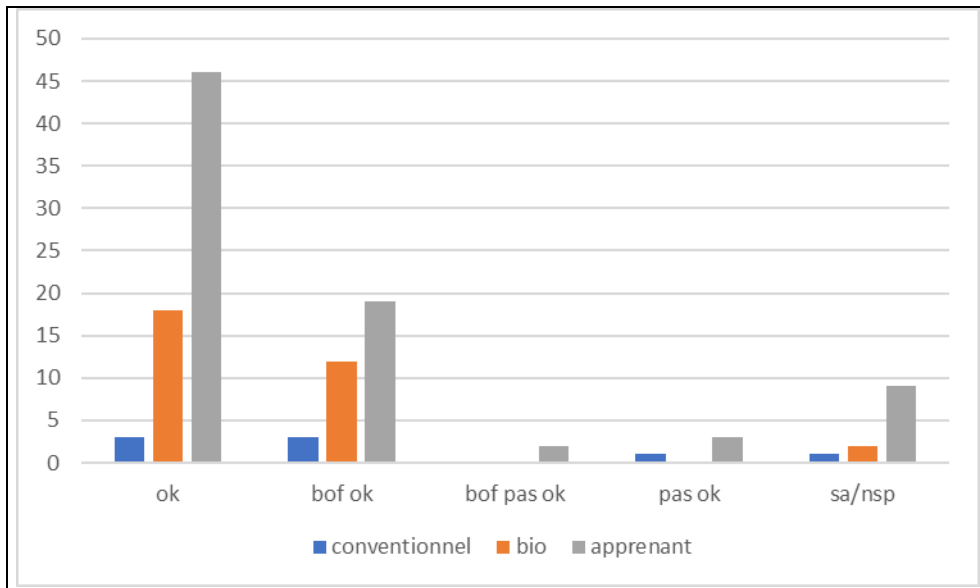
⁵⁶¹ animateur en agroécologie.

⁵⁶² B. Nancy.

⁵⁶³ Agriculteur en reconversion, Multifermé.

⁵⁶⁴ Famille de viticulteurs.

Figure 18 : Q13, L'avenir de l'agriculture passe par de nouvelles pratiques



« Moi, je ne mets rien sur les plantations, mais dans les cuves. Il y a un problème de pourri sinon. »⁵⁶⁵ ; « **Il faut une révolution dans les têtes. Mais la prise de conscience est déjà là. Il faut aussi une politique agricole qui défende une agriculture à taille humaine. Elle doit arrêter les primes à l'agrandissement.** » ; « **Il faut s'inscrire dans une démarche de progrès et développer un modèle alternatif pérenne.** »⁵⁶⁶ ; « **Le label Haute Qualité Environnementale peut aider dans la transition.** » ; « **Il faut un changement de logiciel.** »⁵⁶⁷

« Je pense qu'il ne faudrait pas dire 'Agricultures. Produisons autrement'. Mais 'Agriculteurs. Produisons autrement' ! Ça veut dire qu'il y avait une mauvaise façon de produire et qu'il faut changer. Ça me plaît moyennement. En 2005, il y avait un débat sur les 'jardiniers du paysage'. Il fallait **gérer l'espace, les paysages. Mais alors, il n'y a pas de production.** D'accord, c'est important pour moi les paysages. L'agroécologie, ça me parle vraiment. Par rapport au bio, il y a une nuance : comprendre et travailler avec le vivant. C'est ne pas **imposer nos manières de travailler, nos manières agricoles au monde vivant.** La permaculture, c'est une tendance, un business qui se greffe autour de ça. Il faut du savoir-faire technique. »⁵⁶⁸ ;

⁵⁶⁵ Un vigneron.

⁵⁶⁶ OBAPA.

⁵⁶⁷ OBAPA.

⁵⁶⁸ Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

« Ce qui est important, c'est la saisonnalité et la proximité. Moins de pesticides et d'engrais. Rechercher la qualité. »⁵⁶⁹ ; « Produire autrement, c'est limiter les effets négatifs sur le sol. C'est penser à l'environnement. C'est penser à la qualité de l'eau. C'est mieux comprendre comment fonctionne le sol. Produire autrement, c'est ne pas détruire la terre pour la transmettre aux générations d'après. » ;

La transition est explicitement perçue comme une nécessité, mais **une nécessité qui s'accompagne d'une autre façon de penser le modèle agricole** plus proche de la nature, qui se concentre sur des principes agronomiques (paragraphe 1.2.1.2.2). Toutefois, elle se réfère à des modèles et des innovations assez disparates (annexe 4).

Figure 19 : Evolution des modes de production agricole

Type d'agriculture	Méthode de production	Usage d'intrants chimiques
Conventionnelle	Classique	Massif
Raisonnée	Diminution de l'utilisation d'intrants	Limitation volontaire des fréquences de traitement
Intégrée	Intégration de pratiques écologiques	Limitation volontaire et adoption de techniques alternatives (lutte biologique)
De conservation	Intégration de pratiques écologiques	Possibilité d'usages mais avec des doses limitées
Biologique	Intégration de pratiques écologiques	Interdiction
Biodynamique	Profonde compréhension des lois du vivant et de la nature	Introduction de concepts naturels
Agroécologie Ecologiquement intensive	Amplification des fonctions écologiques des écosystèmes	Introduction de concepts naturels
A haute valeur environnementale ⁵⁷⁰ (HVE)	Niveau le plus élevé de la certification environnementale	Introduction de concepts naturels

⁵⁶⁹ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁵⁷⁰ <https://agriculture.gouv.fr/certification-environnementale-mode-demploi-pour-les-exploitations>.

« Quelle est la valeur que l'on donne à ce qu'on mange ? »⁵⁷¹ ; « L'objectif est de produire dans le respect de l'environnement. »⁵⁷² ; « La transition, ça a mis longtemps. Il faut changer de rythme. Être plus serein. C'est comme pédaler en vélo. Si on pédale trop vite, on tombe. C'est pareil dans les salons : dans les pro-conventionnels, ils sont tous fatigués. Aux salons bio, on est revivifié. C'est plein d'énergies. »⁵⁷³ ; « Produire autrement, c'est ne pas avoir une terre à nue, mettre un couvert même en hiver. » ; « Dans le bio. **Il faut moins stresser les plantes. Il faut faire les choses à la bonne date.** »⁵⁷⁴ ; « Produire autrement, c'est produire sans pesticides, sans chimique. Pour sauver le sol, apporter du vivant. Mettre du fumier, travailler ses sols pour qu'ils soient vivants. »⁵⁷⁵ ;

« On a une définition du ministère. Ce n'est pas franchement révolutionnaire. Mais le ministère a besoin de vocabulaire. **Ce n'est pas une recette qui s'applique.** »⁵⁷⁶ ; « Il faudrait changer le système. C'est l'occasion de faire quelque chose, de **faire autre chose.** »⁵⁷⁷

La nécessité de changer de pratiques agricoles est inscrite dans les faits depuis le développement d'une législation européenne favorable à une réduction progressive de l'usage de produits phyto via des normes de contamination, des formalités d'autorisation et des obligations concernant l'état écologique des eaux et des milieux naturels. L'idée d'évoluer vers des pratiques agricoles plus durables est d'ailleurs soutenue par un certain nombre d'aides financières et de subventions et/ou de mesures agro-environnementales (MAE). **Il existe donc un contexte propice qui préconise et encourage la réduction d'intrants.** La question posée dans le cadre de cette enquête est de savoir dans quelle mesure cette évolution est prise en compte par le terrain et comment elle s'approprie la notion de durabilité. Cette enquête révèle aussi **les retours d'expérience** de certains qui ont tenté de nouvelles expérimentations, leurs freins et leurs réussites.

⁵⁷¹ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁵⁷² Formatrice au lycée agricole.

⁵⁷³ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁵⁷⁴ Formatrice au lycée agricole.

⁵⁷⁵ Maraîchère bio, 28 ans.

⁵⁷⁶ Un enseignant d'un lycée agricole.

⁵⁷⁷ Un enseignant d'un lycée agricole.

Focus : la Ferme du vieux poirier

« *On est des nouveaux paysans. On n'a pas d'autres choix que de revenir aux sources. Notre micro ferme est centrée sur l'élevage (bio évidemment) de cochons et de volailles. Faire de la vente directe, de la permaculture, du circulaire. Prendre la nature comme modèle. .../... C'est dur quand on est confronté à la réalité, et en particulier aux normes. .../... On a fait un tableau avec les pour et les contre. .../... On a abandonné la partie volailles car la cohabitation avec les cochons était **trop complexe à gérer d'un point de vue réglementaire**. Le magasin pour la vente directe a fermé en août 2018 : il était **difficile** cette fois de dissocier la zone commerciale et la zone d'élevage. Dans le même temps, mon mari a arrêté la transformation de la viande : le labo de la ferme n'est pas aux normes européennes et il s'est révélé plus pertinent de sous-traiter à des professionnels. De façon générale, l'expérience du Vieux-Poirier montre que **si la transition envahit les discours de ceux qui nous dirigent, elle a du mal à se traduire positivement dans les politiques menées**. Aujourd'hui, on a 120 cochons et des fruits dans notre verger. .../... Si c'était à refaire ? Nous le referions sans hésiter ! Mais évidemment, avec le recul, nous nous y prendrions autrement. .../... **On a appris la patience et on a gardé la foi.** »⁵⁷⁸*

Les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics ont également pour principal objectif de développer une agriculture agroécologique de proximité au sens d'une réduction du risque environnemental. Autrement dit, pour les agriculteurs enquêtés, la notion de transition agricole fait référence à l'idée de produire autrement mais sans forcément signifier se convertir au bio. Très rapidement, c'est donc à la question du « produire autrement » que les enquêtés répondent : la réponse englobe à la fois les pratiques mises en œuvre que les circuits de distribution. En somme, **il s'agit de produire différemment par rapport au passé.**

Constat :

La transition agricole est perçue comme une réintégration des savoirs agronomiques, des processus naturels dans les pratiques à mettre en œuvre.

⁵⁷⁸ Lauriane et Charles Durant, Chopperten (Bas-Rhin) ont participé à la table-ronde. Pour davantage d'informations : <https://www.ferme-vieux-poirier.fr/>. Ils sont également les auteurs d'un livre : *La micro ferme écologique. Une agriculture circulaire où tout est valorisé grâce à la permaculture.*, Ed. Terran.

Toutefois, ils sont assez peu nombreux à rejeter les préoccupations environnementales ou à penser que les questions environnementales sont exagérées ou, au contraire, que la situation est inquiétante. Cette acceptation tacite de la nécessité de modifier leurs pratiques de sorte à les concilier avec des mesures de santé environnementale est un élément important dans la transition agricole. Elle signifie surtout que **la transformation des pratiques n'est pas refusée et que les enquêtés se projettent assez facilement dans un autre scénario**. Il est important de s'appuyer sur ce consentement implicite à la transformation des pratiques pour promouvoir une transition.

C'est dans ce contexte de multifonctionnalité de l'agriculture⁵⁷⁹ que nous découvrons très vite que la question de la transition agricole ne se résume pas à une vision binaire qui oppose l'agriculture conventionnelle à une agriculture biologique. La notion est plus complexe et se réfère à des normes environnementales, à des règles, à des pratiques ou à un cahier des charges. En définitive, s'orienter vers la transition se décline à travers **une agriculture environnementale perçue à la fois comme un changement technique, cognitif et structurel**. Différentes réponses doivent être interprétées comme une volonté de réintroduire des valeurs dans leur rapport à la nature et au vivant, non pas qu'elles étaient absentes ou négligées mais plutôt pour réaffirmer leur ancrage territorial. Les mesures en faveur de l'environnement occupent une place importante dans le processus de production.

Les démarches administratives posent parfois quelques réticences du fait de leur lourdeur mais l'idée que l'activité soit régulée par les pouvoirs publics ne semble pas contestée. Au contraire, ils sont parfois en attente d'un plus grand soutien lorsqu'il s'agit des débouchés et du rôle des collectivités locales dans la dynamique territoriale. Cette convergence sur l'idée qu'il faille produire mieux est largement partagée. Elle repose d'ailleurs sur un modèle qui consomme moins d'intrants pour gagner à la fois en autonomie et pour être davantage en adéquation avec les attentes des consommateurs.

« La transition agricole ? Pas entendu. Moi, je préfère une transition agroécologique. Pousser au max la nature sans l'impacter. C'est de l'écologie intensive. On continue à produire autant sans apporter des intrants extérieurs. Moi, je n'y crois pas. Ça va être compliqué. On ne réussira pas à maintenir un niveau de production. »⁵⁸⁰ ;

« Produire autrement, c'est produire différemment que dans le passé. Réfléchir davantage à l'impact de l'agriculture conventionnelle. Pour le bio : il faut que ça ait

⁵⁷⁹ Ce concept apparaît en 1992 au sommet de Rio.

⁵⁸⁰ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

*un sens pour les personnes. **Aller vers une agriculture plus écologique. Je crois que c'est un monde que je ne connais pas encore. Un monde qui sera avec ou sans intrants chimiques ?** »⁵⁸¹ ; « **C'est une agriculture en harmonie avec la nature et son fonctionnement.** »⁵⁸² ; « **Il faut produire plus écologique. Produire en respectant davantage l'environnement dans son ensemble. Planter des haies dans les parcelles, arrêter d'avoir des élevages intensifs.** »⁵⁸³ ;*

En définitive, produire autrement, c'est aussi un autre rapport au temps et à la nature (paragraphe 1.2.2.1.3). C'est pourquoi, la définition de bonnes pratiques se réfère à un type de culture, au degré de diversification potentielle mais réalisable et aux disponibilités du facteur travail sur l'exploitation. Il suffit de prendre l'exemple d'une prairie dont la production dépend de son utilisation et s'étale sur plusieurs saisons : foin, ensilage, pâture. Sa valorisation dépend naturellement de sa qualité (donc des aléas climatiques) mais aussi directement de la taille des troupeaux, de leurs besoins en fonction de la période. S'agissant, par exemple d'une exploitation développant des vaches allaitantes, faut-il s'agrandir en accroissant les superficies sans modification de la productivité du troupeau (extensification via une hausse des surfaces à effectif constant) ou s'agrandir en intensifiant le travail et le capital (augmentation de la production laitière via une occupation maximale de l'espace) ? Est-il plus opportun de libérer des terres pour les réorienter vers une production de viande ou cultiver des ressources fourragères et réduire les achats d'aliments pour le bétail ? Toutes ces techniques reposent sur un haut degré de technicité de l'agriculteur.

Constat :

Une remise en cause d'un mode de production constitue un frein au changement important. Le manque de formation, d'informations, représente alors une forte barrière à l'entrée dans la transition agricole. De nombreux agriculteurs nous ont fait part de ce besoin d'informations, parfois en insistant sur l'absence d'enseignements dès le lycée agricole.

⁵⁸¹ Louis, Ferme.

⁵⁸² Exploitant bio individuel en plantes aromatiques et médicinales.

⁵⁸³ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

1.2.2.2.2 Les principaux freins pour le passage à une agriculture biologique

Les principaux freins sont principalement psychologiques du fait d'une absence d'accompagnement et de connaissances sur l'opportunité d'un passage à un système plus respectueux de l'environnement. Cependant, **il ne s'agit pas d'un rejet d'un changement de pratiques** même si, explicitement, il demeure un décalage entre le fait de réduire l'usage de produits phyto, de changer ses pratiques culturales et de passer à une agriculture bio.

« Faire du bio ? Il faudrait se convertir. Il y a une forte demande. On est déjà en bio mais je n'ai pas le logo. Je remplis le cahier des charges. Mes fraises sont binées à la main. Elles sont bio. Mais pas les pommes de terre. Il y a en a trop. Je n'ai pas la main-d'œuvre pour m'aider. C'est beaucoup trop de travail et je ne suis pas sûre que le consommateur serait prêt à payer plus cher. »⁵⁸⁴ ; « Je ne suis pas convaincu par le bio. Tout le monde doit le faire sinon il y a des risques de transfert. Sinon ce n'est pas cohérent. »⁵⁸⁵ ;

« Je ne connais personne en bio. En Auvergne, j'ai un copain. C'est l'agriculture de demain. On va aller vers ça. Mais il faut se remettre en question. Les phytos, on en a encore besoin. »⁵⁸⁶

« Le bio, ce n'est pas pour les grandes cultures. Pour les vignes ou les asperges, oui. Il faut beaucoup de main-d'œuvre. Prendre la pioche et désherber à la main. Je peux plus ça. »⁵⁸⁷ ; « Avec le bio, j'ai subi des attaques personnelles. J'en avais ras le bol de parler des pesticides ; il y a des crispations corporatistes. Mais, ça a changé depuis 2 ans. Avant, on était sifflé. Maintenant, il y a une écoute attentive. On m'a demandé : 'Il faut que je change quoi ?' A la Chambre d'agriculture, il y a même une plateforme bio. La pression collective est tout de même là. »⁵⁸⁸ ;

« Quand je suis passé au bio il y a 12 ans, personne ne croyait en moi. Je suis fier de moi. Il faut trouver des trucs et astuces du temps de jadis. Chercher dans les livres anciens. Avoir de la littérature en bio. Mon père et mon frère sont anti bio. »⁵⁸⁹ . « Les agriculteurs n'ont pas de formation. Il n'y a pas de formation au

⁵⁸⁴ Une maraîchère.

⁵⁸⁵ Un vigneron.

⁵⁸⁶ Un jeune agriculteur.

⁵⁸⁷ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

⁵⁸⁸ Transformateur de lait bio. Conversion en 1983.

⁵⁸⁹ Agriculteur en reconversion, Multi ferme.

lycée. Ils ont peur de ne pas être compétents. Du quand dira-t-on aussi. »⁵⁹⁰ ;
« Passer au bio, c'est comme un saut dans le vide. .../... C'est le passage en bio qui est difficile. »⁵⁹¹ ;

« La Haute-Marne est assez pauvre. Il faudrait qu'elle passe au bio. »⁵⁹² ; « Je connais un éleveur qui s'est mis au lait bio. Pendant 3 ans, il avait le prix conventionnel. Le bio, c'est rentable mais dans les circuits courts. C'est la guerre des prix. Ça craint. Il faut être raisonnable au niveau des prix. »⁵⁹³ ;

« Le secteur bio se trouve confronté à des soucis récurrents au niveau des financements publics. On a trois ans de retard pour le versement des aides à la conversion. Pour des jeunes qui se sont installés et ont investi dans un bâtiment d'élevage, cela peut représenter jusqu'à 30.000 à 40.000 euros qui manquent. Aujourd'hui, l'Etat est en train de régler les montants de 2016. »⁵⁹⁴ ; « On veut faire du bio, très bien, mais que l'Etat joue le jeu et respecte les règles. »⁵⁹⁵. Cet éleveur de poulets bio a porté plainte contre l'Etat car il n'a perçu que 75% des aides en 2016, 50% en 2017 et 0% en 2018 soit un total d'environ 50.000 euros. » ;

« J'ai repris la ferme familiale au début des années 80. Aujourd'hui, je travaille avec mon épouse, ma fille et mon gendre. **La base de la rentabilité pour pouvoir basculer en bio, c'est de ne rien avoir à acheter à l'extérieur.** Et pour ça, il faut produire son propre fourrage - et un fourrage de qualité, riche en protéines. **Ça signifie beaucoup de travail en amont, pour que les plantes ne soient pas malades.** Avant, avec la chimie, c'était deux pulvérisations et hop, c'était réglé.... Mais ça coûte. Sans toutes ces aides, je n'aurai pas pu construire. »⁵⁹⁶

« Des techniques bio sans conscience alors rien ne change. Le souffre, le cuivre et la bouillie bordelaise, en bio il faut aussi contrôler. La biodynamie, c'est un chemin. Il faut accepter de pas tout comprendre. »⁵⁹⁷ ; « Le réseau communique sur la réduction des phyto. C'est toujours positif. »⁵⁹⁸ ;

⁵⁹⁰ Agriculteur en reconversion, Multi ferme.

⁵⁹¹ Animateur en agroécologie.

⁵⁹² Une animatrice de l'ARDEAR.

⁵⁹³ Maraîchère bio, 28 ans.

⁵⁹⁴ OBAPA.

⁵⁹⁵ Il élève des poulets.

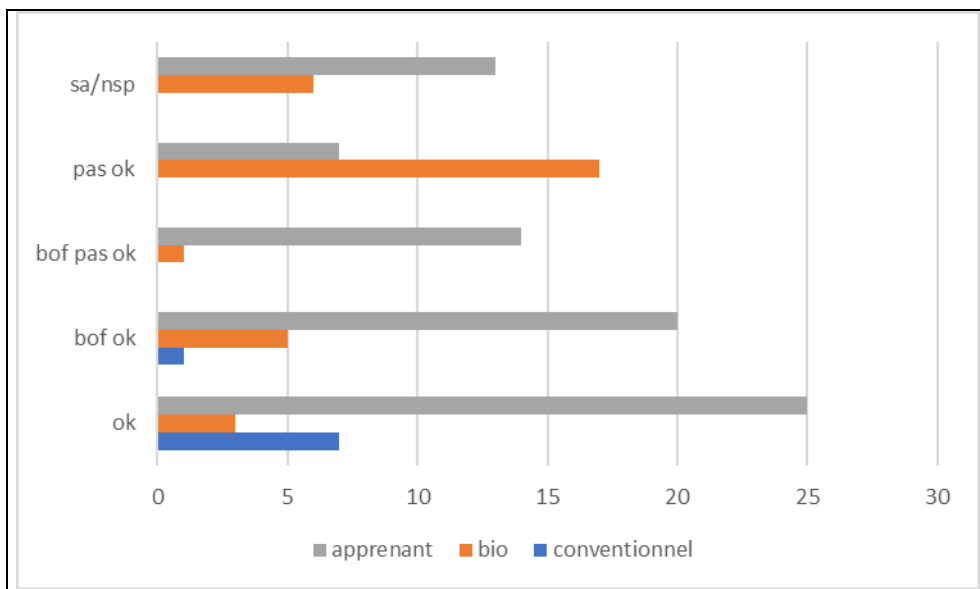
⁵⁹⁶ La ferme de la petite prairie. Pour construire son séchoir à foin, il a bénéficié 80.000 euros et 70.000 euros respectivement du FEADER européen et de l'Agence de l'eau.

⁵⁹⁷ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁵⁹⁸ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

« Passer au bio ? Il y a **beaucoup d'inquiétudes** sur nos exploitations. Il y a **moins d'aides à la conversion**. Et puis, le bio, c'est **plus compliqué**. Les consommateurs disent qu'ils veulent mieux manger. Mais à quelle condition ? Le potentiel ne me paraît pas énorme. »⁵⁹⁹ ; « **Le vrai problème en bio, aujourd'hui, c'est d'être productif**. Mais attention, certaines pratiques du bio sont aussi désastreuses pour la nature. »⁶⁰⁰ ; « **Les agriculteurs ont peur de ne pas produire**. Et puis, il y a de moins en moins d'aides depuis qu'il y a la grande région. Maintenant, à la Région, on dit : 'le consommateur n'a qu'à payer'. »⁶⁰¹ ; « **En bio, la production baissera**. Mais le vrai problème est dans les têtes. C'est quand on a l'habitude d'un système, c'est difficile d'en changer. **C'est une remise en question**. Une façon de faire. Une fois qu'elle est critiquée, remise en cause, on peut changer. »⁶⁰² ;

Figure 20 : Q18, L'agriculture biologique ne suffit pas pour nourrir la planète



« Moi je me suis converti en bio en 2005. Mais c'est grâce à un collègue qui a commencé en bio. J'ai des collègues en conversion engagée. Ça prend du temps. Certains pensent que les méthodes conventionnelles sont vouées à l'échec. Ce sont des conversions éthiques. Est-ce qu'économiquement c'est plus intéressant ? Non. Au détail, c'est le même prix. Mais attention au bio venu d'ailleurs : dans le cahier des charges, on peut rajouter du sucre bio. C'est plus du vrai miel. Même chez nous, le sucre bio peut venir d'ailleurs. »⁶⁰³

⁵⁹⁹ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

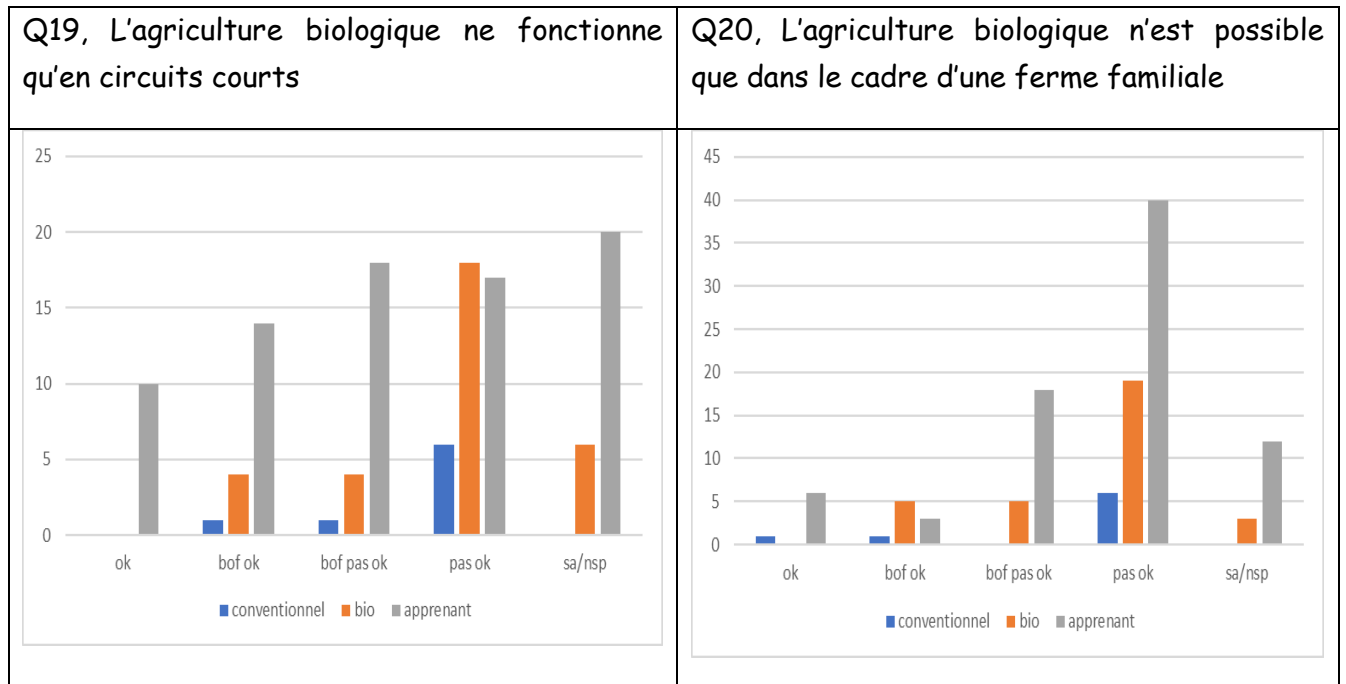
⁶⁰⁰ Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

⁶⁰¹ Maraîchère bio, 28 ans.

⁶⁰² Apiculteur en bio.

⁶⁰³ Apiculteur en bio.

Figure 21 : L'agriculture biologique en circuits courts ou dans le cadre d'une ferme familiale



Il est important de **dépasser ce clivage et cette stigmatisation politiquement connotée** en proposant un accompagnement qui réconcilie les deux approches sous le volet agroécologique. **La conversion est une prise de risque** en termes de rendement et de rentabilité de l'exploitation qu'il convient d'accompagner d'un outil de diagnostic.

« Avant, on nous regardait bizarre. Nous les bio. Il y a 15-20 ans. Dans les années 2000. C'est ma mère. La crise de la quarantaine, je crois. C'était plus difficile pour mon père. Ça ne l'intéressait pas avant. »⁶⁰⁴ ; « Je crois que politiquement, ils n'arrivent pas à faire du bio. »⁶⁰⁵ ;

« En bio, on manque de personnel compétent. Il faudrait deux personnes à temps plein. »⁶⁰⁶ ; « Ceux qui le font pour l'argent, ne le feront pas longtemps. Il faut de la conviction. Moi, c'est grâce à ma mère. »⁶⁰⁷ ;

« Quand on passe en bio, il y a plus de vie. Les vignes se comportent autrement. Elles sont vivantes. »⁶⁰⁸ ;

⁶⁰⁴ Viticulteur, champagne bio.

⁶⁰⁵ Viticulteur, champagne bio.

⁶⁰⁶ Viticulteur, champagne bio.

⁶⁰⁷ Viticulteur, champagne bio.

⁶⁰⁸ Viticulteur, champagne bio.

« Des freins ? Oui, il y en a. Les contrôles administratifs. Trop rudes et trop de contrôles. Avec Ecocert, c'est très dur. Il n'y a pas de convenance. Ils sont psychorigides. »⁶⁰⁹ ;

« Parfois c'est difficile pour un jeune de tout changer. Parfois le processus est naturel mais il est aussi parfois conflictuel. Il peut s'entendre dire : 'ce que j'ai semé, tu l'as changé'. Il faut faire face à un 'je ne crois pas au bio'. Ici, c'est de la croyance. Mais le bio, ce n'est pas de la croyance ; c'est technique, scientifique. Pour la biodynamie, oui, peut-être. Ça questionne. »⁶¹⁰

« La première année ne m'a pas rapporté grand-chose. .../... Les années durant lesquelles nous avons moins traité et arrêté l'extensif sans être en bio ont été difficiles. .../... De toute façon, mes deux enfants qui veulent reprendre l'exploitation m'ont prévenu : nous ferons du bio. »⁶¹¹

1.2.2.2.3 Une crainte principale : le manque d'informations face à une perte de rendement

Ce qui frappe, c'est ce besoin de partage d'expériences et de renouvellement des approches au sein des organismes d'accompagnement ou/et de formation qui est explicitement évoqué dans notre enquête. Pour le moyen terme, en termes de prospectives, il importe d'intégrer cette requête dans notre plan d'action Pass'Transition. Il n'est pas anodin que la référence aux savoirs agronomiques ait été récurrente dans l'enquête (paragraphe 1.2.1.2.2). Il y a là sans doute un élément dans l'explication des réticences à changer de modèle. Les agriculteurs enquêtés soulignent essentiellement la crainte de perte de rendement et l'absence d'appuis. C'est pourquoi, il nous apparaît important de revenir sur cet aspect en proposant diverses actions dans notre Pass'Transition pour lever ce type de freins.

« Mais, ça prend plus de temps. Il faut travailler le sol. Deux fois plus. Et il y a une baisse du rendement. La conversion en bio est difficile. C'est une phase difficile à passer. Pour la vigne, il faut 10 ans pour maîtriser le bio. »⁶¹² ; « Il faut montrer que ça marche. »⁶¹³

⁶⁰⁹ Viticulteur, champagne bio.

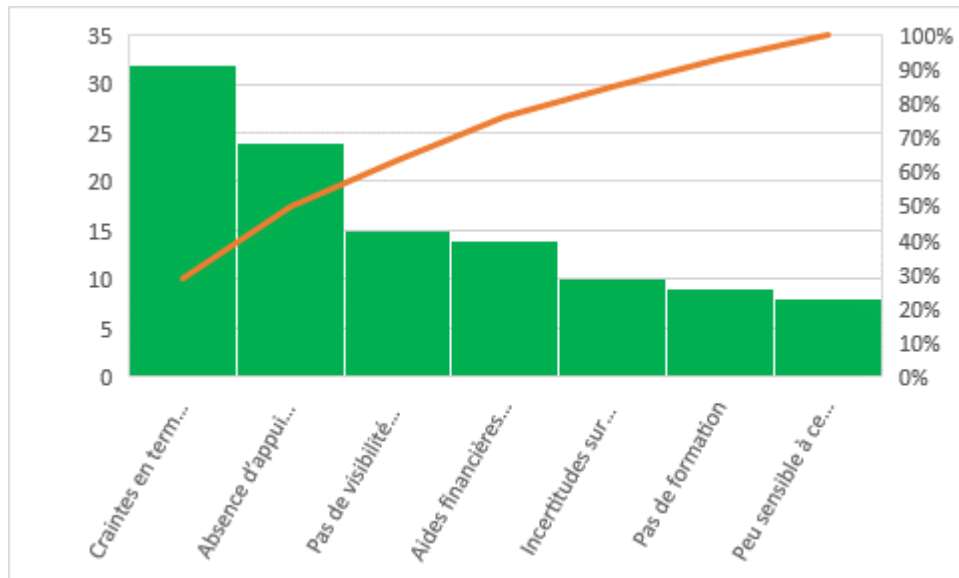
⁶¹⁰ Un enseignant d'un lycée agricole.

⁶¹¹ Un exploitant converti au bio en 2013.

⁶¹² Formatrice au lycée agricole.

⁶¹³ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

Figure 22 : Les principaux freins au développement de l'agriculture biologique



Les principales craintes portent :

- **Sur le manque de connaissances** quant à la mise en place de nouvelles pratiques culturales et sur les nouveaux outils à acheter, sur la nécessité de travailler davantage.

« Il faut plus de connaissances en agronomie. » ; « Il faut prendre du temps pour aller dans le champ. Observer ce qui se passe. Je réapprends le cycle naturel des adventices. » ;

- **Sur les éventuelles pertes de rendement :**

« C'est une grosse prise de risque. Moi, je ne sais pas combien de temps il faut. Et si ça ne marche pas ? Si je ne trouve pas l'équilibre ? J'ai une famille à nourrir. Si je n'ai pas les rendements ? Et cette année, avec la météo en plus ».

« Des conversions au bio, on en a environ 15 chaque année. On organise des journées techniques avec des démonstrations. Il y avait environ 90 personnes la semaine dernière. On les accompagne sur le plan technique et économique. Et aussi une fois installés. On les aide à construire leur projet en bio. »⁶¹⁴

*« Les objectifs d'Ecophyto ne sont pas atteints. **Les techniques de semis direct augmentent les quantités de produits phyto.** »⁶¹⁵ ; « Ecophyto ? C'est réduire de 50%. Mais c'est de la théorie. Qu'est-ce qu'on fait si ce n'est pas efficace ? Et*

⁶¹⁴ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

⁶¹⁵ P., agriculteur-éleveur conventionnel en polyculture.

*s'il faut repasser deux fois, c'est inutile. On ne gagne rien. Il faut voir si on peut se passer. »⁶¹⁶ ; « J'en utilisais beaucoup avant. **On n'a pas assez de recul.** On manque de sérénité. »⁶¹⁷ ; « Il faut des traitements préventifs. Des traitements curatifs. Ça dépend. Sinon il y a des pertes. Mon voisin il avait la moitié des récoltes en moins. Parfois, pour avoir des raisins sains en bio, on laisse 1/3 des raisins. »⁶¹⁸ ; « L'ambition est trop importante dès le départ. Il y a **un manque de retours pratiques.** Mais c'est une bonne chose. »⁶¹⁹ ;*

« Il faut montrer des itinéraires techniques. Il faut être hyper adaptable. Ce n'est pas partout pareil. Il faut apprendre son terroir. Et adapter. C'est un travail collectif. La Chambre d'agriculture peut aider. Il y a une perte de rendement sur certaines cultures. Ça, c'est sûr. Mais, on révisé les prix de vente. C'est le passage en bio qui est difficile. »⁶²⁰ ;

« C'est une transformation du mode de fonctionnement. Elle est lente. Mais à un moment, il faut savoir dire non. Affirmer des spécificités. Et être fier. »⁶²¹

*« Quand j'ai repris la ferme de mes parents, j'ai fait du maraîchage en bio. Il a fallu trois ans pour être certifié. **Les premières années, c'est très dur. On a vidé toutes nos économies pour se reconvertir.** Depuis que je travaille le bio, je ne me verse pas de salaire pour 70 à 100 heures de travail par semaine. Ma femme a un salaire à mi-temps. Pour mes légumes, je ne vends qu'en ventes directes par plusieurs circuits courts. **Je veux produire de la qualité et pas de l'industriel.** »⁶²² ; « Est-ce que les jeunes sont sensibles ? Je ne sais pas. De plus en plus. **C'est plus compliqué à enseigner. On n'a pas une solution optimale mais plusieurs possibilités. On enseigne l'incertitude. Travailler avec le vivant, c'est plus difficile qu'avec la synthèse.** »⁶²³*

« Le bio, c'est compliqué. Il faut maîtriser. »⁶²⁴ ; « Il faut accepter une baisse de production. Mais le prix est plus élevé. Le problème, c'est la transition. Pendant les 3 ans, la production n'est pas encore valorisée en bio. »⁶²⁵ ;

⁶¹⁶ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

⁶¹⁷ Famille de viticulteurs.

⁶¹⁸ Famille de viticulteurs.

⁶¹⁹ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

⁶²⁰ Animateur en agroécologie.

⁶²¹ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁶²² Deux agriculteurs, une exploitation bio.

⁶²³ Un enseignant d'un lycée agricole.

⁶²⁴ CFPPA.

⁶²⁵ Une animatrice de l'ARDEAR.

« **Trouver des leviers** : être directement concerné. Les freins : ils sont avant tout économiques. Il y a une prise de risque. **On ne gagne pas bien sa vie**. Le marché bio va s'effondrer. Il y a **des inquiétudes** car les grandes surfaces vendent du bio pas cher. Et après, tous les agriculteurs ne peuvent pas faire du bio. Le bio fait appel à **une vraie technicité**. Il faut **être capable d'apprendre**. Ce n'est pas donné à tout le monde. **Ce qui va nous aider, c'est la nouvelle génération**. Ils sont plus ouverts. Il ne faut pas être des ayatollahs du bio. Il faut être ouvert. » ;

« La conversion, elle est d'abord économique. On a 40 cents de plus par litre pour le lait de chèvre. En bio, c'est vrai, **la production diminue**. Mais il y a une différence de prix. Ici, on est un canton privilégié. Pour les jeunes, c'est bien. C'est une belle opportunité. »⁶²⁶

« A l'OPABA, on se retrouve une fois par an. Avec les autres apiculteurs bio. Le technicien responsable de l'apiculteur organise un voyage chaque année. Il s'est occupé de la commande de sucre. »⁶²⁷ ; « Les conversions en bio autour d'eux, des personnes connues. Tout ça joue sur les incitations à se poser des questions. **Il faut des exemples positifs**. »⁶²⁸

« Le passage en bio, c'est un **gros risque technique**. C'est une prise de risque importante. »⁶²⁹ ; « Beaucoup ont **des doutes sur leurs compétences à faire du bio**. **Il faut savoir comment gérer la nature**. C'est un retour à l'agronomie. Ce n'est pas facile. »⁶³⁰ ; « Mais j'aime bien mon bio maintenant. **Mais je suis moins sécurisé**. On est davantage à la portée du climat. »⁶³¹ ;

« Les freins à l'AB ? L'incertitude. Il y a beaucoup d'incertitude par rapport au prix. Certains conventionnels sont anxiogènes. Mais chez eux aussi, il y a des changements. »⁶³² ; « Avant, on me disait comment doser et quand traiter. **Maintenant, je regarde mes plantes pousser**. »⁶³³ ; « L'important, c'est de couvrir les sols toute l'année. On peut plus laisser les sols nus, labourés. Il faut commencer par expliquer ça. »⁶³⁴ ; « **La solution passe par l'exemple**. Il faut

⁶²⁶ Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

⁶²⁷ Apiculteur en bio.

⁶²⁸ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

⁶²⁹ Agriculteur en reconversion.

⁶³⁰ Agriculteur en reconversion.

⁶³¹ Famille de viticulteurs.

⁶³² Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

⁶³³ Un éleveur-cultivateur (67).

⁶³⁴ Un agriculteur bio.

organiser une visite de fermes bio. »⁶³⁵ ; « Techniquement, on entend souvent 'Je ne sais pas comment faire'. Ils sont devenus des exécutants avant tout. »⁶³⁶ ;

« Pour les personnes seules qui doivent tout faire. C'est trop dur. Le contexte économique est aussi difficile : les prix des marchés sont tributaires des prix mondiaux. Et ils ont les charges de leur pays. Difficile d'équilibrer les choses. Je ne sais pas si la PAC arrive à dépasser un jour ce problème-là. »⁶³⁷

Autrement dit, c'est la dynamique du changement, davantage que le changement en lui-même qui apparaît comme un frein. Il y a un besoin d'entraînement, d'échanges et de partages d'interrogations et d'observations sur des parcelles voisines.

« Il faut changer de logiciel. »⁶³⁸ ; « Il faut être humble. Savoir rechercher un équilibre. On accompagne la nature. »⁶³⁹ ; « Il faut aider ceux à qui on a dit de faire comme avant. Parfois, aux jeunes, on leur fait un plan financier. Mais, ce n'est pas tenable. Et on oublie que dans les fermes, avant, il y avait toujours une aide gratuite : pour ramasser les pommes de terre, balayer la grange. » ;

« Il ne faut pas donner qu'un seul modèle. »⁶⁴⁰ ; « Produire autrement, ce sont de nouvelles méthodes, de nouveaux modèles. C'est mobiliser une intelligence collective. »⁶⁴¹

« Les pratiques vont dans le bon sens. Il faut reprendre en main la culture. Observer. Réfléchir. Agir. C'est déroutant les conseillers, mais surtout c'est risqué pour les agriculteurs. Et surtout difficile dans le contexte actuel. »⁶⁴² ; « On n'a pas été formé pour ça. Au début, quand j'ai arrêté les engrais, j'ai perdu du rendement. Mais en diversifiant mes cultures fourragères, on donnait un aliment plus sain à mes bêtes, et puis j'ai dépensé moins en produits phyto car mes vaches étaient en meilleure santé. Ma marge brute a augmenté. Mon exploitation est rentable. » ;

« Les premières années, c'est très dur. On a vidé toutes nos économies pour se reconverter. Depuis que je travaille le bio, je ne me verse pas de salaire pour 70 à 100 heures de travail par semaine. Ma femme a un salaire à mi-temps. J'ai

⁶³⁵ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁶³⁶ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁶³⁷ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

⁶³⁸ Une animatrice de l'ARDEAR.

⁶³⁹ Animateur en agroécologie.

⁶⁴⁰ Apiculteur en bio.

⁶⁴¹ Formatrice au lycée agricole.

⁶⁴² Un enseignant d'un lycée agricole.

aussi lancé l'élevage porcin et bovin. J'ai 150 poules pondeuses aussi. **C'est l'élevage qui fait la ferme.** »⁶⁴³ ;

Constat :

Les agriculteurs recherchent une certaine résilience en s'adaptant aux nouvelles exigences sociétales en réduisant

- **Leur vulnérabilité aux aléas : adaptation des pratiques agricoles**
- **La vulnérabilité économique : diversité des cultures, diminution d'achats d'intrants, gain en autonomie, diversification des circuits de vente.**

Cette crainte liée au manque d'informations passe également par la formation. En l'espèce, l'information disponible est capitale. Mais pour faire des choix, encore faut-il être formé, acquérir des connaissances pour pouvoir mettre en place de nouvelles pratiques, pour expérimenter ou changer de stratégie. La diffusion de pratiques ou techniques innovantes propose des alternatives.

*« **La formation manque. Les profs ne sont pas prêts. Pour passer au bio, il faut de la technicité. Et il n'y a pas de recette. Il faut beaucoup de technique. Ça aussi c'est un grand frein. Alors les jeunes, ils ne font pas. Il faut aussi leur apprendre à vendre, à avoir le sens commercial.** »⁶⁴⁴ ; « **L'enseignement agricole a toutes ses cartes à jouer. Il faut former des agriculteurs respectueux de l'environnement. Mais on se réveille un peu tard. 60 ans après. A l'époque, produire plus, c'était pour pouvoir manger. Le grand-père faisait de l'association de plantes. Le père apprenait les phyto, les traitements, les fongicides. .../... On en a fait des professionnels. La MSA a commencé à prévenir. Même à l'école d'horticulture. .../... On est dans le vivant, des gardiens du vivant. Plus de rendements et après on a plus de sols. Le problème des doses, il faut bien les doser. Après, il y a des produits chimiques qui sont moins dangereux que certains produits naturels comme le ricin.** »⁶⁴⁵ ;*

⁶⁴³ Deux agriculteurs, une exploitation bio.

⁶⁴⁴ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁶⁴⁵ B. Nancy.

« Je fais partie de l'association 'vignes vivantes' ; je suis formateur indépendant et j'interviens au lycée agricole pour des formations. Il faut changer. »⁶⁴⁶ ;

« Mon fils est au lycée agricole. Il en sait plus sur l'agriculture de conservation que le prof. »⁶⁴⁷ ; « Ça évolue plutôt bien depuis 3-4 ans. Mais, les profs ne sont pas vraiment ouverts aux cultures alternatives. Les élèves sont trop lobotomisés. Les profs sont vieux et manquent à leur rôle bien trop souvent. »⁶⁴⁸ ;

« Il y a eu beaucoup d'erreurs. Dans la formation, on apprend aux jeunes à produire et à gérer, mais il faut aussi apprendre le contact. La communication en agriculture, ça manque. Il faut apprendre à acheter et à vendre. »⁶⁴⁹ ; « L'aventure du vivant. Ça résume bien notre métier. Le vivant, on y est tous les jours. La terre, c'est comme l'amour d'un couple. Ça se gère, ça s'entretient et ça se récolte. »⁶⁵⁰ ; « Tout est vivant dans le sol. Le végétal, l'animal ... il y a un effet de symbiose. »⁶⁵¹ ; « L'aventure du vivant. C'est pour les jeunes. »⁶⁵² ;

« C'est certain que c'est une aventure ! Tous les jours, il s'agit de s'adapter avec du vivant ! Ce qui nous oblige à être davantage observateurs. On ne peut qu'apprendre ainsi. Ce n'est pas une science exacte. Lorsque j'ai fait mon BTS agricole/paysagiste, c'était très technique et il n'y avait pas assez d'heures de pratiques. C'est pareil lorsque l'on veut apprendre à un enfant, ça demande du temps, de l'observation, et de la délicatesse. La théorie et la technique ne suffisent pas. »⁶⁵³ ;

« Au lycée, on leur apprend à être polyvalent. Il faut leur apprendre à produire. Les gestes pratiques, avoir conscience du fonctionnement d'une ferme. On fait des expérimentations, des activités pédagogiques. »⁶⁵⁴ ;

« Le slogan du ministère est dynamique. Ça met en mouvement. Ça bouge. Mais ça ne sort pas du commun. On peut se demander ce qui se cache derrière ? L'enseignement agricole va déjà au-delà. C'est toute une philosophie. Un plaisir

⁶⁴⁶ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁶⁴⁷ Poly cultivateur. Eleveur bovin mixte. En conventionnel mais en agriculture de conservation des sols.

⁶⁴⁸ Agriculteur en conventionnel. Grandes cultures. (Haut-Rhin).

⁶⁴⁹ Un vigneron.

⁶⁵⁰ Un vigneron.

⁶⁵¹ Un jeune agriculteur.

⁶⁵² Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

⁶⁵³ Louis, Ferme.

⁶⁵⁴ Formatrice au lycée agricole.

de partager ensemble. Bien vivre ensemble. Il y a une sensibilité à l'environnement. Mais le logo, il n'est pas génial. Il manque d'attractivité. »⁶⁵⁵ ;

*« Jusque-là, ils n'étaient pas très ouverts. Ça change. Mais c'est encore loin du compte. Il y a encore beaucoup de travail. »*⁶⁵⁶ ; *« Au conseil d'administration, la FNSEA dirige le lycée agricole et le Crédit agricole. »*⁶⁵⁷ ;

*« Il faudrait des enseignants. Il n'y en a pas. Le module agriculture bio, c'est 10 heures. En plus, le cours est stigmatisé par le prof d'agronomie ou les enfants d'agriculteurs. »*⁶⁵⁸ ; *« Il n'y a pas d'enseignement du bio. Le bio, Ce n'est pas possible. Ils disent qu'on ne va pas réussir à nourrir le monde. J'aimerais bien que la terre soit encore vivante. Après, il ne faut pas que ce soit juste de la communication. Enfin, à Rouffach, ils sont quand même passés au bio ! »*⁶⁵⁹ ; *« Il faut remettre de l'agronomie dans la vie des paysans. »*⁶⁶⁰ ; *« Les profs sont un peu à la traîne. Tiens, justement, avec l'agriculture de conservation. Pourquoi on a enseigné l'agronomie industrielle ? Il faudrait un chapitre sur la vie des vers de terre. Montrer que ça marche. Un autre sur le glyphosate. Retrouver de la vraie agronomie. Faire des groupes d'innovation. »*⁶⁶¹ ;

*« Enfin ! C'est très bien. Ils parlent enfin des choses vivantes. Les mots sont bien choisis. C'est un bon début pour un renouveau. Les jeunes sont plus sensibles que nous à leur âge. Ils seront bien obligés de faire bouger les choses. Leur sensibilité est plus forte. Mais on en parle aussi beaucoup. Il ne faut pas que ça reste anecdotique. »*⁶⁶² ; *« Je n'en avais jamais entendu parler. Mais il faut plus de main-d'œuvre. C'est de plus en plus difficile de motiver les jeunes. »*⁶⁶³ ; *« J'ai un espoir que ça change. Mais je n'ai pas vu de modifications. Le slogan est intéressant : on ouvre les métiers à tout ce qui est vivant. »*⁶⁶⁴ ; *« On avait oublié qu'elle [la nature] était vivante. Avec les champs de maïs, la terre est craquelée. Il faut arrêter de faire du maïs. »*⁶⁶⁵ ;

⁶⁵⁵ Formatrice au lycée agricole.

⁶⁵⁶ Apiculteur en bio.

⁶⁵⁷ Apiculteur en bio.

⁶⁵⁸ Agriculteur en reconversion, Multi ferme.

⁶⁵⁹ Eleveur de chèvres et transformateur en bio.

⁶⁶⁰ Eleveur de chèvres et transformateur en bio.

⁶⁶¹ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

⁶⁶² Viticulteur, champagne bio.

⁶⁶³ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

⁶⁶⁴ Animateur en agroécologie.

⁶⁶⁵ G. Apiculteur bio.

« Les formations, je n'ai pas le temps. Trop de boulot. J'ai participé à un groupe de semences. A l'école, ils ne forment pas assez bien. »⁶⁶⁶ ;

Incontestablement, les agriculteurs sont conscients des limites du modèle productiviste issu de la révolution verte : « Les temps ont changé. Les clients sont plus les mêmes. ». Mais, tous ceux rencontrés avouent aimer ce métier pour la liberté qu'il offre et la possibilité de mettre en place de nouvelles expériences. Ils font preuve d'une grande résilience : **le champ devient un lieu d'expérimentations, d'innovations, un laboratoire.** Rares sont ceux qui utilisent le qualificatif « durable » pour illustrer leurs pratiques ; pourtant, tous avouent développer des solutions pour sortir du modèle conventionnel - terme qu'il rejette très souvent mais « avancer à petits pas » par peur de ne pas être sûr des rendements ou de la manière de faire. Il en est ainsi pour définir le type de rotation et adapter la conduite du couvert végétal⁶⁶⁷.

Constat :

Et la transition agricole dans tout ça ?

Elle se traduit par un besoin d'accompagnement pour lever les verrous économiques mais surtout informationnels.

Dans cette phase de transition vers une agriculture agroécologique, il semble important de **donner des repères pour rassurer**. Autrement dit, recomposer son schéma cognitif et ses réflexes standardisés issus de l'agriculture conventionnelle, terme qui parfois n'est guère revendiqué. Ce processus de réapprentissage appelle une conception plus interactive dans la création des connaissances. Et lorsqu'on demande à un céréalier pourquoi ces techniques de culture simplifiée ne sont pas davantage développées, il nous rétorque :

« Il y a un manque de références. Il y a des risques. Il faut partir à l'aventure. Les associations de culture, faut les tester sur ta parcelle pour savoir comment faire. » ;

« J'ai essayé la rotation. Mais les adventices sont revenues. J'ai dû traiter. » ;

⁶⁶⁶ Maraîchère bio, 28 ans.

⁶⁶⁷ Les réformes de la politique agricole commune ont largement contribué à l'évolution des pratiques agricoles et à introduire dans le paysage davantage de diversité. Mise en place en 1962, elle représente encore le premier poste du budget européen avec environ 38% des dépenses.

« Au début, quand on laisse l'herbe dans les vignes, il y a une baisse de vigueur et de rendements. Ça prend un peu de temps pour retrouver les rendements antérieurs. Sur un cycle de dix ans, ça se voit. Le sol a besoin de temps pour se rééquilibrer. »⁶⁶⁸ ; « Il faut produire en préservant les ressources avec durabilité. »⁶⁶⁹ ; « Il faut adapter les cultures. Dame nature est bien faite. L'agriculteur saura s'adapter. **Certaines cultures vont disparaître. Mais il y en aura d'autres.** Il y a un équilibre. C'est le rôle des associations de cultures que de **créer des dynamiques.** »⁶⁷⁰ ;

« Cela nécessite une expérimentation d'une dizaine d'années au moins. Il faut des informations sur les rendements, la qualité du jus, la richesse en sucre, la période de maturité. Il faut travailler sur des variétés résistantes aux maladies cryptogamiques (mildiou et oïdium) et adaptées au changement climatique. »⁶⁷¹

Certaines expérimentations inquiètent plus que d'autres. Ainsi, lorsqu'on évoque la permaculture ou la biodynamie, les réticences sont très fortes.

« La permaculture ? L'agroécologie ? C'est **mieux connaître son sol. Être plus observateur.** Plus conscient des dangers. Se demander comment va la planète. Le monde s'écroule. Mais **les habitudes ne changent pas.** On n'est pas parfait dans le bio. Il y a des critiques. Surtout de ceux qui font du HVE. Mais, nous les bio, on sait que c'est du pipeau. Enfin, vaut mieux ça que rien. »⁶⁷² ; « La permaculture, c'est pour les maraîchers. »⁶⁷³ ; « La permaculture, pour moi, c'est l'écologie. Sans travailler, laissez faire la nature. C'est un autre système d'agriculture. A une autre échelle. »⁶⁷⁴ ;

« Avec la biodynamie, on est en plein dedans. C'est toute une organisation de la ferme. On ne produit que ce dont on a besoin. Ça se rejoint. La permaculture, c'est le bon chemin. L'agroécologie, c'est avoir le moins d'impacts possibles sur l'environnement. » ; « Ceux qui sont en biodynamie. Ce sont des allumés ! »⁶⁷⁵ ;

⁶⁶⁸ Un viticulteur.

⁶⁶⁹ P., agriculteur-éleveur conventionnel en polyculture.

⁶⁷⁰ CFPPA.

⁶⁷¹ Propos d'un spécialiste du centre INRA de Colmar.

⁶⁷² Viticulteur, champagne bio.

⁶⁷³ F.

⁶⁷⁴ Famille de viticulteurs.

⁶⁷⁵ Formatrice au lycée agricole.

« L'agroécologie, c'est plus technique. La permaculture, c'est plus vivant, plus festif. Moins carré. »⁶⁷⁶ ; « L'agroécologie, la permaculture. On en parle de plus en plus. Surtout les jeunes. »⁶⁷⁷ ; « Nous, on ne peut pas faire de la permaculture. Notre cahier des charges nous l'interdit. Il y a beaucoup de délations. Avec le SIVC. »⁶⁷⁸ ; « La permaculture, c'est avoir toujours quelque chose sur la parcelle. Mais, c'est plutôt adapté au maraîchage. Pas trop pour les grandes cultures. »⁶⁷⁹ ;

Constat :

La création d'un réseau avec des référentiels (sur les pratiques, les rendements et les matériels) permettrait à l'agriculteur de bénéficier d'estimations et de conseils et ainsi, encouragerait l'innovation et la conduite de démarches économes en intrants.

Les craintes de ne pas savoir constituent les principaux freins.

Cette incertitude joue défavorablement dans l'engagement des agriculteurs qui sont pourtant demandeurs. Pouvoir bénéficier d'un accompagnement à travers des conseils, un parrainage ou s'appuyer sur des exemples locaux à l'échelle de parcelles ou d'exploitations pourraient être un levier puissant pour accélérer l'adhésion à des trajectoires plus économes en intrants.

⁶⁷⁶ Viticulteur, champagne bio.

⁶⁷⁷ G. Apiculteur bio.

⁶⁷⁸ Viticulteur, champagne bio.

⁶⁷⁹ Un enseignant d'un lycée agricole.

Conclusion de la partie 1

Aller sur le terrain n'a pas toujours été chose facile puisque nous nous sommes heurtés à plusieurs refus d'entretiens de la part d'agriculteurs. Ces réticences s'expliquent par la difficulté à aborder la thématique de la santé environnementale dans un contexte médiatique déjà imprégné d'*agribashing*. C'est pourquoi, nous avons rapidement présenté l'étude comme portant sur les difficultés du métier et les défis face à la transition agricole. Or, les agriculteurs, eux-mêmes, ne donnent pas la même définition à cette dernière, ni même de leur métier : paysan ou exploitant agricole sont synonymes d'identités et de modèles professionnels différents qui dépassent une simple question sémantique.

D'autres remarques se font plus précises et plus critiques sur la pression sociétale qu'ils subissent. Les préoccupations environnementales de la société rejaillissent entièrement sur le monde agricole et ce, beaucoup plus que dans d'autres secteurs d'activité (industries chimique ou agroalimentaire). Elles interrogent directement les pratiques des agriculteurs dans leur capacité à préserver et à gérer les espaces naturels : maintien de la biodiversité, bien-être animal, entretien du paysage, gestion des inondations, etc. De ce fait, les tensions qui existent entre les agriculteurs et la société civile se retrouvent au cœur des enjeux environnementaux. Cependant, il est à noter que cette pression est perçue de façon ambivalente :

- Positive car « *c'est le consommateur qui décide à la fin* ». Il y a donc cette idée que c'est la demande qui conditionne l'offre de production (et non l'inverse). Un viticulteur nous avoue « *c'est le client qui veut du bio. Quand il vient, il demande tout de suite si on a du vin bio. Alors je lui montre le mien. Il goûte puis il achète.* ». Un cercle vertueux se met inexorablement en place en faveur de la transition agricole. Adopter un label ou une certification HVE est un argument, une valeur ajoutée pour l'agriculteur. C'est une opportunité à saisir au niveau territorial afin de promouvoir une dynamique globale. Ce sera l'un des objectifs communicationnels du Pass'Transition.
- Mais aussi négative, dans le sens où l'*agribashing* qu'ils subissent les interroge sur leurs pratiques. C'est donc une contrainte à laquelle il faut s'adapter et qui nous impose de changer. Le défi est de transformer cette contrainte en une réelle opportunité pour donner du sens et pour apaiser les relations entre la société et les agriculteurs mais aussi entre les agriculteurs eux-mêmes. Le principal défi sera de créer un outil consensuel.

Parmi les principales transformations énoncées par les agriculteurs, celle de la « fin des paysans » est structurante : elle réduit l'entraide et l'acceptabilité sociale de l'activité agricole. Notre étude montre comment les agriculteurs subissent ce dénigrement qui occupe une place centrale dans leurs préoccupations. Cette critique sociale apparaît d'autant plus injuste dans le monde agricole que les agriculteurs avouent développer de nouvelles pratiques, des pratiques devenues ordinaires mais qui ne sont pas reconnues et/ou visibles par la société.

Figure 23 : Le métier d'agriculteur, entre valeurs positives et négatives

	Valeurs positives	Valeurs négatives
Relation avec le monde non-agricole	Mesures agroenvironnementales (actions sur la biodiversité, lutte contre les inondations)	Structuration du paysage (type de cultures) Pratiques traditionnelles moins acceptées (épandage, traitements)
Attraits du métier	Indépendance, liberté, contacts avec la nature et les animaux, une passion, une histoire familiale	Isolement, <i>agribashing</i> , incompréhension, formation, soutiens techniques et financiers
Difficultés dans l'exercice de son métier	Adaptation aux attentes du marché : se diversifier, se rapprocher du consommateur	Faible confiance en l'avenir, problèmes de revenus, pénibilités des conditions de travail et horaires

Cet enjeu est important dans un monde agricole en pleine évolution démographique qui se traduit par une réelle difficulté à cohabiter au sein d'un territoire en mutation. Le débat public autour des zones de non-traitement n'est qu'un exemple parmi d'autres qui risque d'exacerber les passions. Mais, il en existe d'autres, moins médiatisés comme les périmètres de captage d'eau ou les coulées de boue.

L'agriculture est nourricière. Elle a pour rôle d'assurer l'alimentation animale et humaine. Mais, ce n'est pas son seul objectif. L'étude des paysages nous indique très rapidement - à travers les prairies, les champs cultivés, les bords de champs - l'impact de l'agriculture sur l'environnement. La révolution verte via le recours à la sélection des semences et aux produits phyto a conduit à enfermer la relation entre les semences et les adventices dans une logique de compétition au détriment des seconds. Point positif : les gains de productivité issus de la mécanisation ont non seulement supprimé la pénurie alimentaire mais aussi amélioré les conditions de travail (et de vie) des agriculteurs.

Aujourd'hui, la perte de la fertilité des sols et la réorientation de la demande sociétale en faveur de produits plus sains remet en cause les principes de l'agriculture intensive. C'est dans ce contexte que naît la notion d'agriculture raisonnée dont l'objectif est de réduire l'usage de produits phyto. Les agriculteurs ont également conscience de la nécessité de mettre en place des mesures agro-environnementales. La transition est entrée dans les faits. Reste à savoir quelle définition lui donner et surtout quelles actions mener pour accélérer et accompagner ce changement de paradigme.

Dès lors, quelles devraient être les actions à mettre en place sur le territoire pour surmonter les polémiques liées à la définition de la transition agricole ? Comment améliorer la résilience ? Passe-t-elle par la reterritorialisation des enjeux agricoles ? Une rupture avec les pesticides est-elle possible ? C'est tout l'objet de notre seconde partie.

Un des freins à la transition est le manque de connaissances. C'est pourquoi, certains évoquent de façon très concrète la nécessité d'être en adaptation permanente, d'être en observation dans son champ ou sa vigne. Pour eux, c'est aussi cela la transition agricole, l'abandon d'un système basé sur le mode automatique. Il évoque parfois directement de changer de regard : « *Il faut changer le système dans sa tête* » pour réapprendre le cycle des adventices et favoriser l'expérimentation. Se réapproprier le savoir-faire. « *Les conversions en bio autour d'eux, des personnes connues. Tout ça joue sur les incitations à se poser des questions. Il faut des exemples positifs.* »⁶⁸⁰

Constat :

L'élaboration d'un diagnostic permettant de valoriser les effets dans cette transition peut alors s'avérer être un outil d'apprentissage et un levier agroécologique à insérer dans une réflexion globale sur les pratiques culturales à développer.

⁶⁸⁰ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

Partie 2 :

Elaboration D'un plan d'action, le Pass'Transition

Le Grand Est regroupe 49 000 exploitations agricoles et 5.5 millions de consommateurs. Toute la question est : que faire pour que ces deux extrémités de la chaîne alimentaire se rencontrent ? Le plan Pass'Transition que nous proposons peut se résumer à travers **deux leviers essentiels : collectif et territoire**. Collectif tout d'abord, car il s'agit de partager des expériences et des pratiques du terrain, de construire et/ou consolider des filières pour structurer l'offre agricole et sortir d'un isolement. C'est un point important. Territoire ensuite, parce que les collectivités territoriales ont un rôle d'accompagnateur, que le consommateur est un arbitre et que l'agriculteur agit sur son territoire. Dès lors, **définir les leviers territoriaux pour favoriser des pratiques alternatives et réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques constitue un enjeu important pour favoriser la résilience des agriculteurs.**

Constat :

Le Pass'Transition en deux mots :

- **Collectif** : essaimage de pratiques innovantes via un réseau de pairs,
- **Territoire** : filières et circuits courts, mobilisation de tous les acteurs.

Leviers : le projet alimentaire territorial et une AOC agroécologique.

Le **plan d'action Pass'Transition** est le résultat de notre travail d'enquête de terrain : la très grande majorité des agriculteurs adopte des pratiques plus durables même s'ils n'utilisent pas spontanément ce qualificatif. La prise de conscience des limites de l'agriculture conventionnelle s'observe à travers diverses initiatives visant à réduire les intrants chimiques qui vont de la rotation des cultures et le non-labour à l'agriculture biologique en passant par les fermes pilotes Dephy ou les fermes du futur⁶⁸¹. **Ce plan d'action a pour objectif de susciter une adhésion plus large aux objectifs du plan Ecophyto II en développant une stratégie d'essaimage et d'accompagnement**, pour ensuite, aller plus loin dans les principes de l'agriculture de conservation⁶⁸² (annexe 4). **L'impact de l'essaimage est assez palpable dans les histoires de conversion**

⁶⁸¹ Elle se définit comme une exploitation viable économiquement et soutenable sur le plan environnemental en réduisant les intrants. Ce projet est déjà porté par le Grand Est : <https://www.grandest.fr/actualites/ferme-du-futur/>.

⁶⁸² Elle repose sur trois principes à savoir la couverture végétale maximale des sols, l'absence de labour, les rotations longues et diversifiées. Elle remet parfois en cause l'agriculture biologique pour sa non-prise en compte de la vie biologique du sol avec les techniques du labour.

(paragraphes 1.1.1.2.2 et 1.2.2.1.2). Outre les questions d'héritage d'un modèle familial et la possibilité plus ou moins forte de pouvoir changer de modèle que nous avons énoncée dans une sous-partie précédente, il est important de souligner l'importance d'avoir un réseau de pairs et un parrain qui peut faciliter un effet « contagion ». La principale difficulté est de « faire réseau ».

« C'est grâce à un collègue qui a commencé en bio. J'ai des collègues en conversion engagée. »⁶⁸³ ; « La conversion en bio, elle dépend aussi de qui fait. Par exemple l'année dernière, un des plus gros du secteur a fait sa conversion. Maintenant, en viticulture, leur politique, c'est que tout le monde soit bio. »⁶⁸⁴ ; « Mon voisin fait aussi du bio : des poules, des œufs, de la viande. J'en connais une trentaine dans la Moselle-Est. »⁶⁸⁵

En outre, il s'agit de structurer les initiatives existantes pour **provoquer un effet d'entraînement**. C'est pourquoi, dans cette partie, nous allons tenter de répondre aux questions suivantes :

Quels sont les moyens d'action pour encourager le partage d'expériences et de bonnes pratiques ? Comment créer une culture commune en faveur de la transition agricole et faire converger diverses pratiques ? Quelles sont les prochaines étapes ? Comment créer un chemin d'adaptation pour le territoire ? Comment rendre les actions vertueuses plus visibles ? Comment agir sur les résistances ?

Nous avons retenu plusieurs pistes d'action pour accélérer le processus de transition agricole. Toutefois, il est important de revenir sur ce concept car, dans le cadre de notre étude de terrain, cette notion apparaît plurielle et ne se résume pas à une simple prise en compte de la santé environnementale dans les pratiques ou à une conversion à l'agriculture biologique.

Constat :

Incontestablement, la question est de savoir comment agir aujourd'hui pour faire évoluer les pratiques de demain ?

⁶⁸³ Apiculteur en bio.

⁶⁸⁴ Famille de viticulteurs.

⁶⁸⁵ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

Autrement dit, ce plan d'action a pour objectif de structurer des pratiques plus soutenables autour d'objectifs communs visibles. Dès lors, quels sont les différents leviers permettant d'encourager cette transition agricole et quels sont les obstacles qui peuvent la freiner ? Nous proposons ainsi quelques mesures concrètes pouvant être appuyées par une volonté politique et soutenues au niveau régional et intercommunal. Il s'agit de présenter un réel plan d'accompagnement agricole pour retrouver des marges économiques satisfaisantes dans un contexte de soutenabilité environnementale et de soutien social d'un secteur aujourd'hui très sinistré mais empli de passion et d'une réelle prédisposition à faire évoluer les pratiques. Le travail d'enquête a fait ressortir un besoin d'échanges et d'espaces d'échanges sur les questions de biodiversité entre les différents acteurs du territoire.

Constat :

Le plan d'action Pass'Transition se compose : D'une stratégie qui prend appui sur un Plan Alimentaire Territorial ; D'un ensemble de propositions suivant des enjeux déclinés en objectifs pour faciliter sa mise en œuvre.

Nonobstant, ce plan ne propose pas de modifier la législation existante, qui a d'ailleurs du mal à se traduire dans les faits (d'où les difficultés à définir la transition agricole sur le terrain⁶⁸⁶). Il répond aux attentes du terrain et prend appui sur des initiatives déjà existantes :

- **En tentant d'améliorer la diffusion des expériences et des dynamiques collectives** adossées à cette transition agricole : l'objectif est d'aller plus loin qu'une simple juxtaposition d'expériences agroécologiques en donnant un sens plus global et une logique de territoire revendiquée à l'échelle de la région ;
- **En mettant en lien des porteurs d'initiatives pour organiser des transferts et mutualiser des compétences** : cette demande d'informations et de soutiens techniques est très explicitement formulée. D'où la nécessité de déployer des exemples de fermes pilotes (Dephy, HVE, agriculture de conservation, biologique) compétitives et performantes sur les plans économique et agronomique pour **montrer des exemples qui ont fait leurs preuves.**

⁶⁸⁶ Ainsi, l'agroécologie est déjà inscrite dans la loi développée dans la loi n°2014-1170 - loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Figure 24 : Créer une dynamique locale de conversion

<p>Objectifs : créer une dynamique de conversion</p>	<p>Freins</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir une activité agricole compatible avec une gestion des espaces ruraux : créer du lien social entre plusieurs catégories de population (animations pédagogiques) - Impulser des réseaux de partage de savoirs agronomiques - Organiser des synthèses, fiches-actions et journées techniques pour mobiliser les hésitants à la transition - Accompagner au développement de filières locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Transversalité du plan impliquant une multiplicité des acteurs ayant des divergences sémantiques : négociations difficiles - Difficultés liées au contexte socio-économique du monde agricole - Grande disparité dans les exploitations - Manque d'appui aux conversions - Enjeux démographique, successoral et de capacité à investir - Perceptions des nouvelles pratiques comme une contrainte par les agriculteurs
<p>Acteurs impliqués</p>	<p>Leviers</p>
<p>Région Grand Est</p> <p>Intercommunalité</p> <p>Chambres d'agriculture</p> <p>Syndicats, associations, Coopératives</p> <p>Agriculteurs</p> <p>EPLEFPA</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion du foncier agricole - Disponibilités de compétences dans les Chambres avec des acteurs impliqués et de réseaux à structurer - Accompagnements individuels dans une dynamique collective au sein d'un territoire

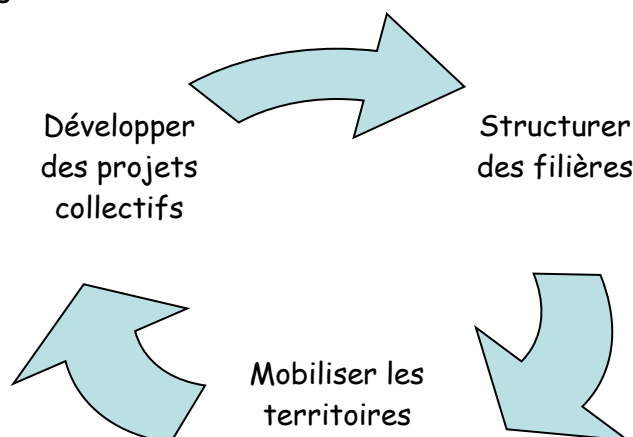
Cependant, nous insistons sur l'importance d'entrevoir une dynamique technique collective en posant la question des freins et des résistances sur le terrain. L'adhésion à un nouveau modèle agricole en lien avec un cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques doit être perçue positivement, comme une opportunité et non comme une contrainte supplémentaire. Le Pass'Transition a pour formalité de créer une dynamique locale agroécologique. **Ces enjeux sont explicitement territoriaux et ne seront diffusés que s'ils sont collectivement partagés** par l'ensemble des acteurs dans le cadre d'un réel projet de développement.

Constat :

Le fait est que le facteur travail s'analysant en nombre d'agriculteurs n'a cessé de diminuer mais est aussi le plus difficile à rémunérer. La productivité du travail devient alors un élément moteur dans les exploitations. D'où les fortes craintes face à d'éventuelles pertes de rendement.

Les changements techniques en agriculture ne peuvent être viables que s'ils sont réalisés dans le cadre de groupes ou de réseaux professionnels afin de pouvoir échanger tant sur les succès que sur les échecs. La résilience est à ce prix. Elle est la **garantie d'une appropriation** mais aussi **d'une redéfinition identitaire autour de valeurs communes** qui auront un impact sur l'image véhiculée dans la société civile.

Figure 25 : Créer une dynamique territoriale autour de la transition agricole



Il importe également de revaloriser le métier de paysan qui, trop souvent, est encore négativement connoté. Il s'agit alors de créer les conditions pour que ce métier soit rétribué à sa juste valeur. C'est d'ailleurs un élément fort qui ressort de notre enquête. Ceci passe aussi, nous l'avons vu, par **une interrogation sur le foncier, sur la transmission et le rôle de l'agriculture dans la gestion du paysage** (coulées de boue, parcelle culturelle, agroforesterie). Cette évolution se retrouve dans les difficultés de leur métier, dans les conditions de travail décrites à de multiples reprises lors de notre enquête. C'est pourquoi, nos propositions visent à renforcer la gouvernance régionale autour du Pass'Transition pour favoriser l'expérimentation, la capitalisation et la diffusion d'une nouvelle dynamique agricole.

Figure 26 : Définition du plan d'action, le Pass'Transition

Plan d'action	Pass'Transition	Ensemble de propositions
Stratégie globale	<p>Construire une approche agroécologique autour de la qualité pour insérer le territoire dans une dynamique de santé environnementale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Décliner des Plans Alimentaires intercommunaux. • Créer une AOC agroécologique régionale. • Construire des lieux de convergence sur les pratiques et les valeurs. • Valoriser les projets de couvert végétal ou d'agroforesterie.
Déclinaisons de la stratégie	<p><u>1^{er} axe</u> : Partager des savoirs entre agriculteurs pour favoriser la résilience.</p> <p><u>2nd axe</u> : Structurer des filières pour renforcer l'accessibilité des produits du terroir et refaire lien avec le consommateur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Introduire un système de parrainage. • Encourager la certification environnementale (CEEP, épandage, HVE ...). • Construire des référents locaux expérimentés et éprouvés consensuels et impulser un réseau de surveillance collaboratif. • Promouvoir le concours des pratiques agroécologiques (sur le même modèle que le concours des labours). • Proposer un autodiagnostic avec une matrice d'évaluation de la durabilité qui allie autonomie, soutenabilité et viabilité économique.

2.1 Proposition d'un plan d'action

Le modèle agricole conventionnel n'est plus approprié à la nouvelle demande sociétale en quête d'une alimentation plus saine et plus soucieuse de santé environnementale. Pour preuve, les récents arrêtés anti-pesticides et les difficultés à cohabiter dans certaines zones (paragraphe 1.1.2.2). Il est donc urgent d'investir dans des modèles plus durables (paragraphe 1.2). Nous insistons sur **des modèles** car entre une agriculture conventionnelle et une agriculture biologique, il existe de nombreux modes de production intermédiaires d'autant plus que cette dernière suscite parfois des critiques et ce, même chez certains agriculteurs convertis qui regrettent une « industrialisation » ou des « conversions opportunistes ». Il y a donc de la place pour des techniques différentes, pour des agricultures. Dès lors, il est important d'encourager tous les acteurs, surtout les agriculteurs à favoriser des techniques agricoles permettant de diminuer les risques.

Il semble incontestable que, dans notre enquête tout au moins, les réticences sont assez faibles et que **la conscience de la nécessité de changer leurs pratiques semble actée. C'est d'ailleurs un retour de l'agronomie plébiscitée sur le terrain** (paragraphe 1.2.1.1). **Elle participe à une amélioration de la résilience des fermes.** Ainsi, nous pouvons citer les exemples de la rotation de cultures⁶⁸⁷, de la végétalisation ou encore de l'agroforesterie dans les champs ou les vignes (paragraphe 1.2.2.1.3). Parfois, la nécessité de modifier les cultures s'impose pour des questions de risques naturels. Ainsi, l'introduction de bandes enherbées et/ou la réintroduction de haies ou d'arbres dans les champs remodèlent le paysage tout en répondant à une exigence environnementale : la lutte contre l'érosion des sols ou les coulées de boue. Il en est de même pour l'entretien des fossés ou des bandes tampons en herbe ou en bordure des cours d'eau⁶⁸⁸. Ces

⁶⁸⁷ Pour l'essentiel, les réformes de la politique agricole commune (PAC) ont déjà instauré un principe de gel des terres c'est-à-dire de la jachère (qui peut être annuelle, temporaire ou permanente) ; elle s'effectue généralement sur les terres les moins productives et fait l'objet d'aides compensatoires. Dans le cadre des programmes agro-environnementaux, l'agriculteur bénéficie déjà d'aides pour réduire l'usage d'intrants. L'objectif n'est pas d'ajouter d'autres programmes d'aides compensatoires mais d'influer une nouvelle dynamique sur le moyen terme. C'est dans ce sens qu'en 2003 intervient le découplage des aides au niveau de production et aux cultures mais aussi l'éco-conditionnalité : les aides ne sont plus proportionnelles aux quantités produites mais au respect de certaines « bonnes conditions agro-environnementales » (BCAE) avec la mise en place d'une surface en couvert végétal (les bandes enherbées).

⁶⁸⁸ La politique agricole commune au même titre que la directive européenne Nitrates de 1991 définit une réglementation coercitive en matière de protection des cours d'eau et des points de

aspects doivent faire l'objet de négociation entre les collectivités et les agriculteurs afin de trouver un compromis au plus près du terrain. Elles passent alors par une compensation financière des surfaces perdues. L'échelon communal ou intercommunal nous paraît le plus pertinent.

Autrement dit, à la question « **les agriculteurs du Grand Est sont-ils motivés au changement** », la réponse est assurément oui, pour ceux de notre échantillon. Le frein est essentiellement pratique et réside dans l'absence de certitudes ou d'informations sur les techniques à développer (paragraphe 1.2.2.2). Le plan d'action doit se construire en tenant compte de cet élément. Par ailleurs, la transition ne peut être pensée qu'à l'aune de l'échelle globale des cultures, mais aussi de celle de la ferme. Elle implique un changement de paradigme. Là aussi, les données de notre enquête convergent assez naturellement dans ce sens. Il s'agit de **valoriser auprès du plus grand nombre** - et en premier lieu des apprenants, futurs exploitants - des systèmes performants et des techniques qui ont fait leurs preuves. Les agriculteurs ne sont pas réticents à modifier leurs pratiques. Ils sont simplement à la recherche d'une **performance agronomique compatible avec leurs contraintes** économiques et d'une reconnaissance dans la société civile.

Les attentes envers les collectivités sont assez fortes ... mais diverses dans leur contenu. Elles concernent la communication auprès du grand public, suivi des débouchés et du soutien financier. Ces attentes sont manifestement liées à la perception de l'agriculture et plus particulièrement aux pratiques agricoles. Les agriculteurs ne veulent pas être abandonnés mais pour autant, ils ne veulent pas devenir « des fonctionnaires »⁶⁸⁹ ou dépendre des aides ou subventions : « Je veux vivre de mon travail »⁶⁹⁰. Autrement dit, il s'agit surtout d'un accompagnement professionnel sur trois volets : communicationnel, technique et financier.

« Le métier est difficile. Il faut gérer beaucoup de choses. La rentabilité baisse. La perte de rentabilité est grande. Il faut rechercher des valeurs ajoutées. Peut-être que la solution, c'est la production locale. Les attentes sociétales sont exigeantes vis-à-vis du monde agricole. Comment mieux faire comprendre le monde agricole ? il y a des contradictions. Comment travailler sur la communication ? »⁶⁹¹

captage d'eau potable via la définition de zones vulnérables au travers des Plans d'Action Zones Vulnérables (PAZV).

⁶⁸⁹ Dixit un jeune du lycée agricole d'Obernai.

⁶⁹⁰ Un céréalier K.

⁶⁹¹ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

2.1.1 Classement des volets d'action

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas mettre en avant telle ou telle pratique ; les pratiques sont exploratoires et en construction. Les transitions vers des modèles moins utilisateurs d'intrants (démarche à haute valeur environnementale⁶⁹², ferme Dephy⁶⁹³, etc.) qui n'ont d'ailleurs pas toujours de labels ou d'appellations spécifiques déstabilisent les acteurs et ne contribuent pas à réduire les préjugés portés sur les pratiques agricoles. La rupture d'avec l'agriculture conventionnelle est alors graduée, calculée même si l'idée d'une **rupture avec les pesticides semble consensuelle** auprès des enquêtés. L'un d'eux a d'ailleurs exprimé son souhait de ne pas avoir « *une agriculture qui exclut. Il faut de la place pour tout le monde* ». Assurément, celle-ci se décline de façon plurielle selon que l'on soit maraîcher ou producteur de grandes cultures ou encore viticulteur ou éleveur.

La non-durabilité des systèmes de production (mais aussi alimentaires) appelle à trouver des modèles d'agriculture alternatifs. Les agriculteurs développent déjà des pratiques pour « produire autrement ». Ce travail a permis de mettre en évidence la prise de conscience du monde agricole sur le diagnostic et la nécessité d'aller vers d'autres modèles d'agriculture qui ne se déclinent pas uniquement autour de l'agriculture biologique et qui s'accompagnent d'une réintroduction de différentes formes du vivant (haies, prairies, faune, lombric, etc.). Il a également soulevé leurs difficultés à être représenté et à se faire une place auprès des consommateurs, difficultés que les agriculteurs tentent de lever en développant d'autres modalités d'échanges qui ne passent pas uniquement par la sphère marchande (paragraphe 1.2.1.1.1). Encore faut-il les accompagner pour lever certains freins.

2.1.1.1 Lever les freins ou les résistances

Il s'agit autant d'un accompagnement que d'une réorientation de certaines pratiques qui s'analyse comme un « petit coup de pouce », une recherche de cohérence et de visibilité sur le territoire.

« Il faut soutenir la consommation locale. Appuyer les producteurs. Valoriser son terroir. Valoriser sur les comptoirs pour que le consommateur identifie le producteur. »⁶⁹⁴ ; « Il ne faut pas oublier que les gens veulent d'abord du local et ensuite du bio. Le bio peut être intensif et venir de loin. »⁶⁹⁵

⁶⁹² <https://agriculture.gouv.fr/certification-environnementale-mode-demploi-pour-les-exploitations>.

⁶⁹³ Fermes expérimentales Dephy : <https://agriculture.gouv.fr/fermes-dephy>.

⁶⁹⁴ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

⁶⁹⁵ B. Nancy.

2.1.1.1.1 La transition agricole : relever les trois défis liés aux facteurs capital, travail et terre

A plusieurs reprises, des agriculteurs ont fait état de questionnements ou de doutes sur les équipements à acquérir, sur l'assolement, sur la performance agroenvironnementale ou l'efficacité de pratiques alternatives. **Ces incertitudes sur la trajectoire à adopter constituent un véritable frein dans l'appropriation de la thématique de la transition agricole et se traduisent par une réticence à changer de pratiques.** La diffusion et l'appartenance à un réseau de pairs permettrait de construire une culture positive autour de la transition agricole et favoriserait son appropriation par les agriculteurs. Autrement dit, c'est aussi et peut-être surtout **l'absence d'orientations claires qui limite le passage vers la transition agricole.** La prise de conscience est réelle ; il reste à les accompagner sur le chemin à parcourir. **Créer un réseau et fédérer.** Inscrire l'agriculteur - et les expériences agroenvironnementales efficaces - au cœur du dispositif collectif de partage et d'un réseau de pairs lui donne **de la visibilité sur sa capacité à choisir une nouvelle trajectoire.** Incontestablement, les agriculteurs sont mobilisés autour de nouvelles pratiques : retour à l'agronomie et réduction de la dépendance à la chimie. **Il reste à consolider cette tendance de fond** initié il y a dix ans maintenant avec le plan Ecophyto.

Constat :

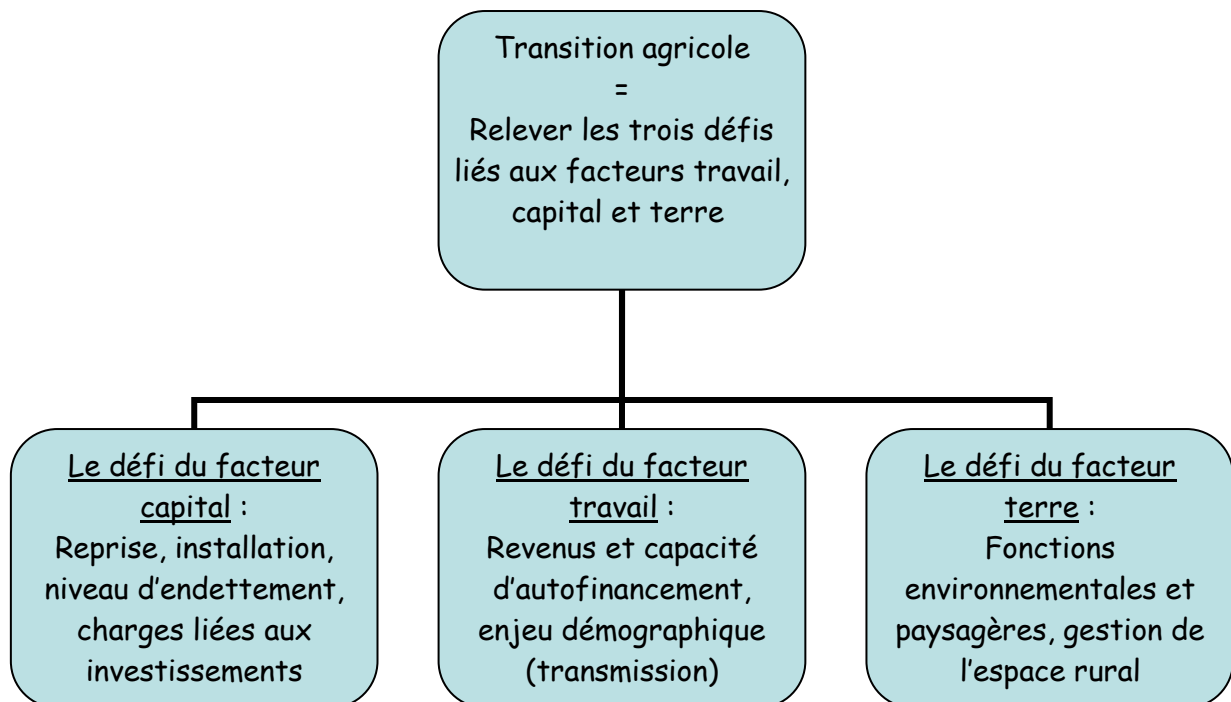
Autrement dit, la diffusion et le partage d'expériences constituent des garanties pour passer à d'autres modèles et assurer la stabilité de leurs productivités systémiques.

C'est un vrai défi lancé aux agriculteurs et notamment dans le contexte actuel. Cependant, **la crainte de ne pas savoir et de perdre en rendement limite considérablement la prise de risque.** C'est pourquoi, la demande de formation ou d'accompagnement afin de bénéficier d'exemples de pratiques à mettre en œuvre est assez forte dans notre échantillon. Mais l'adoption de nouvelles pratiques repose aussi sur les savoir-faire agronomiques traditionnels et des connaissances du terrain. Ces références au passé sont indiscutablement nombreuses dans les réponses des enquêtés. Effectivement, un retour à des pratiques agroécologiques ne peut faire l'économie d'une analyse de gestion des exploitations *dans leur contexte*, avec les particularités de leurs milieux et leurs contraintes humaines pour fixer des voies viables de trajectoires individuelles. Ce besoin de fédérer se retrouve à la fois dans les retours d'expérience

des fermes Dephy et du plan Ambition Bio qui mettent en avant une absence de mobilisation collective.

De plus, l'évolution du modèle agricole nécessite de revaloriser le travail car dans une conjoncture de baisse tendancielle des prix de vente, il est clair que cela pose la question des marges, des capacités à financer des possibilités de reconversion, d'adaptation et d'acceptabilité d'un nouveau modèle qui se caractérise souvent par une baisse de la production. Ceci est d'autant plus vrai dans les exploitations de taille modeste qui atteignent rapidement un volume incompressible du facteur travail disponible dans la ferme (de plus, le modèle familial basé sur une forte entraide gratuite est en phase de régression comme énoncé dans la première partie. Or, cette absence de main d'œuvre est souvent sous-estimée). **Le rapport entre le revenu du travail et la capacité à investir s'est largement amenuisé.** D'où les difficultés soulevées par les nouveaux entrants pour s'installer et/ou les anciens à se développer. Cette situation a des conséquences considérables sur le niveau d'endettement et la prise de risque face à de nouvelles pratiques.

Figure 27 : Trois défis pouvant se transformer en une opportunité en faveur de la transition



De plus, ces faibles revenus et d'autofinancement potentiel se conjuguent avec des difficultés à transmettre pour des exploitants n'ayant pas de successeurs. Toute la question est alors de savoir si ces terres sans successeurs sont mises à la disponibilité des agriculteurs pour des stratégies d'agrandissement, d'installation pour des jeunes ou laissées à des usages environnementaux. Il y a **un enjeu foncier pour la succession** tant pour les capitaux nécessaires à l'installation, à la reprise ou/et au développement. Cet élément peut, cependant, constituer une réelle opportunité car la libération de terres par de nombreux exploitants sans successeurs offre une chance à cette évolution.

« Depuis l'arrivée de deux nouveaux associés, la ferme a opéré un petit virage dans les légumes cultivés. Avant : uniquement des légumes plein champs (80% de la production partaient à des grossistes) ; actuellement : 75% en vente directe + légumes frais (partie maraîchage a été ajoutée). Car c'est la clé pour s'en sortir de nos jours. Il y a une demande. Bio + biodynamie ; toute la gamme est 'Demeter'. »⁶⁹⁶

Constat :

L'enjeu démographique se cumule à un enjeu en termes de foncier agricole disponible (autrement dit de gestion de l'espace rural).

Rajoutons qu'à la rareté du facteur travail **se rajoute la rareté du facteur terre** puisque la réorientation de la politique agricole et la redécouverte des fonctions environnementales et paysagères de l'activité agricole ont conduit à mettre des terres en jachère, à multiplier les bandes enherbées pour protéger la qualité de l'eau ou lutter contre les inondations. Et la question des zones protégées proches des habitations risque d'accentuer cette évolution. Cette dernière a pour conséquence de réduire les options des agriculteurs tant au niveau des volumes potentiels que des stratégies de diversification des cultures. Rajoutons que ces freins interviennent dans un contexte socio-économique de cohabitation et d'acceptation sociale plus faible de certaines pratiques ou élevages. **Le contexte est juché d'anticipations pessimistes** pour les agriculteurs.

L'objectif est de pouvoir aider les agriculteurs à s'orienter vers les « bons guichets » et à créer des liens de communication entre les acteurs qui proposent des alternatives s'écartant des standards habituels. Cette ramification permettra de souligner des

⁶⁹⁶ Louis, Ferme.

initiatives multiples de sorte que chaque agriculteur puisse s'y retrouver et trouver des expériences qui l'inspirent et lui donnent envie. On agit alors à la fois sur le sentiment de solitude - par la **création de liens avec d'autres agriculteurs** - et sur la demande d'informations et de soutiens techniques exprimée dans le cadre de cette enquête et ce, spécifiquement par les jeunes apprenants. L'identification de ces porteurs de projet facilite le **retour d'expérience et le partage de compétences** voire insufflera de nouvelles dynamiques. Elle peut contribuer à réduire l'incertitude sur les pratiques à développer.

2.1.1.1.2 Faire le deuil de pratiques anciennes et accélérer la phase de doute pour s'intégrer pleinement dans la transition agricole

La proposition d'actions individuelles qui accompagne l'agriculteur dans la conduite d'un changement de pratiques pourra alors être à l'origine de dynamiques collectives : synergie, apprentissage croisé, structuration de filières interprofessionnelles ou de création de partenariats.

Constat :

Le passage d'une transition agricole individuelle à une transition du territoire est ainsi promu.

Mais cela nécessite de mettre en lien différents porteurs de compétences ou d'expériences pour organiser la mutualisation et le partage des informations. Cette mise en dialogue de différentes formes d'expertise favorise l'essaimage. Ce rôle d'animation mériterait d'être développé même si la Chambre d'agriculture est déjà très présente sur le terrain et ses actions très appréciées par les agriculteurs. L'association de savoir-faire de projets pluriels pourrait affirmer et participer à la diffusion de la transition agricole. Développer une vision globale claire pour le territoire passe par les conditions de sa réalisation ; aussi, il s'agit de faire émerger un collectif pluriel d'acteurs de la transition qui construirait, filière par filière, un projet partagé définissant et valorisant plusieurs options. L'objectif n'est pas de mettre en concurrence des modèles mais d'accompagner divers projets sur un même territoire. C'est pourquoi, pour accepter une conversion au profit de nouvelles pratiques, il faut **faire le deuil** des anciennes et **accepter la nécessité d'en changer**.

Figure 28 : La conduite du changement

<p><u>Avant</u> : Prendre conscience de la nécessité du changement dans ses pratiques agricoles</p> <p style="text-align: right;">Faire le deuil</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Rôle du consommateur en tant qu'arbitre en dernier ressort - Rôle des collectivités locales pour définir une ligne à suivre
<p><u>Pendant</u> : Modifier ses pratiques voire son modèle de référence</p> <p style="text-align: right;">Accélérer la phase de doute</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Formation et informations sur les pratiques - Accompagnement, soutien et conseils
<p><u>Après</u> : Consolider ses nouvelles pratiques expérimentales pour qu'elles deviennent pérennes</p> <p style="text-align: right;">Stabiliser le nouveau modèle</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Approche sur le long terme : stabilité des débouchés - Structuration des filières

« Comment on choisit son mode de production ? Pour le conventionnel, c'est simple. C'est la rentabilité. Mais il faut une réflexion globale sur le système pour en vivre décemment. Ça dépend aussi du caractère des personnes. Si on a envie de tester des nouvelles choses ou pas. Ça dépend de la quantité de travail aussi. »⁶⁹⁷ ;

« C'est une question de volonté. Des habitudes à déconstruire. Les sols sont si pollués. Pourtant, ce sont les supports de nos cultures. »⁶⁹⁸ ; « Les principaux freins sont culturels. »⁶⁹⁹

« Les résultats sont intéressants. Dans le réseau Dephy, il y a 10-15 agriculteurs. Ils mettent en place de nouvelles pratiques. Un allongement des rotations. On réintroduit le tournesol, le soja. Pour se passer des phytos, il faut se diversifier. »⁷⁰⁰

« C'est une phase où on se pose des questions ; c'est l'occasion de réfléchir et de se passer ou pas des phytos. Après, on peut passer au bio. Comment réduire les intrants (produits herbicides et pesticides et en bio, le cuivre) ? Les traitements ? »⁷⁰¹ ;

⁶⁹⁷ Chargée de mission, Chambre d'agriculture.

⁶⁹⁸ Maraîchère bio, 28 ans.

⁶⁹⁹ Eleveur de chèvres bio.

⁷⁰⁰ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

⁷⁰¹ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

« Si les pesticides simplifient le travail, ils dégradent aussi les sols. Et empoisonnent la vie parce qu'après on les retrouve dans les aliments. »⁷⁰² ; « Les changements massifs dans la société, ça viendra d'un autre biais. Il viendra des néo-ruraux. Ils seront à l'initiative du changement. L'héritage est trop ancré. Ils disent souvent qu'ils n'ont pas le temps, pas d'exemples, pas envie d'être curieux. Ils ne veulent pas se questionner. »⁷⁰³ ;

« Il ne faut plus raisonner. Il faut réfléchir. C'est quoi son métier ? Ce n'est pas traiter les cultures toute la journée. **A un moment, il faut faire un choix.** »⁷⁰⁴

Pour **accélérer la phase de doute**, il est important que le changement soit perçu de manière positive pour susciter des attitudes productives tournées vers le futur. Pour l'instant de nombreux agriculteurs conventionnels ont conscience de la nécessité de changer de modèle mais ont peur face à des pertes de rendements et/ou de nouveaux obstacles et de ne pas être en capacité de réagir rapidement (paragraphe 1.2.2.2). Toute la difficulté réside dans **l'accompagnement durant ce passage de la conscience à l'action**. Pour autant, ce questionnement intervient simultanément avec une exigence sociétale plus forte en matière de réduction des risques.

« **C'est une peur du changement. Ce n'est rien d'autre. C'est un problème de pratique parce qu'il [l'agriculteur] n'est pas sûr que ça marche. Mais il faut sortir de sa zone de confort.** »⁷⁰⁵ ;

Dès lors, toutes les conditions sont remplies pour engager les agriculteurs dans une transition agricole. Pour preuves, d'une part, le nombre de fermes Dephy et de conversion au bio⁷⁰⁶ et, d'autre part, une baisse de 5% des tonnages de produits phytosanitaires⁷⁰⁷ entre 2011 et 2015 en Alsace avec, néanmoins, une hausse durant la période plus récente. A ce titre, le vignoble alsacien affiche un taux proche de 20%⁷⁰⁸ de certification bio ou en cours de conversion, un des meilleurs taux en France, auquel il faut ajouter 10% qui en respecte les règles sans demander la certification : 97% des parcelles sont enherbées au moins un rang sur deux.

⁷⁰² Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

⁷⁰³ Animateur en agroécologie.

⁷⁰⁴ Un agriculteur bio lors de la table-ronde du dimanche 22 septembre 2019.

⁷⁰⁵ Un enseignant d'un lycée agricole.

⁷⁰⁶ Près d'une centaine en 2018 (contre 30-40 pour une année dite normale). Source : DNA, 30 novembre 2019.

⁷⁰⁷ Hors cuivre et soufre alors que la moyenne nationale augmentait. Source : DNA, 30 novembre 2019

⁷⁰⁸ Ce qui représente environ 359 vigneron dont 55 en conversion.

Toute la question est alors : comment inciter les agriculteurs à adopter de nouveaux comportements de façon durable ?

De ce fait, **trois attitudes des agriculteurs** face à la contractualisation d'une démarche agroécologique sont prévisibles :

- Les agriculteurs disposés ayant une volonté d'explorer ou de poursuivre des pratiques existantes et vertueuses sur le plan environnemental. Outre les agriculteurs bio que nous avons rencontrés, la majorité réduit l'usage d'intrants. Il existe, de ce fait, un réel consentement à changer de pratiques.
- Les agriculteurs ambivalents ayant une approche opportuniste ou méfiante :
« *Ecophyto. C'est encourageant. Comme la rotation. Mais il y en a beaucoup qui ne font ça que pour les primes.* »⁷⁰⁹ ; « *Il y a aussi des faux bio. Ceux qui font ça pour les primes. Le bio, ça se pratique avec des convictions.* »⁷¹⁰ ; « *Il y a des opportunistes. Je les appelle les bio-opportunistes qui font ça pour les aides.* »⁷¹¹
- Les agriculteurs opposés ayant un refus revendiqué pour diverses raisons.
« *Si on ne traite pas. On n'a pas de récolte.* »⁷¹² ; « *La permaculture, c'est pour les jardiniers ; c'est un passe-temps. Ce n'est pas faisable sur une exploitation. C'est trop de boulot.* »⁷¹³ ; « *Il y en a qui croit qu'on peut se transformer en jardinier. C'est du n'importe quoi. Ils ont qu'à venir à la ferme, travailler une journée avec moi.* »⁷¹⁴ ; « *J'ai plus de bêtes. Il faut bien des engrais. Avec la spécialisation, c'est presque obligé. Avant, il y avait plus de main-d'œuvre.* »⁷¹⁵

Dans les deux premiers cas, la dynamique du changement laisse présager que les succès des premières années auront un impact décisif sur la capacité à lever les suspicions, à essaimer et à convaincre de futurs hésitants voire opposants.

⁷⁰⁹ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

⁷¹⁰ P., agriculteur-éleveur conventionnel en polyculture.

⁷¹¹ Agriculteur en reconversion, Multifermes.

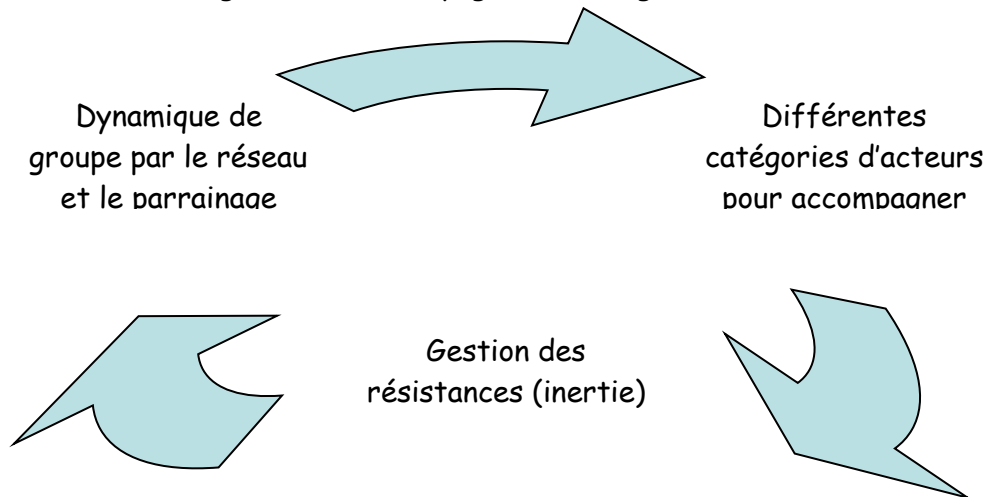
⁷¹² Un agriculteur âgé du Kochersberg.

⁷¹³ Maraîchère bio, 28 ans.

⁷¹⁴ Un agriculteur.

⁷¹⁵ Un agriculteur spécialisé dans les grandes cultures.

Figure 29 : Accompagner le changement



Il est important, suite à notre enquête, de rassurer les agriculteurs sur la capacité à relever les défis de la transition agricole. En réalité, il s'agit de proposer un cadre pour susciter des conversions dans une dynamique souple et accompagnatrice (par exemple sur une période de 1 à 3 ans) afin de la pérenniser. C'est l'objectif de notre Pass'Transition. Cette valorisation de résultats constitue un appui pour mettre en avant de nouvelles références en conformité avec les contraintes et les potentialités d'une parcelle ou d'une exploitation. D'ailleurs, cette dynamique reprend l'un des axes du plan Ecophyto II.

Constat :

Montrer qu'il existe des systèmes agroécologiques compétitifs est un levier puissant pour les accompagner. L'idée est de faciliter le transfert de pratiques auprès de nouveaux agriculteurs et assurer une appropriation rapide de solutions alternatives existantes. L'instauration d'un système de parrainage pourrait être une piste à explorer.

En l'espèce, la réduction de l'utilisation des intrants passe par la formation (continue et initiale) des agriculteurs aux techniques alternatives de désherbage et/ou de réglage des pulvérisateurs (pour les arboriculteurs ou les viticulteurs) par exemple et par l'engagement des lycées agricoles. Elle passe aussi par la **nécessité de porter un autre**

regard sur les adventices : les replacer dans le cadre d'un non travail du sol et/ou du semis direct avec de la rotation de cultures. **C'est aussi réfléchir plus globalement sur ce qui se passe sur une parcelle.** Développer un système de production économe en intrants nécessite d'avoir une vision globale des cultures (compétition, perte de rendements). Cette approche **modifie le rapport à la nature qui devient alors un allié à travers les services rendus** et non plus un adversaire à combattre en raison des dommages de la flore adventice (qui gêne lors des récoltes). Une vision négative des adventices conduit incontestablement à une acceptation plus forte de la nécessité d'utiliser des herbicides.

2.1.1.1.3 Former pour rassurer et mieux essaimer

En fait, nombreux sont ceux qui avouent avoir déjà changé les pratiques (paragraphe 1.2.1.1) mais, ils manquent de conseils, de supports, d'accompagnements. La question de la formation et des besoins en informations et en soutiens techniques apparaît en force dans l'enquête. Certes, il existe des échanges techniques entre agriculteurs : entraide, échanges de matériel ou partage d'informations sur les cultures ou les pratiques mais, ceux-ci sont toujours présentés comme limités. D'ailleurs, le rapport ministériel sur le dispositif EcoPhyto explique : « *Les changements de pratiques mis en place prouvent qu'une baisse de la protection phytosanitaire est compatible avec une production en quantité et en qualité. Il est maintenant nécessaire de communiquer sur les résultats obtenus pour vulgariser les méthodes et techniques mises en œuvre.* »⁷¹⁶

Constat :

La transition vers une agriculture plus durable va de pair avec de nouvelles pratiques mais elle doit **être soutenue par un réseau d'agriculteurs (via les CUMA par ex.).**

Aussi, dans le cadre d'une réduction de l'usage des produits phyto, **la crainte d'une perte de rendement**, donc de revenu, apparaît la plus forte. La diminution des intrants n'intervient que comme une conséquence positive en matière de réduction des charges, au contraire de la diversification de la production qui se définit comme une stratégie de complémentarité entre plusieurs activités (le fourrage pour les bêtes) et d'amélioration de l'autonomie de l'exploitation. De ce fait, la recherche d'une autonomie laisse entendre une nécessaire et étroite imbrication entre production fourragère, type de troupeaux

⁷¹⁶ Extrait du rapport général EcoPhyto 2018, disponible sur le site du ministère <https://agriculture.gouv.fr/le-plan-ecophyto-quest-ce-que-cest>.

et techniques d'élevage (plein air, semi-liberté), bâtiments et main-d'œuvre disponibles. Nous retrouvons ces contraintes énoncées préalablement autour des facteurs travail, capital et terre. Ainsi, transformer ses pratiques d'ensilage de l'herbe modifie les types d'équipements tout autant que le calendrier des ressources fourragères et l'organisation des récoltes. **C'est dans ce contexte que la création de réseaux d'entraide par le biais des CUMA par exemple peut être un levier à soutenir pour faciliter le passage à d'autres pratiques.** Il y a un vrai besoin d'avoir une analyse globale de l'exploitation mais aussi sur le territoire pour développer de nouvelles trajectoires plus durables.

Constat :

En conséquence de quoi, **il n'existe pas de recette type ou de modèle unique mais une multitude de voies individuelles possibles à emprunter et à coordonner collectivement.** La construction d'une procédure d'autodiagnostic, de fiches-actions, d'un quizz sur les éco-savoirs¹ serait un plus dans la sensibilisation et dans l'appropriation de cette problématique de transition.

Cet aspect sera repris dans nos propositions du plan d'action Pass'Transition.

« On a besoin de fiches ressources. Des conseils pratiques et efficaces. Il faut bien travailler son projet avant de s'installer. Il faut reconnaître que ça ne se fait pas en un jour. »⁷¹⁷ ;

« Quand vous êtes en bio, vous vous rencontrez souvent. Il faut échanger, s'entraider. »⁷¹⁸ ; « On manque d'informations à la maison. La Chambre d'agriculture fait des réunions l'hiver avec des essais pour varier les semences. »⁷¹⁹ ; « Le semis-direct. C'est bien mais il faut encore une mise au point. Parce que si après, on met des produits, il n'y a pas d'intérêt écologique. Le sans labour aussi. **J'ai testé. Je suis convaincu. Ça a bien marché. Les cultures intermédiaires, c'est bien pour le sol mais le problème c'est pour la culture suivante. »⁷²⁰**

;

⁷¹⁷ Eleveur de chèvres et transformateur en bio.

⁷¹⁸ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁷¹⁹ Un jeune agriculteur.

⁷²⁰ Un jeune agriculteur.

« Il faut des formations pour prendre conscience. Mais il ne suffit pas d'appliquer des recettes. »⁷²¹ ;

« C'est bien qu'il y ait un programme, un plan. Vivement qu'on y arrive. Mais avec le Roundup, ce n'est pas abouti. En horticulture, on apprend à l'utiliser. Le sol, c'est le support de la planète avant tout. Il faut des cours d'agronomie. »⁷²² ;

« En agriculture, il n'y a pas de vérité. Pas de recette. Il faut des échanges d'expériences, plus de pratiques. »⁷²³ ; « C'est important de se structurer, se retrouver pour échanger sur les mêmes problèmes. »⁷²⁴ ;

« Il faut plus d'appuis techniques, un partage des retours d'expérience. Ce qui se fait beaucoup, ce sont les rencontres entre paysans. Le programme 'Déclat Bio, ça marche bien.' »⁷²⁵ ; « Il faut travailler en réseau. La formation est indispensable. Il nous faut encore 6 ou 7 ans pour rentrer dans une massification du changement. »⁷²⁶

« Et au départ, il n'y a pas d'explications ou d'appuis. On est obligé de les chercher ailleurs. Dans d'autres régions. »⁷²⁷ ;

« Le groupe Dephy. C'est une formation intelligente. Parce que c'est un espace de partage. Pas un passage obligé. Le fait de réfléchir en groupe, c'est bien. »⁷²⁸

La Chambre d'agriculture au même titre que l'OBAPA⁷²⁹ accompagnent les agriculteurs qui souhaitent se convertir au bio ; un conseiller visite l'exploitation et établit la liste des contraintes et des potentialités ainsi que la procédure administrative à suivre. Une étude de faisabilité technique et de viabilité économique est réalisée. Pour ceux qui en bénéficient, cet accompagnement est réellement valorisé positivement par les agriculteurs sur le terrain. Pour les autres, c'est le manque d'accompagnement qui fait défaut. D'où l'importance de fédérer, de créer un réseau pour échanger et épauler. **L'expertise collective** peut être une source importante qui permet également à l'agriculteur de « ne pas être seul ». Les moyens d'information sont très informels :

⁷²¹ Vigneron-récoltant passé en bio en 1999 puis en biodynamie.

⁷²² CFPPA.

⁷²³ Pascal.

⁷²⁴ B. Nancy.

⁷²⁵ Pascal.

⁷²⁶ Appartient au réseau Dephy.

⁷²⁷ Viticulteur, champagne bio.

⁷²⁸ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

⁷²⁹ OBAPA (organisation professionnelle de l'agriculture bio en Alsace) : Création d'un réseau de fermes pilotes pour étude sur la biodiversité.

« Il faut plus de conseils aux producteurs. Avant (il y a 20 ans), on leur disait de valoriser les déchets de l'agriculture (épandage des boues des stations d'épuration). Puis, il y a eu un problème de nitrates par rapport aux phyto. Les groupes de conseils, c'est bien. C'est collectif. Ils échangent entre eux. Et la Chambre [d'agriculture] joue son rôle. »⁷³⁰ ; « J'échange avec d'autres vignerons » ;

« Quand j'ai besoin d'infos, je vais voir mes collègues. Je lis le magazine syndical. Les échanges avec les autres agriculteurs ? Primordial. C'est le plus important. Mais il faut redynamiser l'activité. Organiser des voyages avec un technicien. Organiser des lieux d'échange au sein des chambres. »⁷³¹ ;

« Je n'ai pas beaucoup d'informations. Je discute avec les autres agriculteurs. » ; « Les journées techniques permettent d'échanger avec les autres. Ce sont des collègues. C'est bien de se rencontrer. »⁷³² ;

« La Chambre d'agriculture partage les informations. C'est important de montrer pour savoir ce que font les autres. »⁷³³ ; « Pour faire du semis-direct, il faut bien analyser le sol. Avec la Chambre d'agriculture, on ramène des échantillons. Et on sait s'il faut faire des apports ou pas. Ils sont spécialisés. On n'est pas seul. Ils sont spécialistes. »⁷³⁴ ;

« Je connais beaucoup d'agriculteurs convertis en bio. Je suis dans un réseau. Et puis, j'échange beaucoup avec la personne qui m'a formé. Elle est une source intarissable sur le sujet. J'avais tendance à réfléchir seul, mais j'échange beaucoup. Je contacte aussi les voisins conventionnels lors d'un souci de déclassement de légumes lié à la trop grande proximité avec les champs du voisin traités. J'avais des petites appréhensions pour rentrer en contact avec les voisins, mais, au final, les discussions furent bonnes ; elles se sont bien passées. Ils m'ont dit qu'ils aiment voir les jeunes travailler la terre, même si l'approche n'est pas la même. »⁷³⁵

« Il faut des liens avec les autres agriculteurs. Pour ceux qui s'installent. Car il faut beaucoup de technicité. Si on n'a pas appris, c'est dur. Il faut un coordinateur. Avec l'OPABA, il y a des formations, des achats groupés. Le

⁷³⁰ S. Conseiller chambre d'Agriculture.

⁷³¹ Apiculteur en bio.

⁷³² Eleveur de chèvres et transformateur en bio. Conversion en 1983.

⁷³³ Un jeune agriculteur.

⁷³⁴ Une maraîchère.

⁷³⁵ Louis, Ferme.

syndicat, le CGA, est là. On visite d'autres exploitations pendant la formation. »⁷³⁶

2.1.1.2 Un Pass'Transition pour donner de la cohérence

Il est important de sortir d'une image négative de la transition agricole au sens où il s'agit uniquement de nouvelles contraintes. L'aborder sous un angle positif, comme une opportunité est aussi une réponse aux critiques émises par les agriculteurs que nous avons rencontrés. C'est donc un **projet territorial et multi partenarial** qu'il convient de développer.

Constat :

C'est dans cet esprit que le Pass'Transition se conçoit comme un véritable contrat agroécologique liant agriculteurs et collectivités territoriales.

La création d'un Pass'Transition peut aider lors de la conversion : évaluation du potentiel de la ferme avec appuis techniques, calendrier des étapes à franchir, viabilité du projet, accompagnement sur le moyen terme par le biais d'un parrain et d'appartenance à un réseau de partage.

2.1.1.2.1 Pourquoi une approche agroécologique ?

L'agriculteur est conscient de son rôle social et de son impact environnemental. D'ailleurs, lorsqu'il s'interroge sur la notion de transition agricole, c'est à la fois aux aspects en amont et en aval qu'il se réfère. La difficulté est surtout de la traduire sur le plan concret : comment construire un système économe en intrants qui garantisse un certain niveau de rendement ? Le questionnement passe à travers une réflexion sur le recours aux produits phyto, sur les pratiques culturales et son insertion dans une filière ou son contact avec le consommateur. Dans le cadre de notre enquête, différents points consensuels apparaissent dans les questions autour du « produire autrement » (paragraphe 1.2.2.1) et des solutions apportées par les agriculteurs (paragraphe 1.2.1).

⁷³⁶ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

De ce fait, nous avons fait le choix de **privilégier le qualificatif d'agroécologie**. L'**agroécologie** a été développée dans la loi n°2014-1170 - loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt⁷³⁷. Cette loi favorise plusieurs dispositifs dont des certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques et des mécanismes de pharmacovigilance. Cette loi la définit comme suit :

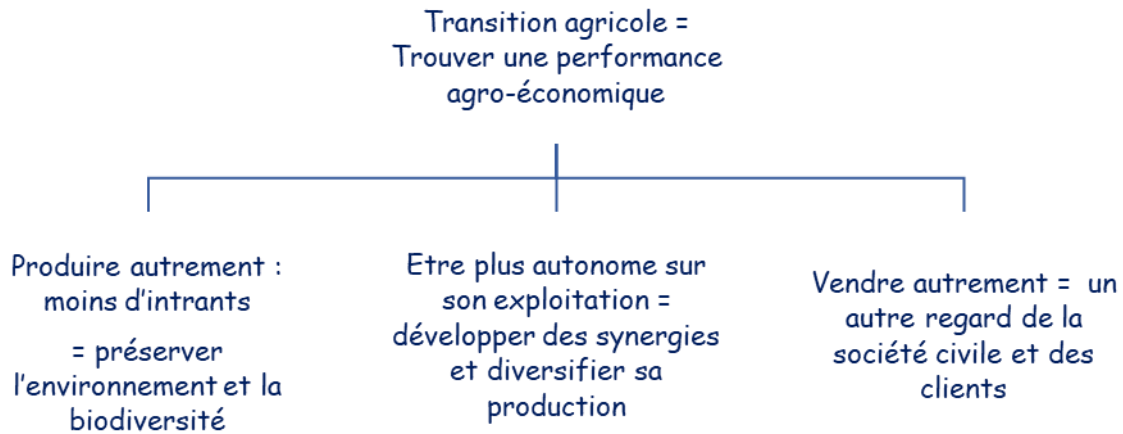
« Ces systèmes privilégient l'autonomie des exploitations agricoles et l'amélioration de leur compétitivité, en maintenant ou en augmentant la rentabilité économique, en améliorant la valeur ajoutée des productions et en réduisant la consommation d'énergie, d'eau, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et de médicaments vétérinaires, en particulier les antibiotiques. »

Effectivement, dans nos propos préliminaires, nous avons souligné l'importance de dépasser le clivage entre conventionnel et biologique car les critiques des uns envers les autres sont assez fortes et peu enclines à développer une culture commune si l'on résume la transition agricole à une généralisation de l'agriculture biologique. D'autant plus que cette dernière suscite également de nombreuses critiques déjà soulevées préalablement (caractère industriel, propension à l'importation, utilisation de cuivre, etc.). Rechercher un qualificatif qui dépasse ce clivage nous paraissait important pour « faire se rencontrer » tous les agriculteurs. Un des freins réside également dans la confrontation entre modèles. **Pour lever ce frein, il serait profitable de croiser les approches entre agriculteurs afin de favoriser les échanges entre producteurs, transformateurs et organismes de conseils**. D'ailleurs, c'est assurément le « circuit local » ou « penser local » plutôt qu'exclusivement le bio que les enquêtés plébiscitent. C'est un point de départ qui peut être soutenu par le plan alimentaire territorial.

Cette façon de faire invite à **repenser la manière d'introduire le changement sur un territoire** en évitant une approche descendante, souvent mal acceptée. **La notion de transition agricole est clivante et controversée**. Ce sont les agriculteurs bio qui sont le plus critiques par rapport à des dispositifs comme Ecophyto ou les agriculteurs en haute valeur environnementale. Quant aux agriculteurs dits conventionnels, ils sont habitués à l'usage de produits phyto qu'ils considèrent comme nécessaires pour réduire leur vulnérabilité. Certains réfutent le terme conventionnel en raison d'une connotation très négative. Pour faire adhérer le plus d'agriculteurs possibles, il est important de dépasser ces clivages et surtout de ne pas opposer les agriculteurs entre eux.

⁷³⁷ Du 13 octobre 2014.

Figure 30 : Trouver une performance agroécologique



Il s'agit d'une action en amont et en aval du système de production : le but est de rechercher des systèmes économiques en intrants et en consommation de matières premières tout en reconnaissant la valeur ajoutée de ce mode de production vis-à-vis du consommateur.

Figure 31 : Une triple performance pour l'agriculture de demain

	Objectifs	Effets recherchés
Viabilité économique	Performance agroéconomique Réduire la vulnérabilité	Assurer un revenu Réduire la dépendance aux intrants et les charges Être compétitif
Performance sociale	Image de la profession	Concilier vie personnelle et contraintes professionnelles Améliorer les conditions de travail
Soutenabilité environnementale	Promouvoir les savoirs agronomiques	Rechercher les synergies entre cultures et compensations naturelles Agroforesterie

2.1.1.2.2 Appartenir à une communauté d'intérêts

L'appartenance à une communauté partageant les mêmes valeurs et ayant des objectifs convergents configure une perception positive de la nécessité d'adopter et d'approprier une charte agroécologique ou un cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques. Il faut éviter que cette dernière soit perçue comme une injonction environnementale ou une contrainte supplémentaire. L'objectif est de **partager des expériences en sortant des approches sectorielles pour dégager de nouvelles options via l'expérimentation**. Cette communauté d'intérêts joue un rôle important. Elle est militante, elle unit et donne de la force car « *Un agriculteur ne doit pas rester seul* ». En lui donnant une visibilité (pas seulement médiatique), il s'agit de mettre en commun, de partager des connaissances et des expériences. Cette idée de structurer les filières obéit à une volonté d'apprendre des autres. L'objectif de ces communautés d'intérêts est de concilier efficacité et « produire autrement ». Cette dynamique est au cœur de la transition. Elle peut alors se définir comme une amélioration de la résilience par la mise en pratique de nouvelles techniques (paragraphe 1.2.1.2). Le plus difficile est de trouver un équilibre entre volume de production (performance économique) et durabilité du système de production ou performance environnementale (durabilité qui s'entend à la fois dans l'outil de production et dans la réduction des intrants).

Constat :

Les agriculteurs doivent pouvoir bénéficier, en contrepartie du respect du cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques, d'un soutien logistique et matériel.

Ici, la notion de communauté d'intérêts n'est pas anodine. Elle est une tentative de reterritorialiser le lien social. Le succès des circuits courts et des fermes ouvertes entérine cette volonté de créer du lien et de communiquer. Pour la transition agricole, il est important de **constituer une communauté d'intérêts afin de positionner chaque histoire personnelle (agriculteur) dans un registre plus large : le territoire**. Cet « agir ensemble » fournit un cadre social par le biais du Pass'Transition. Ce changement d'échelle est primordial pour que l'agriculteur devienne actif et se sente investi en dehors de toute conflictualité.

Une organisation en filière permet d'envisager le long terme avec moins d'incertitudes. Elle rassure les jeunes en matière de choix lors de leur installation. Elle peut être une

réponse à la volatilité des prix à court terme ou à la concurrence internationale qui suscite de nombreuses inquiétudes.

En l'espèce pour le blé, il existe des acteurs de proximité et une rentabilité plus forte qu'ailleurs liée à l'organisation de la filière⁷³⁸ : « Il y a donc un débouché pour les céréaliers bio alsaciens. La filière se structure et c'est une excellente nouvelle ».⁷³⁹ Par exemple, pour structurer une filière de viande bio, il est indispensable d'assurer un approvisionnement régulier en adéquation avec les besoins alimentaires du bétail. La notion de filière s'entend ici du développement d'une collecte des céréales bio régionales à la valorisation des produits carnés. C'est la condition pour **dynamiser l'ensemble de la filière et favoriser des synergies** en contractualisant l'amont et l'aval. Citons ici le projet *Sica-Est-Ali-Bio* en Lorraine dont l'objectif est d'assurer un débouché local à la filière des céréales et protéagineux bio produits dans la région. Il existe déjà une structure de collecte - la coopérative *Probiolo* avec 150 producteurs - qui collecte la quasi-totalité des céréales et protéagineux bio en Lorraine. De fait, **structurer les filières est un moyen d'organiser collectivement la défense des intérêts de producteurs**, d'éleveurs ou de cultivateurs car les agriculteurs sont d'abord des entrepreneurs isolés en concurrence directe sur le marché, parfois mondialisé.

« Si le maïs⁷⁴⁰ est la principale céréale cultivée en Alsace, c'est grâce à notre climat et nos sols. Mais c'est aussi parce que la filière est très organisée. » ;
« L'abattoir [de Holtzheim] a fermé. C'était pratique pour la vente directe. Faire des kilomètres pour acheminer les bêtes jusqu'à Metz et y retourner quelques jours plus tard pour récupérer la viande n'est pas tenable économiquement, et c'est inacceptable du point de vue du bien-être animal. Aujourd'hui, c'est un abattoir privé, on ne maîtrise plus rien. Pour toute la filière viande, c'est un vrai combat de garder des abattoirs sur le territoire alsacien. »⁷⁴¹

Cette structuration des filières met l'accent **sur les interactions entre différents acteurs** : agriculteurs, collecteurs, coopératives, distributeurs, transformateurs, consommateurs mais aussi collectivités locales. Une bonne compréhension de ces cadres collectifs nécessite comme focale l'identification de leviers d'intervention en faveur du

⁷³⁸ Service Economie Entreprises à la chambre d'agriculture d'Alsace.

⁷³⁹ Agriculteur bio, élu à la chambre d'agriculture. Pour des illustrations : <https://www.youtube.com/channel/UCwS6XOW-TiYb6eZsY9fgirA> ou encore <https://www.est-agricole.com/videos>.

⁷⁴⁰ La production alsacienne essentiellement destinée à l'alimentation humaine (près de 80%). Mais 60% est destinée à l'exportation. On estime à 134.000 ha soit environ 40% de la surface agricole utile.

⁷⁴¹ FDSEA.

plan alimentaire territorial. L'idée est de **centrer l'approche sur des systèmes d'acteurs** pour faciliter l'adhésion à de nouvelles pratiques.

« Il faudrait inciter les restaurateurs à proposer du vin d'Alsace. Ça ne sert à rien de faire de la communication pour vendre du vin au Brésil si à Strasbourg, on ne propose qu'un Sylvaner et un Riesling comme vins d'Alsace sur la carte. »

Focus : La filière du houblon

En 2019, la filière houblon s'organise sous la bannière France Houblon⁷⁴² et via la création d'une interprofession qui réunit planteurs, brasseurs et négociants.

*« L'objectif est de **développer qualitativement** le houblon français, d'en assurer sa commercialisation et sa promotion. .../... Il y a **une stratégie collective**. Il s'agit aussi de **convaincre le monde brassicole de s'engager aux côtés des planteurs par une contractualisation pluriannuelle avec un prix minimum qui assure à la filière visibilité et pérennité.** »⁷⁴³ ;*

*« Il faut de **vrais partenariats** avec les brasseurs car pour sortir une variété, il faut au moins 13 ans. En Alsace, on est à la pointe avec un plan de recherche et développement mis en place il y a 15 ans pour répondre au goût du marché. »⁷⁴⁴*

2.1.1.2.3 Le contenu du Pass'Transition

Cet outil se veut **mobilisateur et fédérateur** des différents acteurs dans **une dynamique gagnant-gagnant**. Par contre, nous insistons là encore sur le fait que pour que ce type d'outil connaisse un succès, encore faut-il que les différentes parties prenantes aient abouti à un consensus mutuellement accepté quant aux bonnes pratiques à promouvoir. Sans cela, le Pass'Transition est inutile. Cette implication de tous les acteurs pourra lever de nombreux freins. **L'objectif explicite de ce Pass'Transition est de regrouper l'ensemble des acteurs de la filière autour d'un projet commun de développement** d'une agriculture agroécologique de proximité, de fédérer, de construire un réseau de pairs dans le Grand Est. Ce plan inscrit l'agriculteur au cœur du projet de la transition agricole et se place **dans une perspective de performance économique (viabilité économique), sociale et environnementale (soutenabilité)**. Il se veut **inclusif** dans le sens où tout système de production qui met en œuvre des techniques ou des pratiques réduisant les intrants (donc les risques) et facilitant les synergies entre agronomie et protection de l'environnement constitue un modèle à soutenir.

⁷⁴² L'Alsace représente 95% de la production.

⁷⁴³ Franck Sander, producteur de houblon à Ohlungen (Bas-Rhin) et président de la FDSEA du Bas-Rhin.

⁷⁴⁴ Houblonnier, Association des producteurs de houblon (AGPH).

2.1.2 Outils de diffusion

Il s'agit de placer l'expérimentation agricole au cœur d'une dynamique de groupe diffusée le plus largement possible afin que les actions menées le soient à des échelles plus élargies en intégrant la transformation des modes de production **dans une économie circulaire au niveau de la région**⁷⁴⁵. Nous proposons diverses mesures immédiatement applicables afin d'engager des producteurs dans une démarche explicitement pro santé-environnementale. L'un des outils du Pass'Transition est le **Plan Alimentaire Territorial** qui constitue à notre avis un levier puissant à la fois pour inviter les changements de pratiques en amont (via la matrice de diagnostic de durabilité, le système de parrainage et la définition d'une AOC agroécologique), mais aussi en aval, en soutenant des démarches de communication ou économiques via des circuits courts.

Figure 32 : Les différents outils de notre plan d'action Pass'Transition

Au niveau microéconomique	Au niveau macroéconomique
<ul style="list-style-type: none"> - Un réseau actif avec une plateforme collaborative - Une matrice de durabilité - Une activation des certifications environnementales - Un système de parrainage : des tuteurs et agriculteurs de proximité - Des fiches-actions 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Plan Alimentaire Territorial à décliner sur l'intercommunalité - Une AOC agroécologique

*« Concernant la transition agricole, il faut revenir d'un modèle mondialisé à une territorialisation. Il faut **relocaliser**. De l'autarcie dans son territoire. On pourrait **produire localement**. Il y a des moyens pour progresser dans ce sens-là. Avoir des abattoirs en local. Récolter localement. On peut à nouveau maîtriser. **Rechercher une autre échelle.** »⁷⁴⁶ ; « **C'est un choix de société.** Si on cherche toujours à acheter moins cher, on crée notre chômage. Il faut savoir ce que l'on veut. Nos achats, ce sont nos emplois. Il faut faire le lien avec le consommateur. **C'est comme ça qu'on maintient une agriculture.** »⁷⁴⁷ ;*

⁷⁴⁵ Via, par exemples, des partenariats entre agriculteurs, producteurs de biodéchets (restauration collective, etc.) et centres de valorisation comme la méthanisation ou le compostage. Cette question liée à la fertilisation des sols raisonne sur la priorité à donner au compostage des déjections animales localement.

⁷⁴⁶ Eleveur et transformateur en bio depuis 2005.

⁷⁴⁷ Maraîcher lorrain conventionnel mais en conversion en bio sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans.

2.1.2.1 Le Plan Alimentaire Territorial

Un **Plan Alimentaire Territorial** permettrait de s'orienter plus efficacement vers cette transition agroécologique en lui donnant un sens et une articulation concrète par le biais de partenariats ou de conventions et en ciblant davantage les appels d'offre. Ce projet est aujourd'hui porté par la Chambre d'agriculture d'Alsace⁷⁴⁸ et se décline sur différents niveaux⁷⁴⁹ comme l'Eurométropole (Ville de Strasbourg) et sur Mulhouse Alsace Agglomération. D'autres sont en cours : dans les Vosges du Nord et ses pays, Sarreguemines, Saverne et Haguenau et l'Alsace Centrale. Dans cette dynamique, la **Chambre d'agriculture joue un rôle moteur dans l'élaboration de ce type de plan**. Il existe à ce jour un site de plateforme collaborative des PAT en région Grand Est : <https://lamainalapat.fr> dont l'objectif est de faciliter la généralisation de cet outil.

Focus : Le projet alimentaire territorial

Les projets alimentaires territoriaux (PAT) visent à rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les consommateurs et à développer l'agriculture sur les territoires.

Les PAT doivent être élaborés de manière concertée avec l'ensemble des acteurs d'un territoire dans l'objectif de mettre en œuvre un système alimentaire territorial visant à consolider des filières territorialisées et à développer des circuits courts. Les PAT s'appuient sur un diagnostic partagé de l'agriculture et de l'alimentation.

« Pour moi, produire autrement, c'est vendre le plus proche possible. Mais c'est vrai pour le maraîchage. Il faut être confronté au consommateur. Ils ne produisent pas pareil quand ils sont confrontés au consommateur ou quand ils vendent à une coopérative. Ils changent les pratiques. »⁷⁵⁰ ; « Attention aussi au bio qui vient d'Espagne. C'est du bio industriel. Ils emploient des migrants ; c'est stocké dans des chambres froides. Ce n'est pas pour vendre sur place. Et le bio chinois, ce n'est pas mieux. Il faut soutenir le local. »⁷⁵¹

⁷⁴⁸ <https://alsace.chambre-agriculture.fr/territoire/collectivites/projet-alimentaire-territorial/>.

⁷⁴⁹ La liste est disponible : <https://lamainalapat.fr/?AnnuairePatListe>

⁷⁵⁰ G. Apiculteur bio.

⁷⁵¹ Maraîchère bio, 28 ans.

Il est pertinent de **décliner le Plan Alimentaire Territorial au niveau intercommunal pour enclencher plusieurs dynamiques locales, au plus près des acteurs** (producteurs, coopératives, distributeurs, cantines, restaurants, consommateurs).

Focus : Le PAT de Strasbourg porté par l'Eurométropole

Description du projet par mots-clefs : un PAT orienté sur la diversification agricole, le foncier, la nature en ville et le volet social via la lutte contre l'obésité et l'accessibilité des produits locaux

Effectivement, **c'est au niveau intercommunal que l'on connaît le mieux l'offre en produits locaux et les besoins en restauration collective** (crèches, écoles, maisons de retraite, etc.). Par ailleurs, **le décret de la loi Egalim sur l'alimentation** publié au Journal Officiel énonce que d'ici 2022, toutes les cantines des établissements chargés d'une mission de service public devront **servir 50% de produits durables et 20% de produits biologiques**.

*« Avec la loi Egalim, il faudrait faire un état des lieux des besoins de la restauration collective. En profiter pour repérer les questions qui se posent. **Accompagner les agriculteurs dans cette loi.** »⁷⁵²*

Si cette nouvelle obligation peut apparaître comme une contrainte, elle n'en représente pas moins une réelle opportunité pour développer les Plans Alimentaires intercommunaux et favoriser la transition agricole. Cette loi fait intervenir le rôle des prescripteurs que sont les collectivités locales ; elle constitue un levier pour donner davantage de visibilité aux débouchés. Elle assure également aux consommateurs une plus grande transparence concernant l'origine des produits.

Cette stratégie d'ancrage crée une dynamique agricole et alimentaire territorialisée en favorisant les produits locaux dans les manifestations culturelles et sportives et dans la restauration collective. C'est dans cet esprit qu'au LEGT Robert Schuman à Haguenau, le cuisinier sert, depuis 11 ans, 1.800 repas quotidiens avec 30% de bio et 100% de local. Dans **ce changement d'échelle**, les collectivités locales ont un rôle actif de soutien à jouer car elles peuvent promouvoir dans cette structuration des approvisionnements.

Focus : L'exemple d'approalsace

Approalsace⁷⁵³ met directement en relation, via une plateforme d'approvisionnement, d'un côté les producteurs ou transformateurs et de l'autre les acheteurs et restaurateurs.

⁷⁵² S. Conseiller chambre d'Agriculture.

⁷⁵³ <https://approalsace.fr/>.

2.1.2.2 Une AOC agroécologique

La **création d'une AOC agroécologique** a l'avantage de donner de la visibilité à cette dynamique qui apparaîtrait directement dans un cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques consultable par les consommateurs. Elle peut également être appréhendée **comme un outil de réconciliation** avec des voisins critiques ou inquiets ou la société civile. Pour ce faire, il est important de **reconnecter l'alimentation à l'agriculture**. Cette volonté apparaît de façon récurrente lors de notre enquête (paragraphe 1.2.1.1.1). Ce que nous proposons est une contractualisation avec des agriculteurs volontaires pour accélérer la mise en place de pratiques vertueuses dans le cadre du PAT.

Pour ce faire, établir un cahier des charges de bonnes pratiques agricoles via une AOC agroécologique au niveau régional peut être une impulsion importante pour agir en amont (sur les pratiques) mais aussi en aval (visibilité auprès de la société civile) de la chaîne de production.

Constat :

Ce cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques devra définir la conduite des cultures, les situations à risque, les modalités de soin thérapeutiques des animaux, la possibilité d'un apport d'azote minéral sur les cultures en sortie d'hiver, les conditions d'épandage d'effluents d'élevage, etc.

Les points importants dans la création d'une AOC agroécologique :

- L'inscription de mesures immédiatement applicables,
- L'engagement des producteurs dans une démarche explicitement pro santé-environnementale,
- Une activation des certifications environnementales,
- Une plus grande visibilité auprès des consommateurs et une reconnaissance de l'adoption de pratiques moins polluantes,
- Une incitation forte pour les agriculteurs réticents.

La profession agricole doit être d'emblée associée à la définition du cahier des charges des bonnes pratiques afin qu'il prenne la forme d'une convention. L'AOC agroécologique doit être le résultat d'une concertation avec les élus du monde agricole. Les chercheurs de l'INRA ont un rôle à jouer dans la formalisation et la légitimation de savoirs agronomiques locaux. Elle l'est d'autant plus que leurs recherches est tournée vers l'action. **Une des difficultés réside dans l'importance des différences entre le cahier des charges de l'AB et celui de l'AOC agroécologique pour limiter les éventuels refus ou réticences d'agriculteurs conventionnels.** Intégrer l'agroforesterie dans le cahier des charges des bonnes pratiques est aussi un moyen pour atteindre les objectifs environnementaux et réduire les risques de pollution.

De son côté, la **certification**⁷⁵⁴ est une clé possible pour générer des baisses de produits phyto. Elle est une aide à la décision et un moyen de diffuser des conseils pour mettre en place des itinéraires culturaux plus durables. En l'espèce, la **certification d'économie de produits phytopharmaceutiques (CEPP)** a pour objectif de « *sortir de l'impasse constituée par une dépendance aux produits phytopharmaceutiques et de valoriser et de déployer auprès du plus grand nombre d'agriculteurs les techniques et les systèmes plus économes et performants.* »⁷⁵⁵ En ce sens, il est important d'impliquer toute la filière dans ce dispositif à savoir les coopératives, les négociants et l'ensemble des distributeurs qui ont un rôle explicite dans la diffusion de nouveaux usages. Passer par **une responsabilisation des distributeurs pourrait être une piste à explorer** via un indicateur fondé sur des CEPP et/ou sur ses ventes avec des objectifs de réduction des intrants accompagnés d'un système de sanction ou de pénalité (à imaginer). A ce titre, pour le ministère, « *L'utilisation des données de ventes de la Banque Nationale des Ventes Distributeurs (BNV-D), enrichie par les informations au code postal « acheteurs », a permis de dresser un état des lieux de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques dans le Grand Est sur l'année 2015 et de réaliser une cartographie des ventes à l'échelle de la région.* »⁷⁵⁶

Cette certification pourrait être complétée par la **certification éco-épandage** qui mérite d'être davantage connue car elle repose sur la maîtrise de la dose à l'hectare et une réduction du tassement des sols ; elle sensibilise sur la qualité des déchets valorisables. Cette dernière intégrerait les agriculteurs dans une dynamique d'économie circulaire avec une valorisation des matières fertilisantes issus de l'exploitation. Il s'agit

⁷⁵⁴ <https://agriculture.gouv.fr/certification-environnementale-mode-demploi-pour-les-exploitations>.

⁷⁵⁵ <http://www.ecophytopic.fr/tr/cepp/cepp-dispositif>.

⁷⁵⁶ Extrait du rapport général EcoPhyto 2018, disponible sur le site du ministère <https://agriculture.gouv.fr/le-plan-ecophyto-quest-ce-que-cest>.

ici de **synergies potentielles** entre des flux matières / déchets qui repose sur une approche systémique et contribue au développement économique du territoire à travers des activités non délocalisables. La question porte aussi sur **l'engagement des syndicats** dans cette démarche agroécologique. Le syndicat joue un rôle important dans l'adoption de nouvelles pratiques en tant qu'animateur et expert. Il suffit d'un pas pour inscrire ces nouvelles pratiques dans l'AOC et y intégrer la dimension environnementale et sanitaire. Ainsi, dans le domaine viticole⁷⁵⁷, plusieurs démarches sont conjointement développées : la viticulture raisonnée, intégrée, biologique ou biodynamique. D'ailleurs, aujourd'hui, en Alsace, près un hectare de vignes sur cinq (20%) est bio⁷⁵⁸. Cette démarche viticole contribue incontestablement à la réputation de nos vignobles.

Constat :

Les agriculteurs recherchent une certaine résilience en s'adaptant aux nouvelles exigences sociétales et en réduisant leurs vulnérabilités

- En amont : appui logistique, indicateurs référents, parrainage, fiche-action, réseau collaboratif, dynamique de filières ;
- En aval : sécuriser les débouchés.

⁷⁵⁷ <https://www.vinsalsace.com/fr/terroirs/viticulture-ecologique/>.

⁷⁵⁸ Ce qui représente environ 359 vigneron dont 55 en conversion.

2.2 Production et stratégies d'avenir

Il s'agit ici d'un aspect pédagogique puisqu'il est question d'expliquer et de diffuser des connaissances existantes et des pratiques déjà mises en œuvre. Ce volet implique l'ensemble des acteurs de la filière à savoir les conseillers de la Chambre d'agriculture, les distributeurs de produits phyto (coopératives, négociants) ou toute autre personne qui proposent des conseils, des aides à la décision. En effet, l'agroécologie repose sur **un changement de paradigme, une autre façon de penser l'agriculture qui réintroduit le savoir agronomique et une utilisation optimale des services écosystémiques de la flore et de la faune auxiliaire**. Or ce changement de paradigme suscite des craintes voire des blocages qu'il est important de lever. Il existe aujourd'hui une grande expertise chez les agriculteurs, dans les associations, les Chambres d'agriculture, les chercheurs de l'INRA qui nous apparaît largement sous-exploitée. La nécessité de faciliter le transfert d'informations et le partage d'expériences constitue un levier considérable pour faire adhérer les agriculteurs à un modèle agricole plus durable.

2.2.1 Les deux déclinaisons du plan

Il se révèle difficile de cartographier, en l'état actuel, les différents acteurs de la transition en raison de leur diversité et des échelles impliquées. Toutefois, il apparaît important de **donner de la visibilité à certaines actions structurantes** pour faciliter l'adoption de pratiques qui réduisent l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. Effectivement, un **besoin d'expérimentations et de partage des savoirs est explicitement observable** car de nombreux agriculteurs se sont engagés dans des projets innovants et/ou sont disposés à modifier leurs pratiques (soit pour des raisons économiques et réduire leur dépendance soit du fait d'une recherche d'efficacité agronomique et/ou d'autonomie ou encore pour s'adapter aux nouvelles contraintes climatiques et des consommateurs). Le principal défi est alors de faciliter la diffusion en y associant naturellement les EPLEFPA pour sensibiliser les jeunes agriculteurs en formation.

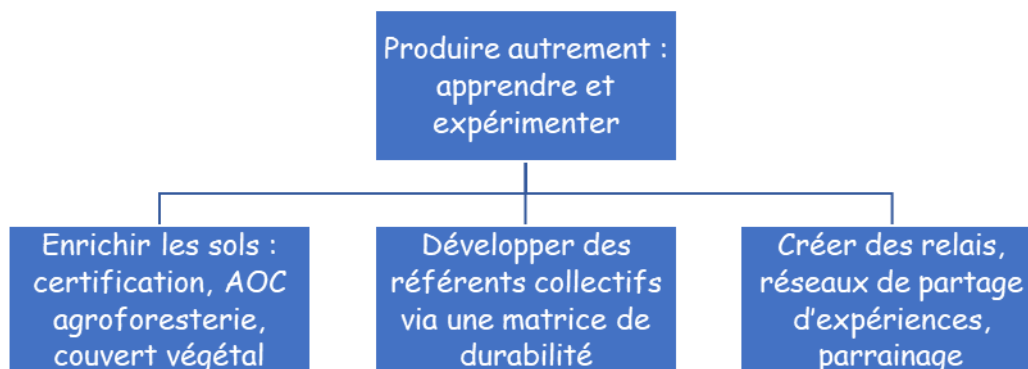
La demande d'accompagnement peut se décliner en deux axes principaux :

- 1^{er} axe : Partager des savoirs entre agriculteurs pour favoriser la résilience ;
- 2nd axe : Ce volet se réfère à l'aval de la chaîne de production et vise à structurer des filières pour renforcer l'accessibilité des produits du terroir et refaire lien avec le consommateur.

2.2.1.1 Partager des savoirs entre agriculteurs pour favoriser la résilience : essayer pour produire autrement

Ce premier volet du plan d'action ne révolutionne pas la législation existante mais vise explicitement un des objectifs du plan Ecophyto II à savoir une généralisation des techniques et outils déjà disponibles afin de faciliter la transformation des systèmes de production en place. L'objectif est d'**inciter les agriculteurs à s'inscrire dans une démarche agroécologique individuellement mais aussi collectivement en portant une culture positive du changement de paradigme**. L'enquête a montré une sensibilisation et une volonté de changer de pratiques ; encore faut-il soutenir cette dernière et permettre de « sauter le pas » afin d'opérer les mutations dans les pratiques. C'est un véritable accompagnement dans la prise de risque du changement de pratiques agricoles face à des craintes en termes de rendement.

Figure 33 : Essaimer pour produire autrement



En réconciliant les agriculteurs eux-mêmes via des échanges de pratiques, il est possible de **dépasser l'opposition « bio » versus « conventionnelle »** qui, incontestablement, **freine le passage à la transition : admettre la diversité des pratiques est aussi un soutien dans cette recherche de résilience**. A l'instar de ce qui se pratique dans le vignoble alsacien par le biais du GIEE-Syndicat viticole de Westhalten, il s'agit de **coconstruire une boîte à outils** : fertilité du sol, gestion des adventices sans herbicides, gestion des ravageurs et des maladies sans intrants, viabilité économique, conditions de travail. Il en est de même au sujet de **la création de réseau de solidarité - peut-être via les CUMA et/ou un système de parrainage** - pour gérer les rotations de cultures et assurer l'alimentation des bêtes localement.

Ce principe repose sur l'essaimage d'une diversité d'expériences à savoir la création d'un contexte qui favorise **une dynamique des interconnexions au sein d'un réseau**. En l'absence de ce réseau, une idée ou une pratique n'aurait pas connu le même succès. Il importe que les interactions soient nombreuses pour que la diffusion s'accroisse. Et plus les échanges, les questionnements et le partage d'expériences aboutissent à un consensus accepté et appropriable et plus **le système collectif sera fédérateur**, l'objectif étant de faciliter la diffusion des connaissances.

A cet effet, il existe plusieurs forces en présence pour définir les pratiques déjà engagées pour les promouvoir en exemples :

- De nombreux acteurs (conseillers des Chambres d'agriculture, syndicats, associations, président des Jeunes Agriculteurs, chercheurs de l'INRA, etc.) peuvent être mobilisés pour construire le consensus,
- Il existe des réseaux déjà structurés à réunir autour d'une culture et objectif communs.

Constat :

Plus le nombre d'acteurs connectés à un même événement (un savoir-faire, une initiative) est élevé, plus la dynamique se consolide autour d'un compromis.

Ces différentes dynamiques décloisonnent les agriculteurs et les intègrent dans un schéma territorial d'ensemble en développant une certaine autonomie. Les agriculteurs sont véritablement en quête de cette autonomie.

D'ailleurs, dans son rapport sur les fermes Dephy et le retour d'expériences du plan EcoPhyto II, le ministère précise :

« De cette volonté est née l'idée de construire un événement d'ampleur valorisant le réseau DEPHY viticulture sur les deux régions. Séduits par cette idée, les animateurs se sont lancés dans un projet commun : le DEPHY tour viti 2018. Organisées dans des exploitations en juillet 2018, les 10 journées "portes ouvertes" ont permis aux visiteurs de **découvrir le réseau et les groupes de fermes, leurs projets, les résultats obtenus.** »⁷⁵⁹

⁷⁵⁹ Extrait du rapport général EcoPhyto 2018, disponible sur le site du ministère <https://agriculture.gouv.fr/le-plan-ecophyto-quest-ce-que-cest>.

Focus : Les GIEE

Alsace :

Association Canop'terre à Erstein pour la viticulture en biodynamie :
<https://www.canopterre.fr/>

GIEE - Syndicat viticole de Westhalten avec son sentier agroécologique dans les vignes avec des pratiques mis en œuvre par le syndicat :
http://www.giee.fr/trouver-un-giee/par-region/Grand_Est/syndicat-viticole-de-westhalten/.

Champagne-Ardenne :

Association Symbiose à Reims pour des pratiques agricoles pour favoriser la biodiversité : <https://www.symbiose-biodiversite.com/>.

GIEE - CIVAM de l'OASIS dans la Somme-Yèvre pour une démarche de réduction des produits phytosanitaires et impact sur la biodiversité et la qualité des milieux : <http://civam-oasis.fr/>.

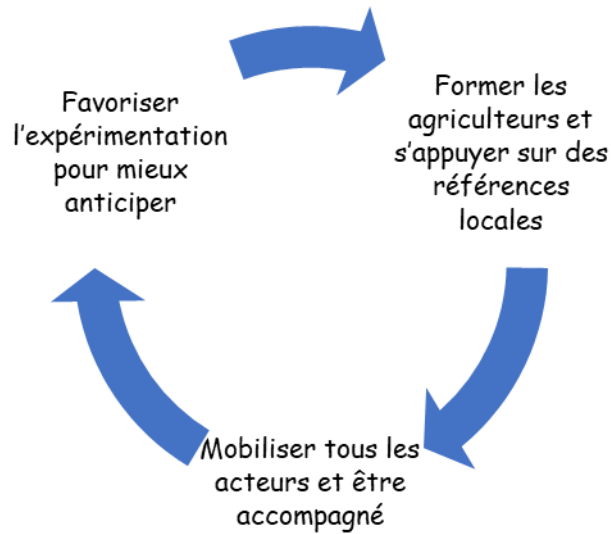
L'approche ressemble davantage à un **modèle hybride qui fait place à la sécurité et à l'innovation** sur le principe de l'amélioration continue et une réduction progressive (mais effective) de l'usage des produits phytopharmaceutiques avec des pratiques adaptables et résilientes. Toutefois, elle autoriserait aussi **d'établir des situations d'urgence dans lesquelles certains produits phyto seraient mobilisables**. Ce réseau de partage des connaissances et de veille se concentrerait sur le repérage de ces situations d'urgence tout en privilégiant de travailler sur la réduction des doses et l'optimisation de la pulvérisation ... un peu comme sur le modèle de l'irrigation dans l'AOC en viticulture. **Ce réseau de pairs rendrait également plus visible** les pratiques innovantes, pionnières **pour susciter l'intérêt et la curiosité**.

Citons d'autres exemples de mesures à soutenir :

- Participer à un réseau de surveillance des maladies des vignes (relevé des pièges de ravageurs et des nichoirs à pollinisateurs, observation des maladies dans les vignes) afin d'optimiser les périodes et les fréquences des traitements ;
- Favoriser l'implantation de bandes fleuries ou de haies bocagères le long des champs ou des prairies en particulier pour l'élevage ;
- Participer à la création d'un réseau de stations météo connectées qui repose sur un principe collaboratif⁷⁶⁰.

⁷⁶⁰ Lorsqu'un agriculteur installe une station météo, il accède également aux données des autres agriculteurs. Ces informations concernent la pluviométrie, la vitesse du vent, l'hydrométrie et sont réactualisées toutes les 13 minutes. 170 agriculteurs en sont déjà dotés.

Figure 34 : Les clés de succès d'une dynamique collective



C'est par cette observation permanente que se développera une dynamique cohérente sur l'ensemble du territoire. Un autre avantage en découlerait : la détente avec la société civile. Par ailleurs, une communication sur les bonnes pratiques contribuerait également au rétablissement d'une cohabitation plus apaisée entre les agriculteurs et le voisinage⁷⁶¹. Cette approche collective doit compléter le diagnostic et l'accompagnement individuel dont peut bénéficier chaque agriculture.

Constat :

D'où la nécessité de constituer des groupes d'échanges techniques entre agriculteurs bio et non-bio, en conversion ou en interrogation (hésitants) avec des expérimentations pratiques et des journées « transferts de connaissances ».

Une diffusion élargie des expérimentations éprouvées et pérennes constitue un levier pour renforcer et orienter les agriculteurs en questionnement et dépasser le stade de l'expérimentation sur une parcelle ou sur une exploitation pour diffuser les actions menées à une échelle plus large. C'est pourquoi, **les échelons régionaux et intercommunaux** nous apparaissent pertinents car ces nouvelles pratiques peuvent être soutenues au travers de plans régionaux et intercommunaux.

⁷⁶¹ Au sujet des « nouveaux résidents » dans les territoires ruraux.

Citons ainsi quelques manifestations qui participent à la diffusion de ces nouvelles pratiques et encouragent la transmission de nouvelles démarches :

- Visite d'une ferme en agriculture bio de conservation⁷⁶² (24 juin 2019 à Mussig, Bas-Rhin) ;
- Démonstrations de semis directs de couverts de végétaux en agriculture de conservation (25 juillet 2019, Zeinheim, Bas-Rhin) organisées par la Chambre d'agriculture et la fédération régionale des coopératives Cuma du Grand Est ;
- Présentations de matériels innovants et de nouvelles méthodes de travail pour s'adapter au changement climatique⁷⁶³ (11-12 sept. 2019, Grussenheim, Haut-Rhin).
- Le concours des Pratiques agroécologiques Prairies et Parcours. Son objectif est là aussi de « partager le regard sur les prairies de fauche et les pâturages riches en espèces » et « Récompenser l'équilibre agroécologique. »⁷⁶⁴

Sur ce modèle, et dans un esprit consensuel, il est important de soutenir différentes initiatives comme par exemples, des événements organisés autour d'une responsabilité économique, sociétale et environnementale⁷⁶⁵ et de l'agroécologie qui marquent une prise de conscience et **une approche pionnière dans la région**. Cette identification de bonnes pratiques ou de recommandations se diffuserait de **manière horizontale** entre pairs (notamment entre agriculteurs mais aussi via des conseillers des Chambres d'agriculture par exemples) ou par le biais de différents canaux (formation, rencontres, plateforme numérique, etc.). **La mesure du changement des pratiques peut ainsi être partagée entre pairs**. Cet aspect facilite l'engagement d'agriculteurs hésitants. D'ailleurs, le numérique accélère ce processus d'essaimage : la diffusion des informations au sein d'un réseau social multiplie les interactions entre les agriculteurs et de ce fait, les incitations à modifier des pratiques.

En effet, il existe, d'ores et déjà, un certain nombre de sites d'informations. L'objectif est de donner davantage de visibilité et de **recenser des itinéraires économes en intrants** à travers un système de partage d'informations. Par ailleurs, la réduction du nombre de canal d'informations évite la dispersion et, de ce fait, les barrières à l'accès à l'information : plus les sites sont nombreux, et plus le coût de l'information augmente et

⁷⁶² <https://asso-base.fr/1er-tour-de-plaine-en-Alsace.html>.

⁷⁶³ <https://agroecologie-rhin.eu/wp-content/uploads/2019/04/d%C3%A9tail-programme-innovmoi.pdf> ; <https://agroecologie-rhin.eu/event/innov-moi-le-rdv-de-lagriculture/>

⁷⁶⁴ « Le concours récompense l'équilibre agroécologique obtenu par les éleveurs sur leurs prairies. Il concerne tous les éleveurs qui valorisent des pâturages et des prairies de fauche non semées, riches en espèces, afin d'en tirer le meilleur profit dans l'alimentation des troupeaux ». <https://www.concours-general-agricole.fr/concours-general-agricole/les-concours/le-concours-des-pratiques-agro-ecologiques-prairies-et-parcours/>

⁷⁶⁵ <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/La-nuit-de-l-agro-ecologie-en>.

réduit l'opportunité d'expérimenter des pratiques innovantes. De ce fait, certaines expérimentations mériteraient d'être davantage mises en avant et **centralisées** ou mutualisées afin de faciliter l'accès.

En définitive, cet accès à l'information sur les pratiques innovantes et les expérimentations est un élément essentiel dans la promotion d'une dynamique comportementale propice à l'adoption de modes de production qui s'inscrivent dans la transition agricole. Il est important de changer d'échelle pour passer de l'expérimentation à la généralisation ; ce qui suppose une large diffusion et adhésion des pratiques existantes. L'objectif est de bâtir un appui logistique via un ensemble de pratiques qui contribuent à un changement de comportements. Il s'agit de capitaliser des expériences pour montrer que des pratiques plus résilientes et plus durables sont économiquement viables et soutenables sur le plan environnemental. Là aussi, cet aspect fait écho à de nombreux agriculteurs qui, lors de notre enquête, insistaient sur le rôle des haies comme facteur de résilience, et plus largement de l'agroforesterie.

Constat :

Les clés du succès :

- Recenser pour généraliser des pratiques économes en intrants ;
- Partager, créer un réseau autour de parcelles ou d'exploitations locales avec des statistiques agroéconomiques pour transmettre ces éco-savoirs ; Puis s'affilier à ce réseau ;
- Avoir un parrain pour être accompagné et bénéficier d'un retour d'expérience ;
- La CEPP et la certification éco-épandage ;
- Donner davantage de visibilité au concours des Pratiques agroécologiques Prairies et Parcours ;
- Redécouvrir le rôle des haies et des arbres à travers une formation sur l'agroforesterie.

2.2.1.2 Structurer des filières pour renforcer l'accessibilité des produits du terroir et refaire lien avec le consommateur

Plusieurs formes de résilience ont été observées lors de notre enquête. Ces différentes démarches de progrès convergent vers moins d'intrants et moins de dépendance aux produits phyto. La difficulté évoquée par les agriculteurs est **le besoin de s'inscrire dans un collectif, de réfléchir à des filières avec des valeurs partagées pour mieux s'insérer dans une communauté d'intérêts**. Cette idée de donner davantage de visibilité à des pratiques plus vertueuses (travail du sol par exemple) - de communiquer - semble être un premier levier beaucoup plus puissant que le changement en tant que tel. La perception que les choses ont déjà beaucoup évolué est largement partagée par les enquêtés. Cependant, la recherche d'autonomie et de résilience (paragraphe 1.2.1) s'accompagne également d'une volonté de se structurer dans des filières ou en créant des accords ou partenariats.

« Les filières sont petites. L'équilibre est précaire. Il n'y a pas toujours une bonne visibilité. »⁷⁶⁶

Il est intéressant de constater que la nécessité de renouer avec le consommateur est partagée par l'ensemble des enquêtés. En réalité, à travers la communication et la vente directe, l'objectif est d'entretenir voire de restaurer la confiance avec le consommateur. Citons cette démarche d'un agriculteur qui dispose d'un magasin de producteurs et qui, par une étiquette indique la provenance du produit, sa distance par rapport au point de vente et la photo du producteur⁷⁶⁷. D'ailleurs, on le retrouve dans certaines enseignes de la grande distribution. L'objectif est sans conteste de convaincre, de faire connaître les produits et leurs métiers. Ils sont nombreux, lors de l'enquête à insister sur le fait que la vente directe joue un rôle d'apprentissage, de transmission, mais permet également d'insister sur la saisonnalité des produits.

Nous pouvons ici citer l'exemple de la filière tabac qui commercialise la récolte au plus près des zones de production grâce à la coopérative *Tabac Feuilles de France (CT2F)*⁷⁶⁸. Les agriculteurs alsaciens⁷⁶⁹ ont fait le choix de se spécialiser dans la production d'un type de tabac (du virginie), un marché de niche plus rémunérateur.

⁷⁶⁶ L., Conseiller à la Chambre d'agriculture.

⁷⁶⁷ La ferme (Bas-Rhin).

⁷⁶⁸ Elle représente 60% des volumes nationaux. La coopérative a signé un partenariat avec quatre opérateurs européens pour garantir les débouchés.

⁷⁶⁹ Ils représentent 1800 tonnes cultivées sur 600 ha par 53 producteurs.

Focus : La filière de la pomme de terre

L'Alsace est une petite région productrice par rapport au Grand Est (1.500 ha contre 12.000 ha) mais bien structurée malgré qu'elle soit constituée d'une très grande majorité de petits producteurs. Pour l'un des responsables du syndicat : *« La filière est bien organisée avec une interprofession des fruits et légumes très forte.../... une filière très diversifiée au niveau de la commercialisation. .../... Toute la production est écoulee en Alsace, essentiellement dans les circuits courts : directement de l'agriculteur au consommateur, ou du producteur au supermarché. .../... L'autre avantage, c'est la qualité du produit. .../... commercialisé sous le label 'Fruits et légumes d'Alsace'. .../... Le secteur bio représente 4 à 5% du marché. »*⁷⁷⁰

Créer des labels communs ou des filières structurées réduit les tensions entre les producteurs et est propice à une dynamique collective autour de l'appropriation d'un cahier des charges de bonnes pratiques (AOC agroécologique). C'est un volet important que nous souhaitons soutenir et promouvoir. La collectivité territoriale est alors, dans ce schéma, un acteur central pour appuyer cette dynamique. A titre d'exemple, la **marque locale « Caractère d'Alsace »**⁷⁷¹ est un atout majeur pour les éleveurs de viande bovine qui assure une plus-value de 30 centimes au kilo pour une viande vendue principalement dans la grande distribution. Ce label s'est construit autour d'un cahier des charges assurant que les bêtes élevées localement sont alimentées par des produits locaux (foin des prairies naturelles, pulpe de betterave, etc.). Ce label répond explicitement à une demande de transparence émanant des consommateurs. De la même manière, pour cet éleveur d'agneaux, il fallait se concentrer sur un marché de niches. Selon lui, le **lancement de la marque « Agneau Terroir d'Alsace »** par un petit groupe d'éleveurs en 2012 a été un formidable levier de croissance : elle est vendue dans les circuits courts (grossistes, boucheries artisanales, grandes surfaces locales avec qui les éleveurs ont signé un partenariat). Le boucher devient un ambassadeur de la production ; en contrepartie, les éleveurs s'engagent à ne pas la vendre directement à la ferme. Les prix et les débouchés sont garantis à l'année. Cette stabilité dans les revenus est incontestablement un facteur explicatif dans la forte hausse des ventes, dans le choix de se diversifier et dans l'installation de jeunes.

⁷⁷⁰ Roland Schweitz, délégué régional de l'Union National des producteurs de pomme de terre (UNPT) pour l'Alsace.

⁷⁷¹ Elle a été lancée par le groupe Bigard avec Socobeval en 2015.

« Maintenant, on sait où va notre viande. Avant, elle était vendue à des coopératives et puis on ne savait pas qui ne l'achetait ni à quel prix. Maintenant, tout se fait en circuit court : chaque éleveur est l'interlocuteur de son boucher qui connaît le berger et sait comment l'animal a été nourri. »⁷⁷² ; « On connaît les éleveurs, on affiche leur nom et leur photo en boutique. Le fossé s'est creusé dans les années 60 quand la vente de viande en lot s'est généralisée... Maintenant on renoue la relation avec les éleveurs, on revient vers les circuits courts. »⁷⁷³

Focus : L'exemple des yaourts A Güeter

Une cinquantaine de producteurs laitiers indépendants d'Alsace et de Lorraine se sont associés pour lancer une nouvelle marque dans le Grand Est. Un an plus tard, 700 000 yaourts ont été vendus. Les fruits sont cultivés dans la région. Le prix, plus élevé que la moyenne, rémunère davantage le producteur (environ 50 cents le litre contre 32 par ailleurs).

Pour valoriser leur production, des dispositifs comme la « Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage » ou les AOC, le logo AB pour le bio ou autres mentions (« Produit à la ferme », etc.) rassurent le consommateur car ils se réfèrent à un cahier des charges avec certaines règles plus ou moins contraignantes. Ainsi, des labels tels que « Fruits et légumes d'Alsace » ou « Fruits et légumes bio d'Alsace » constituent **une signalétique forte** qui indique immédiatement la provenance des produits. La création de ce type de **label collectif** favorise le rapprochement entre les deux maillons de la chaîne de production : producteurs / consommateurs. Ils participent à **une réorientation de l'offre vers davantage de durabilité**. D'ailleurs, ces labels sont largement plébiscités par les agriculteurs sondés avec, toutefois, une certaine réserve :

« Oui, mais c'est quand même le consommateur qui a le dernier mot. » ; « Est-ce que le consommateur est prêt à payer plus ? » ; « **L'agriculteur n'est pas resté connecté au consommateur**. Lui, il veut tout le temps moins cher. Et l'agriculteur est allé dans les filières longues. Il faut ralentir le processus de production pour que l'agriculteur soit à nouveau à la manœuvre. Il a été absorbé par un système. Mais, il est chef d'entreprise, c'est lui qui décide. Il peut faire lien avec le consommateur. »⁷⁷⁴

⁷⁷² Un éleveur.

⁷⁷³ Un artisan boucher-charcutier de l'Eurométropole.

⁷⁷⁴ Un enseignant d'un lycée agricole.

Cette idée que le prix conditionne le consommateur se reflète dans les craintes des conséquences des accords commerciaux négociés avec le Canada et l'Amérique du Sud : certains agriculteurs soulignent les distorsions de concurrence et la rupture d'égalité face aux produits d'élevage ou de culture des futurs pays partenaires (paragraphe 1.1.2.2.1).

Focus : Le label, comme une arme face à la concurrence internationale ?

« Mon lait doit avoir le label Haute Qualité ; je dois respecter des normes d'hygiène strictes écrites dans la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage. »⁷⁷⁵

« Si tu mises sur la qualité, le client le voit. Il faut lui expliquer »⁷⁷⁶ ;

« Le consommateur veut manger moins de viande mais de meilleure qualité. »⁷⁷⁷

« Nous avons mis en avant le poulet fermier Alsace Label Rouge et poulet fermier bio. .../... mais avec le Mercosur, c'est 180 000 tonnes de volailles supplémentaires en Europe. .../... La restauration rapide, les plats cuisinés et les produits alimentaires ultra-transformés, autant de produits sans goût mais à bas coût. .../... La volaille est déjà la viande la plus importée en Europe. »⁷⁷⁸

« Il faut soutenir les fermes à taille humaine »⁷⁷⁹ ; « On aide que les grands »⁷⁸⁰ ; « Le label, ça me donne une valeur ajoutée. Le consommateur, il veut ça. »⁷⁸¹

Des actions en direction de la société civile doivent être encouragées et soutenues pour apaiser les relations entre agriculteurs et non-agriculteurs. Des activités pédagogiques dans les écoles (sorties dans les fermes, goûters fermiers, etc.) peuvent également être un vecteur de transmission et de revalorisation du métier. Des stratégies de sensibilisation auprès de la restauration collective, des entreprises ou de la grande distribution pour créer des partenariats gagnant-gagnant méritent d'être explorées. L'objectif est d'introduire des réflexes liés à l'achat prioritaire de produits locaux dans les comportements.

⁷⁷⁵ L et D (Bas-Rhin).

⁷⁷⁶ Un jeune agriculteur.

⁷⁷⁷ Un agriculteur.

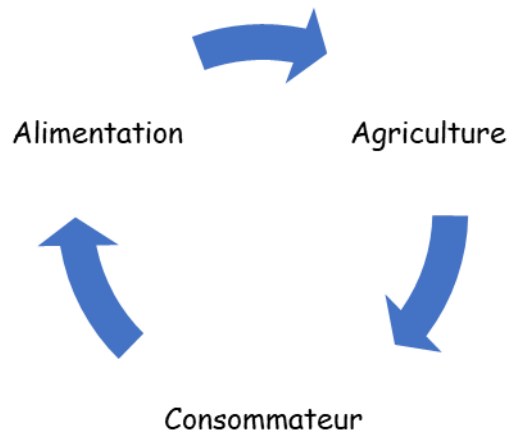
⁷⁷⁸ Bruno Siebert Volailles, Egersheim (Bas-Rhin) ; Jean-Michel Schaeffer, président de l'association Alsace Volaille. Eleveur alsacien de volaille face aux craintes de concurrence déloyale dans le cadre du Mercosur.

⁷⁷⁹ Un céréalier K.

⁷⁸⁰ Un jeune agriculteur.

⁷⁸¹ Une maraîchère.

Figure 35 : Vers une fertilisation croisée entre alimentation, agriculture et environnement



Les opérations « portes ouvertes » et les visites guidées à la ferme sont très appréciées par les agriculteurs qui y voient une opération de communication très importante. Cette forme d'**agrotourisme** valorise le savoir-faire et renoue avec la société civile : « **Faire alliance avec la société car il y a une forte attente. Redonner confiance et donner du sens à nos produits** »⁷⁸². Elle répond aussi à un besoin sociétal de « *savoir comment ça se passe dans une ferme* »⁷⁸³. Les agriculteurs accueillent et échangent avec les visiteurs. Il existe une réelle volonté de faire découvrir son métier et son savoir-faire au public. Cette ouverture sur la société leur apparaît essentielle. En outre, cette dimension sociale fait partie intégrante d'une agriculture durable en insistant sur le volet social (« créer du lien »). Elle permet également de lier les enjeux agricoles et alimentaires avec la problématique environnementale (gestion soutenable d'un territoire) mais **dans une perspective réconciliatrice et apaisée**.

Les collectivités locales ou/et les syndicats ont un vrai rôle à jouer. Ainsi, la manifestation « Bienvenue à la ferme » sur la place Kléber à Strasbourg avec un food-truck de produits fermiers était organisée par la Chambre d'agriculture. L'objectif est clairement affiché : « La promotion des produits du terroir et la découverte des coulisses de la ferme ». Notons également l'organisation par l'Office du tourisme et d'attractivité du Kochersberg de plusieurs escapades dans les fermes et ce, tout au long de l'été 2019 ou encore « Les fermes ouvertes » dans le canton de Brumath et Hochfelden.

⁷⁸² E., Jeunes Agriculteurs (JA) éleveuse de vaches laitières.

⁷⁸³ Une maraîchère du Kochersberg.

Focus : Les effets bénéfiques attendus en termes d'image

« J'explique ce que mange une vache par jour et combien de litres de lait elle donne. Comment notre métier a évolué, les techniques de la traite. On est passé du manuel au robot. Je détaille les produits issus de l'exploitation. »⁷⁸⁴

« C'est important et ils [les visiteurs] sont curieux. Ils veulent connaître les différentes étapes [de l'activité tabacole] : remplissage, séchage, triage et conditionnement. Aujourd'hui, on est mécanisé. A la fin de la visite, ma femme et moi, on leur fait goûter notre foie gras de canard. »⁷⁸⁵

« Lors des portes ouvertes, les visiteurs sont curieux : comment on taille les arbres, comment on fait face aux ravageurs. J'explique que je ne traite plus deux mois avant la récolte car le traitement s'estompe en 30 jours. On est en culture raisonnée avec le label éco-responsable. Il y a des contrôles. »⁷⁸⁶

« La vente directe me permet de vendre directement au consommateur. »⁷⁸⁷

« Il faut reconnecter le consommateur au producteur et à l'agriculture. »⁷⁸⁸

Il existe un vrai besoin ressenti par les agriculteurs de revaloriser le métier auprès du public. Cependant, une forte hétérogénéité des situations peut être observée selon les secteurs géographiques mais aussi le type de production. C'est incontestablement un **élément qui doit faire partie du Plan Alimentaire Intercommunal**.

Ces différentes pistes aboutissent à une meilleure rémunération du travail de l'agriculteur et à une meilleure couverture de ses charges. Cette juste rémunération d'un travail réalisé et reconnu comme tel est au cœur des revendications des agriculteurs qui sont confrontés à un *agribashing* dont ils font état.

⁷⁸⁴ J, ferme (Bas-Rhin).

⁷⁸⁵ Ferme K (Bas-Rhin).

⁷⁸⁶ JTV (Bas-Rhin).

⁷⁸⁷ Maraîchère (Bas-Rhin).

⁷⁸⁸ Paysan-meunier bio.

2.2.2 A la recherche d'un compromis entre autonomie, soutenabilité et viabilité économique

Le plan reprend l'approche globale dans laquelle nous nous inscrivons. La transition agricole aborde l'ensemble de la chaîne de production et oblige à une mutation profonde qui est déjà en cours. La question des intrants (réduction de la dépendance aux produits phyto et risques inhérents) s'insère inexorablement dans celles des débouchés. Ce plan associe l'ensemble des acteurs du territoire. C'est pourquoi, proposer **un diagnostic à travers une matrice basée sur divers indicateurs** issus du terrain peut être un levier important pour faciliter une migration progressive des exploitations. De ce fait, l'idée de diffuser des indicateurs de quantité⁷⁸⁹ consolide **les démarches de certification individuelle Certiphyto** et sécurise les utilisateurs potentiels. L'objectif final est assurément de trouver des pistes de convergence pour renforcer la capacité des agriculteurs à s'engager dans des itinéraires plus économes en produits phyto.

2.2.2.1 Une matrice de la durabilité

Pour faciliter la diffusion de ces nouveaux systèmes de culture, il est important que l'agriculteur dispose d'informations techniques, de référents lui permettant de se situer sur le chemin de la transition afin qu'il puisse lui-même construire ses propres combinaisons, Il s'agit alors de **concevoir un outil d'aide à la décision et d'accompagnement pour faciliter le diagnostic et permettre à l'agriculteur d'avoir des repères**. Cet outil se veut un outil d'évaluation des performances des systèmes de production afin de répondre à certaines de leurs craintes : *comment mesurer la performance agroécologique de mon exploitation ?*

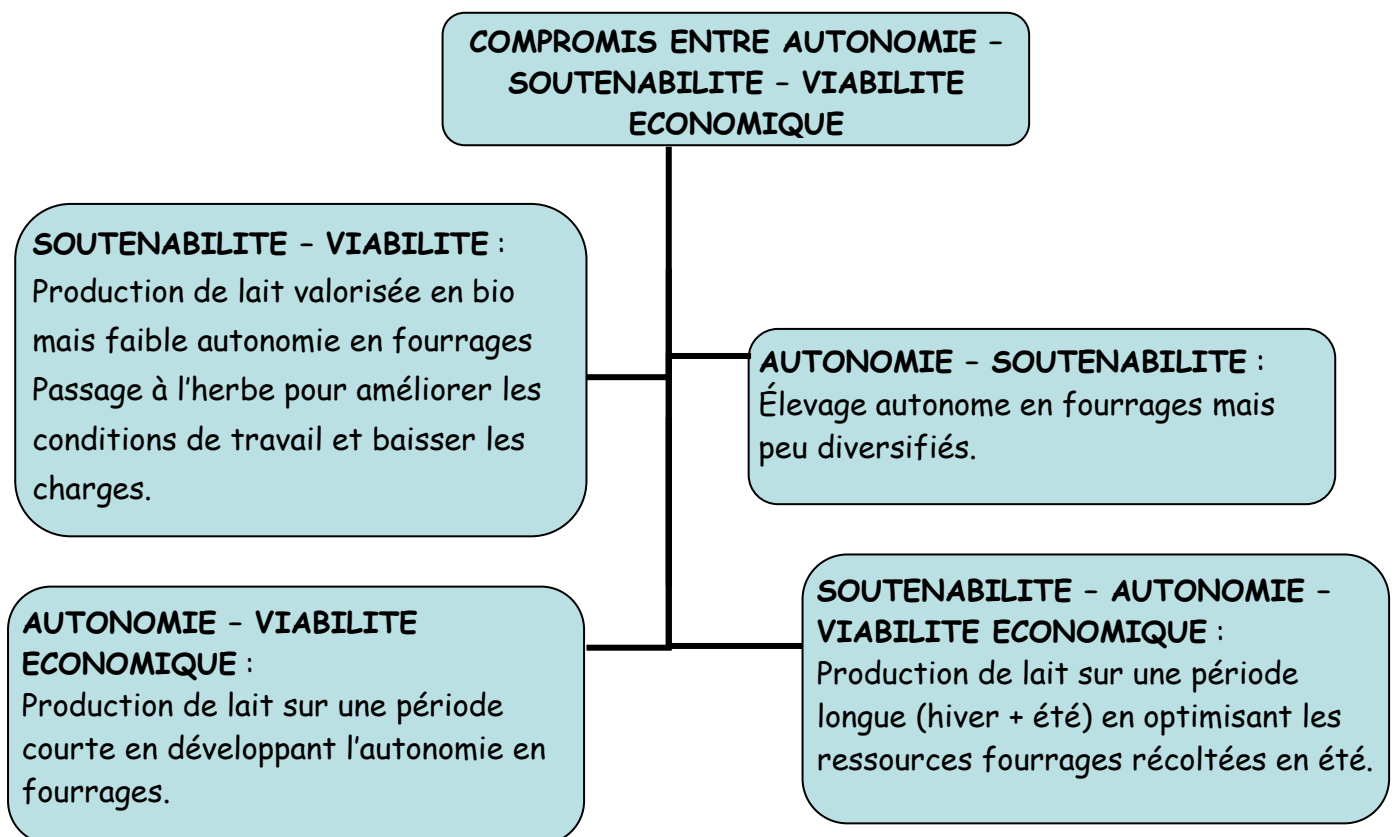
Incontestablement, le monde agricole est mobilisé et se mobilise de différentes manières. Il a conscience de la nécessité de sortir du modèle intensif. De multiples actions sont déjà mises en place dans le Grand Est avec des degrés d'implication des collectivités locales très disparates. Toutefois, de nombreuses **pratiques structurantes innovantes** méritent d'être mises en lumière. En premier chef, **le réseau des fermes Dephy et celui des fermes biologiques, qui devraient apparaître sur un même canal de diffusion afin de faciliter les passerelles et supprimer les approches concurrentielles ou clivantes**.

Dans les deux cas, il s'agit de **fermes pilotes** qui suivent des objectifs complémentaires à savoir rechercher :

⁷⁸⁹ Nombre de doses, fréquence de traitement, rendement, etc.

- **La performance agroéconomique** (viabilité économique),
- **La soutenabilité environnementale** (variété des semences, récupérateurs d'eaux de pluie, agroforesterie),
- **L'autonomie passe par la réduction des charges et une moindre vulnérabilité aux prix du marché** (via la réduction de la dépendance aux produits phyto mais aussi la diversification de la production et des canaux de distribution).

Figure 36 : Recherche d'un compromis entre autonomie - soutenabilité - viabilité chez un éleveur bovin



Il serait également pertinent de présenter les informations disponibles dans BioRh'IN, ce réseau de données comptables en vue d'en extraire des références économiques (OPABA, Chambre d'agriculture, ITADA) pour trois types de production (lait et bovins viande, viticulture) et de stabiliser les coûts de production.

Exemples :

- Citons cet éleveur de vaches laitières qui a fait le choix de passer à l'herbe (substitution des prairies aux céréales, prairies ne nécessitant pas de traitement phyto) pour gagner en autonomie (produire un système

fourrager⁷⁹⁰ à l'herbe suffisant) à la fois pour réduire les charges et améliorer sa performance économique tout en réduisant son temps de travail et gagner en qualité de vie (maximiser le temps passé par les vaches dans les prairies, c'est aussi réduire le temps de gestion du troupeau). Ce dispositif s'accompagne d'une réintroduction de haies et d'arbres dans les champs afin de faire face aux conditions météorologiques.

- Citons aussi le cas de ce céréalier qui a fait le choix de reprendre des savoirs ancestraux agronomiques en arrêtant le labour et en adoptant le semis direct, le couvert végétal et la rotation des cultures pour réduire ses charges et casser le cycle des adventices.

Dans les deux cas, la réduction au recours aux phyto a permis d'avoir des bénéfices environnementaux en matière de qualité d'eau (moins de phyto, recharge des nappes) et des sols (fertilité, lutte contre l'érosion car infiltration des eaux). Autrement dit, **les avantages au niveau de la parcelle se retrouvent au niveau collectif i.e. les intérêts économiques convergent avec des préoccupations environnementales**. Toutefois, ces exemples ne sont pas toujours applicables partout car passer à une alimentation fourragère nécessite de disposer de foncier exploitable sous forme de prairies. Autrement dit, le développement et l'appropriation de nouvelles pratiques nécessitent de revoir son système de production et sa manière de faire. L'enquête nous apprend que l'un des principaux freins est l'absence de connaissances et/ou de formation :

« Les techniques agroécologiques sont-elles plus efficaces ? Vais-je perdre en rendement ou en compétitivité ? »⁷⁹¹

A ce jour, l'OBAPA et la Chambre d'agriculture accompagnent les agriculteurs qui se convertissent au bio. Ils proposent déjà des outils de diagnostic mais ils mériteraient d'être intégrés dans une dynamique plus globale : c'est pourquoi, nous proposons le Pass'Transition. Mais **tous les agriculteurs ne souhaitent pas s'insérer dans cette dynamique alors qu'ils mettent déjà en place des techniques de culture simplifiée ou réduisent l'usage d'intrants**. Cette matrice s'adresse alors à eux. L'idée est de construire un outil d'accompagnement basé sur divers indicateurs afin de mieux l'escorter dans sa transition agroécologique en proposant des pistes d'amélioration. Ces indicateurs doivent tenir compte de critères économiques, environnementaux et sociaux.

⁷⁹⁰ Le système des prairies peut être temporaire et intégrées dans une stratégie de rotation des cultures ou permanentes. Ce système peut être d'autant plus efficace avec l'évolution des températures qui permet de sortir les vaches plus tôt au printemps et de les rentrer plus tardivement en automne. En outre, l'introduction des prairies dans un système de rotation de cultures permet de réduire l'usage de produits phyto.

⁷⁹¹ Un agriculteur.

Ces indicateurs pourront servir pour **se positionner** par rapport à d'autres agriculteurs et inviter à s'interroger sur les améliorations possibles. Ils se construiront au niveau de la parcelle et/ou de l'exploitation. Ainsi, cet outil peut également faciliter la prise de conscience et un engagement plus rapide dans la transition. Il se conçoit alors comme un tableau de bord.

Cette matrice permettrait de mettre aisément en valeur les forces et les faiblesses d'une exploitation. L'objectif est de pouvoir anticiper les changements et d'aider l'agriculteur dans la transition. Des valeurs de référence facilitent le travail de comparaison. Cette matrice s'inspire de divers indicateurs de la méthode du Diagnostic liant environnement et contrat territoriaux d'exploitation (DIALECTE)⁷⁹² du diagnostic de durabilité du Réseau Agriculture Durable (RAD)⁷⁹³ que l'on retrouve en annexes 5 à 8. Cette matrice devra s'adapter en fonction du type de production (viticulture, élevage, grandes cultures, etc.).

Rappelons qu'elle doit être le résultat d'un consensus entre professionnels mais aussi le support pour la **recherche d'un compromis pour l'agriculteur en transition, compromis** qui s'organise autour de trois volets :

- Un volet environnemental pour mesurer l'impact des activités agricoles (fertilisation, traitement phyto, eau, biodiversité) pour **construire la soutenabilité environnementale de l'exploitation**.
- Un volet économique (indicateurs de la productivité physique et des rendements, marge) afin de **définir la viabilité économique de l'exploitation**.
- Un volet social (temps de travail, conditions de vie, valorisation du savoir-faire ...) et **offrir une autonomie à l'agriculteur**.

Ainsi, par exemple pour un éleveur de bovins⁷⁹⁴, il serait pertinent de s'attacher aux indicateurs suivants :

- Concernant les pratiques agricoles : la gestion de la diversité ; les critères de sélection des agnelles ; la conduite de la reproduction et du tarissement ; les

⁷⁹² <https://agri.compteepargneco2.com/outils-diagnostic/toutes-productions/dialecte/> ou encore https://ecodiag.eu/ftp/dialecte_fran%C3%A7ais_100413_imp.pdf

⁷⁹³ En 2000, des animateurs et des agriculteurs des groupes du RAD ont élaboré des indicateurs d'évaluation de la durabilité. Révisés en 2010, 2016 et en 2017, les indicateurs ont été définis en se basant sur des pratiques des agriculteurs du réseau et sur des projections à atteindre (transmissibilité, sensibilité aux aides). Source : <http://www.agriculture-durable.org/lagriculture-durable/evaluer-la-durabilite/>.

⁷⁹⁴ Librement inspiré de <http://www.agriculture-durable.org/lagriculture-durable/evaluer-la-durabilite/>.

ressources fourragères et/ou pastorales utilisées ; une diversité dans les prairies pâturées ...

- Concernant la biodiversité : l'adéquation période de la traite et pousse de l'herbe ; l'utilisation de la génétique ...

Focus : Diagnostic proposé par DIALECTE⁷⁹⁵

DIALECTE évalue l'impact des pratiques agricoles sur l'environnement, qu'il s'agisse de l'eau, des sols, du climat ou de la biodiversité. Il propose également une simulation afin d'observer l'impact d'un changement de pratiques sur le bilan environnemental de l'exploitation.

Plusieurs bilans sont donnés à l'issue du diagnostic. Un bilan synthétique qui reprend les principaux paramètres (utilisation de l'azote, qualité de l'eau, utilisation de produits phytosanitaires, consommation d'énergie, diversité des productions, etc). Cet outil de diagnostic est disponible en ligne, sur inscription. L'outil est gratuit.

⁷⁹⁵ Source : <https://agri.compteepargneco2.com/outils-diagnostic/toutes-productions/dialecte/>

Figure 37 : Proposition d'une matrice d'évaluation de la durabilité d'une exploitation⁷⁹⁶

Critère de la soutenabilité	Composante	Indicateurs	Evaluation	Référent [Intervalle]
Environnemental	Pratiques agricoles	Bilan de fertilisation azotée Irrigation Récupération d'eaux de pluie Traitement des effluents Certification éco-épandage Consommation énergétique Assolement par culture Bien-être animal		
	Biodiversité	Diversité des cultures Dimension des parcelles Enherbement, linéaire de haies		
Viabilité économique	Viabilité	Marge (EBE) Sensibilité aux subventions Niveau d'endettement Part des charges opérationnelles Rémunération du travail		
	Sensibilité à la conjoncture	Valorisation dans les filières courtes Vulnérabilité commerciale		
Social	Conditions de travail	Formation Emploi dans l'exploitation Temps pour la famille		

⁷⁹⁶ Librement inspiré de <http://www.agriculture-durable.org/lagriculture-durable/evaluer-la-durabilite/>.

2.2.2.2 Des fiches-actions

Les agriculteurs doivent disposer de **fiches-actions avec des pratiques agroécologiques et leurs rendements** afin d'**encourager la prise d'initiatives** pour des pratiques alternatives. En réalité, il ne s'agit pas tant d'élaborer *ex nihilo* de nouvelles fiches-actions mais de synthétiser l'ensemble des fiches existantes (agriculture raisonnée, de conservation, biologique, biodynamique, permaculture) pour **avoir un fil conducteur clair et explicite, une direction cohérente**. Ces fiches-actions sont déjà disponibles et/ou pourraient s'inspirer des modèles existants pour l'agriculture bio (annexes 5 à 8). Elles mériteraient d'être centralisées dans un plan global pour assurer une meilleure diffusion et être intégrées dans le Pass'Transition.

Constat :

Chaque fiche-action regrouperait, par filière :

- L'objectif (et les échéances) à atteindre,
- Les actions à mener pour atteindre cet objectif (avec des indicateurs de réalisation pour connaître l'état auquel doit mener l'action, les outils existants),
- Les contacts de systèmes déjà résilients et expérimentés pour disposer de référents locaux et partenaires de la filière.

En fait, l'objectif est de **valoriser les points de convergence et non les divergences des pratiques** pour aboutir à la création de référents expérimentés, éprouvés et consensuels. Cela ne signifie pas qu'il faille s'enfermer dans un modèle unique qui pourrait servir de repoussoir, mais de sortir de la stigmatisation « bio contre conventionnelle » **en valorisant divers éco-savoirs** (les référents se construisent autour d'intervalles). Ainsi, une base de données sur des expérimentations résilientes impliquerait les agriculteurs et favoriserait la capitalisation des connaissances tout en suscitant des changements plus aisément : **les hésitants entrevoient facilement les potentialités** pour « *montrer que c'est possible et comment faire* »⁷⁹⁷. Ce travail en réseau faciliterait la mise en commun et la diffusion sur le territoire. Dans l'exemple ci-dessous, nous avons volontairement opté pour **une biodiversité intégrée dans chaque enjeu afin de ne pas la faire apparaître comme un enjeu en soi**. Ainsi, elle transcende différents enjeux et est partie intégrante du système de production ; **la biodiversité est prise dans sa globalité**.

⁷⁹⁷ Un céréalier converti au bio.

Figure 38 : Exemple d'une fiche-action

Enjeu	Objectifs et actions à mettre en œuvre
Rendre durable et valoriser les changements de pratiques pour renforcer la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> - Traduire le Plan Alimentaire Territorial au niveau intercommunal pour impliquer tous les acteurs - Favoriser la diffusion de la certification environnementale - Inscrire les mesures agroécologiques dans le cahier des charges des AOC - Communiquer auprès du public via la promotion de l'agrotourisme - Soutenir la plantation et la réhabilitation des haies, des bandes enherbées - Diffuser des pratiques économes en produits phyto via les services écosystémiques de la faune et la flore auxiliaires et soutenir les initiatives en lien avec les fermes Dephy - Promouvoir la biodiversité fonctionnelle dans les exploitations
Réduire l'usage des produits phytopharmaceutiques et améliorer la qualité de l'offre alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - Responsabiliser l'ensemble de la filière et promouvoir l'usage de pulvérisateurs confinés et la réduction de leurs usages - Favoriser le couvert végétal, augmenter le fleurissement et encourager l'agroforesterie - Diffuser une meilleure connaissance et utilisation des services écosystémiques de la biodiversité - Favoriser la certification environnementale, les démarches HVE⁷⁹⁸, la formation initiale et continue - Promouvoir les techniques culturales simplifiées - Pérenniser des débouchés
Promouvoir les éco-savoirs existants	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à un réseau de partage et de surveillance collaboratif pour augmenter la résilience - Faciliter la transition en mobilisant les fermes Dephy ou fermes pilotes OBAPA via un système de parrainage

⁷⁹⁸ Haute valeur environnementale.

Il y a un intérêt évident à présenter des pratiques innovantes, à expliquer pour rassurer en s'appuyant sur des références locales et **développer un système de parrainage entre exploitants** pour agir sur les réticences au passage à la transition. Cette proposition répond à de multiples demandes d'accompagnement et d'absences de formation ou aux craintes de ne pas savoir faire et/ou de pertes de rendement mais aussi au « plaisir d'échanger avec les collègues ». De plus, il s'agit de construire des partenariats pour capitaliser les connaissances en s'appuyant sur les fermes aussi diverses que les Dephy et biologiques. Ces exploitations constituent des exemples de pratiques faiblement consommatrices de produits phyto. Formaliser un réseau au niveau local à travers des collectifs d'agriculteurs nous semble être un facteur puissant et mobilisateur vers la transition agricole. On insiste ici sur **le rôle des pairs quant au maintien de certaines croyances ou l'adoption de nouveaux itinéraires**. Et aussi, **permettre à ceux qui ont peur de s'engager d'être rassurés** sur certaines gestions des rotations ou la réussite des cultures intermédiaires.

L'idée d'**introduire un système de parrainage** pourrait être profitable dans ce cadre précis. Pour les agriculteurs qui pratiquent le woofing, il semble incontestable que celui-ci constitue un réel relai de transmission de leurs savoirs : « *Les jeunes ont un vrai projet professionnel* »⁷⁹⁹. Ces opérations de vulgarisation et d'appui technique poursuivent alors un **double objectif à savoir accompagner des trajectoires individuelles et construire collectivement une trajectoire collective sur le territoire**.

Focus : Où chercher l'information

- http://draaf.Grand_Est.agriculture.gouv.fr/Fermes-DEPHY : Diffusion du retour d'expériences des fermes Dephy
- <http://www.ecophytopic.fr/> : portail de la protection intégrée EcophytoPIC
- <https://asso-base.fr/> : professionnels passionnés par l'**agriculture de conservation**.
- <https://www.apad.asso.fr/> : Sur le site, on peut lire : « Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable (APAD), créée en 1998, rassemble des agriculteurs, techniciens et des associations régionales, répartis sur toute la France. ». Cependant, **si l'association est présente en Moselle, elle ne l'est pas du tout en Alsace**. Tout reste à construire.
- <https://www.savoirfairepaysans.fr/> : plateforme du réseau de l'agriculture paysanne, (ARDEAR⁸⁰⁰).

⁷⁹⁹ Dixit une agricultrice qui accueille depuis plusieurs années des jeunes en woofing. Elle compare leur démarche avec celle de stagiaires.

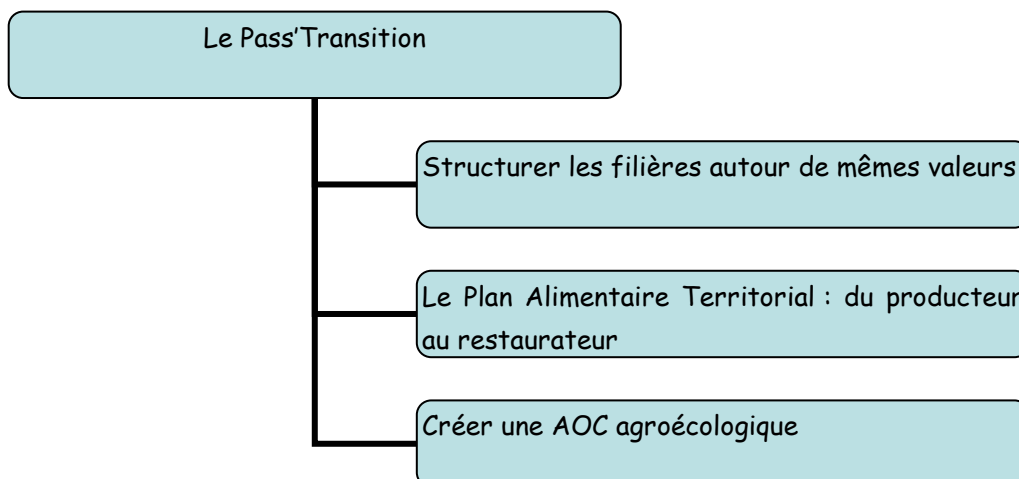
⁸⁰⁰ L'ARDEAR a des compétences pour l'accompagnement des agriculteurs en matière de partage de savoir-faire paysans.

Conclusion de la partie 2

Dans cette seconde partie, nous proposons d'adopter plusieurs outils afin d'accompagner les agriculteurs hésitants ou réticents à changer leurs pratiques. L'enjeu pour l'action publique est de faciliter l'accès à des outils d'information pour mettre l'accent et déployer des exemples innovants qui fonctionnent et un ensemble d'acteurs pouvant représenter des leviers d'évolution des comportements individuels et collectifs. Le Pass'Transition est une réponse à **un besoin d'accompagnement et de soutien** dans ce changement des comportements. Cette gouvernance se construit autour d'un meilleur ancrage local en faveur des agriculteurs. Certaines collectivités sont d'ailleurs déjà fortement impliquées. Pour ce faire, il suffit de rédiger les appels d'offre en faveur des produits locaux et durables. La proposition d'action présentée est basée sur trois phases successives, qui sont à développer sur les années à venir.

- La première phase est la conception de l'outil méthodologique : **une matrice d'évaluation de la durabilité** qui allie autonomie, soutenabilité et viabilité économique. Son objectif est de concevoir un outil d'adaptation qui intègre les contraintes de la future **AOC agroécologique**. Cet outil doit permettre à chaque agriculteur de se positionner sur ses pratiques afin d'améliorer et de renforcer sa nouvelle trajectoire productive.
- La deuxième phase est **l'identification des agriculteurs cibles** et l'élaboration de plans d'action. L'objectif est d'effectuer **une recherche de parrains potentiels** pour évaluer quels agriculteurs seraient susceptibles d'accepter ces missions.
- La troisième et dernière phase est la présentation de la démarche aux agriculteurs pour assurer sa diffusion et leur engagement.

Figure 39 : Sécuriser les débouchés et améliorer la visibilité de la transition agricole



Pour dépasser l'échelle de la parcelle ou de l'exploitation, la transition agricole mobilise divers acteurs et il est important de **donner davantage de visibilité à des trajectoires culturelles économes en produits phyto**. Cette plus grande visibilité sécurise les démarches des agriculteurs qui s'engagent dans des pratiques alternatives. En inscrivant **dans le cahier des charges des AOC** une obligation d'un couvert végétal ou l'interdiction du désherbage chimique par exemples, le syndicat des producteurs contribuerait à une large diffusion de nouvelles pratiques et concourrait à une acceptation de la transition. Il s'agit de structurer les filières autour de certaines valeurs. Cette démarche participe également à cette stratégie d'essaimage par **un effet contagion**.

En somme, il importe de **créer une dynamique collective autour de la transition agricole, de créer une synergie entre les différentes expérimentations** menées par les agriculteurs et ce, afin qu'elles s'inscrivent dans l'agriculture biologique, dans les fermes Dephy ou la permaculture en dépassant les anciens clivages. Cette synergie passe par un partage des techniques économes en intrants mises en œuvre et éprouvées afin qu'elles fassent l'objet d'une appropriation par le plus grand nombre. La diffusion des solutions alternatives constitue un levier robuste dont les agriculteurs sont en demande. Notre enquête sur le terrain a fait état de ce manque d'informations et/ou de formation dont souffrent les agriculteurs. Autrement dit, c'est aussi un soutien qu'ils requièrent. De ce fait, la proposition d'une matrice permettrait de mettre aisément en valeur les forces et les faiblesses d'une exploitation en surmontant la crainte « de ne pas savoir » et de l'accompagner dans cette prise de risque.

Associer l'ensemble de la filière permet d'instaurer une dynamique de co-construction pour une meilleure acceptation, à l'instar de ce qui se fait déjà dans le vignoble, et **pourrait donner naissance à une AOC agroécologique**. L'objectif est de dépasser la simple juxtaposition d'expériences pour enclencher une dynamique territoriale et donner de la visibilité et de la cohérence à l'ensemble des actions menées par les agriculteurs.

« Je n'ai pas l'impression que ça [les produits phyto] réduit vraiment. »⁸⁰¹ ; « Ça fait quand même rigoler. C'est une aberration. On pousse les personnes à baisser les doses. Mais une fois en bio, il n'y a pas d'aides. Tous ces logos m'énervent. Il y en a trop. Tout le monde fait des amalgames. »⁸⁰²

Organiser des événements participe à la revalorisation du monde agricole et replace l'agriculteur au centre de la décision via des observations sur le terrain auprès d'autres

⁸⁰¹ Agriculteur en reconversion, Multi ferme.

⁸⁰² Viticulteur, champagne bio.

agriculteurs. Les syndicats⁸⁰³, les fédérations et la Chambre d'agriculture mais aussi les collectivités (communautés de communes, départements, villes etc.) ont un rôle important à jouer. Dans ce contexte, il s'agit tout à la fois de valoriser des savoir-faire locaux et de reconnaître une capacité d'innovation et d'adaptation vis-à-vis de la société civile. Dès lors, il s'agit tout autant de reconnaissance que de réhabilitation d'une fonction sociale des agriculteurs. La communication - par le biais des outils proposés dans le Pass'Transition - est alors un moyen pour réaliser cet objectif.

Figure 40 : L'agriculture durable

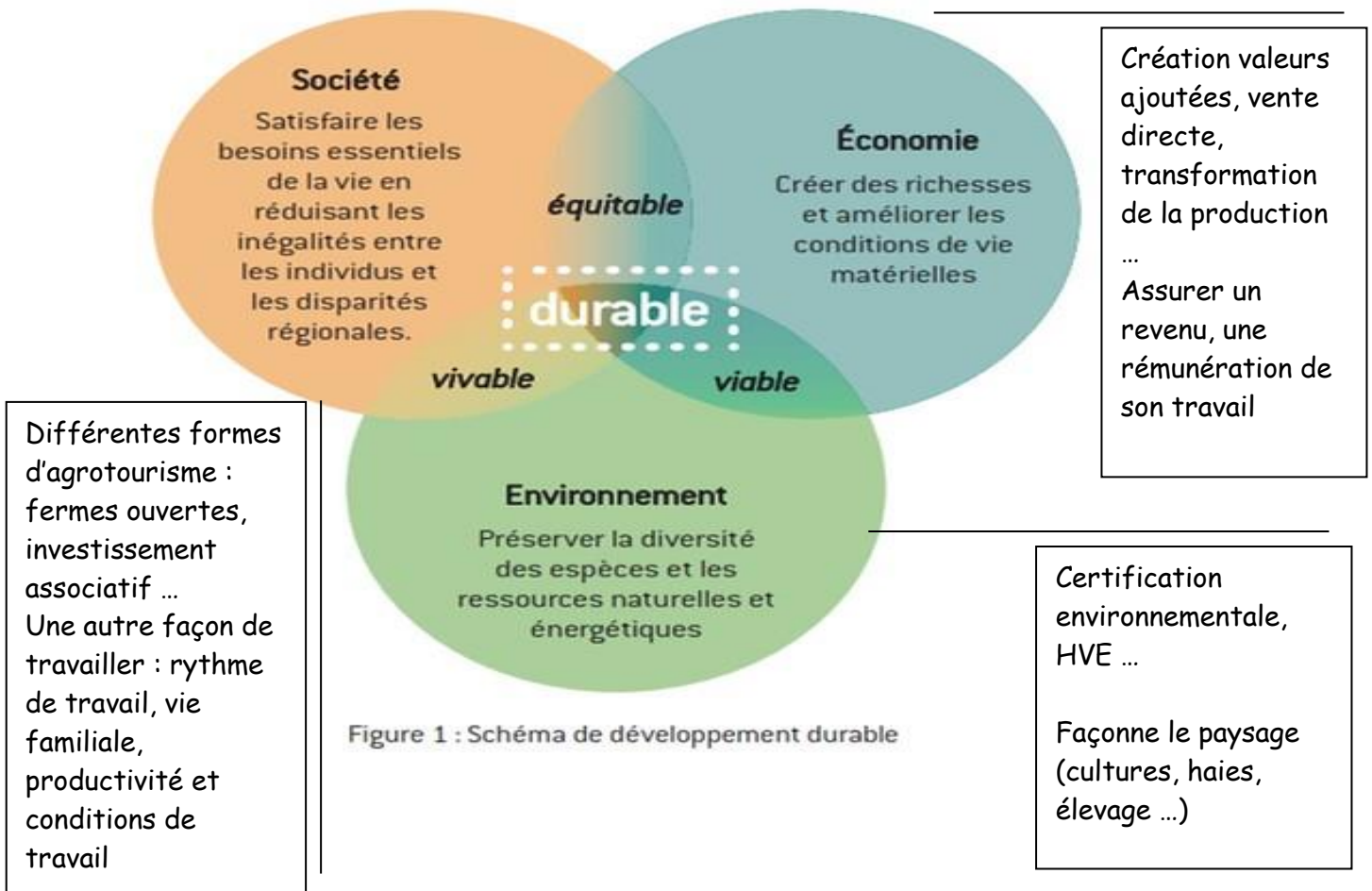


Figure 1 : Schéma de développement durable

⁸⁰³ Assurément, ces différentes pistes construites dans le plan d'action Pass'Transition sont le résultat de nos entretiens effectués sur le terrain et constituent une première piste. Pour construire cette méthode agroécologique globale sur le territoire, un autre travail mériterait d'être mené sur le rôle des syndicats dans la manière qu'ils peuvent impliquer, susciter ou conduire leurs adhérents à changer les pratiques, en particulier, en mettant en avant les influences que peuvent jouer les « prescripteurs » sur les autres agriculteurs : président des Jeunes Agriculteurs, conseillers des Chambres d'Agriculture, président des associations (AVA, FDSEA, ...).

Conclusion

L'étude que nous avons menée reste exploratoire car au travers des enquêtes réalisées auprès d'exploitants, plusieurs questions sont apparues récurrentes dans leurs propos. Nous avons tenté de les retranscrire le plus fidèlement possible à travers les diverses pistes proposées. Ces différents ateliers de travail ont conduit à de nombreux échanges fructueux auxquels certains agriculteurs ont participé. Ce rapport final n'est alors que le reflet de ces différents entretiens et concourt à répondre à la problématique initiale puisque nous avons intégré les échanges au présent rapport.

Mais la question de la communication intervient à de nombreuses reprises pour expliquer leur envie de reconnaissance. Le contexte semble fournir des éléments d'explication des attitudes et des perceptions des agriculteurs non seulement vis-à-vis des problèmes en amont (coûts de production) mais aussi en aval (recréer du lien avec le public). L'*agribashing* exacerbe toute question liée à la santé environnementale dans la mesure où elle interroge explicitement leur façon de faire. Autrement dit, ce travail nous a conduits à interroger, dans une perspective sociologique, la notion de transition agricole. De ce fait, notre étude s'articule autour de deux constats :

- D'une part, les agriculteurs sont confrontés à un dénigrement qu'ils subissent et qu'ils considèrent comme injuste eu égard aux difficultés de leur métier.
« **Je mets moins [de produits phyto] qu'avant. Ça ils ne le voient pas.** » ;
- D'autre part, ils disposent d'une grande résilience face aux défis du secteur tant dans la prise de conscience de la nécessité d'adopter de nouvelles pratiques que dans la capacité à se structurer pour réduire leur vulnérabilité économique.

Ce double constat laisse à penser qu'il n'existe pas de modèle unique sur les modalités d'adaptation tant la diversité dans les productions est importante même si les agriculteurs manifestent une réelle propension à accepter de changer de pratiques voire de modèle. L'idée est de **construire des lieux de convergence sur les pratiques et les valeurs** pour : « *Défendre l'agriculture dans sa diversité et ses différentes sensibilités et qui montre ce qu'elle sait faire.* »⁸⁰⁴

Dans ce rapport, nous avons proposé une démarche d'analyse statistique globale quantitative et qualitative basée sur des entretiens semi-directs denses. Nous répondons à la problématique à travers un plan d'action qui est aussi un plan de communication construit autour de diverses pistes actionnables au niveau régional, intercommunal, mais aussi individuel. Incontestablement, **l'approche doit être globale pour être efficace**. Elle doit surtout définir un chemin à suivre pour gagner en visibilité

⁸⁰⁴ Président de la chambre d'agriculture d'Alsace.

et réduire l'incertitude des agriculteurs les plus hésitants. C'est pourquoi, le Pass'Transition nous apparaît comme un levier puissant. Nous avons effectivement analysé les liens entre les différentes variables pour construire des outils synthétiques regroupant les thématiques similaires chez les agriculteurs enquêtés. Ces regroupements ont mis en avant des tendances. Ce choix méthodologique a permis de préserver, le plus fidèlement possible, les différents témoignages tout en suscitant des liaisons entre eux. Au final, ce travail d'enquête révèle plusieurs attentes de la part des agriculteurs : d'un côté, être un relais de communication auprès du grand public ; d'un autre côté, un besoin d'apports techniques avec un réel besoin d'accompagnement.

Figure 41 : Bilans et propositions

Freins	Objectifs	Leviers d'action
Coexistence de plusieurs vulnérabilités (économique, sociale, sociétale, environnementale)	Orienter les pratiques de façon plus précises par rapport à un fil conducteur Créer une dynamique territoriale	Un Plan Alimentaire Territorial (PAT) décliné au niveau intercommunal Structurer les filières
Enjeu foncier lors de la transmission Formations à l'agronomie et les pratiques agroéconomiques Habitudes, absence de références	Sensibiliser et responsabiliser les agriculteurs aux enjeux de la transition agricole Partager des expériences et essayer des pratiques	Structurer un réseau de solidarité entre les agriculteurs (CUMA, etc.) Créer une communauté d'intérêts via un réseau de pairs fédérateur Introduire un système de parrainage Diffuser une matrice de diagnostic d'évaluation de la durabilité d'une exploitation et des fiches-actions avec des pratiques agroécologiques et leurs rendements
Problème de visibilité dans les pratiques mises en œuvre	Définir la transition agricole dans un sens positif (une opportunité) et non comme une contrainte	Innovations dans les pratiques (circuits courts, agrotourisme, agroécologie) Une AOC agroécologique avec un cahier des charges des bonnes pratiques agroécologiques

Annexes

Annexe 1 : Le support d'enquête Enquête de terrain auprès d'agriculteurs

Intitulé du projet : Promouvoir une agriculture soucieuse de santé environnementale dans le Grand Est

Document à usage strictement interne au CERDACC

Lieu :

Entretien effectué le :

Début de l'entretien :

Durée :

En 2017, le slogan du Ministère de l'Agriculture était « **Agricultures, produisons autrement** ». Nous nous interrogeons sur ce que signifie « produire autrement », sur le sens à donner à la transition agricole.

Ce questionnaire a pour objectif de diagnostiquer les principales difficultés auxquelles le monde agricole fait face. La connaissance de celles-ci permettra de réfléchir aux solutions à apporter. C'est pourquoi l'objectif de ce travail de terrain est d'identifier des expériences ou des pratiques innovantes dans le Grand Est afin de donner davantage de visibilité à la transition agricole. L'idée est d'identifier les éventuels freins ou difficultés dans notre territoire.

Quelques lignes pour vous présenter :

Votre profil :

Age : / Sexe : / Situation familiale :

Année d'installation : / Installation : Cadre familial Hors Cadre Familial

Formation :

Le profil de votre exploitation

Statut juridique : Exploitation individuelle / Société (forme juridique :.....)

Production(s) principale(s) : (peut-être une indication en % ?)

- Grandes cultures
- Elevage laitier / Elevage allaitant (Nombre de têtes :
- Polyculture-élevage
- Activité d'élevage : Bovins Ovins Caprins (Nombre de têtes :
- Poulets de chair Poules pondeuses (Quantité :
- Autres :

Employez-vous de la main-d'œuvre ?

Mode de production : SAU : ____ ha (propriété :.....ha)

- Conventionnel / Bio Date de conversion :

Activité secondaire (accueil à la ferme, vente directe, principe des fermes ouvertes, magasins de producteurs dans la ferme, AMAP, Hop'La, etc.) ...):

- Non
- Oui Laquelle ? :

Pratiquez-vous le semis direct ou la rotation de cultures ou les cultures intermédiaires ? Quels sont les avantages que vous en retirez ?

Comment définiriez-vous votre métier ? Parlez-moi de votre travail au quotidien.

Vous définissez-vous plutôt comme

- un agriculteur, / un paysan, / un chef d'exploitation, / un chef d'entreprise,
- un fermier / ou ?

Que pensez-vous du nouveau slogan de l'enseignement agricole « L'aventure du vivant » qui a été lancé le 27 février 2019 au Salon international de l'agriculture ?

« L'enseignement agricole, c'est un parcours, une aventure qui ouvre un accès à tous les métiers du vivant : métiers de la terre, du végétal, de la nature, du bois, des animaux. »

Quels sont les principaux défis auxquels vous aurez à faire face dans un avenir proche ? Quelles sont les principales difficultés dans votre métier ?

Pensez-vous que le réchauffement climatique impactera votre façon de produire ? Si oui, comment ? Avez-vous déjà modifié certaines pratiques ?

Si vous deviez en citer trois, lesquelles seraient ces difficultés ?

- Accès au foncier / Problèmes de trésorerie / Un problème de coûts / Un problème de prix de vente Parasites / ravageurs / Aléas climatiques / Problème de succession / Contraintes administratives trop lourdes / Autres :

En 2017, le slogan du Ministère de l'Agriculture était « Agricultures, produisons autrement ». Selon vous que signifie « produire autrement » ?

Quel est votre regard sur le plan E C O P H Y T O 2 0 1 8 de réduction des usages de pesticides 2008-2018 ?

Comment définiriez-vous la transition agricole ?

Qu'évoque pour vous l'Agroécologie ? La permaculture ?

Quand vous voulez des informations, où allez-vous les chercher ? A quels magazines êtes-vous abonné(e) ? Quels rôles jouent les échanges avec d'autres agriculteurs ?

Connaissez-vous l'OBAPA (organisation professionnelle de l'agriculture bio en Alsace) ? Avez-vous déjà fait appel à cet organisme ?

Non / Oui / Si oui, dans quel cadre ?

Connaissez-vous des agriculteurs qui se sont convertis en bio ? Que pensez-vous de cette conversion ? Qu'est-ce qui vous inciterait à passer en bio ?

Quels sont les principaux freins au développement de l'agriculture biologique ?

Si vous deviez **en citer trois**, lesquels seraient les principaux freins ?

- Absence d'appuis techniques ou d'informations / Pas de formation
- Incertitudes sur les types de pratiques à développer / Autres
- Aides financières insuffisantes / Peu sensible à ce type d'agriculture
- Des craintes en termes de rentabilité / Pas de visibilité sur les débouchés

Jeu de questions : d'accord / pas d'accord

	D'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord	Sans avis
Le labour est indispensable pour planter des cultures					
Le labour est dépassé, l'avenir est dans le semis direct					
Le labour enfouit les mauvaises graines mais les ramène lors du labour d'après					
Le labour modifie l'équilibre naturel du sol					
Le labour laisse un sol nu qui s'érode avec les orages					
Sans labour, le risque de baisse de rendement est trop important					
Le semis direct nécessite une bonne connaissance des sols					
le plan E C O P H Y T O 2 0 1 8 est suffisamment contraignant					
L'avenir de l'agriculture ne peut se concevoir sans intrants chimiques					
Il est difficile de concilier volume de production et protection de l'environnement					
L'utilisation de biotechnologies est indispensable pour produire en quantité suffisante					
L'avenir de l'agriculture passe par les circuits courts					
L'avenir de l'agriculture passe par de nouvelles pratiques					

L'avenir de l'agriculture passe par une agriculture raisonnée					
L'avenir de l'agriculture passe par l'utilisation de moyens informatiques (robots, etc.)					
L'agriculture de terroir peut se définir en-dehors de l'agriculture biologique					
L'introduction de haies ou bandes fleuries ... améliore la qualité des sols					
L'agriculture biologique ne suffit pas pour nourrir la planète					
L'agriculture biologique ne fonctionne qu'en circuits courts					
L'agriculture biologique n'est possible que dans le cadre d'une ferme familiale					
Le principal défi de l'agriculture est de nourrir les hommes					
Le réchauffement climatique oblige à revoir notre façon de produire					
Il existe des liens forts entre l'agriculture et l'environnement					
Il existe des liens forts entre l'agriculture et la santé					
L'agriculture conventionnelle dépend des énergies fossiles					

Annexe 2 : La liste des enquêtés et leur répartition

Type	Contact	Profil de l'acteur	Bio/ conventionnel
Institutionnel	Colmar (68) Haut-Rhin	Bio en Grand Est (OBAPA) Chargée de mission Eau, Bio et Territoires	1 bio
Institutionnel	Schiltgheim (67) Bas-Rhin	Association Haies Vives d'Alsace, Président de l'association	1 bio
Institutionnel	Colmar (68) Haut-Rhin	Chambre d'Agriculture Grand Est, Conseiller viticulture, animateur d'un projet "biodiversité", porté par le syndicat viticole.	1 conventionnel
Institutionnel	Schiltgheim (67) Bas-Rhin	Chambre d'Agriculture Grand Est, Responsable de l'équipe "circuits courts.	1 conventionnel
Institutionnel	Châlons-en-Champagne (51) Marne	Fédération Régionale des AgroBiologistes de Champagne-Ardenne	1 bio
Institutionnel	Chaumont Choignes (52) Haute-Marne	ARDEAR	1 bio
Institutionnel	Erstein (67) Bas-Rhin	Canop'terre, animateur en agroécologie	1 bio
Institutionnel	Metz (57), Moselle	Chambre d'agriculture, Chargé de mission	1 conventionnel
Institutionnel	Meuse	Chambre d'agriculture, Conseiller	1 conventionnel
Institutionnel	(10) Aube	Chambre d'agriculture, Chargé de mission	1 conventionnel

Institutionnel	Munster (68) Haut-Rhin	Association Vallée « Munster en transition »	1 bio
Institutionnel	Lapoutroie (68) Haut-Rhin	Solidarité paysans Alsace	1 bio
		Total	12 dont 7 bio
CFA	Obernai (67) Bas-Rhin	Lycée agricole, Centre de formation	4 enseignants + 60 jeunes
CFA	Chaumont Choignes (52) Haute-Marne	CFA agricole Agricole Public Edgard Pisani 4 enseignants + 10 jeunes	4 enseignants + 10 jeunes
CFA	Domaine de l'Ecole, Rouffach (68) Haut-Rhin	Directrice d'exploitation, Formatrice au lycée agricole. Rouffach	1 enseignant
		Total	9 enseignants + 70 jeunes
Agric. grandes cultures	Kochersberg (67) Bas-Rhin	2 agriculteurs	2 en conventionnel
Agric. grandes cultures	(68) Haut-Rhin	1 agriculteur	1 en conventionnel
		Total	3 dont 0 bio
Polyculture / élevage	(51) Marne	1 agriculteur + 1 Conventionnel en agriculture de conservation des sols Poly-cultivateur, Eleveur bovin mixte	1 en conventionnel + 1 en bio
Agric. Elevage	Chaumont (52) Haute-Marne	2 Agriculteurs-éleveurs	2 en conventionnel

Polyculture / élevage	Meuse (55)	Ferme pédagogique Elevage Chèvres	2 en conventionnel
Polyculture / élevage	Colligny (57) Moselle	1 agriculteur	1 en conventionnel
Polyculture / élevage	(67) Bas-Rhin + Kochersberg	5 agriculteurs + 2 éleveurs	1 en Biodynamie + 6 en conventionnel
		Total	14 dont 2 bio
Elevage Volaille	(51) Marne	Agriculteur En reconversion	1 bio
Elevage	Leuchey (52) Haute-Marne	1 éleveur de poulets, lapins ... en agriculture paysanne	1 bio
Elevage Porcin viande	Schopperten (67) Bas-Rhin	Ferme du Vieux Poirier 1 homme + 1 femme Permaculture	2 en bio
Elevage	Munster (68) Haut-Rhin	4 éleveurs	1 conventionnel 3 en biologique
		Total	8 dont 7 bio
Apiculture	Lapoutroie (68) Haut-Rhin	2 Apiculteurs	2 en biologique
		Total	2 dont 2 bio
Maraichage	(51) Marne	Maraîcher biodynamie	1 en bio
Maraichage	Chaillon Meuse (55)	Maraîcher En reconversion sur 50% de ses surfaces depuis 2 ans	1 en bio

Maraichage	(57), Moselle	Maraîchère Exploitant bio individuel (Plantes aromatiques et médicinales) Les jardins bio de Guenviller Les Jardins Bio du TanzGarten	4 en bio
Maraichage	Strasbourg (67) Bas-Rhin + Kochersberg	L'îlot de la Meinau Les jardins de Marthe Maraîchère	2 en conventionnel + 1 en bio
		Total	9 dont 7 en bio
Viticulteur	Landreville (10) Champagne	Viticulteur, champagne	1 en biologique
Viticulteur	Bulligny (54) Meurthe et Moselle	Viticulteur	1 en biologique
Viticulteur	Kochersberg (67) Bas-Rhin	2 viticulteurs sans engrais chimique	2 en conventionnel
Viticulteur	Katzenthal (68) Haut-Rhin	Vigneron-récoltant reconverti en 1999 en Biodynamie + 1 viticulteur	2 en bio
		Total	6 dont 4 bio
Foires, marchés	(10) Aube	Magasin de producteurs «Tendance fermière »	1 en conventionnel
Foires, marchés	Champigny-les- Langres, (51) Marne	Forum des opportunités de l'agrobiologie « Déclic Bio »	1 en bio
Foires, marchés	Mutigny, (51) Marne	Sentier du vigneron » dans le cadre des « Expériences écotourisme Grand Est »	1 en conventionnel

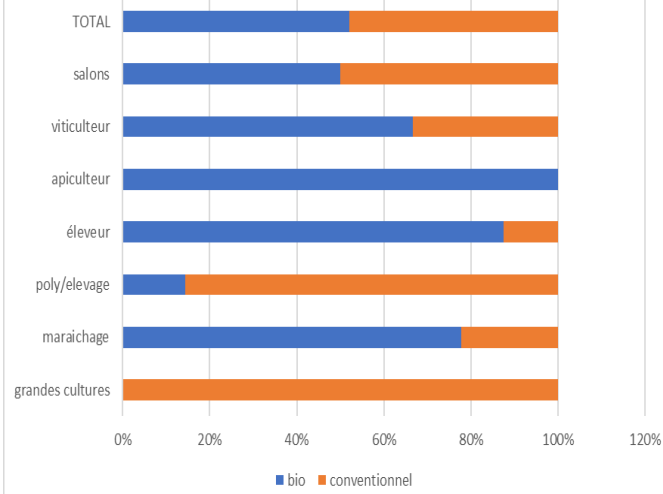
Foires, marchés	(57), Moselle	Visite d'un marché bio	Biologique
Foires, marchés	Obernai (67) Bas-Rhin	Salon de l'agriculture bio « BiObernai »	Biologique
Foires, marchés	Eguisheim (68) Haut-Rhin	Festival des vins	1 en conventionnel
			Total 6 dont 3 bio
Strasbourg	Table-ronde	Famille du rucher St Blaise (Sainte-Croix-aux-Mines, Bas-Rhin)	Biologique
	Table-ronde	Lauriane et Charles de la Ferme du Vieux Poirier (Schopperten)	Permaculture
	Table-ronde	Luc Muller de la Ferme bio de Thury (Narbefontaine, Lorraine)	Biologique
	Table-ronde	Viticulteur André Durrmann, Andlau (Bas-Rhin)	Biodynamie

Soit une répartition :

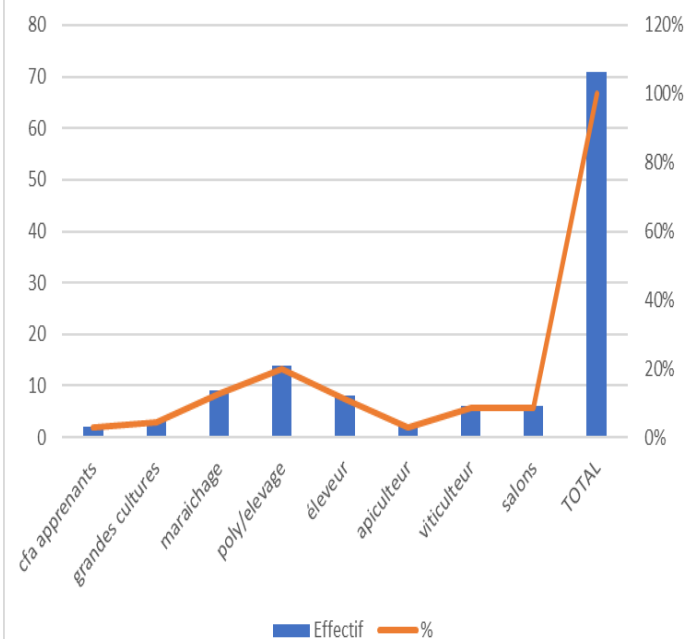
	Total	Bio	Conven- tionnel
Institutionnel	12	7	5
Cfa prof	9		
Cfa apprenants	70	25	45
Grandes cultures	3	0	3
Maraichage	9	7	2
Poly/élevage	14	2	12
Eleveur	8	7	1
Apiculteur	2	2	0
Viticulteur	6	4	2
Salons	6	3	3
TOTAL	139	57	73

Détail de la répartition des enquêtés

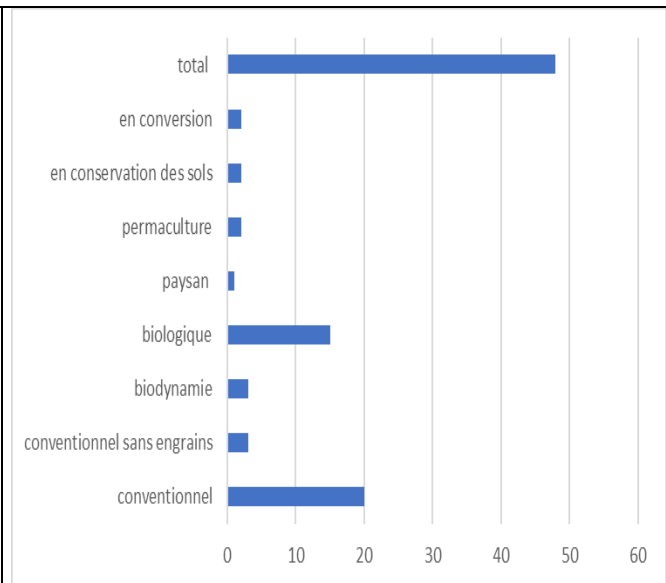
	Bio	Conv.
Grandes cultures	0%	100%
Maraichage	78%	22%
Poly /élevage	14%	86%
Eleveur	88%	13%
Apiculteur	100%	0%
Viticulteur	67%	33%
Salons	50%	50%
TOTAL	52%	48%



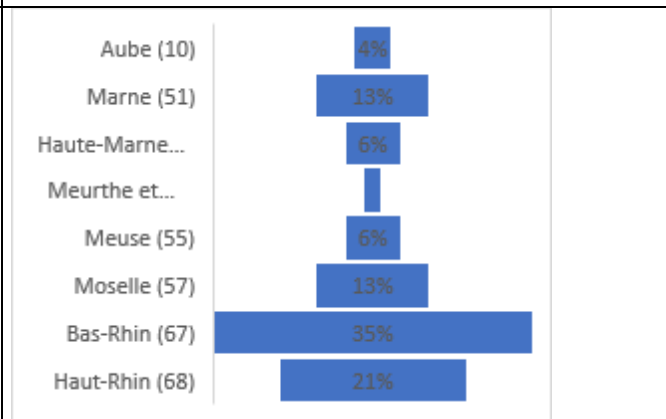
	Q	%
Institutionnel	12	17%
CFA prof	9	13%
CFA apprenants	2	3%
Grandes cultures	3	4%
Maraichage	9	13%
Poly /élevage	14	20%
Eleveur	8	11%
Apiculteur	2	3%
Viticulteur	6	8%
Salons	6	8%
TOTAL	71	100%



Conventionnel	20	42%
Conventionnel sans engrains	3	6%
Biodynamie	3	6%
Biologique	15	31%
Paysan	1	2%
Permaculture	2	4%
En conservation des sols	2	4%
En conversion	2	4%
TOTAL	48	100%



Aube (10)	2
Marne (51)	6
Haute-Marne (52)	3
Meurthe et Moselle (54)	1
Meuse (55)	3
Moselle (57)	6
Bas-Rhin (67)	17
Haut-Rhin (68)	10
TOTAL	48



Annexe 3 : Planning de travail et respect du cahier des charges (Extrait du cahier des charges)

Thématique(s) abordées :

Axe 1 : Des activités humaines préservant l'environnement et la santé

Point 3 : Consolider et améliorer la diffusion des connaissances sur l'exposition des produits phytosanitaires

Justification de l'action (pourquoi mettre en place cette action ?) :

Définir un plan de communication pour **offrir quelques exemples de pratiques agricoles compatibles avec une amélioration de la santé environnementale** pour

- Favoriser des stratégies de résilience et mettre en mouvement des acteurs locaux,
- Evaluer la perception de certains risques sur la santé ou l'environnement,
- Partager des expériences entre des acteurs en sortant des approches sectorielles pour dégager de nouvelles options,
- Organiser/fédérer des réseaux producteurs/consommateurs/décideurs pour favoriser les circuits courts.

Objectif général de l'action :

A partir d'une grille d'analyse et de l'observation de pratiques par le biais d'enquêtes de terrain, il s'agit d'identifier des expériences qui pourraient servir de modèles pour promouvoir de nouvelles stratégies d'acteurs. Le but de l'action est de **comprendre comment la question de la santé environnementale est prise en compte (ou non) dans le référentiel de production et comment elle pourrait renforcer la relation producteur/consommateur dans une dynamique territoriale**. Les études de terrain permettront de saisir la manière dont les acteurs posent cette question, leurs perceptions des risques environnementaux et sanitaires (**approche descriptive rétrospective**) pour éventuellement mettre en place des moyens de prévention (**approche prospective**). **L'objectif final est de construire un plan de communication afin de proposer des orientations.**

Planning de travail :

Durée	Contenu						
Décembre 2018 à mars 2019	<p><u>1^{ère} étape : Préparation de l'enquête</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction du support d'enquête - Travail bibliographique sur les expériences locales : cartographier des acteurs, des réseaux et des pratiques - Recherche d'un stagiaire - Prises de contact avec les personnes ressources - Premières enquêtes de terrain 						
Juin 2019 à septembre 2019	<p><u>2^e étape : Réalisation des enquêtes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Embauche d'un étudiant de master en stage (3 juin au 27 septembre 2019) - Définir les acteurs à rencontrer - Travail d'enquête de terrain dans plusieurs zones dans le Grand Est - Valorisations du travail sur le plan scientifique et organisation d'une table-ronde - Analyse des données et retour d'expériences <p>Nombre enquêtes :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">Enquêtés</td> <td style="width: 33%; text-align: center;">50</td> <td style="width: 33%;"></td> </tr> <tr> <td>Réalisées</td> <td style="text-align: center;">139</td> <td style="text-align: right;">dont 2 lots de 70 apprenants</td> </tr> </table>	Enquêtés	50		Réalisées	139	dont 2 lots de 70 apprenants
Enquêtés	50						
Réalisées	139	dont 2 lots de 70 apprenants					
Octobre 2019 à décembre 2019	<p><u>3^e étape : Analyse des données et retour d'expériences</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des données et retour d'expériences : chaque entretien fait l'objet d'une analyse de contenu, - Rédaction des recommandations à l'usage de l'ensemble de la filière pour mettre en mouvement une dynamique. - Définition d'un plan de communication synthétique présentant les expériences originales et les arguments forts des enquêtes - Valorisations du travail sur le plan scientifique 						

Annexe 4 : Les différents modèles d'agriculture

L'agriculture raisonnée	L'agriculture de conservation
<p>Source : https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/developpement-durable-agriculture-raisonnee-11826/</p>	<p>Source : https://maisonagricultureurbaine.com/autres-concept/lagriculture-de-conservation/</p>

	Agriculture biologique	Agriculture durable	Agriculture raisonnée
Auto - présentation	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre soin du vivant • Être responsable et reconquérir son autonomie d'agriculteur • Préserver le futur • Respecter les échanges Nord/Sud 	Une agriculture <ul style="list-style-type: none"> • Économiquement performante • Socialement équitable • Écologiquement saine 	Une agriculture <ul style="list-style-type: none"> • Économiquement viable • Responsable vis à vis de l'environnement • Socialement acceptable
origine	Une philosophie et des techniques de production spécifiques, distinctes du développement agricole conventionnel	Des groupes et un réseau issus du développement agricole et ayant évolué vers des modèles alternatifs	Une qualification mise en place au sein du développement agricole conventionnel, avec l'appui des industries liées à l'agriculture
Nombre en Bretagne	917 (observatoire de l'agriculture bio, chiffres 2005)	400-500 ? (estimation / données RAD)	36 qualifiées (ministère de l'Agriculture, chiffres 2007)

Annexe 5 : Un diagnostic de la durabilité environnementale du RAD

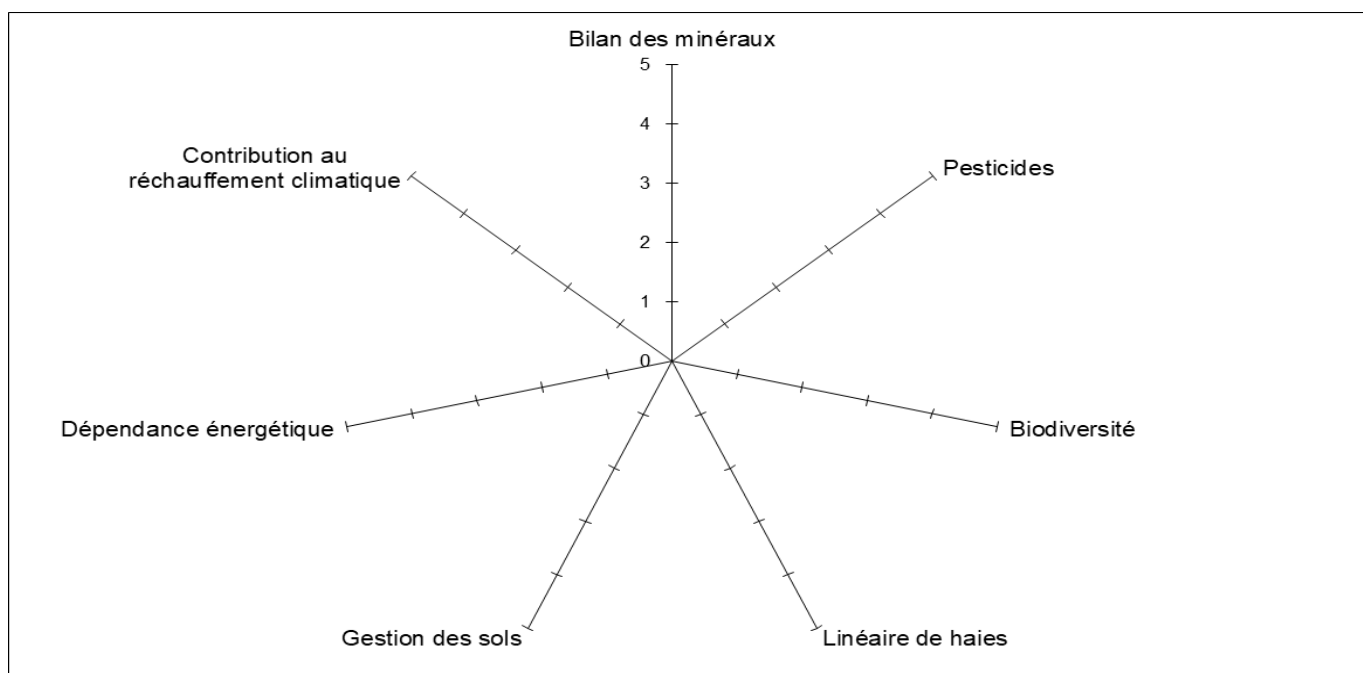
Source : <http://www.agriculture-durable.org/lagriculture-durable/evaluer-la-durabilite/>



Diagnostic de Durabilité Réseau CIVAM

DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

N°	1	2	3	4	5	6	7
CRITERES	Bilan des minéraux	Pesticides	Biodiversité	Linéaire de haies	Gestion des sols	Dépendance énergétique	Contribution au réchauffement climatique
Indicateurs	Unités d'N / ha de SAU <i>cf. calculateur</i>	IFT : voir guide	voir guide	linéaire haies mètres / ha	voir guide	Total EQF / ha SAU <i>cf. calculateur & annexe du guide</i>	Total TeqCO2 / ha SAU <i>cf. calculateur</i>
Valeur							
0	> 100 uN/ha	0	0	< 20 m	0	> à 600 EQF	> 5,5 TeqCO2/ha
1	80 à 100 uN/ha	1	1	20 à 40 m	1	500 à 600 EQF	4,5 à 5,5 TeqCO2/ha
2	60 à 80 uN/ha	2	2	40 à 60 m	2	400 à 500 EQF	3,5 à 4,5 TeqCO2/ha
3	40 à 60 uN/ha	3	3	60 à 80 m	3	300 à 400 EQF	2,5 à 3,5 TeqCO2/ha
4	20 à 40 uN/ha	4	4	80 à 100 m	4	200 à 300 EQF	1,5 à 2,5 TeqCO2/ha
5	< 20 uN/ha	5	5	> 100 m	5	< à 200 EQF	< 1,5 TeqCO2/ha
NOTE							



Annexe 6 : Un diagnostic de la durabilité économique du RAD

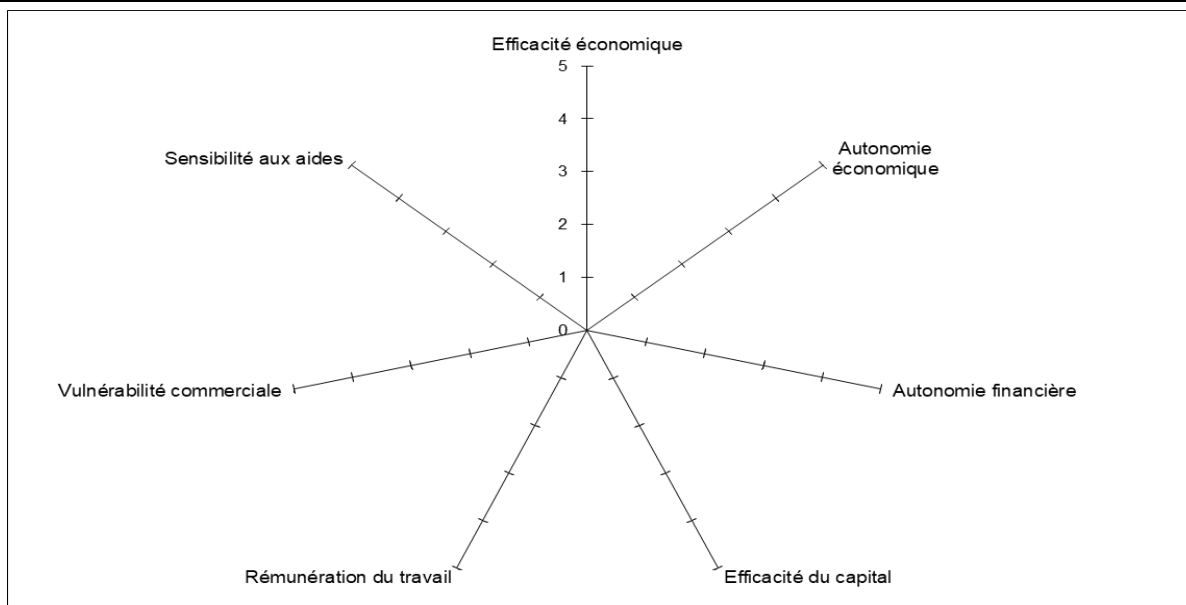
Source : <http://www.agriculture-durable.org/lagriculture-durable/evaluer-la-durabilite/>



Diagnostic de Durabilité Réseau CIVAM

DURABILITÉ ÉCONOMIQUE

N°	1	2	3	4	5	6	7
CRITERES	Efficacité économique	Autonomie économique	Autonomie financière	Efficacité du capital	Rémunération du travail	Vulnérabilité commerciale	Sensibilité aux aides
indicateurs	VA / PA	MBG / PA	Annuités (hors foncier) / EBE consolidé	Résultat Social / Capital d'exploitation	Résultat Social / (VA+Aides)	voir guide	Aides / Résultat Social
Valeur							
0	< 20%	< 55%	> 65%	< 5%	< 30%	0	> 100%
1	20 à 30%	55 à 60%	55 à 65%	5 à 10%	30 à 40%	1	80 à 100%
2	30 à 40%	60 à 65%	45 à 55%	10 à 15%	40 à 50%	2	60 à 80%
3	40 à 50%	65 à 70%	35 à 45%	15 à 20%	50 à 60%	3	40 à 60%
4	50 à 60%	70 à 75%	25 à 35%	20 à 25%	60 à 70%	4	20 à 40%
5	> 60%	> 75%	< 25 %	> 25%	> 70%	5	< 20%
NOTE							



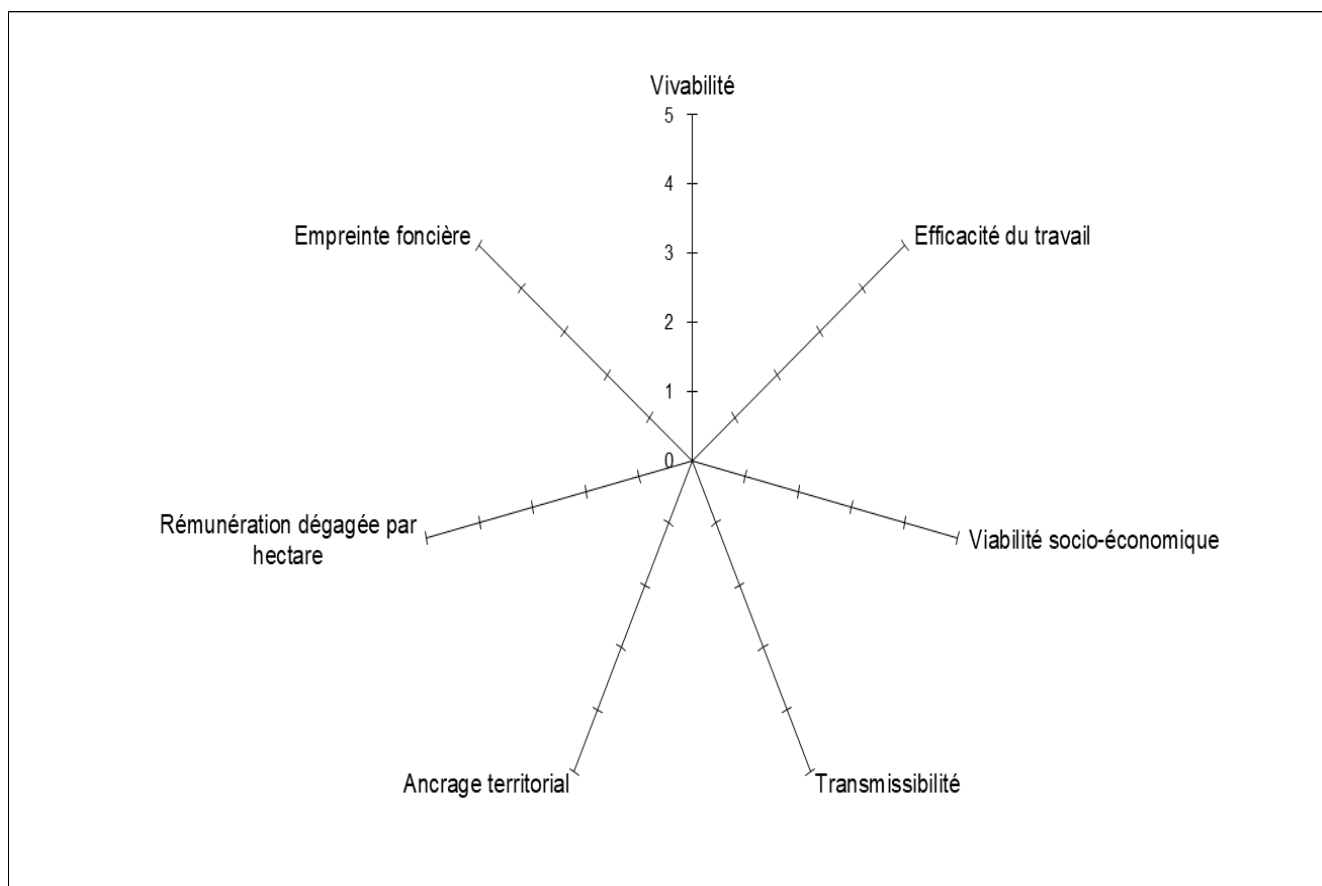
Annexe 7 : Un diagnostic de la durabilité sociale du RAD

Source : <http://www.agriculture-durable.org/lagriculture-durable/evaluer-la-durabilite/>



Diagnostic de Durabilité Réseau CIVAM DURABILITÉ SOCIALE

N° CRITERES	1 Vivabilité	2 Efficacité du travail	3 Viabilité socio-économique	4 Transmissibilité	7 Empreinte foncière
Indicateurs	voir guide	Revenu Disponible / actif familial / heure de travail en % du SMIC horaire net	Résultat Social / UTH	Capital d'exploitation (hors foncier) / UTH	Surface totale mobilisée / SAU <i>cf. calculateur</i>
Valeur					
0	0	< 0,4 SMIC	< 12 000 €	> 250 000 €	> 140%
1	1	0,4 à 0,8 SMIC	12 à 18 000 €	190 à 250 000 €	13 à 140%
2	2	0,8 à 1,2 SMIC	18 à 24 000 €	150 à 190 000 €	100 à 130%
3	3	1,2 à 1,6 SMIC	24 à 30 000 €	110 à 150 000 €	110 à 120%
4	4	1,6 à 2 SMIC	30 à 36 000 €	70 à 110 000 €	100 à 110
5	5	> 2 SMIC	> 36 000 €	< à 70 000 €	100%
NOTE					

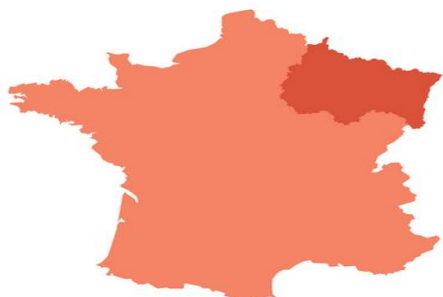


Annexe 8 : Une application du diagnostic du RAD

Source : <http://www.agriculture-durable.org/fermes/francky-chapleau/>

Annexe 9 : La place de la viticulture dans le Grand Est

Source : Chambre d'agriculture du Grand Est⁸⁰⁵

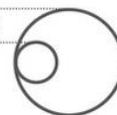


- 20 %** des exploitations cultivant de la vigne sous SIQO
- 7 %** des surfaces en production sous SIQO
- 9 %** des volumes de vins sous SIQO commercialisés
- 32 %** de la valeur de production de vins sous SIQO

Source : Agreste-CVI 2014.
Douanes-JORF 2014, SAFER2015

Superficie en vigne
des vignobles

24 000 ha
9 000 ha



Surfaces de vignes



Cépages « Blanc »

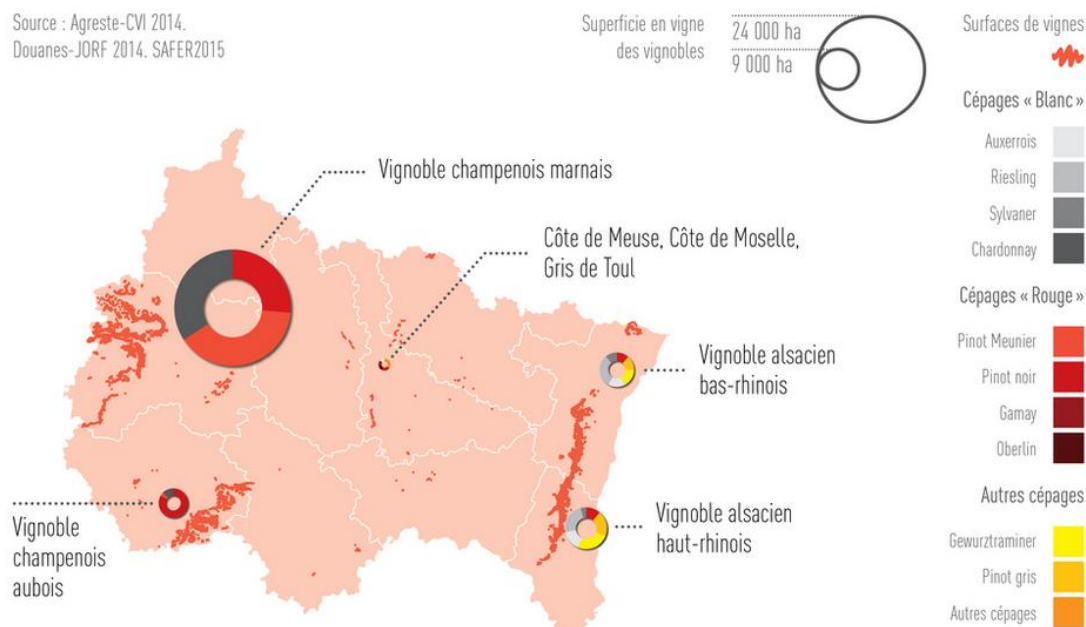
- Auxerrois
- Riesling
- Sylvaner
- Chardonnay

Cépages « Rouge »

- Pinot Meunier
- Pinot noir
- Gamay
- Oberlin

Autres cépages

- Gewurztraminer
- Pinot gris
- Autres cépages



48 %
des volumes
de Champagnes
exportés



25 %
des volumes
de vin d'Alsace
exportés

⁸⁰⁵

[https://grandest.chambre-agriculture.fr/economie-filieres/developpement-de-filieres-qualite/vin-et-spiritueux/#lightbox\[2853481\]-12](https://grandest.chambre-agriculture.fr/economie-filieres/developpement-de-filieres-qualite/vin-et-spiritueux/#lightbox[2853481]-12).



AIRES GÉOGRAPHIQUES

Signe de qualité et d'origine dans le Grand Est :



VINS AOC - AOP

- Champagne
- Côtes de Toul
- Moselle
- Alsace ou vins d'Alsace
- Crémant d'Alsace
- Rosé de Riceys
- Coteaux champenois
- AOC - AOP Alsace Grand cru

VINS IGP

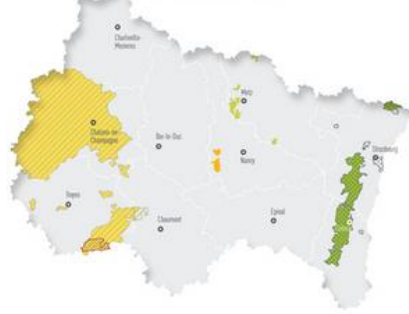
- Côtes de Meuse
- Haute-Marne
- Coteaux de Colfy

SPRITUEUX

- IG Batavia champenois
- IG Fine champenoise
- IG Marc champenoise
- IG Marc d'Alsace
- IG Mirabelle de Lorraine
- IG d'Alsace : Framboise d'Alsace, Kirsch d'Alsace, Mirabelle d'Alsace, Quetsch d'Alsace, Whisky d'Alsace

Source : INAO - août 2018 - Réalisation : CRAG

VINS AOC - AOP



ALSACE GRAND CRU



SPRITUEUX



VINS IGP



Annexe 10 : La place de la biologique dans le Grand Est

Source : Chambre d'agriculture du Grand Est⁸⁰⁶

775*
opérateurs de
transformation bio



341*
opérateurs
de distribution
de produits bio



4%
des exploitations
agricoles



4%
de la SAU régionale
(superficie agricole utilisée)



PRODUCTIONS VÉGÉTALES

SURFACES BIO ET EN CONVERSION
(hectares, en 2017)



6%
du cheptel laitiers
régional



PRODUCTIONS ANIMALES

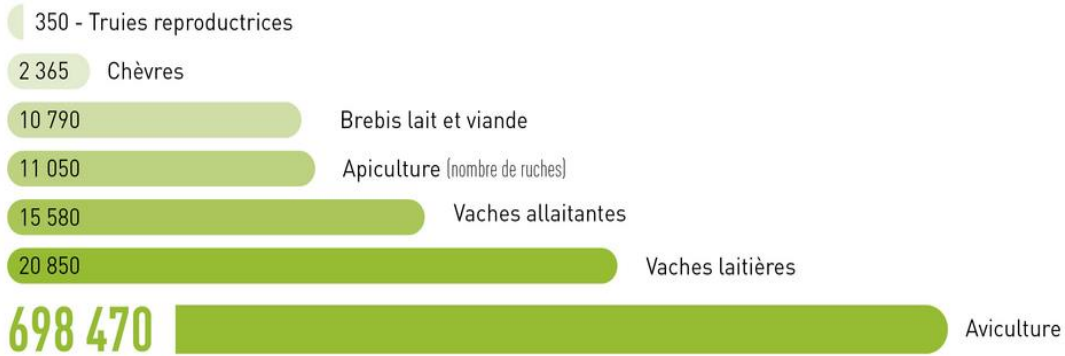
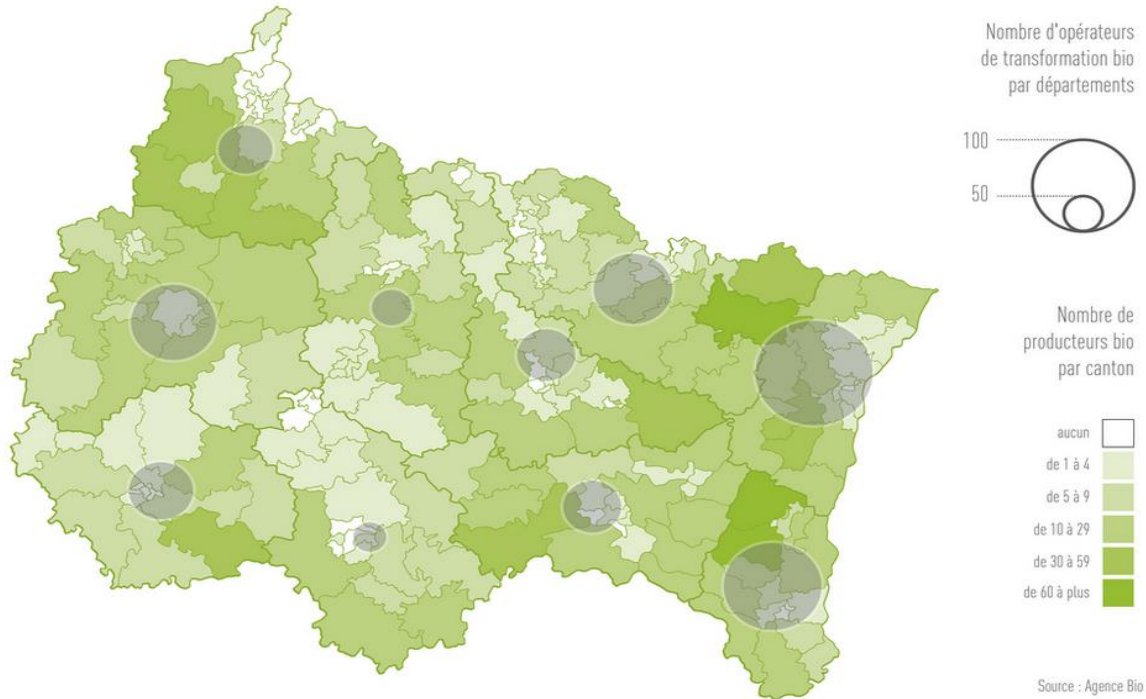
NOMBRE D'ATELIERS
DE PRODUCTION EN BIO



3%
du volume
de lait de vache



⁸⁰⁶ [https://grandest.chambre-agriculture.fr/economie-filieres/developpement-de-filieres-qualite/agriculture-biologique/#lightbox\[2940099\]-1](https://grandest.chambre-agriculture.fr/economie-filieres/developpement-de-filieres-qualite/agriculture-biologique/#lightbox[2940099]-1).



- 6 %** des exploitations engagées dans l'agriculture biologique
- 7 %** des surfaces exploitées selon le mode biologique*
- 14 %** du cheptel de vaches laitières conduit en mode biologique
- 7 %** des opérateurs de transformation de produits biologiques